

DOBESEDNI ZAPISI RAZPRAV 12. SEPTEMBRA 2018

(C/2024/3405)

EVROPSKI PARLAMENT

ZASEDANJE 2018–2019

Seje: 10. – 13. septembra 2018

STRASBOURG

Vsebina	Stran
1. Otvoritev seje	4
2. Razprave o primerih kršitev človekovih pravic, demokracije in načela pravne države (razglasitev vloženih predlogov resolucij): glej zapisnik	4
3. Stanje v Uniji (razprava)	4
4. Nadaljevanje seje	47
5. Pogajanja pred prvo obravnavo v Parlamentu (odobritev) (člen 69(c) Poslovnika)	47
6. Čas glasovanja	48
6.1. Nazivne količine za dajanje enojno destiliranega žganja šoču na trg Unije (A8-0255/2018 - Adina-Ioana Vălean) (glasovanje)	48
6.2. Sprememba Memoranduma o sodelovanju med ZDA in EU (uvedba sistemov upravljanja zračnega prometa) (A8-0214/2018 - Rolandas Paksas) (glasovanje)	49
6.3. Sporazum o zračnem prevozu med Kanado in EU (pristop Hrvaške) (A8-0256/2018 - Francisco Assis) (glasovanje)	49
6.4. Avtorske pravice na enotnem digitalnem trgu (A8-0245/2018 - Axel Voss) (glasovanje)	49
6.5. Kontrola gotovine, ki se vnaša v Unijo ali iznaša iz nje (A8-0394/2017 - Mady Delvaux, Juan Fernando López Aguilar) (glasovanje)	49
6.6. Boj proti pranju denarja s kazenskopравnimi sredstvi (A8-0405/2017 - Ignazio Corrao) (glasovanje)	49

Vsebina	Stran
6.7. Razmere na Madžarskem (A8-0250/2018 - Judith Sargentini) (glasovanje)	49
6.8. Avtonomni orožni sistemi (RC-B8-0308/2018, B8-0308/2018, B8-0309/2018, B8-0355/2018, B8-0359/2018, B8-0360/2018, B8-0361/2018, B8-0362/2018) (glasovanje)	50
6.9. Stanje odnosov med EU in ZDA (A8-0251/2018 - Elmar Brok) (glasovanje)	50
6.10. Stanje odnosov med EU in Kitajsko (A8-0252/2018 - Bas Belder) (glasovanje)	50
7. Obrazložitev glasovanja	50
7.1. Avtorske pravice na enotnem digitalnem trgu (A8-0245/2018 - Axel Voss)	50
7.2. Kontrola gotovine, ki se vnaša v Unijo ali iznaša iz nje (A8-0394/2017 - Mady Delvaux, Juan Fernando López Aguilar)	55
7.3. Boj proti pranju denarja s kazenskopravnimi sredstvi (A8-0405/2017 - Ignazio Corrao)	56
7.4. Razmere na Madžarskem (A8-0250/2018 - Judith Sargentini)	56
7.5. Avtonomni orožni sistemi (RC-B8-0308/2018, B8-0308/2018, B8-0309/2018, B8-0355/2018, B8-0359/2018, B8-0360/2018, B8-0361/2018, B8-0362/2018)	60
7.6. Stanje odnosov med EU in ZDA (A8-0251/2018 - Elmar Brok)	61
7.7. Stanje odnosov med EU in Kitajsko (A8-0252/2018 - Bas Belder)	63
8. Popravki in namere glasovanja: glej zapisnik	64
9. Nadaljevanje seje	65
10. Sprejetje zapisnika predhodne seje: glej zapisnik	65
11. Prihodnost pokojnin: boj proti privatizaciji in krepitev javnih in splošnih sistemov socialne varnosti (tematska razprava)	65
12. Predstavitev stališča Sveta o predlogu splošnega proračuna – proračunsko leto 2019 (razprava)	85
13. Varstvo posameznikov pri obdelavi osebnih podatkov v institucijah, organih, uradih in agencijah Unije in prosti pretok takih podatkov (razprava)	91
14. Evropska strategija za plastiko v krožnem gospodarstvu – Možnosti za rešitev vprašanja stičišča med zakonodajo o kemikalijah, proizvodih in odpadkih (razprava)	97
15. Članstvo v političnih skupinah: glej zapisnik	122
16. Evropski akcijski načrt „eno zdravje“ zoper odpornost proti antimikrobikom (razprava)	122

Vsebina	Stran
17. Enotni digitalni portal (razprava)	135
18. Evropa v gibanju: agenda za prihodnost mobilnosti v EU (razprava)	141
19. Predložitev dokumentov: glej zapisnik	151
20. Prerazporeditev sredstev in proračunske odločitve: gl. zapisnik	151
21. Dnevni red naslednje seje: gl. zapisnik	151
22. Zaključek seje	151

DOBESEDNI ZAPISI RAZPRAV 12. SEPTEMBRA 2018**PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI***Presidente***1. Otvoritev seje***(La seduta è aperta alle 9.00)***2. Razprave o primerih kršitev človekovih pravic, demokracije in načela pravne države (razglasitev vloženih predlogov resolucij): glej zapisnik****3. Stanje v Uniji (razprava)**

Presidente. – L'ordine del giorno reca la dichiarazione del Presidente della Commissione sullo stato dell'Unione (2018/2736(RSP)).

Jean-Claude Juncker, Président de la Commission. – Monsieur le Président, Madame la Présidente du Conseil, Mesdames et Messieurs les Députés, parfois l'histoire avance avec discrétion et à pas comptés et prend congé rapidement. Tel est le cas lorsqu'il s'agit de l'action d'une Commission, qui ne dispose que d'un mandat de cinq années pour changer définitivement les choses. Mais sur un laps de temps aussi court, on ne peut pas changer définitivement les choses. La Commission actuelle, comme ses prédécesseurs, est un épisode, un bref moment dans la longue histoire de l'Union européenne. L'heure du bilan définitif de la Commission que je préside n'est pas encore venue, donc je ne vous présenterai pas aujourd'hui un bilan de ce que nous avons pu faire au cours des quatre années écoulées. Au contraire, je vous dis que le travail continue pendant les mois à venir, pour faire de l'Union européenne imparfaite, une Union européenne chaque jour plus parfaite.

Il reste des choses à faire, et c'est de cela que je voudrais vous parler ce matin. Pas d'autosatisfaction, pas de torse bombé, modestie et travail, voilà l'attitude que la Commission fera sienne, voilà notre ordre du jour pour les mois à venir.

Parfois, l'histoire, – l'histoire au véritable sens du terme – s'invite dans la vie des nations sans préavis, et tarde à la quitter. Ce fut le cas au moment de la Grande Guerre, qui en 1914 a pris le continent par surprise, tellement fut ensoleillée, calme, paisible, optimiste l'année 1913. En 1913, les Européens s'attendaient à vivre durablement en paix, et pourtant, une guerre fratricide déferla sur l'Europe l'année suivante. Je fais référence à cette période, non que je croie que nous soyons au seuil d'une nouvelle catastrophe en Europe. L'Union européenne est garante de paix. Soyons heureux de vivre sur un continent de paix, un continent qui connaît la paix grâce à l'Union européenne.

(Applaudissements)

Respectons donc mieux l'Union européenne, ne salissons pas son image, défendons notre façon d'être et notre façon de vivre, disons oui au patriotisme qui n'est pas dirigé contre les autres, disons non au nationalisme surfait qui rejette et qui déteste les autres, qui détruit, qui cherche des coupables au lieu de chercher des solutions qui nous permettent de mieux vivre ensemble.

(Applaudissements)

Le pacte fondateur de l'Union européenne, «plus jamais la guerre», reste une ardente exigence, une ardente obligation de vigilance qui s'impose chez nous et autour de nous.

Mesdames et Messieurs les Députés, quel est l'état de l'Union européenne aujourd'hui, en 2018? Dix ans après Lehman Brothers, l'Europe a largement tourné la page de la crise économique et financière, qui nous est venue d'ailleurs et qui nous a frappés d'une façon très souvent brutale. L'Union européenne a connu une croissance ininterrompue depuis 21 trimestres. L'emploi reprend des couleurs avec près de 12 millions d'emplois créés depuis 2014. Douze millions d'emplois, c'est plus que la population de la Belgique. Jamais autant de personnes – 239 millions d'hommes et de femmes – n'ont été au travail en Europe. Le chômage des jeunes s'élève à 14,8 %: ce chiffre reste trop élevé mais il se situe à son plus bas niveau depuis 2000. L'investissement est de retour en Europe, grâce notamment à notre Fonds européen pour les investissements stratégiques que certains, de plus en plus rares, continuent à appeler le plan Juncker, plan qui a généré 335 milliards d'euros d'investissements publics et privés, et nous sommes en marche vers les 400 milliards.

Et puis il y a la Grèce. Après des années – il faut le dire – douloureuses, après de graves problèmes sociaux sans précédent, la Grèce a réussi à mener à bien son programme et à se remettre sur pied. Je salue, une fois de plus, les efforts herculéens du peuple grec, efforts que les autres Européens continuent à sous-estimer.

(Applaudissements)

J'ai toujours défendu – et vous le savez – la Grèce, sa dignité, son rôle en Europe, et notamment son maintien au sein de la zone euro. J'en reste fier.

L'Europe a aussi réaffirmé son statut de puissance commerciale. La puissance commerciale mondiale qui est la nôtre n'est rien d'autre que la preuve de la nécessité de partager nos souverainetés. L'Union européenne a aujourd'hui des accords commerciaux avec 70 pays. Ensemble, nous représentons 40 % du PIB mondial. Ces accords – je parle des accords commerciaux – très souvent, et souvent à tort, contestés, nous aident à exporter vers les autres parties du monde des normes européennes élevées en matière de sécurité alimentaire, en matière de droits des travailleurs, en matière environnementale et en matière de droits des consommateurs.

Lorsque, en juillet dernier, au cours d'une longue et dangereuse période de tensions internationales, je me suis rendu la même semaine à Pékin, Tokyo et Washington, j'ai pu parler, en tant que président de la Commission, au nom du plus grand marché unique au monde, au nom d'une Union qui compte pour un cinquième de l'économie mondiale, au nom d'une Union prête à défendre ses valeurs et à défendre ses intérêts. J'ai représenté l'Europe comme un continent ouvert, mais non pas comme un continent offert. Fort de l'unité européenne que j'ai pu exposer en principe et en détail, j'ai pu faire entendre la voix de l'Union européenne pour obtenir des résultats concrets pour nos citoyens et pour nos entreprises.

Unis, nous, Européens, sommes, en tant qu'Union, devenus une force incontournable. À Washington, j'ai parlé au nom de l'Europe. Certains décrivent l'accord, l'arrangement que j'ai pu obtenir à l'issue de mes négociations avec le président - Trump, comme une surprise. Or, il n'y a pas eu de surprise parce que, à chaque fois que l'Europe parle d'une seule voix, la surprise n'existe pas. Elle peut, si elle veut et si elle parle d'une seule voix, s'imposer aux autres.

L'Europe, là où c'est nécessaire, doit agir comme un seul homme. Nous l'avons prouvé lorsque nous n'avons cessé de défendre l'accord de Paris sur le climat, parce que nous, Européens, nous voulons laisser aux prochaines générations une planète plus propre. Je partage les analyses de notre commissaire à l'énergie en ce qui concerne les objectifs de réduction d'émissions de CO₂ pour 2030. Elles sont scientifiquement exactes et politiquement nécessaires. Les sécheresses de cet été ont rappelé avec brutalité, et pas uniquement aux agriculteurs, l'importance des efforts qui sont les nôtres pour assurer la sauvegarde et l'avenir des générations futures.

(Applaudissements)

On peut évidemment ne pas vouloir voir le défi climatique et regarder ailleurs. Nous, Commission, et vous, Parlement, nous nous devons de regarder vers l'avenir.

Mesdames et Messieurs, le monde, qui n'arrête pas de tourner, est devenu plus volatile que jamais. Les défis extérieurs auxquels notre continent doit faire face se multiplient jour après jour. Nous ne pouvons donc pas relâcher, ne serait-ce qu'une seconde, nos efforts pour bâtir une Europe plus unie et plus forte. L'Europe peut exporter sa stabilité, comme nous l'avons fait avec les élargissements successifs de notre Union. Élargissements qui, pour moi, sont et restent des succès, parce que nous avons réussi à réconcilier géographie et histoire européennes. Mais il reste des efforts à faire.

(Applaudissements)

Nous devons définir d'une façon irrévocable notre attitude à l'égard des pays des Balkans occidentaux en ce qui concerne leur adhésion. Autrement, d'autres se chargeront de façonner notre voisinage immédiat.

(Applaudissements)

Regardons autour de nous. Ce qui se passe, à l'heure où nous sommes, en Syrie, à Idlib, doit être pour nous tous une cause de préoccupation profonde et immédiate. Nous ne pouvons pas rester silencieux face à l'imminence d'un désastre humanitaire qui, en fait, est un désastre annoncé. Le conflit syrien illustre comment l'ordre international, dont les Européens ont su bénéficier depuis la Seconde Guerre mondiale, est de plus en plus remis en cause. Pour le reste, dans le monde d'aujourd'hui, l'Europe ne peut plus avoir l'assurance que les engagements qui furent pris hier seront encore tenus demain. Les alliances d'hier ne seront peut-être plus les alliances de demain.

Je le disais, le monde d'aujourd'hui a besoin d'une Europe forte et unie, d'une Europe qui travaille en faveur de la paix, d'accords commerciaux et de relations monétaires stables, même si d'autres ailleurs sont trop enclins à choisir les guerres commerciales, voire monétaires. En fait, je n'aime pas cet unilatéralisme irrespectueux des attentes et des espoirs des autres. Je resterai toujours un multilatéraliste convaincu.

(Applaudissements)

Si l'Europe se rendait mieux compte de sa puissance politique, de la puissance économique et parfois militaire de ses nations, nous pourrions abandonner le rôle exclusif de payeur mondial, chose que de toute façon nous voulons rester. Nous devons devenir davantage un acteur mondial.

Yes, we are global payers, but we have to be global players, too.

C'est la raison pour laquelle, en dépit d'une forte résistance à l'époque, j'ai relancé, dès 2014, l'Union européenne de la défense. C'est pourquoi, dans les prochains mois, la Commission continuera à travailler pour que le Fonds européen de défense et la coopération permanente structurée dans le domaine de la défense deviennent pleinement opérationnels.

(Applaudissements)

Une précision importante à mes yeux, à cet endroit: nous ne militariserons pas l'Union européenne. Ce que nous voulons, c'est devenir plus responsables et plus indépendants, parce que seule une Europe forte et unie peut protéger nos citoyens des menaces intérieures et extérieures, du terrorisme au changement climatique. Seule une Europe forte et unie peut préserver les emplois dans un monde ouvert et interconnecté. Seule une Europe forte et unie peut maîtriser les défis de la numérisation mondiale. Nous, Européens, parce que nous sommes le plus grand marché unique au monde, nous pouvons établir des normes pour les mégadonnées pour l'intelligence artificielle, pour l'automatisation, tout en défendant nos valeurs, les droits et l'individualité de nos citoyens. Nous pouvons le faire à condition que nous soyons unis.

Une Europe forte et unie permet à ses États membres de décrocher les étoiles. C'est grâce à notre programme Galileo que l'Europe reste dans la course à l'espace. Aucun État membre, aucun, n'aurait pu mettre en orbite 26 satellites dont bénéficient déjà aujourd'hui 400 millions d'utilisateurs dans le monde. Aucun État membre n'y serait parvenu seul. Galileo, oui, est un succès. Un succès d'abord, sinon exclusivement, européen. Sans l'Europe, pas de Galileo. Soyons-en fiers.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, la géopolitique nous apprend que l'heure de la souveraineté européenne a définitivement sonné. L'heure pour l'Europe de prendre entre ses mains son destin. L'heure pour l'Europe de développer ce que j'ai appelé sa *Weltpolitikfähigkeit*. Cette capacité à jouer notre rôle pour prendre de l'influence sur le cours des affaires mondiales. L'Europe doit devenir davantage un acteur souverain dans les relations internationales.

La souveraineté européenne provient de la souveraineté nationale de nos États membres. Elle ne remplace pas ce qui est propre aux nations. Partager nos souverainetés, là où il le faut, rend chacun de nos États et de nos nations plus forts. Cette conviction qu'unis nous sommes plus grands est l'essence même de ce que veut dire faire partie de l'Union européenne. La souveraineté européenne ne sera jamais dirigée contre les autres. L'Europe doit rester un continent d'ouverture et de tolérance, et elle va le rester. L'Europe ne sera jamais une forteresse tournant le dos au monde, et notamment au monde qui souffre. L'Europe ne sera jamais une île, l'Europe doit et va rester multilatérale parce que la planète appartient à tous et non pas seulement à quelques-uns.

(Applaudissements)

Tel est aussi l'enjeu des élections au Parlement européen, qui auront lieu en mai 2019. Nous mettrons à profit les 250 jours qui nous séparent des élections européennes pour apporter à nos concitoyens la preuve que lorsque nous agissons ensemble, l'Union européenne peut obtenir des résultats et qu'elle respecte les engagements que nous avons pris au début de ce mandat. D'ici les élections européennes, nous devons démontrer que l'Europe peut surmonter les différences entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. L'Union européenne, l'Europe, est trop petite pour se diviser un jour en deux, le lendemain en quatre. Nous devons démontrer qu'ensemble, Est, Ouest, Sud et Nord, nous pouvons semer les graines d'une Europe plus souveraine.

Herr Präsident, meine sehr geehrten Damen und Herren! Wenn wir im Mai 2019 zur Wahl schreiten, wird es die Bürger Europas nicht interessieren, was die Kommission vorgeschlagen hat. Aber es wird sie in hohem Maße interessieren, dass die Internetgiganten dort Steuern zahlen, wo sie ihre Gewinne erwirtschaften.

(Beifall)

Die Wähler wollen – viele von Ihnen auch, nicht alle, wie ich weiß –, dass der diesbezügliche Vorschlag der Kommission rasch zum Gesetz wird. Die, die das wollen, haben absolut recht.

(Beifall)

Wenn die Europäer 2019 wählen, wird sie weniger der gute Wille der Kommission begeistern, gegen Einwegplastik vorzugehen, um unsere Meere zu schützen. Wenn wir die Europäer von uns selbst und von der Richtigkeit unseres Tuns überzeugen wollen, dann brauchen wir ein europäisches Gesetz, das das Plastikverbot zementiert.

(Beifall)

Wir alle erklären, meistens in Sonntagsreden, dass wir in großen Fragen ehrgeiziger und in kleinen Fragen bescheidener sein sollten. Doch die Europäer werden im Mai 2019 nicht applaudieren, wenn wir weiterhin zweimal im Jahr aufgrund europäischer Regulierungen die Zeit umstellen müssen. Die Zeitumstellung gehört abgeschafft!

(Beifall)

Die Mitgliedstaaten – dies ist ein Gebot der Subsidiarität – sollten selbst entscheiden, ob ihre Bürger in der Sommer- oder in der Winterzeit leben sollen. Ich erwarte, dass Parlament und Rat dies ebenso sehen und dafür sorgen werden, dass regionale, binnenmarktkonforme Lösungen gefunden werden. Die Zeit drängt!

Überhaupt rufe ich uns alle dazu auf, in den kommenden Monaten eng zusammenzuarbeiten, damit wir das, was wir 2014 versprochen hatten, rechtzeitig vor der Europawahl einlösen können. Als wir angetreten sind, haben wir alle gemeinsam versprochen, einen innovativen digitalen Binnenmarkt, eine vertiefte Wirtschafts- und Währungsunion, eine Bankenunion, eine Kapitalmarktunion, einen fairen Binnenmarkt, eine Energieunion mit einer zukunftsorientierten Klimapolitik, eine umfassende Migrationsagenda, eine Sicherheitsunion zu verwirklichen. Und wir haben uns – jedenfalls die meisten von uns – vorgenommen, die soziale Dimension Europas nicht weiter stiefmütterlich zu behandeln, sondern in Richtung Zukunft aufzustellen.

Die Kommission hat alle Vorschläge und Initiativen, die wir 2014 angekündigt haben, auf den Tisch gelegt. Die Hälfte davon wurde schon von Rat und Parlament verabschiedet. Zwanzig Prozent sind auf einem guten Weg, und dreißig Prozent stecken in teilweise schwierigen Beratungen.

Meine Damen und Herren, ich akzeptiere nicht, dass die Kommission für alle Versäumnisse, die es selbstverständlich gab, allein haftbar gemacht wird. Unsere Vorschläge sind bekannt, vor allem in Sachen Flüchtlinge und Migration. Sie sollten angenommen und umgesetzt werden. Ich werde auch in Zukunft nicht zulassen, aber ich weiß, es wird so kommen, dass die Kommission zum alleinigen Sündenbock gemacht wird. Sündenböcke sitzen in allen Institutionen, die wenigsten davon in der Kommission und im Parlament.

(Beifall)

Führung auf breitester Front bleibt angesagt. Dies trifft auch in puncto Vollendung unserer Sicherheitsunion zu. Die Europäer erwarten zu Recht, dass die Europäische Union sie beschützt und schützt. Deshalb schlägt die Kommission heute neue Regeln vor, um terroristische Propaganda binnen einer Stunde aus dem Internet zu entfernen. Eine Stunde ist nämlich das entscheidende Zeitfenster, während dessen Öffnung größter Schaden entstehen kann.

Zudem schlagen wir vor, die Aufgaben der neu geschaffenen Europäischen Staatsanwaltschaft auf die Bekämpfung terroristischer Taten auszuweiten.

Wir müssen Terroristen unionsweit und grenzüberschreitend verfolgen können. Terroristen kennen keine Grenzen. Wir sollten uns nicht durch Nichtzusammenarbeit zu ihren Komplizen machen. Aus diesem Grund schlagen wir heute auch neue Maßnahmen vor, um effektiv und grenzüberschreitend gegen Geldwäsche vorgehen zu können.

Genauso entschlossen müssen wir vorgehen, um freie und faire Wahlen in Europa sicherzustellen. Deshalb schlägt die Kommission neue Regeln vor, um unsere demokratischen Prozesse gegen Manipulation durch Drittstaaten und auch – ja, das gibt es – gegen massiv gebündelte Privatinteressen abzusichern.

(Beifall)

Führung und Kompromisswillen sind natürlich ganz besonders in Migrationsfragen dringend geboten. Wir haben hier mehr Fortschritte gemacht, als oft behauptet wird. Fünf von sieben Kommissionsvorschlägen zur Neugestaltung unseres gemeinsamen europäischen Asylsystems wurden angenommen. Unsere Anstrengungen haben Erfolg gezeigt. Es gibt 97 % weniger Flüchtlinge im östlichen Mittelmeerraum und um 80 % weniger Flüchtlinge entlang der zentralen Mittelmeerroute. EU-Einsätze trugen seit 2015 zur Rettung von mehr als 690 000 Menschen auf hoher See bei. Allerdings haben die Mitgliedstaaten noch nicht das richtige Verhältnis zwischen Verantwortung eines jeden Landes für sein eigenes Hoheitsgebiet und der nötigen Solidarität untereinander gefunden. Diese Solidarität müssen die Mitgliedstaaten aber an den Tag legen, wenn sie den Schengen-Raum ohne Binnengrenzen erhalten wollen.

(Beifall)

Ich bin und bleibe gegen Binnengrenzen. Sie müssen dort, wo es sie inzwischen wieder gibt, abgeschafft werden. Blieben sie erhalten, wäre dies ein nicht akzeptabler Rückschritt europäischen Seins und Werdens.

(Beifall)

Die Kommission und mehrere Ratspräsidentschaften haben zahlreiche Vorschläge zur Migration vorgelegt. Ich fordere die österreichische Ratspräsidentschaft auf – und sie wird es auch tun –, jetzt entscheidende Schritte einzuleiten, um zukunftsfähige Lösungen für eine ausgewogene Migrationsreform zu erarbeiten. Wir können nicht bei der Ankunft jedes neuen Schiffes weiter über Ad-hoc-Lösungen für die Menschen an Bord streiten.

(Beifall)

Ad-hoc-Lösungen reichen nicht aus. Wir brauchen vielmehr mehr Gegenwarts- und Zukunftssolidarität. Solidarität muss von Dauer sein, und sie muss auch organisiert werden.

Wir brauchen auch mehr Solidarität, weil wir mehr Effizienz brauchen. Dies trifft auch zu, wenn es darum geht, einen verstärkten europäischen Katastrophenschutz in die Wege zu leiten. Wenn es in einem Land brennt, dann brennt es überall in Europa. Zu den eindrucksvollen Bildern des Sommers gehören nicht nur die Brände, sondern auch der Applaus, den vom Feuer bedrohte Schweden den solidarisch helfenden polnischen Feuerwehrleuten gesendet haben. *Europe at its best!*

(Beifall)

Zurück zur Migration. Wir legen heute einen Vorschlag zur Stärkung des europäischen Grenz- und Küstenschutzes vor. Außengrenzen müssen effizienter geschützt werden. Deshalb schlagen wir vor, die Zahl europäischer Grenzschutzbeamter, die aus dem europäischen Haushalt finanziert werden, bis zum Jahr 2020 auf 10 000 Grenzschrützer zu erhöhen.

Wir legen zudem einen Vorschlag zum Ausbau der Asylagentur der Europäischen Union vor. Mitgliedstaaten brauchen stärkere europäische Unterstützung bei der Bearbeitung von Asylanträgen – eine Bearbeitung, die im Einklang mit der Genfer Konvention zu stehen hat. Und wir legen einen Vorschlag vor, um die Rückführung irregulär eingereister Migranten zu beschleunigen.

Ich wiederhole hier im Parlament meinen Wunsch, der einer Aufforderung gleichkommt, legale Einwanderungswege in die Europäische Union zu öffnen.

(Beifall)

Wir brauchen qualifizierte Migranten. Auch hierzu liegen die Kommissionsvorschläge seit Langem auf dem Tisch – bitte umsetzen!

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, je voudrais vous parler de l'avenir, et donc de notre continent cousin qu'est l'Afrique.

D'ici à 2050, l'Afrique comptera 2,5 milliards d'habitants. Une personne sur quatre sera africaine. Nous devons investir davantage dans nos relations avec ce grand et noble continent et ses nations individuelles. Et nous devons arrêter d'envisager cette relation africano-européenne dans la seule perspective d'un pourvoyeur d'aide au développement. Une telle approche serait insuffisante et, en fait, humiliante pour l'Afrique.

(Applaudissements)

L'Afrique n'a pas besoin de charité. Elle a besoin d'un partenariat équilibré, d'un vrai partenariat. Et nous, Européens, avons besoin, au même titre, de ce partenariat. En préparant ce discours, j'ai parlé avec mes amis africains, notamment avec le président Kagamé, président de l'Union africaine. Nous sommes tombés d'accord pour dire qu'à l'avenir, nos engagements respectifs doivent être réciproques. Nous voulons construire un nouveau partenariat avec l'Afrique.

(Applaudissements)

La Commission propose aujourd'hui une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe, une alliance pour des investissements et pour des emplois durables. Cette alliance, telle que nous l'envisageons, permettrait de créer jusqu'à 10 millions d'emplois en Afrique au cours des cinq prochaines années. Nous voulons créer un cadre permettant d'attirer davantage d'investissements privés vers l'Afrique. A vrai dire, nous ne partons pas de zéro: notre fonds d'investissement extérieur, lancé ici même il y a deux ans, mobilisera plus de 44 milliards d'euros d'investissements dans les secteurs public et privé en Afrique. Les projets prévus et les projets engagés mobiliseront 24 milliards d'euros. Nous concentrerons nos investissements dans les domaines où les investissements font une véritable différence.

D'ici à 2020, l'Union européenne aura soutenu 35 000 étudiants et chercheurs africains grâce à notre programme Erasmus remusclé. D'ici à 2027, ce chiffre doit être porté à 105 000. Le commerce entre l'Europe et l'Afrique n'est pas sans importance. 36 % du commerce de l'Afrique se fait d'ores et déjà avec l'Union européenne. Mais les échanges commerciaux entre nous ne sont pas suffisants. Je suis convaincu que nous devrions faire évoluer les nombreux accords commerciaux entre les pays africains et l'Union européenne vers un accord de libre-échange de continent à continent, un partenariat économique entre partenaires égaux.

Another issue where I see a strong need for the Union for leadership is Brexit. I will not enter into the details of the negotiations, which are being masterfully handled by my friend Michel Barnier. He works on the basis of a unanimous position confirmed time and again by the 27 Member States. However, allow me to recall three principles which should guide our work on Brexit in the months to come.

First of all, we respect, of course, the British decision to leave our Union, yes, but we regret it deeply that you are. But we also ask the British Government to understand that someone who leaves the Union cannot be in the same privileged position as a Member State. If you leave the Union, you are of course no longer part of our single market, and certainly not only in parts of it.

(Applause)

Secondly, the Commission, this Parliament and all other Member States will always show loyalty and solidarity with Ireland when it comes to the Irish border. This is why we want to find a creative solution that prevents a hard border in Northern Ireland.

(Applause)

And we will defend all the elements of the Good Friday Agreement. It is Brexit that is making the border more visible in Northern Ireland. It is not the European Union.

Thirdly, after 29 March 2019, the United Kingdom will never be an ordinary third country for us. The United Kingdom will always be a very close neighbour and partner, in political, economic and security terms.

In the past months, when we needed unity in the Union, Britain was at our side, driven by the same values and principles as all other Europeans. This is why I welcome Prime Minister May's proposal to develop an ambitious new partnership for the future, after Brexit. We agree with the statement made at Chequers that the starting point for such a partnership should be a free trade area between the United Kingdom and the European Union.

On the basis of these principles, the Commission's negotiators, mainly my good friend Michel Barnier, stand ready to work day and night to reach a deal. We owe it to our citizens and our businesses to ensure the United Kingdom's withdrawal is orderly and that there is stability afterwards. It will not be the Commission that will stand in the way of this.

Mesdames et Messieurs les députés, d'ici les élections européennes et d'ici le sommet qui aura lieu le 9 mai de l'année prochaine en Roumanie, beaucoup de travail reste à faire. À Sibiu, il faudra convaincre nos concitoyens que sur l'essentiel, nous partageons la même conception de la finalité de notre Union. Les peuples n'aiment pas les incertitudes, ni les finalités diffuses. Ils aiment des indications claires. Ils détestent les à-peu-près et les demi-mesures. Alors, n'offrons pas de demi-mesures aux citoyens européens. Tout cela constitue l'agenda européen sur la route vers Sibiu.

D'ici Sibiu, nous devons ratifier l'accord de partenariat entre l'Union européenne et le Japon, pour des raisons économiques, mais aussi géopolitiques. D'ici le sommet de Sibiu, nous avons pour devoir de négocier un accord de principe sur le budget de l'Union européenne après 2020. Si nous voulons – il faudra que nous le fassions – donner aux jeunes Européens la chance d'exploiter au maximum les possibilités offertes par le programme Erasmus, qui mérite de disposer de plus de moyens de financement, il faudra que nous décidions de cette enveloppe, de cette enveloppe comme d'autres enveloppes. Si nous voulons donner plus d'opportunités à nos chercheurs, à nos start-ups pour éviter qu'un manque de ressources conduise à une réduction drastique du nombre de postes de chercheurs, il faudra prendre une décision sur le budget avant les élections européennes. Si nous voulons, sans nous militariser, multiplier par 20 les dépenses en matière de défense, nous devons le décider avant les élections européennes. Si nous voulons consacrer 23 % d'investissements de plus pour l'Afrique, il faudra le décider rapidement. On me dit toujours – chefs d'État, ministres, parlementaires européens et nationaux – qu'on ne peut pas décider avant les élections. Comme si les élections étaient une crise de démocratie. Non! Il est normal, en démocratie, d'avoir des élections, et il est normal, urgent, de décider avant les élections pour montrer la voie à ceux qui sont supposés nous élire.

(Applaudissements)

D'ici l'année prochaine, nous aurons aussi à développer davantage le rôle international de l'euro. Après seulement 20 années d'existence, et en dépit des voix déclinistes qui nous ont accompagnés sur ce trajet, l'euro a déjà un riche parcours derrière lui. L'euro est devenu la deuxième monnaie mondiale après le dollar. Soixante pays lient, d'une manière ou d'une autre, leur propre monnaie à l'euro. Mais nous devons faire plus pour permettre à notre monnaie unique de jouer pleinement son rôle sur la scène internationale.

Des événements récents ont mis en lumière la nécessité d'approfondir notre union économique et monétaire et de construire des marchés de capitaux liquides et profonds. De nombreuses propositions de la Commission dans ce domaine n'attendent que d'être adoptées. Nous devons et nous pouvons aller plus loin. Il est aberrant que l'Europe règle 80 % de sa facture d'importation d'énergie, qui s'élève à 300 milliards d'euros par an, en dollars américains alors que 2 % seulement de nos importations d'énergie nous proviennent des États-Unis. Il est aberrant, ridicule, que les compagnies aériennes européennes achètent des avions européens en dollars et non pas en euros. Il faut changer tout cela.

(Applaudissements)

C'est la raison pour laquelle la Commission présentera, avant la fin de l'année, des initiatives pour renforcer le rôle international de l'euro. L'euro doit devenir l'instrument actif de la nouvelle souveraineté européenne. Et pour cela, la première chose à faire est de mettre notre maison en ordre, en renforçant et en approfondissant l'union économique et monétaire, comme nous avons d'ailleurs commencé à le faire. Sans une union économique et monétaire approfondie, nous manquerons d'arguments crédibles pour renforcer le rôle international de l'euro. Nous devons parachever l'union économique et monétaire pour que l'Europe et l'euro puissent devenir plus forts. Et toujours sur la voie vers Sibiu (Hermannstadt), je voudrais que nous réalisions des progrès tangibles en ce qui concerne le renforcement de notre politique étrangère. Il faudra renforcer notre capacité à parler d'une seule voix en matière de politique étrangère. Il n'est pas normal que l'Europe se réduise elle-même au silence lorsqu'au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à Genève, nous ne pouvons pas parler haut et fort pour condamner les violations des droits de l'homme en Chine parce qu'un État membre s'y est opposé. Je cite cet exemple mais je pourrais en citer d'autres.

(Applaudissements)

C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui, la Commission vous propose, à nouveau, de passer au vote à la majorité qualifiée dans certains domaines précis de nos relations extérieures. Je répète le message.

(Applaudissements)

Je répète le message que j'avais expliqué, détaillé, l'année dernière. Nous allons faire des propositions pour pouvoir procéder, dans certains domaines, pas dans tous les domaines, en matière de politique étrangère par majorité qualifiée. Le Traité, tel qu'il est, permet au Conseil européen de prendre une décision dans ce sens. J'estime que le temps est venu de donner vie à la clause passerelle du traité de Lisbonne permettant d'ouvrir la voie à la prise de décision à la majorité qualifiée, clause passerelle qui est la «beauté oubliée» du Traité.

(Applaudissements)

Je pense d'ailleurs, puisque nous y sommes, que pour certaines matières relevant de la fiscalité, nous devrions également pouvoir décider à la majorité qualifiée.

(Applaudissements)

Un mot, Monsieur le Président, pour dire que notre façon de discuter de nos désaccords m'interpelle de plus en plus. Les échanges polémiques entre gouvernements, parfois entre institutions, se font de plus en plus nombreux. Mais ce ne sont pas les propos polémiques et souvent blessants qui permettent à la construction européenne d'avancer. Ce qui m'inquiète, ce n'est pas seulement une tonalité regrettable lorsque les forces politiques discutent entre elles. C'est aussi vrai de la façon dont certains traitent, parce qu'ils veulent mettre fin à tout débat, les médias et les journalistes. L'Europe doit rester un endroit où la liberté de la presse n'est pas remise en cause. De trop nombreux journalistes sont intimidés, attaqués, assassinés.

(Applaudissements)

Il n'y a pas de démocratie sans une presse libre.

(Applaudissements)

Merci d'applaudir, comme cela je peux boire.

(Rires)

D'une façon générale, nous devons, Mesdames et Messieurs, retrouver les vertus du compromis. Rechercher le compromis n'est pas une faiblesse, n'implique pas le sacrifice de nos convictions et n'empêche pas le libre débat qui respecte le point de vue des uns et des autres. La Commission s'oppose à toutes les atteintes à l'état de droit. Nous restons préoccupés par l'évolution des débats dans certains de nos États membres. L'article 7 doit s'appliquer là où l'état de droit est en danger.

(Applaudissements)

À cet égard, le premier vice-président Timmermans effectue un travail, je dois dire, remarquable, mais très souvent, trop souvent, solitaire, pour défendre l'état de droit. Il bénéficie de mon ferme appui personnel et de celui de toute la Commission.

(Applaudissements)

Et puis, il y a un point sur lequel nous ne devons pas et nous ne pouvons pas déroger: les arrêts de la cour de justice de l'Union européenne doivent être respectés et exécutés.

(Applaudissements)

L'Union européenne est une communauté de droit. Le respect de la règle du droit et le respect des décisions de justice ne sont pas une option, mais une obligation.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, et pour beaucoup d'entre vous, chers amis, en introduisant, non pas mon dernier discours, mais mon dernier discours sur l'état de l'Union européenne, je vous ai parlé de l'histoire, de la petite histoire, qui couvre le mandat de cette Commission et de la grande Histoire, qui est celle de l'Europe. Nous sommes tous, les uns et les autres, responsables de l'Europe telle qu'elle est, et nous serons tous responsables, les uns et les autres, de l'Europe qui sera. L'histoire est ainsi faite: les Parlements et les Commissions passent, l'Europe reste. Pour que l'Union européenne devienne ce qu'elle doit être, nous devons avoir à l'esprit plusieurs éléments. Je voudrais que l'Europe quitte les gradins du stade mondial. L'Europe ne doit pas être un spectateur, un commentateur des événements internationaux. Elle doit être un acteur constructif, un façonneur, un architecte du monde de demain. Il y a une forte demande d'Europe à travers le monde. Pour satisfaire cette demande pressante, il faudra que sur la scène internationale, l'Europe s'exprime d'une seule voix. Dans le concert des nations, la voix de l'Europe doit être intelligible, compréhensible, distinguable pour être écoutée et entendue. Federica Mogherini a fait avancer la cohérence diplomatique de l'Union européenne comme on

ne l'a jamais fait avant. Mais ne retombons jamais plus dans l'incohérence des diplomaties nationales concurrentes et parallèles. La diplomatie européenne doit être une, et notre solidarité multilatérale doit être entière.

(Applaudissements)

Je voudrais que dorénavant nous fassions de plus grands efforts pour rapprocher l'est et l'ouest de l'Europe; mettons un terme à ce triste spectacle de la division intra-européenne. Notre continent et ceux qui ont mis fin à la guerre froide méritent mieux. Je voudrais que l'Union européenne prenne davantage soin de sa dimension sociale. Ceux qui ignorent les attentes justifiées des travailleurs et des petites entreprises font courir un grand risque à la cohésion de nos sociétés. Transformons les intentions du sommet de Göteborg en règle de droit.

(Applaudissements)

Je voudrais que les élections de l'année prochaine soient un grand moment pour la démocratie européenne. Je souhaite que l'expérience des *Spitzenkandidaten* (têtes de liste) – cette petite avancée dans la démocratie européenne – soit renouvelée. Pour moi, cette expérience sera d'autant plus crédible le jour où nous aurons de véritables listes transnationales. Je crois que pour 2024, il faudra le faire.

(Applaudissements)

Surtout et avant tout, je voudrais que nous disions non au nationalisme malsain, et que nous disions oui au patriotisme éclairé. Gardons à l'esprit que le patriotisme du XXI^e siècle est à double dimension, l'une nationale, l'autre européenne, les deux ne s'excluant pas. J'aime, disait le philosophe français Blaise Pascal, les choses qui vont ensemble. Pour tenir sur leurs deux jambes, nations et Union européenne doivent marcher ensemble. Celui qui aime l'Europe doit aimer les nations qui la composent. Celui qui aime sa patrie doit aimer et peut aimer l'Europe. Le patriotisme est une vertu, le nationalisme borné est un mensonge accablant et un poison pernicieux.

(Applaudissements)

En un mot, restons fidèles à ce que nous sommes. Plantons aujourd'hui les arbres à l'ombre desquels nos arrière-petits-enfants, d'où qu'ils viennent, du nord, du sud, de l'ouest ou de l'est, puissent grandir et respirer en paix. Il y a quelques années, je vous ai dit, ici même, que l'Europe était la grande affaire de ma vie. Oui, j'aime l'Europe et je continuerai de le faire.

Merci de m'avoir écouté.

(L'Assemblée, debout, applaudit l'orateur)

Presidente. – Grazie signor Presidente, caro Jean-Claude, nel corso del Suo intervento ha offerto molti spunti, ha cercato di dare una prospettiva. La discussione che seguirà servirà a rafforzare alcune posizioni.

Io credo che il Parlamento potrà, nello scorcio finale di questa legislatura, dare un suo contributo per accelerare l'approvazione di norme che sono ancora in discussione. Il Parlamento, come Lei ha detto, non può e non vuole essere capro espiatorio, i capri espiatori forse stanno da altre parti. Il Parlamento vuole essere sempre più il cuore della democrazia, ecco perché Le chiedo di cominciare a riflettere, per esempio, sulla necessità di dare al Parlamento il potere di iniziativa legislativa. Siamo l'unico Parlamento al mondo che non ha potere di iniziativa legislativa.

(Applausi)

Lei ha giustamente sottolineato – è stato accolto con un applauso – il Suo riferimento alla necessità di votazioni a maggioranza. Quando parliamo di immigrazione, la proposta della Commissione e del Parlamento sulla riforma di Dublino può essere approvata a maggioranza, ma da parte del Consiglio c'è sempre una resistenza. Se fosse stata approvata quella riforma, non ci sarebbe stato il caso Diciotti in Italia. Quindi si può e si deve, secondo me, accelerare. Il Parlamento, avendo applaudito a stragrande maggioranza alla proposta di procedere con voti a maggioranza, vuol dire che sostiene questa azione.

Anche tutte le proposte sull'immigrazione e sull'Africa sono di grande interesse e vanno nella direzione sollecitata dal Parlamento. Abbiamo chiesto un fondo per l'Africa. L'Europa si è svegliata in grande ritardo sulla vicenda immigrazione. Se avesse ascoltato il grido che veniva da alcuni paesi e da alcuni parlamentari qualche anno prima, forse non saremmo a questo punto. Certamente per l'Africa servono investimenti, investimenti importanti. Sono d'accordo che non serve – e il Parlamento l'ha detto sempre in una maniera molto chiara – fare soltanto dei regali. Serve una politica di crescita, di condivisione, di diplomazia economica. Però serve decidere rapidamente e il Parlamento non farà mancare il suo contributo.

Come sulla Brexit, signor Presidente, il Parlamento vuole essere protagonista. Il voto finale sarà quello del Parlamento e i nostri rappresentanti si stanno impegnando innanzitutto, come hanno scritto nelle nostre risoluzioni, per tutelare i diritti di tre milioni e mezzo di cittadini europei che vivono nel Regno Unito.

Anche sul lavoro e sull'Unione economica e monetaria noi dovremmo impegnarci di più perché la disoccupazione, soprattutto la disoccupazione giovanile, deve essere la questione sociale principale che noi dobbiamo affrontare.

Quindi, il Parlamento europeo, signor Presidente, lavorerà intensamente in questi ultimi mesi cercando di dare risposte concrete ai cittadini. Il mio obiettivo come Presidente è quello di fare in modo che questa Istituzione sia sempre più vicina ai nostri cittadini europei.

Manfred Weber, *on behalf of the PPE Group*. – Mr President, Europe is much more robust than it was four years ago. You overcame tough times. I think everybody can underline this, but without you, Jean-Claude, without your leadership, it would have been impossible to manage the last few years. With your cool head, your determination and your sincere heart for Europe, you defended the unity of this continent. I want to thank you for this and I also want to thank you for the details of your love affair, which you shared with us in your final remarks. Thank you, Jean-Claude Juncker.

(Applause)

But there is still a lot to do and that is the main message of today's State of the Union speech. We are still in a working session. We have to deliver and, from today's announcements from Jean-Claude Juncker and the Commission, we can sum up that all the proposals that the Commission promised at the beginning of their mandate are now on Parliament's and the Commission's table. I would also add that these were not only the Commission's proposals in the beginning, but were the promises of the PPE candidate, Jean-Claude Juncker, in his election campaign, to give a clear link between what you promised in the campaign last year and what you delivered under your leadership in the Commission.

Also, on the implementing front, we have to be aware that we delivered a lot: you already mentioned some of the figures which are on the table on the economy, a stable growth rate, all the eurozone countries below 3%, we have created millions of new jobs – our companies did so, Mario Draghi has now given a clear signal that he will stop the low interest rate policy by the end of this year. So, having this in mind, it is a big success story.

We have Brexit. I can remember, Jean-Claude, when we in your office after we got the messages from London about the outcome of the referendum and we were disappointed. We were looking for answers and we were a little scared about whether others could or would follow. Today, Europe is united and ready for a deal, but London cannot give us a clear answer, so the EU is united and London is in trouble. Finally, on migration, we reduced the numbers of arrivals, especially through the Mediterranean route, by more than 80% by 2015.

When you sum up all these things, some would probably say that listing success stories is a boring exercise and probably journalists are not very interested. I would say that this is not the case, but I would say that it is a precondition for the most important thing a politician can have, and that is trust from the people. We did it together: all the political families worked on this.

I want to pick up only one aspect because there is still a discussion going on about how we rescued the euro and yes, my party, the PPE party, is proud of what we did. It is about the policy of Enda Kenny, of Passos Coelho, of Mariano Rajoy, of Samaras, and of Anastasiades in Cyprus. They took the necessary steps and we rescued Europe and the euro with the policy that we invented and we established.

(Applause)

We created growth and a good future perspective for the people and I do not remember – let me say this in party political terms – Hollande, Renzi, Dijsselbloem or even Moscovici presenting any kind of alternative proposal about how we should answer the challenge which was on the table. Even Mr Bullmann, in the German Government, with your contribution and your party, I didn't see any alternative proposal presenting other strategies to overcome the crisis. Stable budgets and an ambitious reform programme are necessary for a good economic future. That is what the PPE believes in.

(Applause)

But now let's look to the future. A people's Europe is, first of all, a Europe of security. That's why we welcome the proposal to provide 10 000 Frontex officers to really contribute to a strong border control. Security also still means the fight against organised crime and criminals. Their data exchange is key for Europe and I also want to underline that the Schengen area brings more and not less security. That's why we ask the Council to take further steps to include Bulgaria and Croatia inside the Schengen area. They have waited for such a long time. It's now time to act. I ask the Romanian Government to stop the risks regarding the fight against corruption in Romania because they are harming the decision-making process towards Bulgaria and Croatia in the same way. All three countries must have the right to join the Schengen area immediately. I want to underline this again.

A second point for a people's Europe is a Europe of democracy. That's why I thank you for the initiatives to make our European elections safe. Neither Russia, nor China, nor any external power will decide. No trolls, fake news or Cambridge Analytica will decide. The people will decide. Europeans will decide the future of this continent.

A third point: a people's Europe is a Europe of fairness. I wonder what a truck driver is thinking when he listens to the radio and they talk about self-driving trucks. I think he is asking himself, 'what will happen to me?' In such a world – we are facing a revolution in the labour market – we have to create a new fair deal for Europe. That means – and I think in this House we all share these general ideas – fair taxation, contributions by the digital business sector to the future of this fair approach, and a new social model. Today's Europe cannot be united – and cannot be called united – as living conditions in the European Union are still not equal. That's why I think we have to do more on common living conditions and living standards in the European Union.

Finally, a people's Europe is a Europe which is strong at global level. You showed in the Oval Office that we are strong – economically, a giant – and we also have to become a giant politically. That's why a change from the unanimous vote mechanism to the majority vote system is fully supported by the EPP. Let's stand up, let's make this century a European one again. The crisis times are over. Now it's time for a more united Europe, for a more democratic Europe and for a more ambitious Europe.

(Applause)

Udo Bullmann, on behalf of the S&D Group. – Mr President, the President of the Commission started his term of office by promising that he would be a politician, a political leader of the College of Commissioners, and even those who tend, as I do, to criticise him on a daily basis – of course, only if it's really necessary – have to admit he is a political leader of the Commission.

Chapeau, Mr Juncker! You are not the *porte-parole* of the national capitals, and you are a credit to the decency of this political role in Europe. By fulfilling it as you do you make a huge difference vis-à-vis the predecessor from your own political family, and I appreciate that.

But that is not the issue at stake today. The issue is not whether you are a dedicated European or whether the College of Commissioners consists of dedicated Europeans. We are convinced of that, otherwise we would not have voted for you. The question at stake is whether our institution and our policies are yet up to the task on which we have to deliver nowadays. Yes, we are in an era of huge crisis. Mr Weber, I do not think we have yet overcome the crisis: think of migration, which you mentioned; think of climate change; think of the deepening divides between north and south and between east and west.

No. We are in a transformational period and, as Pope Francis said at the beginning of your term of office, 'This is not an era of change, this is a change of era.' The real question, which we discuss in our political Group, is 'Why can't we be more radical?' Why can't we go for a clearer policy change to live up to the change of era.

You mentioned migration, Mr Juncker, and we wholeheartedly support what you were saying. Given that, as Manfred Weber reminded us, you were the PPE candidate for your post at the last election, why is it that, when you talk about migration you have the applause only of the left side of this House, while the rest are silent? I wonder why that is.

I cannot understand it, because migration is what he says is the task of today. Yes, we have to open legal ways for migration. What we witnessed again in the summer in the Mediterranean is a scandal. It is disgusting to see people drowning – although the official mission of the European Union no longer includes safe harbours because of the right-wing Italian Government. And this is the mission of the Commission President who was the PPE candidate last time for that office.

I urge the Council to take note of that when preparing for the summit on 19 September: to discuss his proposals and to take urgent action. This is what we expect from the Council.

(Applause)

We will be able to act in a broader picture only if we reach out to the societies of the east. Yes, they need a new compact. They have an interest beyond Bratislava, Mr Juncker. They have a clear interest in safe energy. They have an interest in cohesion, long-lasting cohesion, and in the re-industrialisation of their countries – and they deserve that. The workers in the eastern countries deserve a decent future, and we need to establish a new compact. I am deeply convinced that it will then be easier to resolve the migration question too.

Let us talk about the south. It is not bearable that 40-50% of the young people in the south are without any prospects. We need a new master plan for the south. And why not? This could be done by the Commission in the remaining months of its term of office.

Why not propose a new master plan, building on the investment plan of Jean-Claude Juncker, extending that to the south and restoring hope and a vision of the future to the southern countries? Why not make them again the market-places of new ideas, the bridge builders to the cultures in our neighbourhood? That would be a very important task, and we would encourage the Commission to undertake it.

But it is not only the societies in the east and the south that are falling apart. Look at the north. Look at Brexit. Of course, we fully back the position of the Commission and we stand united on that. But look at Brexit, look at the Swedish elections, and you see that ordinary working-class people, who have invested their hope in Europe, would like to see us delivering, at the top of our agenda, one specific proposal. Why does the Commission not come forward with the proposal that each and every child in the European Union have a child guarantee: that each child deserves free healthcare, deserves proper education, deserves decent housing?

That could be a proposal in the forthcoming months to unite the European Union around a new future for the next generation. And that is what we propose.

You are right, Mr Juncker, that we need to defend our institution. We need to fight against enemies who would like to undermine our democracy – Cambridge Analytica, for example, and all the enemies from the outside, as well as enemies from inside. And yes, we need to strengthen the Community method in the last months of your term of office.

Good luck.

Ryszard Antoni Legutko, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, it was a very interesting speech. I expect there will be more of a ‘summing-up speech’ and I was just wondering what the proportion will be between pluses and minuses. On the plus side, I would put the Juncker plan which you mentioned *en passant*, which I think has been a success, but there is also a minus sign and the first thing that comes to mind is immigration and the demographic crisis. Of course you did not cause it directly: it was Chancellor Merkel who opened the European borders, but you could have prevented her or at least tried to prevent her. I don’t know with what effect, but at least you could have. We can subscribe to the idea of strengthening European borders, but I think it is a somewhat belated proposal. We could have talked about it some time ago. Instead, we spent a couple of years imposing a solution that was absurd from the very beginning: mandatory relocation. A lot of energy was spent on it, a lot of bad blood was shed, and the typical share of bullying and invectives were thrown around, but the real question that you should ask yourself and we should ask ourselves is: ‘is the European Union in a better shape now than it was when you took office?’ And I think the answer is clear: no. With all due respect, President Juncker, and all the successes that you had, no. There has never been a time in the history of European integration where Europe was more disunited than it is now. You talked about unity; no, unity is no longer there. It doesn’t mean World War I or World War II. Until recently, integration was a one-way street; now it’s a two-way street. The number of people who are deeply dissatisfied with the European project is increasing. That’s why our colleagues– my colleagues, too – are somewhat nervous about the elections – because they do not know what will happen. They are afraid of a possible political earthquake and you cannot say that the European Commission has no share in it and no responsibility – there is at least political responsibility. I mean, come on, there is some relation between cause and effect. It’s not the fact that there are so many people who have been antagonised, made angry, irritated, marginalised, bullied and rejected. The number is so high that you cannot neglect it and you cannot decline any responsibility for that. ‘You’ not as a person, but ‘you’ as a chief of the important European institution. We have to roll back this process somehow.

When you mentioned that you wanted to have qualified majority votes in more areas of policy, public life in Europe, you are in for more trouble because that will petrify this system, in which some actors are equal and some are more equal than others and in which the decision-making process is extremely obscure. Nobody knows who makes the decisions, and the division between north and south, east and west are still there. If you want to have more trouble, go along this path. This will be an extremely interesting situation after the election. To what extent will you be responsive to the signals?

You are charming man, President Juncker, and I love listening to you, but when you were talking today, I thought, ‘my God, we are living in two different worlds’. I wonder which one is the true one.

Guy Verhofstadt, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, I first want to react to Mr Legutko. What he is saying is terrifying. He is saying here that we were never so disunited as today. Has he forgotten what Europe was between the two world wars? Has he forgotten what Europe was in the Cold War? Has he never heard about the Berlin Wall and the Iron Curtain?

(Applause)

Europe is united now. Mr Legutko is not offering another vision. He says he is in another world from Mr Juncker: very well, for me that’s no problem. But please, Mr Legutko, don’t say things that are completely crazy in a continent that has seen 20 million dead and victims because of nationalism and populism like that which you defend today. That is the point.

(Applause)

I have to tell you, Mr Juncker, I did not want to start on this note but I find it so terrifying that somebody should give us lessons here about unity in Europe and then try, with his Government, to go against the rule of law and against a number of other things – against European values. Sorry, I wanted to start with the State of the Union of Jean-Claude Juncker, and especially a part that none of the speakers so far has mentioned, namely the part about Africa. I think you are right, Jean-Claude, you have made a clear proposal: they don’t need charity. What they need is a true partnership, between Africa and the EU. And I think it is possible to create what I would call the biggest economic and trade area in the world, because if Europe does that with Africa, it will become – it is already – the biggest trade area. It will also, in my opinion, be a true alternative for Africa, for African citizens, to the takeover by the Chinese, which is happening every day, every week, in every investment today in Africa. I think that Parliament must support you in pursuing this goal.

My question is a little different to the questions from other political group leaders. It is this: last year you gave us your legacy, and you repeated that this year, and so the question is whether we can translate that legacy into reality in the coming years? It is an existential year of elections with a number of threats, let's be honest, with the rise of nationalism and populism everywhere in Europe. We have a number of authoritarian leaders.

(Interjection from the floor: 'Hurray')

Yes, thank you for supporting me!

We have leaders like Mr Kaczyński and like Mr Orbán, who is, in fact, hijacking our European parties. I think they're doing a little of what Trump is doing in the US Republican Party.

(Heckling)

Let's be honest, your voice is only an affirmation of this.

The inconvenient truth is that the alt-right in Europe is trying to undermine this European Union and is actually trying to take over European politics from within: to do the opposite of the agenda that Jean-Claude Juncker presented to us today. It is for that reason – and I think all of us, certainly including Manfred Weber, are aware of this – that in the vote we are going to have in a few moments it is so important that all pro-Europeans are united against this alt-right authoritarian tendency apparent in a number of our countries. Leading the European Union is not only a matter of mathematical strength: it's also a question of moral authority. And it is moral authority which is at stake at the moment in the European Union.

In the same spirit, Mr Juncker, I want to ask the Commission about a specific issue: something that you mentioned very briefly, but which I want to go into in more detail. I want to ask the Commission to introduce in the coming months a package of specific proposals and measures to protect our elections against the foreign meddling that we have already seen in other continents and in other places in Europe. These would include, for example, measures identifying foreign agents who are active on European social media platforms, as well as the extremist politicians with whom they are colluding.

In the USA, as you all know, Special Counsel Robert Mueller has been appointed to investigate Russian interference in elections, and they have already issued dozens of indictments. I think we need to catch up as quickly as possible by establishing our own special prosecutor to investigate and to stop all disinformation in Europe too – and certainly before it is too late in the light of the European elections to be held next year. My special request to you, Mr Juncker, is to ask if the Commission could take an initiative on this and bring it to the table of the Council and the table of the European Parliament.

Finally, my last point: I want to support you in one thing. The most important point you made was about the end of unanimity and the use of what is called, using a French term, the *passerelle* clause. That was your most important proposal, and my proposal, Jean-Claude, is that you be ambitious. Include all fields, all possible articles of the Treaty, in your proposal on the *passerelle* clause, because I am pretty sure that, at the other side of the table, in the Council there will be a number of them who will not be in agreement with you. It is obvious that the best thing to do in politics is to ask for the maximum possible. Start with 100%. Say 'I want the end of unanimity inside the European Union' because that is the main problem at the moment in deciding on a number of things: for example, as you mentioned Mr Juncker, the migration package. With the Council not capable of deciding, even when it is with a qualified majority, my proposal is to be ambitious: include the whole package, all fields of foreign policy and, as far as I am concerned, all fields of taxation too. Include everything in it and we will see what the end game will be if we support you.

You said – and this will be my conclusion – that this would be the 'last-chance Commission'. Do you remember that, four years ago? And I have been asking myself what can come after the 'last-chance Commission' in the coming years. I think that what will come is something different. The Commission that we need in the future, colleagues, will be more than that: it will be a type of new, renewed European government.

And it will have one task, which is to realise further the legacy of Jean-Claude Juncker, as well as the other visions that have been set out in recent months, for example by the French President in his Sorbonne speech. That will be the task of this new Commission. And that – furthering your legacy – is also the task that we, as our political group and movement, will offer to the electorate as a real European alternative to the nationalists and the populists inside and outside this House.

(Applause)

Ska Keller, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, you yourself and many colleagues have looked at the challenges that we have globally, and I totally agree with them. We have a lot of challenges. We have problems – to say the least – in our transatlantic partnership, we have China rising up – there are so many challenges out there. But I would argue that more threatening than anything that the world can throw at us are actually the enemies from the inside, and that they are the obvious ones: the nationalists that bring hatred, division; the racists that spread fear and hate. But there are also some less obvious: the decision-makers who actually don't take decisions and want to keep the status quo, who just want to keep their own privileges and who are just closing their eyes at what is at stake. And then there are powers in governments – of which, unfortunately, we have more and more – who use the European Union as a scapegoat for all their own failures and that are cutting away democracy and civil liberties bit by bit and piece by piece.

But a Europe united, a Europe that knows what it stands for, can face all external problems and can be a front-runner and a shining example in the world. We can be strong if we don't make ourselves weak. And Europe has promised its citizens to bring peace, prosperity and democracy, and those promises are still very relevant – but we need to renew them and we need to bring them to fulfilment. On peace, we have major achievements to show, but we cannot rest on laurels and Norwegian medals: there are new global challenges ahead that threaten our future and our security, and the biggest one of them is climate change. We have seen this summer that climate change is happening: it's happening now and it's happening everywhere, from disastrous harvests to forest fires. There is no way anyone could possibly deny that. And the good news about climate change is that we know what to do; and the bad news about climate change is that we don't do it.

But with Trump leading the US into space rather than forwards, we cannot wait as Europeans for someone else to protect our planet. No, we have to do it ourselves, and there is no time to lose. And there the Commission has been way too timid in the past five years, I have to say. It is now that we need a very quick change to renewables and phasing-out of the climate-killer: coal. And if climate protection truly is a priority, then it should also be a priority in the multiannual budget. It should also be a priority in the agricultural reform. Agriculture is both a victim as well as a culprit in climate change, but farmers can also be part of the solution. And here is where the Commission should have been more ambitious with the agricultural reform.

The European Union has also always promised prosperity, but we are far away from the triple-A rating that we should have, I agree, on social policies. And the austerity imposed on Member States in the past without regard to consequences and also without regard to whether this would actually help anything: that has seriously undermined the European promise of increasing living standards. But increasing the quality of life is not just some minor thing that you can forget about. It's an essence of policy-making, and we need to renew this promise and build a social Europe, and one not just of nice declarations like we've seen from Gothenburg. We need not just nice intentions – that's all very nice, but we need a social Europe with real facts and real figures. We need common minimum social standards in Europe. All citizens must get full access to social protection, to housing and to medical care. A framework directive on adequate minimum income schemes can create such a safety net as well, and here it would be very interesting to see a proposal by the Commission, so that we can ensure that safety net for everyone and not just for a lucky few.

And Europe has promised democracy, rule of law and civil liberties to all its citizens, and that was a very strong call for all the countries that wanted to join, for all the people living under dictatorships who were being deprived of freedoms – like the country where I myself was born. Our continent has a long and bloody history of oppressions, of tanks rolling against protesters, of people suffering in prison camps, and it's only thanks to those courageous people who were marching for freedom, who were marching for democracy and who did not give up, that today in the European Union we have that democracy, we have those civil liberties and we have freedom.

But those very big successes are under threat. We need to fight for them again every single day, because inside Europe today, judges are being dismissed, corruption is being legalised, newspapers are closed, universities harassed and civil society treated as criminals. And this is not a detail; this is a threat to all of us. And again, today as well, courageous people are standing up, marching for human rights – their own rights and the rights of their neighbours – and they are marching for freedom, be it in Sicily or Romania, be it in Chiemnitz or be it in Pirin. And they defend democracy, they defend humanity and they defend Europe, and we see as well that, if we stand up together, then we really have power and we are really strong together. And I think more now than ever, it is now the task and responsibility of all of us to take a stance and to take up all of our responsibilities.

We have responsibilities: you, as President of the Commission, we all, as Members of the European Parliament – and all Europeans from north to south, from east to west. Because if Europe loses on democracy, then it will lose itself. And this is about more than one country or another country: this is about the achievements on this continent that so many people have even died for. This is about our true self, the true self of Europe, and it is time to take a stance.

Gabriele Zimmer, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident! Herr Juncker, Sie haben heute mit einer sehr intensiven Rede Ihre politischen Positionen, mit denen Sie das Amt als Kommissionspräsident übernommen haben und bis hierher geführt haben, zum Ausdruck gebracht. Dafür möchte ich Ihnen meinen Respekt zollen. Ich glaube, das macht es uns einfacher, auch darüber zu reden, was denn aus Sicht der verschiedenen politischen Gruppierungen in der Europäischen Union anders laufen muss.

Da möchte ich eigentlich als Erstes schon anfangen mit der Bewertung. Sind wir wirklich an dem Stand, dass wir sagen können: Wir haben die Krisen überstanden, wir sind so weit, dass wir zukunftsfest auf alle Gefährdungen, auf alle Herausforderungen schauen können, dass wir vorbereitet sind, dass die Menschen entsprechend das Gefühl auch von sozialer Sicherheit, von Solidarität, von einer Gemeinschaft hier in der Europäischen Union haben? Und da sage ich Ihnen klar und deutlich: Nein!

Für mich war gestern, als der griechische Ministerpräsident hier gewesen ist, ein Satz von ihm sehr offenbarend, als er sagte: „Wir sind heraus aus dem Memorandum“, und anschließend hinzufügte – und er hat das mehrfach gesagt: „Wir haben überlebt“. Wenn aber der Satz „Wir haben überlebt“ das Fazit einer Politik ist, die maßgeblich auch durch die Institutionen und auch durch die Kommission mitgetragen worden ist, von einer Art und Weise von Krisenbewältigung, die letztendlich auf den Rücken der Ärmsten der Armen durchgeführt worden ist und letztendlich dazu geführt hat, dass Ungleichheiten vertieft worden sind, und dass wir eben nicht die Sicherheit haben, dass wir in die Zukunft schauen können, sondern dass wir alle das Gefühl haben, mit der kommenden Wahl steht uns wirklich etwas bevor, wo wir uns heute sagen müssen, wir haben es abzuwenden, weil wir ein Europa der Solidarität, der Gemeinschaftlichkeit, des Friedens haben wollen, dann gibt es eine ganze Reihe von Ansatzpunkten, wo wir auf die heutige Politik schauen müssen und sagen müssen: So wird das nicht funktionieren.

Wir müssen doch feststellen, dass auch zehn Jahre nach Beginn der Finanzkrise das Wohlstandsniveau aus den Vorkrisenzeiten in vielen Ländern noch nicht wieder erreicht worden ist. Und wo das Wachstum zurück ist, kommt es auch bei vielen Menschen nicht an. Die Rechte von Arbeitnehmerinnen sind in vielen Mitgliedstaaten massiv gekürzt worden. Wir müssen ein Signal geben, dass wir diese Rechte und auch den Schutz der Arbeitnehmerinnen und vor allem auch derjenigen, die überhaupt nicht in einem Arbeitsprozess stehen wieder stärken, dass wir die zurückholen, dass wir sie akzeptieren, dass das für uns dazu gehört, zu der Europäischen Union, und dass wir eben nicht wollen, dass das versprochene Triple-A für Social-Triple-A letztendlich ein Triple-A für eine künftige militärische Stärke der Europäischen Union wird.

Das kann nicht sein, dass wir die Gelder aus dem EU-Haushalt für den Fonds nehmen, von dem Sie vorhin sprachen. Und ich sage Ihnen: Die Überschrift, die Sie gebraucht haben, Stärke zu zeigen, Gemeinsamkeit, Stärke nach außen zu demonstrieren und damit letztendlich die Bürger und Bürgerinnen zu schützen, erinnert mich zu sehr an die Losung der österreichischen Präsidentschaft, von der ich nämlich gar nichts halte, von dieser Losung, weil sie nämlich sagt: „*Europe that protects*“. Und Sie machen das ganz klar: Da geht es nicht um die soziale Union, da geht es überhaupt nicht darum. Da ist so gut wie kein konkretes Ziel in der Aufgabenbeschreibung für diese Präsidentschaft enthalten. Sondern es geht darum, die Außengrenzen zu schützen, die Flüchtlinge abzuwehren, und genau diesen Prozess, diese humanitären Katastrophen, die wir im Sommer erlebt haben, praktisch auch fortzusetzen.

Ich bin Ihnen sehr dankbar, dass Sie gesagt haben, wo eigentlich der Hemmschuh ist und wer hier blockiert. Und ich bin der Auffassung, dass wir als Parlament sehr deutlich machen sollten, dass wir Dublin endlich brauchen, dass wir es nicht hinnehmen werden, dass uns der Rat hier ständig blockiert und dass er einfach denkt, machen zu können, was er will, und einfach in Untätigkeit schweigt.

Und was wir von der Kommission erwarten, das ist meine dringende Bitte: Sagen Sie es jeweils laut. Es hilft den Menschen und vielen bewusst schauenden, auch auf die Entwicklung schauenden Akteuren, Aktivistinnen in Europa überhaupt nicht, wenn sie gar nicht wissen, wo die Ursachen liegen und an wen sie sich wenden müssen, mit wem sie gemeinsam kämpfen können, wenn nicht klar ist, wer wofür verantwortlich ist, welche Verantwortung die einzelnen Institutionen tragen.

Das müssen wir deutlich machen. Sonst werden wir nämlich auch kaum noch Wähler und Wählerinnen gewinnen, die bereit sind, diese Lethargie – nämlich um Europa zu kämpfen – zu überwinden. Da müssen wir gemeinsam antreten. Das muss unsere Mission werden. Und da unterscheiden wir uns – und das sage ich ganz klar – auch massiv als Linke von allen rechten Versuchen, Europa zu zerstören. Das möchte ich hier noch einmal deutlich betonen.

Nigel Farage, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, I say to Mr Juncker, what a picture you paint. A European Union of peace, of prosperity, of contentedness and, as you said, you're trying to make it a little more perfect every day. Well, it's a very good advertising slogan, but I tell you what surprised me.

Since your last State of the Union speech there's been a seismic political event in Europe, perhaps one even on a par with Brexit. Italy, a founding member of the Union, the third-biggest economy in the euro area, now has a coalition government between the 5-Stars and the Lega that is polling over 60% of the vote and is posing a direct challenge, both in terms of the management of the euro area and indeed, how the migration crisis is handled. You made no acknowledgment of that at all. No acknowledgment of the populist revolt that is sweeping through virtually every single Member State. Instead you're to carry on regardless.

And I noted your continued use of the phrase 'sovereign Europe'. What you're talking about is a deeper centralisation of power: a centralisation of power in terms of Europe's foreign policy; a centralisation of power, as you first laid out last year, in terms of building a European army; more power at the centre for taxation. All of this, of course, meaning less to be done at the nation-state level. And now another 10 000 European border guards paving the way for a federal border police in Europe. Well, I'll tell you something – if you've got problems with the Italians now, you ain't seen nothing yet when you put that proposal to them.

But it's all about centralisation – power, power, power. But here's the funny thing – you appealed to our sense of European patriotism. So why is it that patriotism at the nation-state level is considered to be insular, bad, nasty, xenophobic, probably racist into the bargain? And yet, patriotism at a European level is a good and a virtuous thing. I'm afraid this idea of European patriotism, this idea of putting that flag above their own nation-state flag is for the birds. People do not have a profound sense of European identity. They have a sense of national identity and in a way that is the great dividing line between your vision of Europe and that increasingly that is being said by the electors. We wish to live in nation states.

Now on Brexit, Mr Juncker. On the Irish border already there are huge differences between the north and the south. Differences of politics, of tax, of currency and of law and we manage. And if we can get to a free trade deal, well, of course, there'll be no difficulties whatsoever. I thought you had some very positive things to say. You said our vote to leave was a vote to leave the single market and its associated parts. I agree with you. Quite why Ms May at Chequers wants to opt back into much of it, I don't know.

But you said twice that we need to come to a free trade deal. It's what European exporters want, and it is, absolutely, and it's what we want. Surely now the time is right. The ground is prepared for a Canada-plus-style trade deal between you and between us. We leave political union but we carry on doing business on a tariff-free basis. We want it. Increasingly, I think that you want it. Let's get Brexit sorted and, Mr Verhofstadt, you'll be happy, you'll see the back of us.

Nicolas Bay, au nom du groupe ENF. – Monsieur le Président, Monsieur Juncker, quatre ans après l'installation de votre Commission, et à quelques mois seulement des élections européennes, l'heure est évidemment au bilan, et force est de constater que votre Commission est finalement un condensé de toutes les dérives de l'Union européenne et de tout ce que les peuples ne supportent plus aujourd'hui.

L'action de votre Commission, elle est à la fois opaque, antidémocratique et punitive. Opaque, lorsque vous décidez, c'est le fait du prince, de nommer M. Selmayr comme secrétaire général de la Commission. Sa majesté Jean-Claude Juncker s'affranchit de toutes les règles en vigueur.

Antidémocratique, lorsque votre commissaire M. Oettinger déclare, dans un propos d'une arrogance incroyable, je cite, «que les marchés financiers vont apprendre aux italiens à bien voter». Et anti-démocratique aussi lorsque, pas plus tard que tout à l'heure, vous affirmez que le budget de l'Union européenne sera verrouillé jusqu'en 2027, sans que l'on attende que les citoyens de nos peuples se prononcent aux élections de mai 2019.

Punitive aussi, à l'égard de la Pologne ou de la Hongrie, et on a eu un bel exemple de procès stalinien, pas plus tard qu'hier, simplement parce que ces pays ont le courage de définir ce que sont nos valeurs de civilisation et parce qu'ils refusent les quotas obligatoires de migrants que vous avez voulu leur imposer.

Punitive aussi à l'égard des Britanniques, à qui vous voulez faire payer le prix de la liberté, en refusant le moindre accord commercial alors qu'on accorde à des pays qui ne sont pas dans l'Union européenne, comme la Norvège ou l'Islande, l'accès au marché unique. Alors que vous multipliez les traités de libre-échange avec le monde entier, vous refuseriez cela aux Britanniques?

Et puis, bien sûr, l'action de votre Commission a été marquée par l'accélération de la suppression de toutes les protections économiques. Vous organisez sciemment la concurrence déloyale, à l'intérieur de l'Union européenne avec le travail détaché, à l'extérieur de l'Union européenne avec des traités de libre-échange dont les conséquences sont gravement anti-écologiques et qui portent atteinte à nos industries et à notre agriculture. C'est vrai du CETA (AECG, Accord Économique et Commercial Global), c'est vrai des futurs traités avec les pays du Mercosur ou de l'Océanie. Et pas plus tard que cet été, vous vous êtes rendu à Tokyo, sans l'avis ni même la moindre décision, ni du Parlement européen, ni des parlements nationaux, pour signer un avant accord de libre-échange avec le Japon.

Enfin, bien sûr, votre Commission s'est caractérisée par une folle politique migratoire, et notre collègue Legutko l'a tout à l'heure souligné – avec pourtant beaucoup de modération – ce qui ne l'a pas empêché, d'ailleurs, de subir les foudres de M. Verhofstadt, qui passe son temps à critiquer et à attaquer les populistes ou les extrémistes, mais qui est dans cet hémicycle, avec beaucoup de constance, le visage de la haine, de l'agressivité, du rejet de toute idée qui serait différente de la sienne et il en a fait tout à l'heure encore la démonstration.

M. Avramopoulos, votre commissaire, avait parlé de l'immigration, en fixant le cadre de votre Commission, l'accueil des migrants, je cite, est un impératif économique et social pour notre continent vieillissant et vous-même tout à l'heure, avez affirmé vouloir augmenter encore les voies d'immigration légale.

C'est là, sans doute, incontestablement, votre plus grande faute politique: d'avoir permis d'encourager et d'organiser cette immigration de masse, qui affaiblit notre continent et qui fait souffrir nos peuples.

Kazimierz Michał Ujazdowski (NI). – Panie Przewodniczący! Chcę zacząć od podziękowań dla przewodniczącego Junckera za ogłoszone wystąpienie i powiedzieć, że doceniam ten pragmatyczny ton, tę zasadę, że lepiej być skutecznym w małych sprawach i ostrożnym w sprawach dużych. W przeciwieństwie do socjalistów, którzy domagają się bezpośredniego finansowania nowych miejsc pracy ze szczybla unijnego, doceniam ten pragmatyzm. Ale zabrakło mi tutaj wyraźnej stawki na budowę konkurencyjnego rynku, bez blokad, na usuwanie protekcjonizmu, który ma podstawę nie tylko w populizmie, ale znacznie szerszą, na wsparcie dla małych i średnich przedsiębiorstw – to byłoby bardzo pragmatyczne podejście.

W przeciwieństwie do pana Farage'a, który przemawiał tutaj trzy minuty temu, ja jestem zwolennikiem tego, by Europa wzięła większą niż dotychczas odpowiedzialność za politykę obronną. Przyglądam się temu procesowi bardzo pozytywnie. Europa powinna dzielić ze Stanami Zjednoczonymi odpowiedzialność za tę sferę. Ale potrzebna jest praktyczna solidarność, potrzebne jest to, by towarzyszyło temu poczucie, że Europejczycy, że Unia Europejska będzie tak samo broniła bezpieczeństwa Europy Wschodniej, jak Europy Południowej i nie będzie tolerowała inicjatyw sprzecznych z bezpieczeństwem europejskim i z solidarnością europejską, jak Nord Stream 2. Potrzeba nam pragmatyzmu i praktycznej solidarności.

Presidente. – Signor Presidente della Commissione, nel corso del Suo intervento, Lei ha ricordato il ruolo dei giornalisti come garanti dello Stato di diritto. Ancora una volta voglio ricordare in quest'Aula, visto che ancora non si sono scoperti i mandanti e gli assassini di due giornalisti, Daphne Caruana Galizia, assassinata a Malta, e Jan Kuciak, assassinato in Slovacchia. Finché non sapremo chi sono i mandanti, continueremo a insistere e a denunciare ciò che è accaduto.

Jean-Claude Juncker, Président de la Commission. – Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me limiterai à quelques propos très brefs en réponse à des questions concrètes qui m'ont été posées.

Je commencerai par M. Bullmann, qui a attiré notre attention sur la nécessité de développer davantage les droits des enfants et les droits sociaux d'une façon générale. Je voudrais rappeler ici que la Commission a exactement proposé, dans le cadre du processus dit «de Göteborg», une action de ce type. Il s'agit du chapitre 3, point numéro 11. Je rappelle aussi – je le dis à M^{me} Keller – que j'ai plaidé, aujourd'hui comme hier, pour que la déclaration de Göteborg ne reste pas un poème, mais pour que nous transformions les intentions en actes, y compris en actes législatifs.

Je dirai à mon ami Verhofstadt – auquel d'ailleurs il convient de s'adresser avec un minimum de politesse – que la Commission a aujourd'hui adopté un texte sur la protection des électeurs européens, des candidats européens et des partis politiques dans le cadre des prochaines élections européennes. Donc tout cela est en bonne voie.

Je dirai à M. Farage qu'il faut écouter avant de parler. Je n'ai pas mis sur un même plan patriotisme national et patriotisme européen. J'ai dit «l'un n'exclut pas l'autre», et je continuerai à être patriote, mais un patriote éclairé. Mon petit patriotisme grand-ducal n'est dirigé contre personne.

(Applaudissements)

J'aime mon pays mais je ne déteste pas les autres, et si vous dites que nous vivons dans deux mondes différents – ce n'est pas M. Farage qui l'a dit, mais un orateur précédent – oui, je ne veux pas vivre dans ce monde fait de rejet, dans ce monde fait de haine, je ne veux pas vivre dans ce monde, je préfère le mien, qui est aussi le vôtre.

(Applaudissements)

Karoline Edtstadler, President-in-Office of the Council. – Mr President, on behalf of the Council, let me – first of all – thank President Juncker for his address and for his analyses regarding the challenges but also the opportunities facing our Union at this crucial juncture as we approach the end of the parliamentary term. I won't be able to go into all the detailed elements of President Juncker's speech but his considerations deserve careful examination. Obviously, he touched upon issues that are at the centre of our attention.

But let me turn to something else at the outset. I would like to stress that I fully second what President Juncker stated at the beginning of his speech. Our union is a union of peace. It is a union of prosperity and we should show respect towards this union, deal with it carefully and protect our common values.

Now let me turn to some of the issues touched upon, for instance, the idea of further strengthening Frontex. It is an important element of a functioning EU policy on migration. It was already discussed at the European Council in June and it will be a main topic for the discussions at the informal Heads of State or Government summit in Salzburg. Yes, the strengthening of Frontex is, in our view, a precondition to establishing a resilient and well-grounded European asylum system. We hope as far as possible to find common ground and to bring things forward.

The European Council in June also reconfirmed the need to bring our cooperation with Africa to a new level. A visible expression of this aim will be a high-level forum, which we are currently planning to hold in Vienna at the beginning of December. As far as the proposal on summertime is concerned, we are planning to put that on the Council's agenda very soon.

Given the specific political context, before the end of the current parliamentary term, there is indeed a need to concentrate on the delivery of pending proposals and on the effective implementation of legislation. Be assured that the Austrian Presidency's energy and determination is fully focused on this. In recent months, there have been developments which may on the surface seem contradictory. There is much talk about Euroscepticism and concerns in this respect ahead of next year's European Parliament elections. Yet, at the same time, we have seen positive signs on renewed trust and higher levels of support for the Union. For our part, as the Presidency, we are confident that there is enough unity and determination in Europe to tackle these challenges ahead and to transfer them into opportunities. Our motto is 'a Europe that protects' and this is what we are trying to contribute. I think this motto could also apply to a series of elements of President Juncker's speech today. Europe has emerged stronger in many ways from the crisis we have faced in recent years, but now we need to act swiftly and determinedly on the economy, migration, security and digital Europe, especially cybercrime. The increasing number of cyberattacks and the crucial questions on cybersecurity must be discussed diligently. We will strive to use the effects of digitalisation at its best on the one hand but, on the other hand, we have to deal carefully with the possible negative effects. The goal must be a secure, stable single digital market and the highest trust from the consumers of this service in Europe.

Addressing you in this Chamber in July, Chancellor Kurz presented to you the priorities of our Presidency, namely, security and the fight against illegal migration, securing prosperity and competitiveness through digitalisation and stability in the European neighbourhood. I will not go through these principles and priorities again. They focus on achieving tangible results through demonstrating to European citizens the EU's indispensable added value for its citizens and Member States. This is particularly important in this period as we near the end of the parliamentary term.

As President Juncker mentioned, we have a lot of work to do in the coming months with regard to legislation, but there are also the informal meetings of the Heads of State or Government in Salzburg next week and the European Council meetings in October and December in which crucial decisions will have to be made. Beyond our Presidency are the European elections and the informal meeting in Sibiu in May 2019, when the implementation of the leaders' agenda will be reviewed and a strategic agenda for the period 2019-2024 will be prepared.

Finally, speaking of delivering on priority policies, I would also note that today's debate on the State of the Union is a key moment in a new annual cycle of programming. The General Affairs Council, at its meeting on 18 September, will have an exchange of views on the basis of the Commission's letter of intent, which was issued only yesterday. We also look forward to continuing the fruitful dialogue among the three institutions on priorities, particularly on the implementation of the joint declaration on the EU's legislative priorities for 2018 and 2019. Results can be delivered in a focused and targeted way through our joint programming. Let me reaffirm the Council's commitment to this process and assure you that the Presidency will continue to be a determined partner.

IN THE CHAIR: MAIREAD MCGUINNESS

Vice-President

Daniel Caspary (PPE). – Frau Präsidentin, sehr geehrter Herr Kommissionspräsident, geschätzte Kolleginnen und Kollegen! Präsident Juncker hat es treffend dargestellt: Die Europäische Union steht heute politisch, wirtschaftlich und sozial viel, viel besser da, als das von vielen Menschen wahrgenommen wird. Aber dennoch sehen viele Menschen große Herausforderungen, viele Menschen haben Sorgen oder sind unzufrieden. Mein Eindruck ist: Oft kommen diese Sorgen und diese Unzufriedenheit daher, dass die Menschen eine Erwartung an die Europäische Union haben, die wir nicht erfüllen können, Erwartungen haben, bei denen uns die Mitgliedstaaten gar nicht die Instrumente an die Hand geben, diese Erwartungen zu erfüllen, und die europäischen Institutionen nicht die nötige Kompetenz haben.

Wenn Kommissionspräsident Juncker anregt, dass wir das Thema Steuervergünstigungen beseitigen, Steuervergünstigungen für Unternehmen wie Apple oder Amazon, die auf dem Rücken von Handwerkern und Mittelstand gewährt werden, wenn wir eine stärkere gemeinsame Außenpolitik gestalten wollen oder wenn wir das Thema Migration und Schutz der Außengrenzen europäisch gemeinsam besser angehen wollen, dann haben wir doch ganz genau die Situation, dass die Mitgliedstaaten uns in ganz vielen dieser Dinge die Kompetenz bisher nicht abgegeben haben und wir die Dinge hier nicht regeln können. Deswegen von meiner Seite her große Unterstützung in Richtung der Europäischen Kommission.

Geschätzte Vertreterin des Rates! Ich wünsche mir, dass im Rat diese Vorschläge von Kommissionspräsident Juncker aufgegriffen werden, dass Sie im Rat darüber diskutieren, dass endlich die Europäische Union in die Lage versetzt wird, die Anforderungen und Wünsche der Bürgerinnen und Bürger zu erfüllen, damit die Zufriedenheit mit der Europäischen Union steigt und wir dieses Gesamtprojekt erfolgreich im Interesse der Bürgerinnen und Bürger weiter entwickeln können.

Maria João Rodrigues (S&D). – Senhora Presidente, o Presidente da Comissão Europeia acaba de nos apresentar uma agenda voltada para o futuro e uma agenda apresentada por um verdadeiro político europeu.

É, de facto, verdade que a hora da soberania europeia chegou, e chegou na frente da resposta à mudança climática, à revolução digital, ao comércio, à necessidade de gerir as migrações de outra maneira.

Mas porque é que esta agenda não avança? Esta agenda não avança porque temos forças do passado a argumentar que é melhor proteger os cidadãos apenas por detrás das fronteiras nacionais. Isto é uma completa ilusão porque não é hoje possível conseguir apenas proteger os cidadãos com base nas políticas nacionais, é preciso soluções à escala europeia. Mas a verdadeira razão pela qual esta agenda não avança é que temos forças do *status quo*, conservadoras, que resistem a que estas soluções de escala europeia sejam verdadeiramente aplicadas. Para estas forças do *status quo*, em matéria de migração chega apenas ter uma fronteira europeia organizada, mas as forças progressistas têm que vencer este bloqueio porque, de facto, não chega. É preciso uma verdadeira parceria com África, é preciso ter um sistema de asilo europeu e é preciso estar à altura quando recebemos aqui refugiados e temos que lhes dar proteção.

As forças do *status quo* acham que é positivo termos tido uma retoma do emprego na Europa e do investimento, mas as forças progressistas querem mais porque nós precisamos do investimento em muito maior escala para conduzir a transição energética e para conduzir a revolução digital no bom sentido. Ora, aqui temos um enorme bloqueio que tem a ver com a reforma da zona euro. O Sr. Weber dá-se por satisfeito no ponto em que nos encontramos mas, de facto, não é possível porque esta zona euro continua a produzir divergências enquanto não tiver uma capacidade orçamental a funcionar.

E depois as forças conservadoras acham que é suficiente ter empregos. Não chega. A qualidade dos empregos tem que contar com um verdadeiro pilar social que garanta um contrato de trabalho e proteção social para todos os cidadãos da Europa, em qualquer região em que se encontrem.

Portanto, este bloqueio só pode ser vencido no momento em que as forças progressistas conseguirem ultrapassar as forças do *status quo* que têm travado as verdadeiras soluções europeias.

Jordi Solé (Verts/ALE). – Madam President, Mr Juncker has enlightened us about the need to defend European values against chauvinist nationalism and I could not agree more, but I would like to make a suggestion to him. Please, go to Catalonia and visit our nine political prisoners, amongst them two former MEPs. Please go and have a chat with them about their core values and the founding principles of the European Union, and having spoken with them, ask yourself, ‘what are these democratic, peaceful, European people doing in jail?’ Ask yourself if having politicians and civil society leaders in jail for nearly a year without trial, on the basis of fake accusations, just for having organised a referendum, just for having implemented a democratic mandate, if all of this is in line with European values. Yesterday, over a million people were in Barcelona again, claiming our democratic rights, standing up for European values and against repression. People are convinced, despite feeling let down by European institutions, that Europe needs to be part of the solution.

Younous Omarjee (GUE/NGL). – Madame la Présidente, Monsieur Juncker, je ne veux pas être injuste avec vous, beaucoup se félicitent de votre action.

Les riches vous remercient, car votre Commission de la dernière chance aura été une chance pour les évadés fiscaux; elle aura été une chance pour les lobbies, pour Bayer-Monsanto, qui pourra continuer pendant des années encore à empoisonner les gens; elle aura été une chance pour les vautours qui ont fait main basse sur la Grèce et, partout dans l’Union européenne, pour toutes celles et tous ceux qui font aujourd’hui main basse sur les biens communs.

Je crois que le président Macron peut aussi vous remercier pour vos encouragements à la mise en œuvre de réformes structurelles: ouverture à la concurrence du ferroviaire, réforme des retraites maintenant et démantèlement des droits des travailleurs.

Monsieur le Président Juncker, Monsieur le Vice-président Timmermans, je suis au regret de vous dire que si les riches vous disent merci, les peuples européens, eux en revanche, ne vous disent pas merci.

Jörg Meuthen (EFDD). – Frau Präsidentin! Wir sprechen heute über die Lage der Union. Herr Kommissionspräsident Juncker hat uns dazu seine Sicht der Dinge dargelegt. Er hat dazu einen historischen Ansatz gewählt, der der heutigen Lage indessen wenig gerecht wird. Seine Analyse ist in den elementaren Punkten falsch. Erstens: Die Finanzkrise hält er für überwunden. Das ist ein fataler Irrtum, Herr Juncker. Es ist nichts gelöst, es ist alles nur zugedeckelt. Im Topf brodelt es weiter, und der Tag wird kommen, an dem sich der Deckel hebt und uns die ganzen Unterlassungen und Fehlurteile um die Ohren fliegen.

Zweitens: Der uns so wichtige Frieden ist heute nicht mehr wie im 20. Jahrhundert von außen gefährdet, sondern von innen, und zwar vor allem durch eine völlig verfehlte Migrationspolitik, die die Kommission und auch dieses Haus tüchtig mit begleiten.

Drittens: In seiner Politik der *ever closer union* geht es nicht mehr weiter. Heute geht es doch eher darum, wer als Nächstes austritt, und nicht mehr um die Frage, wer der Union als Nächstes beitrifft. Das Menetekel des Brexit ist hier offensichtlich noch nicht richtig begriffen worden.

Die Zeit dieser Kommission und dieser Politik ist an ihrem Ende angekommen. Das war auch in der blutleeren Rede sehr spürbar, Herr Juncker. Wenn die EU stark sein soll, dann muss sie sich auf ihre wenigen wirklichen Kernaufgaben besinnen und die Souveränität ihrer Nationen respektieren. Hier geschieht, wie gestern im Umgang mit Ministerpräsident Orbán gezeigt wurde, genau das Gegenteil – leider immer noch. Das wird sich bald ändern.

Georg Mayer (ENF). – Frau Präsidentin! Ich finde das immer sehr amüsant, wie sich hier die erste Reihe gegenseitig lobt. Man merkt, Sie sind nach wie vor Opposition nicht gewohnt. Aber, geschätzte Kollegen, fürchtet euch nicht! Ich kann Ihnen eines sagen: Wir alle lieben Europa. Das stelle ich hier außer Streit. Aber was haben wir denn heute gehört? Wir haben nicht viel gehört von Jean-Claude Juncker. Er hat sechsmal insgesamt das Wort Solidarität erwähnt. Aber Solidarität kann keine Einbahnstraße sein. Das haben wir gestern aber hier im Haus erlebt, als es die Debatte mit Ungarn gab. Da hat eine linke Minderheit hier im Haus die größte Fraktion hier im Haus am Nasenring durch das Plenum gezogen.

Und was ist denn aus dem Weißbuch geworden? Im März 2017 vorgestellt, haben wir nichts mehr davon gehört. Ich kann doch nicht einen Weg gehen, bei dem ich noch nicht weiß, in welche Richtung der sich bewegen soll. Es ist schon besonders bemerkenswert, denn Juncker weiß: Diese Migrationskrise verändert Europa nachhaltig, und wir befinden uns erst in der ersten Phase. Daher ist er immerhin ganz schön spät mit seinen Vorschlägen. Dieses jahrelange Zögern hat die Krise keineswegs verbessert.

Diane Dodds (NI). – Madam President, today Mr Juncker wanted to establish his legacy, but sadly, that legacy will be the loss of a Member State and more importantly the loss of confidence in the European Union, as demonstrated by recent elections in Sweden, Italy and Germany, as well the migration crisis that continues to cost lives.

On Brexit, Mr Juncker reaffirms his view that there should be no hard border between Northern Ireland and the Republic of Ireland. I agree. But he also reaffirms support for the Belfast Agreement. However, the EU backstop proposal ignores one of the core principles of that agreement: the principle of consent. Let me make it clear once again in this House: there can be no borders – and certainly not those imposed by the European Union – within the internal market of the United Kingdom, or interference in its constitutional framework. Great Britain is Northern Ireland's largest market place, where we sell more than in the Republic of Ireland, the rest of Europe and the rest of the world put together. Equally, 70% of everything that comes into Northern Ireland for consumers and the manufacturing process comes from Great Britain. Customs are regulatory barriers which put jobs and families at risk.

President. – If I give everyone that leeway I will be in trouble and you will be annoyed with me because votes will run late. So please be strict on your time.

Janusz Lewandowski (PPE). – Pani Przewodnicząca! Jaki jest stan Unii, to my się dowiemy w wyborach europejskich roku 2019. Powiedzą nam o tym ludzie, wyborcy przy urnie wyborczej, przez udział w wyborach albo przez odmowę udziału i przez wskazanie polityczne. Bo Unia Europejska to nie przede wszystkim instytucje, ale poczucie sensu bycia razem, oczekiwanie namacalnych korzyści i postrzeganie Unii jako szansy, a nie źródła problemów. Wydaje mi się, że możemy dużo jeszcze zrobić przez te pozostałe dziewięć miesięcy, by werdykt europejskiego suwerena 2019 był głosem zaufania, a nie wotum nieufności, by był zbieżny z optymistyczną diagnozą przewodniczącego Junckera, któremu – w imieniu polskiej delegacji – serdecznie dziękuję za służbę zjednoczonej Europie. Wiemy, czego nie robić – nie robić natrętnych regulacji, które uczą ludzi, jak mają żyć, które odnawiają podziały na Wschód–Zachód czy Południe–Północ. Dla wielu istotny jest wieloletni budżet – nie dla wszystkich, bo niektórzy wolą mały budżet europejski – ale dla wielu jest istotny jako potwierdzenie zdolności sprawczej Unii Europejskiej i przewidywalność finansowania. Ale zaufanie lub brak zaufania rozstrzyga się w sferze szeroko rozumianego bezpieczeństwa i to jest najważniejsza agenda najbliższych dziewięciu miesięcy.

Kathleen Van Brempt (S&D). – Madam President, as you know, you never get a second chance to make a first impression, and in that sense, you will never get a second chance to be the Commission of the last chance. And that's what you promised us when you started this legislature, and that ship has sailed, I have to say. We know now that the successor of Mr Juncker will be the next Commission President of the last chance. And this time it might get really serious.

Yesterday, we saw the face of the anti-democrats, and we all know that sort of extremism in Europe is based on raising inequalities and the fact that our citizens fear for the future for themselves and their children. This Commission promised us a triple A on social issues. What we have is a lot of paper and nice words but not the concrete measures to fight inequalities. And you said you would tackle migration and make sure that we have good answers to that, and now everything is based on the fact that we need to defend our borders. And last but not least, you said we would be top for climate change. We did some things in the right direction but we lack the real ambition to have a sustainable future.

Yannick Jadot (Verts/ALE). – Madame la Présidente, Monsieur le Président Juncker, puisque certainement là où vous êtes, vous nous écoutez, vous avez évoqué avec raison les conséquences dramatiques du dérèglement climatique. Mais, le 26 juillet dernier, lorsque vous rencontrez Donald Trump, vous engagez l'Union européenne à importer plus de soja OGM «shooté» au Roundup et plus de gaz de schiste.

Vous vous engagez, au nom de plus de 500 millions de citoyens européens, sans mandat. Sans aucun mandat.

Vous n'avez pas entendu, M. Juncker, l'ardent désir de ces Européens de se libérer du glyphosate et leur ardent désir de lutter contre le dérèglement climatique. Dans le même temps, votre Commission a abandonné, a supprimé les droits anti-dumping sur les panneaux photovoltaïques chinois, livrant notre industrie, cette industrie du XXI^e siècle, à la voracité industrielle chinoise.

Votre politique commerciale, la mondialisation que vous défendez avec le CETA (AECG, Accord économique et commercial global), le Mercosur et tant d'autres, c'est la mondialisation de la malbouffe, celle des pesticides, celle de la souffrance animale, c'est la déforestation, ce sont les énergies fossiles et c'est le chaos climatique.

Alors, notre responsabilité, et écoutez les citoyens européens, c'est de dépendre du soleil et du vent, pas de Poutine et de Trump.

Νικόλαος Χουντής (GUE/NGL). – Κυρία πρόεδρε, και από τη χθεσινή συζήτηση για την Ελλάδα θυμήθηκαν οι Ευρωπαίοι ότι στην Ευρωπαϊκή Ένωση δεν υπάρχει δημοκρατία και λαϊκή κυριαρχία. Θυμηθήκαμε ότι την οικονομική κρίση την πλήρωσαν τα λαϊκά στρώματα και οι χώρες του νότου· θυμηθήκαμε ή επιβεβαιώθηκε ότι προτεραιότητα στην Ευρώπη και στην ευρωζώνη είναι τα συμφέροντα των τραπεζών και των πολυεθνικών και όχι οι εργαζόμενοι και η νεολαία. Αυτή είναι η Ευρωπαϊκή Ένωση, αυτή είναι η κατάσταση της Ευρωπαϊκής Ένωσης, αυτός είναι ο χαρακτήρας της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Από την ομιλία του κυρίου Juncker καταλάβαμε ότι το μέλλον της Ευρωπαϊκής Ένωσης τώρα θα είναι η εντατικοποίηση της πολιτικής της λιτότητας και των μεταρρυθμίσεων, δηλαδή αυτών που αφαιρούν περαιτέρω κοινωνικά και εργασιακά δικαιώματα, επιφέρουν επισφάλεια στην εργασία, ιδιωτικοποίηση παντού, φτώχεια και ανεργία των νέων, δημιουργούν δηλαδή το θερμοκήπιο της ακροδεξιάς και του φασισμού. Αλλά αγαπητοί συνάδελφοι, οι λαοί θα διεκδικήσουν λύσεις έξω από τις νεοφιλελεύθερες συνθήκες της Ευρωπαϊκής Ένωσης, έξω από τους σχεδιασμούς του ευρώ, διεκδικώντας ένα μέλλον συνεργασίας κυρίαρχων, ισότιμων κρατών στην Ευρωπαϊκή Ένωση με δημοκρατία, αλληλεγγύη και ειρήνη.

Angelo Ciocca (ENF). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, Presidente Juncker, è finita la pacchia, *game over*. È finita la possibilità di raccontare ai cittadini la fiaba della vostra Europa. Il «c'era una volta l'Europa» che renderà le famiglie più ricche e più sicure si è rivelata in realtà una truffa, si è rivelato un progetto fallimentare, un progetto velenoso per i cittadini, per le imprese, per le famiglie, che sono state colpite da questo progetto europeo, rendendole più insicure e più povere.

Presidente Juncker, Lei stamattina ha affermato: «i popoli europei hanno bisogno di certezze». Lei non sa di cosa hanno bisogno i popoli europei, purtroppo. L'unica certezza che hanno i popoli europei è che odiano le Sue di certezze.

Presidente Juncker, in tutti i progetti servirebbe ogni tanto autovalutarsi, autovalutarsi agli occhi dei cittadini europei, che oggi La guardano con questi occhi e Lei stesso nell'autovalutarsi dovrebbe dimettersi. È finito il momento di prendere in giro gli italiani, e gli italiani le restituiscono quella fiaba che lei ha cercato di raccontare con questo *cadeau* che è «Junckerocchio», cioè quelle bugie che sono state raccontate.

Franck Proust (PPE). – Madame la Présidente, Monsieur le Président, beaucoup ont souhaité aujourd'hui, dresser le bilan de votre mandat, mais le travail ne s'arrête pas demain matin, surtout que le contexte mondial est de plus en plus difficile.

Les alliances évidentes dues à l'histoire ne sont plus forcément synonyme d'amitié, voire de solidarité. Vous-même êtes en train de recoller les morceaux de nos relations commerciales avec les États-Unis. Mais la question facile, qui est posée ici par de nombreux parlementaires, est: «Que fait l'Europe»? Que fait la Commission? Que faites-vous, Monsieur Juncker?

Moi, je préfère vous poser la question autrement: «Que font les États membres?» Il y a un an, lors du discours sur l'état de l'Union, vous avez fait entrer, ici même, dans le dictionnaire des Institutions européennes, un nouveau mot, celui de réciprocité. Auparavant tabou, il a été légitimé par vos propos, dans le cadre de cette Europe qui agit et qui protège. Que font les États de cette notion, qui est attendue par de nombreuses entreprises et citoyens?

Que font les États membres lorsqu'on demande de s'entendre sur l'immigration, et la question se pose: que faites-vous pour qu'ils s'entendent lorsqu'ils ne se parlent plus? Car certains États déterminent leur politique migratoire selon les arrivées des bateaux. Ce n'est pas la réponse sérieuse qu'attendent nos concitoyens. Ce qu'ils attendent, par contre, c'est qu'on leur dise enfin la vérité. Les États sont parfois incapables de trouver une solution quand on leur donne tous les moyens pour en trouver.

L'échec de l'Europe, c'est d'abord l'échec du dialogue entre les États, car comme vous l'avez dit tout à l'heure, la souveraineté européenne existe grâce à la souveraineté des États, elle ne remplace pas les nations.

Eric Andrieu (S&D). – Madame la Présidente, Monsieur Juncker, l'Europe, même si c'est important, mérite mieux qu'un changement d'heure. L'évasion fiscale, CETA, Selmayr, glyphosate, voilà ce qui restera de votre présidence conservatrice et libérale.

C'est une Europe qui voit progresser les populistes de toutes sortes, impuissante face au reste du monde, que vous nous laissez.

Nous étions en droit d'attendre une Commission européenne ambitieuse, celle de la dernière chance – aviez-vous dit –, engagée, protectrice, mettant en œuvre les 17 objectifs de développement durable de l'ONU, basée sur le triptyque: économie, social, environnemental.

Nous avons eu une Commission qui aura sacrifié nos agriculteurs et nos territoires sur l'autel du libre-échange, bafoué la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et mis en danger la santé de millions de citoyens européens en n'appliquant pas le principe de précaution, que ce soit sur le glyphosate, les perturbateurs endocriniens ou encore les OGM. Et ce n'est pas le cadre financier pluriannuel, sans vision et sans ambition, que vous nous proposez, qui va modifier votre bilan. Nous avons besoin d'espérer.

Esteban González Pons (PPE). – Señora presidenta, señor Juncker, le agradezco la equivalencia entre patriotismo europeo y patriotismo inteligente; por eso le pido que incluya en su programa también la reforma de la euroorden. La lista de delitos incluidos en la euroorden no se ha modificado en quince años, pero el mundo ha cambiado mucho en quince años. Por ejemplo, no estamos protegidos por la euroorden contra el ciberterrorismo, ni siquiera contra la propaganda terrorista en internet —que usted ha mencionado— o la manipulación de resultados electorales —que usted también ha mencionado—.

No están protegidos los datos personales por la euroorden y tampoco está protegido ningún país contra los intentos de golpe de Estado. Mi país, España, ha sufrido un intento de golpe de Estado hace un año, pero el Tribunal Supremo español no tiene a su disposición, para juzgarlos, a todos los responsables porque un tribunal regional de otro Estado de la Unión le ha negado esa posibilidad.

No es España el único caso en el que la euroorden no funciona. ¿Qué mensaje estamos pasando a los españoles? ¿Que Europa no protege la Constitución española? Sin confianza mutua, no podemos vivir sin fronteras. Sin una euroorden que funcione, no podemos vivir en Schengen. Si queremos que Schengen exista, tenemos que conseguir que la euroorden exista también. No tiene sentido que Schengen sirva para que algunos países cierren las fronteras a los refugiados y para que otros países abran las fronteras a los delincuentes.

Ya no es tiempo de juzgarnos, ya no es tiempo de mirarnos, ya no es tiempo de acusarnos ni de atacarnos. Si queremos una Unión Europea de verdad unida, tiene que ser también una unión europea de la justicia.

Tanja Fajon (S&D). – V Evropski uniji so meje očitno odprte le še za kapital. Ljudem se namreč zapirajo.

Ksenofobni izpadi niso več samo slaboumno blebetanje, ampak postajajo del argumentacijske strategije. Zapira se prostor za kritiko ksenofobnega diskurza in povečuje pritisk, da bi tovrstno retoriko sprejeli kot običajno prakso.

Populistični voditelji širijo strah pred namišljeno množico ljudi, begunska kriza se izrablja kot sredstvo za zakrivanje krize evropskih institucij.

Temeljni spodrsrljaj je neurejenost skupne azilne politike, ki bi morala sloneti na solidarnosti. Pred volitvami se Evropska unija sooča z izbiro: ali se bo zatekla v radikalno ksenofobijo ali pa v radikalne socialne spremembe.

Če hoče preživeti, si moramo tisti, ki verjamemo v njene pridobitve, prizadevati za ohranitev evropskih vrednot. Nasprotna pot vodi v zapiranje v nacionalne države.

Paulo Rangel (PPE). – Senhora Presidente, Senhor Vice-Presidente da Comissão, em primeiro lugar queria prestar aqui uma homenagem ao Presidente Juncker como um verdadeiro europeu e, de facto, um exemplo para todos nós na sua alma europeia.

E dito isto no seu último discurso da União eu queria pôr aqui uma questão em que fiquei bastante, diria, desiludido, com a visão que aqui foi apresentada e que tem a ver com o próximo quadro financeiro e com o MFF.

A Comissão apresentou uma proposta que aumenta a divergência, uma má proposta para os países da coesão. Como é que é explicável que a Estónia caia 24 % e a Finlândia suba 5 %? Como é que é explicável que a Croácia caia 6 % e a Itália aumente 6 %? O argumento de que alguns Estados cresceram é um argumento falso. Então eles crescem, promovem boas políticas, promovem a prosperidade e são castigados pelos fundos europeus, apesar de estarem muito abaixo, mas muito abaixo de Estados que estão a subir. Isto não é equidade, isto não é caminho para os próximos sete anos, isto não é discurso para o futuro e, portanto, é preciso rever profundamente o MFF e também estou preocupado porque o Governo português mostra-se conformista – como, aliás, se viu aqui com a Maria João Rodrigues -, que critica os empregos criados porque são baixos, é o que acontece em Portugal, há emprego criado, mas baixo, é essa a política socialista e é essa a política que nós queremos condenar.

E, já agora, uma última pergunta a respeito do Fundo de Solidariedade que foi aplicado a Portugal para os incêndios. É preciso dizer que o Governo português utilizou mais da metade do Fundo para estruturas burocráticas e não para repor a situação no terreno. Isto é muito lamentável e a Comissão devia criticar isto. O dinheiro era para vítimas e para as regiões, não era para o aparelho do Estado português.

(O orador aceita responder a uma pergunta «cartão azul» (n.º 8 do artigo 162.º)).

Maria João Rodrigues (S&D), pergunta segundo o procedimento «cartão azul». – Colega Rangel, realmente é notável, não resiste à tentação de transformar um debate europeu num debate nacional. Mas sobre aquilo que digo, eu acho que não tem absolutamente nenhuma autoridade para estar a dizer o que disse, porque o Senhor representa aqui um Governo que enterrou o emprego em Portugal em matéria de quantidade e qualidade. O Governo socialista português está a fazer exatamente o contrário. Portanto eu acho que devia retirar as suas palavras, lamento.

President. – Just before you start, Mr Rangel: it is usually a question on the debate, and this was more a point, but you have 30 seconds to respond.

Paulo Rangel (PPE), Resposta segundo o procedimento «cartão azul». – Eu só queria dizer o seguinte: eu falei sobre o quadro financeiro plurianual. Eu sei que para a deputada Maria João Rodrigues não lhe interessa, porque o Governo português negociou mal, mas eu falei da Itália, falei da Croácia, falei da Finlândia e falei da Estónia, não falei de Portugal.

E agora a respeito do emprego vou-lhe dizer o seguinte: quem o afundou foi o Governo de Sócrates que deixou Portugal na bancarota. E a Senhora é responsável também por isso. E nós. O emprego começou a crescer ainda com o Governo português. Felizmente Mário Centeno, no vídeo que fez para a Grécia, já mostrou que reconhece que o Governo de Passos Coelho fez um grande serviço ao país. Foi isso que Mário Centeno veio reconhecer. É pena que ele tenha uma palavra em Bruxelas e tenha outra em Lisboa. Mas eu estou aqui para falar de Bruxelas e confio mais no Mário Centeno de Bruxelas que no Mário Centeno de Lisboa.

Jeppé Kofod (S&D). – Madam President, as co-rapporteur of the Special Committee on Financial Crimes, Tax Evasion and Tax Avoidance, I was pleased to hear you talk about the need for combating money laundering. What we see in Europe is a crisis, and we need a real, comprehensive reform of anti-money laundering systems, regulations and authorities. It's not only a money-laundering crisis, it's a tax evasion and tax avoidance crisis too. It's corruption, it's terrorist finance. It's already too rich and too powerful, swindling the tax coffers of our countries, and this must be stopped now.

For some of Europe's largest banks, the free movement of capital has become freedom from responsibility. It is because these banks are so-called 'too big to fail'. Let me tell the Commission: these banks have already failed. They have failed their responsibility to society, and we need to hold them accountable. In the Danske Bank case alone, transactions worth more than the entire state budget of Denmark are now under suspicion of money laundering. So, President Juncker and Commission, we need not only to talk tough on holding banks accountable, we need to be tough on the banks.

Luděk Niedermayer (PPE). – Madam President, jobs and growth, this was the key slogan of the Commission a few years ago and I wonder if all of us still remember that. The world has changed and sometimes it has changed for the better actually. Despite, too, the unfortunate decision of the people of the United Kingdom, the position of the European Union in the world has strengthened significantly and now the European Union represents the hopes and visions of hundreds of millions of people all around the world.

But the successes of the past belong in the past; what counts is the future and the way that we will tackle the challenges and the problems of today will decide the future of our Union, of our continent, and the list of these problems is demanding – migration, security, economic problems, foreign policy, tax issues and environment are among those on the list – but we shouldn't forget, and this is what Mr Juncker has said, that unity, cooperation and solidarity is what we are decided on to succeed and we shouldn't forget it.

Mercedes Bresso (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, signor Vicepresidente, la prego di ricordare al nostro Presidente Juncker che abbiamo molto apprezzato il suo *plaidoyer* per un'Europa sovrana, ma anche per un'Europa in cui l'Euro funzioni appieno, svolga tutte le proprie funzioni, e soprattutto la forza con cui ha proposto l'applicazione della clausola passerella. Avremmo apprezzato una risposta dal Consiglio.

Tuttavia, io vorrei ricordare anche la crisi economica che in questi anni ha piegato il nostro continente, che ha allungato le distanze fra ricchi e poveri, ed è per questo che la nostra prima priorità dovrebbe essere adoperarci per un'Europa più uguale.

Dobbiamo ricostruire il senso di comunità. Dobbiamo combattere il senso di solitudine nel quale vivono molti europei. Dobbiamo pensare a una misura per i bambini europei, una contro la disoccupazione, una contro le differenze salariali fra uomini e donne.

Insomma, il pilastro sociale europeo deve essere al centro delle politiche europee del futuro. Solo così potremmo contrastare le persone come Orbán e i tanti suoi epigoni che abbiamo ascoltato.

Othmar Karas (PPE). – Frau Präsidentin, meine Damen und Herren! Welch ein Unterschied! Vergleichen wir die gestrige Rede zu Rechtsstaatlichkeit, Demokratie und Grundwerten mit der Rede Jean-Claude Junckers: Die eine ignoriert die Idee Europas und spaltet. Die andere macht die Idee Europa zum Programm, zur Antwort auf die Herausforderungen – europäisch und global – unserer Zeit, und sie vereint. Danke, Jean-Claude Juncker!

Wir sehen aber auch im Vergleich, welche Blockaden, Einstellungen, Ignoranz wir noch überwinden müssen, um das Vermächtnis Juncker vollständig umsetzen zu können. Fangen wir bei den Abstimmungen heute damit an!

Die europäische Demokratie ist mehr als die Summe der nationalen Demokratien und eine Absage an die autoritäre Demokratie. Die EU muss eine europäische Souveränität begründen und zum handlungsfähigen, effizienten, glaubwürdigen Sprecher des Kontinents in der Welt werden.

Ich unterstütze daher die Analyse, jedes Ziel, jeden Vorschlag ohne Abstriche. Beseitigen wir die Einstimmigkeit im Gesetzgebungsverfahren! Parlamentarisieren wir alle Entscheidungen! Beschleunigen wir das Verfahren, damit wir noch vor der Wahl bei jedem Anliegen einen konkreten Schritt nach vorne setzen. Der politische Wille zur Gemeinsamkeit kann viel bewirken.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Maria Grapini (S&D), *întrebare adresată în conformitate cu procedura „cartonașului albastru”*. – Domnule Karas, ați apreciat discursul domnului Juncker. L-am apreciat și eu.

Între altele, domnul Juncker spunea că vrem o Uniune a păcii și prosperității. Mă interesează părerea dumneavoastră, pentru că nu v-ați exprimat punctul de vedere acum. Ce părere aveți: putem noi să avem pace și prosperitate, fără coeziune? Sunteți de acord cu faptul că se taie din Fondul de coeziune? Cel puțin asta este propunerea Comisiei în exercițiul următor, să se diminueze fondurile de coeziune. Cum vom avea prosperitate și cum vom avea înțelegere în piața internă?

Othmar Karas (PPE), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte”*. – Frau Kollegin! Man kann in einer Minute nicht auf alle Fragen eingehen. Aber Faktum ist, dass die Rechtsstaatlichkeit, dass die Einhaltung der Werte und die Erfüllung der Ziele uns auch mehr Frieden, Freiheit, Wohlstand und Sicherheit bringen können. Die Budgetverhandlungen werden hart, weil die Forderungen an die EU mehr Geld erfordern, mehr Solidarität erfordern, als der derzeitige Budgetvorschlag ausmacht. Und die Diskrepanz zwischen Kommission, Rat und Parlament ist groß. Jeder muss hier über seinen Schatten nach vorne springen, damit das Programm Juncker umgesetzt werden kann.

Josef Weidenholzer (S&D). – Frau Präsidentin! Ich spreche Herrn Präsident Juncker an. Wieder einmal haben Sie eine gute Rede gehalten – richtungweisend, proeuropäisch und voller guter Absichten – wie schon so oft. Aber leider klappt zwischen dem Versprechen und dem, was dann umgesetzt wird, oft eine große Lücke. 2015 haben Sie hier an diesem Ort ein funktionsfähiges europäisches Grenzschutzsystem in Aussicht gestellt. Drei Jahre später müssen wir feststellen, dass wir nicht weitergekommen sind, und auch die Umverteilung der Flüchtlinge ist nur mühsam in Gang gekommen – nicht nur, weil einzelne Mitgliedstaaten blockiert haben, sondern weil auch auf Kommissionsebene vieles nur halbherzig und zögerlich angegangen wurde.

In der letzten Zeit erreichen uns immer wieder Informationen, dass die Flüchtlingsprogramme der internationalen Gemeinschaft chronisch unterfinanziert sind, dass Schulen geschlossen werden müssen. Sie haben heute interessante Vorschläge unterbreitet, über die wir gerne diskutieren. Aber ich erinnere Sie daran: Es geht auch darum, die Hausaufgaben zu machen und für eine ausreichende Finanzierung der Kapazitäten in unserer Nachbarschaft zu sorgen. Sonst passiert das Gleiche wie 2015.

Esther de Lange (PPE). – Voorzitter, ik zal Nederlands spreken omdat ik weet dat de voorzitter van de Europese Commissie dat verstaat en omdat ik hem vandaag eigenlijk iets persoonlijks wil vertellen. Ik heb hier vier jaar lang in dit debat over de staat van de Unie gezegd wat ik niet goed vond en waar ik kritiek op had. Ik wil de Commissie en de voorzitter van de Commissie vandaag bedanken, want ik zie iemand die uit de grond van zijn hart – in het Nederlands zeggen we “vanuit zijn tenen” – altijd blijft pleiten voor een gemeenschappelijke Europese oplossing, ook als hij de tijdgeest niet mee heeft.

Neem het onderwerp migratie: heel Europa schreeuwt om het beter beschermen van onze buitengrenzen. De Europese Commissie komt met een voorstel voor tienduizend grenswachten en bijvoorbeeld ook een beter, sneller en effectiever uitzettings- en terugkeerbeleid. En je hoort de reacties op de flanken al. Wat gaat dat kosten? Wie gaat dat betalen? Neemt dat geen bevoegdheden van de lidstaten weg? En wie krijgt uiteindelijk de schuld als er niks gebeurt? Europa en de Europese Commissie voorop!

Het debat over de staat van de Unie is vooral een oproep tot verantwoordelijkheidszin en leiderschap. Ik hoop dat die getoond worden, en ik dank de Europese Commissie dat ze in elk geval het goede voorbeeld heeft gegeven.

Iratxe García Pérez (S&D). – Señora presidenta, agradezco el espacio de autocrítica que ha utilizado el señor Juncker en su discurso, reconociendo los problemas por los que pasa el proyecto europeo. En este tiempo ha faltado coraje y valentía, ha faltado liderazgo para agarrar fuerte el timón de la Unión Europea y no permitir la deriva. Pero a pesar de algunos populistas y de la extrema derecha, Europa sigue más viva que nunca y es más necesaria también para hacer frente a los desafíos.

Una Europa fuerte que asuma posiciones comunes y solidaridad para afrontar el reto de la inmigración y devolver la dignidad a nuestro proyecto. Una Europa capaz de traducir el crecimiento económico en justicia social y reparto, garantizando Estados de bienestar fuertes. Una Europa capaz de hacer frente a la lucha contra el cambio climático. Una Europa con rostro de mujer, que acabe con la violencia de género y sea capaz de avanzar hacia sociedades más igualitarias. En definitiva, una Europa que nos devuelva el orgullo de pertenecer a un espacio de encuentro de convivencia y de respeto. Una Europa fuerte, nos hace más unidos a todos y a todas.

Seán Kelly (PPE). – Madam President, Mr Juncker's speech lasted 53 minutes and 14 seconds; it was well received, and rightly so. In it, you referred, Mr Juncker, to the Juncker Plan, which was so successful in helping us get over the economic recovery that they no longer call it the Juncker Plan, and as the Committee on Industry, Research and Energy rapporteur for its successor InvestEU, I hope that can be equally successful.

I think you also deserve great credit for negotiating with the wayward Donald Trump, helping to avoid a trade war, and that was much appreciated by businesses across Europe, especially in my own country, which relies so much on trade with the US. In mentioning my own country, Ireland, I thank you again for expressing total solidarity with Ireland, and especially the need to avoid a hard border.

I would appeal to you though to accompany that with a financial commitment to help businesses, farmers and SMEs, which are inevitably going to be affected one way or the other as a consequence of Brexit. You quoted the French philosopher, saying he liked things to go together. If that solidarity went together with financial commitment, I would be very pleased, especially before the elections, because we all see that it is easier and easier to win elections by bashing Brussels. This would help to prevent that.

Catch-the-eye procedure

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE). – Κυρία Πρόεδρε, εμείς πιστεύουμε και στηρίζουμε πραγματικά την Ευρωπαϊκή Ένωση και θεωρούμε ότι αυτή η Ευρωπαϊκή Ένωση έχει και μέλλον και προοπτική. Συμφωνούμε δε απόλυτα με τον Πρόεδρο της Ευρωπαϊκής Επιτροπής, τον κύριο Juncker, ότι χρειαζόμαστε μία ισχυρή Ευρωπαϊκή Ένωση. Για να υπάρχει όμως μία ισχυρή Ευρωπαϊκή Ένωση, απροϋπόθετη προϋπόθεση είναι αυτή να προασπίζεται, να υπερασπίζεται και να διαφυλάσσει τα κυριαρχικά δικαιώματα των χωρών μελών της και, ταυτόχρονα, να προασπίζεται αρχές και αξίες. Σε μία ισχυρή Ευρωπαϊκή Ένωση δεν νοείται να προβαίνουμε σε εκπτώσεις και δεν μπορεί η Ευρωπαϊκή Ένωση να συνεχίζει να προβαίνει σε εκπτώσεις σε υπό ένταξη χώρες, όπως είναι η Τουρκία που δεν σέβεται και δεν αναγνωρίζει κυριαρχικά δικαιώματα χωρών μελών. Αν πραγματικά είμαστε σε Ένωση Δικαίου, όπως πολύ ορθά είπε ο κύριος Πρόεδρος, οφείλει αυτή να υπερασπιστεί τα κυριαρχικά δικαιώματα χωρών μελών που αυτή τη στιγμή απειλούνται από την Τουρκία, λαμβάνοντας μέτρα απέναντι στην Τουρκία. Οι Ευρωπαίοι πολίτες αναμένουν από τον Πρόεδρο της Ευρωπαϊκής Επιτροπής να υψώσει τη φωνή του και να καλέσει την Τουρκία ή να σεβαστεί τα κυριαρχικά δικαιώματα της Κύπρου και της Ελλάδας ή να υποστεί, πραγματικά, τις επιπτώσεις όπως συμβαίνει και με άλλες χώρες. Κλείνοντας...

(Η Πρόεδρος διακόπτει τον ομιλητή)

José Blanco López (S&D). – Señora presidenta, señor presidente, se encienden las alarmas. El panorama europeo no es alentador cuando crece la extrema derecha, de la mano de un discurso xenóforo, nacionalista y populista que va en contra de los valores fundamentales de la Unión Europea. Y me preocupa la falta de un discurso para contrarrestarlo.

Me preocupa más cuando las palabras no van acompañadas de los hechos, o cuando avanzamos a paso de tortuga. Defendemos la cohesión, pero dotamos de escasos recursos o recortamos la PAC y la política de cohesión. Defendemos liderar la lucha contra el cambio climático, pero este año han aumentado las emisiones, y los recursos de que vamos a dotar la lucha contra el cambio climático son cicateros.

Señor presidente, si queremos enganchar con la ciudadanía europea, tenemos que hacer que las palabras se correspondan con los hechos, que avance la igualdad y que avance también el pilar social.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, εμείς πιστεύουμε στην Ευρώπη των εθνών και των πατρίδων, στην Ευρώπη των λαών και όχι των τραπεζών, στην Ευρώπη που σέβεται την εθνική ταυτότητα και στηρίζεται στην επικουρικότητα. Στο πλαίσιο αυτό, το δικαίωμα βέτο των κρατών μελών είναι εγγύηση για την προστασία των εθνικών συμφερόντων. Σε επίπεδο ευρωζώνης, πρέπει να καταργηθεί το Σύμφωνο Σταθερότητας που επιτρέπει στη Γερμανία να έχει τεράστια εμπορικά πλεονάσματα. Η Ευρωπαϊκή Κεντρική Τράπεζα πρέπει να μετατραπεί σε ύστατο δανειστή των κρατών μελών και, ταυτόχρονα, να υπάρξει αποκεντρωμένο Σύστημα Κεντρικών Τραπεζών, προκειμένου να υπάρξει η ανάκτηση της νομισματικής κυριαρχίας των εθνικών κρατών, τα οποία θα μπορούσαν να ασκούν αυτή την κυριαρχία τους με βάση το ποσοστό που έχουν στο μετοχικό κεφάλαιο της ΕΚΤ. Για την Ελλάδα πιστεύω ότι πρέπει να υπάρξει ειδική σχέση, ειδικές ρυθμίσεις, μόνιμες αλλά και μεταβατικές, προκειμένου η Ελλάδα να

μπορέσει να ανασάνει, ειδικές ρυθμίσεις στον τομέα της ενέργειας, των κρατικών ενισχύσεων, της ναυπηγικής βιομηχανίας, του τουρισμού, των μεταφορών, της γεωργίας και της κτηνοτροφίας.

Hilde Vautmans (ALDE). – Voorzitter, ik ben heel blij dat u Europese oplossingen aanbiedt voor de uitdagingen waar we voor staan. Uw voorstellen vandaag waren ambitieus, maar soms mogen we nóg ambitieuzer en nóg concreter zijn. Ik geef u graag enkele aanbevelingen mee.

Wat de gekwalificeerde meerderheid betreft, denk ik dat we breder moeten gaan dan alleen het buitenlands beleid. Wat het veiligheids- en defensiebeleid betreft, zou ik hier nogmaals ons pleidooi willen herhalen voor een echte Europese inlichtingendienst in de strijd tegen terreur. En wat asiel en migratie betreft, wil ik graag van u horen dat u de strijd tegen mensensmokkelaars opvoert en dat u niet-begeleide minderjarige asielzoekers beschermt en ervoor zorgt dat zij niet langer verdwijnen in Europa.

Wat uw persoonlijk strijdpunt betreft, het afschaffen van de zomer- en wintertijd, daar volg ik u. Laten we die omschakeling afschaffen, laten we luisteren naar de stem van de burger en kiezen voor de zomertijd, en laten we dat snel doen.

Tot slot: wij steunen u! Draag de realisaties uit, blijf strijden voor vrede en zorg dat Europa sneller handelt om de populistische mond te snoeren.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Senhora Presidente, 11h50: hora de Estrasburgo, 10h45: em Portugal, na Irlanda ou nas Ilhas Canárias. Também devia ser esta a hora do fuso horário na Galiza.

A proposta de mudança da hora apresentada hoje pelo Sr. Juncker é uma oportunidade para países que têm um fuso horário que não está adaptado ao meridiano de Greenwich. Este horário foi proposto pelo franquismo para adaptar a hora à Alemanha nazi. É tempo de mudar. Na Galiza, o desfaseamento entre a hora oficial e a hora solar é de duas horas e meia. Este desfaseamento provoca consequências na saúde e na qualidade de vida e também no meu trabalho.

Enviei a carta ao Comissário Juncker para explicar esta situação e para que ajude a racionalizar os horários na Europa.

Δημήτριος Παπαδημούλης (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, ο Πρόεδρος Juncker, που ανήκει στο Ευρωπαϊκό Λαϊκό Κόμμα, μίλησε ως Ευρωπαίος δημοκράτης για το μέλλον. Χθες, ο κύριος Orbán, που επίσης ανήκει στο Ευρωπαϊκό Λαϊκό Κόμμα, μας μίλησε για μια Ευρώπη που επιστρέφει ολοταχώς στο παρελθόν. Εμείς διαλέγουμε το πρώτο. Ευχαριστώ τον Πρόεδρο Juncker για όσα θετικά είπε για τη χώρα μου, την Ελλάδα. Ελπίζω να τα ακούσουν όλοι στην Αθήνα – και τα κόμματα της αντιπολίτευσης που επιδίδονται σε μία μίζερη καταστροφολογία. Πιστεύω ότι χρειάζεται να κάνουμε ό,τι είναι δυνατόν για να φτιάξουμε την ευρύτερη δυνατή συμμαχία φιλοευρωπαϊκών προοδευτικών δυνάμεων, για να αποφύγουμε τους κινδύνους οπισθοδρόμησης που εκφράζει ο ακροδεξιός, αντιευρωπαϊκός, αντιδημοκρατικός λαϊκισμός.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, Presidente Juncker, ho ascoltato il suo discorso anche quest'anno con attenzione, e il primo commento che mi è venuto in mente è una citazione del Gattopardo: «bisogna che tutto cambi se vogliamo che tutto resti com'è».

Sì, perché ancora oggi gli errori si ripetono: il suo sguardo e i suoi sforzi vanno decisamente agli strumenti e non alle politiche che li governano. Dispiegare 10 000 agenti di frontiera europea come soluzione alla tragica crisi migratoria, senza prima rivedere e superare l'attuale regolamento di Dublino, senza una redistribuzione obbligatoria preventiva e permanente dei richiedenti asilo, ma anche della gestione dei migranti economici, trasformerà questo dispiegamento nel mero strumento di esecuzione forzata di regole anacronistiche, inadeguate e soprattutto profondamente inique.

Non si può modificare Dublino a 27? Ne prenda atto. Sostenga invece l'idea di una cooperazione rafforzata, e la Commissione premi con grandissimo supporto finanziario e materiale gli Stati che dimostreranno di essere solidali nei fatti e non solo a parole.

Se solo avesse lo stesso coraggio che ha con l'ora legale... Il tempo corre veloce e non può essere recuperato. A Lei decidere come vuole essere ricordato: se come la Commissione del coraggio o quella dal rimpianto.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, ο κύριος Juncker στην ομιλία του προσπάθησε να ωραιοποιήσει αυτό το οποίο συμβαίνει πραγματικά σήμερα στην Ευρώπη. Μίλησε, παραδείγματος χάριν, για ενωμένη Ευρώπη. Εμείς πιστεύουμε και αγωνιζόμαστε για την Ευρώπη των λαών και των εθνών που θα συνεργάζονται μεταξύ τους. Πώς όμως είναι δυνατόν να υπάρξει αυτή η Ένωση όταν επιδιώκεται η μείωση της εθνικής κυριαρχίας; Όταν, αντί συμβιβασμού και συναλλαγής, διώκεται κάποιο κράτος επειδή θέλει να υπερασπίσει τα συμφέροντα του λαού του; Πώς είναι δυνατόν να υπάρχει ενωμένη Ευρώπη όταν καταργείται η αρχή της ομοφωνίας και δημιουργείται μια Ευρώπη πολλών ταχυτήτων; Έχει επιτυχία η μεταναστευτική πολιτική όταν ορισμένα κράτη κλείνουν τα σύνορά τους και έχει μεταβληθεί η Ελλάδα σε ένα απέραντο στρατόπεδο συγκεντρώσεως δυστυχισμένων λαθρομεταναστών; Υπάρχει επιτυχία στην κοινωνική πολιτική όταν υπάρχει ανεργία και εξαθλίωση των λαών; Τέλος, υπάρχει προοπτική στην Ευρώπη όταν αυτή θέλει να γίνει ένας παγκόσμιος χωροφύλακας για να κυνηγήσει, δήθεν, παντού τους τρομοκράτες;

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, vážený pane předsedo Komise, jsem velmi ráda, že jste nakonec dokázal srovnat priority pro práci Komise tak, jak ji vnímáme i my, občané ze střední a východní Evropy, že vidíte bezpečnost jako skutečnou prioritu. Souhlasím také s Vaším důrazem na spolupráci s Afrikou, která je klíčová. S posílením Frontexu: sama jsem se přesvědčila, jak je nutné, aby tyto složky ochrany pobřežní a pohraniční stráže byly posíleny, těch 10 tisíc pracovníků může pomoci.

Také oceňuji to, že jste vyzdvihl potřebu ochrany lidských práv v Číně, bylo to poprvé, kdy jsem toto od Vás slyšela. Já si přeji, aby nový předseda Evropské komise neoslavoval Marxe a méně důvěřoval Putinovi. Komise, kterou jste vedl, pane předsedo, udělala velký kus práce a chci Vám za to poděkovat. Ale je také třeba připomenout, že tato Komise má určité resty, které bude třeba napravit.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Señora presidenta, el presidente Juncker ha expresado amor por la historia de Europa. Lo comparto, pero me hubiera gustado que hubiese mayor resonancia de la *Novena Sinfonía* en su discurso y menos de la *Sonata Patética* de Beethoven, porque no se puede proponer nueva legislación cuando no se ha sido capaz de hacer cumplir el Derecho en vigor, ni de asegurar tampoco que la legislación ya puesta en marcha vea finalmente la luz del día.

Porque el derrumbamiento, en el espacio de libertad, justicia y seguridad, de la confianza mutua es lo que explica el fracaso de la euroorden. Pero el presidente Juncker se ha dolido, además, de la ausencia de vías legales para hacer frente a los flujos migratorios. Y somos muchos los que en este Parlamento venimos trabajando por la apertura de vías legales, visados humanitarios. En el Código sobre visados, en el informe parlamentario y en nuestras resoluciones venimos insistiendo en la necesidad de esas vías legales sin el apoyo ni el compromiso de la Comisión ante la resistencia del Consejo.

Por eso, ante la «Comisión de la última oportunidad», las elecciones del 2019 son un test existencial para que no pueda ganar ni el nacionalismo ni la eurofobia por incomparancia de quienes debemos evitarlo. La responsabilidad de la Comisión es inapelable.

Νεοκλής Σουλκιώτης (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, όσο και αν προσπαθεί ο κύριος Juncker να ωραιοποιήσει την κατάσταση στην Ένωση, η κατάσταση συνεχώς οξύνεται και καθημερινά βαθαίνει η οικονομική, η πολιτική και η θεσμική κρίση. Η εμφάνιση και θεσμοθέτηση των ιδίων νεοφιλελεύθερων πολιτικών οδήγησαν τους λαούς στην ανεργία και στη φτωχοποίηση, διέλυσαν το κοινωνικό κράτος, απορρύθμισαν τις εργασιακές σχέσεις και έκαναν πιο έντονες τις κλιματικές αλλαγές. Ως αποτέλεσμα, έχουμε σήμερα τη συνεχή διεύρυνση των οικονομικών, κοινωνικών και περιφερειακών ανισοτήτων. Αυτές οι νεοφιλελεύθερες πολιτικές είναι που λιπαίνουν το έδαφος για την άνοδο της Ακροδεξιάς και είναι ένα γεγονός που οδηγεί, δυστυχώς, τις δυνάμεις της Δεξιάς στην υιοθέτηση μιας ρατσιστικής και ξενοφοβικής ρητορικής και πολιτικής. Η κατάσταση θα γίνεται ακόμα πιο επικίνδυνη όσο προωθείται η στρατιωτικοποίηση και η επένδυση στους πολέμους, που είναι και η κύρια αιτία της προσφυγικής ροής, μια Ευρώπη φρούριο με μόνιμες στρατιωτικές δομές και νέους φράχτες στα εσωτερικά και εξωτερικά σύνορα. Για να υπάρξει ελπίδα, πρέπει να ανατρέψουμε αυτές τις πολιτικές και να εργαστούμε για μια Ευρώπη των λαών, της κοινωνικής δικαιοσύνης, της αλληλεγγύης και της ειρήνης.

Andor Deli (PPE). – Elnök Asszony! Sajnálatra ad okot, hogy az óráátállítással ellentétben a nyugat-balkáni régió már nem kapott kiemelt helyet Juncker elnök úr idejében. Ujra figyelmen kívül marad, hogy következetes üzenetekre, és politizálásra van szükség a térséggel kapcsolatban. Sajnos egyes tagállamok és pártszövetségek hozzáállása a Belgrád–Pristina folyó párbeszéd tekintetében is következetlen. Az EU évek óta megoldást követel a felektől az integrációs folyamatok gyorsítására. Cserébe viszont egyes uniós tagállamok hozzáállása inkább csak a status quót erősíti.

A tagállamoknak segíteniük kell a feleket, nem pedig saját politikai kényelmüket félteni, és a közelmúlt eseményeivel riogatni magukat és másokat. Nem szabad elutasítani az érintett felek javaslatait anélkül, hogy figyelmesen meghallgatnánk érvelésüket. A napokban tanúi lehettünk annak, hogy az egységes támogatás hiánya miatt a felek újból megrekedtek az egyezséghez vezető úton. A balkáni rendeződés nem lehet néhány tétova uniós tagállam túsza, hiszen az veszélyeztetheti az egész régió és egész Európa biztonságát is.

Maria Gabriela Zoană (S&D). – Domnule președinte Juncker, domnule comisar Timmermans, sunt de acord cu ceea ce ați spus: ne trebuie o Europă unită, o unitate monetară, patriotism. Ceea ce am făcut eu în Parlamentul European ar trebui să facă fiecare europarlamentar. Parlamentul European, zilele acestea, a vibrat de cântece și dansuri populare românești.

Ne trebuie o Europă a solidarității. Sunt de acord că trebuie să apărăm granițele externe ale Europei, dar cum le putem apăra, dacă România, care este la granița externă a Europei, nu este membră Schengen? Dumneavoastră, domnilor europarlamentari și dumneavoastră, domnule președinte, trebuie să ajutați România, pentru că a îndeplinit toate condițiile să devină membru Schengen.

Pe de altă parte, România va prelua anul viitor președinția Consiliului Uniunii Europene. Pentru acest lucru, România trebuie să fie membru Schengen și pentru acest lucru trebuie respectată fiecare țară în parte.

O problemă a unei țări, domnule președinte, este, de fapt, o problemă a întregii Europe.

Henna Virkkunen (PPE). – Arvoisa puhemies, olen komission puheenjohtajan kanssa samaa mieltä siitä, että Euroopan unionin on vahvistettava omaa globaalia rooliaan. Meillä on vaikutusvaltaa kansainvälisessä kauppapolitiikassa, kansainvälisten sopimusten, kehitysyhteistyön ja investointien kautta. Eurooppa voi merkittävästi vaikuttaa globaaliin kehitykseen, jos olemme yhtenäisiä.

Tällä hetkellä Euroopan unionin yhtenäisyyttä rapauttaa se, että osa jäsenmaista on huolestuttavasti kääntymässä pois päin Euroopan unionin perusarvoista. Se, että näitä perusarvoja eli kansainvälisyyttä, ihmisoikeuksia ja oikeusvaltioperiaatteita loukataan, ei kosketa pelkästään kyseistä jäsenmaata ja sen kansalaisia vaan se koskettaa kaikkia jäsenmaita, se koskettaa jäsenmaiden välisiä suhteita, meidän luottamustamme ja ylipäätään koko Euroopan unionin luonnetta. Siksi tähän on vakavasti puututtava.

Euroopan parlamentti kävi tästä eilen keskustelun. On tärkeää, että saamme toimivia välineitä siihen, että voimme puuttua tähän huolestuttavaan oikeusvaltiokehitykseen, mikä valitettavasti osassa EU:n jäsenmaista on tällä hetkellä meneillään. Euroopan unioni voi toimia vain silloin kun kaikki noudattavat yhteisiä arvoja, sitoumuksia, jotka on tehty.

Răzvan Popa (S&D). – Doamna președintă, stimați colegi, apreciez discursul domnului Juncker, echilibrat și responsabil. Nevoia de solidaritate se simte acum mai mult ca oricând, în această perioadă de provocări. Însă mi-a lăsat un gust amar atitudinea domnului Weber, care, prin discursul său, nu face decât să slăbească proiectul european și să îngroașe rândurile eurosepticilor. Un discurs al dezbinării. Este exact opusul a ceea ce ne dorim cu toții și exact lucrul subliniat și de președintele Juncker.

Domnule Weber, România merită să intre în spațiul Schengen, pentru că România și-a îndeplinit toate obligațiile față de Europa, iar cetățenii români au drepturi egale cu ceilalți cetățeni europeni. Felul în care dumneavoastră și alți colegi atacați România nu face decât să slăbească încrederea cetățenilor români în proiectul european. Din păcate, domnule Weber, ați transformat popularii europeni în populiștii europeni.

Μαρία Σπυράκη (PPE). – Κυρία Πρόεδρε, θα ήθελα πρώτα από όλα να ευχαριστήσω τον Πρόεδρο Juncker για τα καλά λόγια και τους επαίνους που είχε να πει για τις θυσίες των Ελλήνων προκειμένου να παραμείνουν στο ευρώ. Όμως η ουσιαστική αναγνώριση των κόπων όλων των πολιτών γίνεται όταν η Ευρώπη κάνει βήματα για τη βελτίωση της καθημερινότητας. Στις 250 ημέρες που μας απομένουν μέχρι τις ευρωεκλογές, είναι ανάγκη να ψηφίσουμε τον προϋπολογισμό 2020-2027 γιατί η καθυστέρηση θα αφήσει τα προγράμματα συνοχής αλλά και ανταγωνιστικά προγράμματα, όπως το Erasmus και το «Horizon Europe», χωρίς χρηματοδότηση. Είναι ανάγκη να προχωρήσουμε στο ενιαίο σύστημα ασύλου. Με τους 10 000 επιπλέον συννομιούχους, βεβαίως, που ανακοινώσαμε σήμερα ενισχύουμε τη φύλαξη των ευρωπαϊκών συνόρων. Χρειαζόμαστε, όμως, επικαιροποιημένες και ενοποιημένες διαδικασίες για τη μετανάστευση. Τέλος, είναι ανάγκη να αξιοποιήσουμε εμβληματικές πολιτικές της Ευρωπαϊκής Ένωσης, όπως είναι η άμυνα και η αντιμετώπιση της κλιματικής αλλαγής. Χρειαζόμαστε άμεσα αποτελέσματα που θα μπορούν άμεσα να επηρεάσουν τους πολίτες.

Maria Grapini (S&D). – Doamna președintă, domnule comisar, vreau și eu să apreciez prezentarea făcută de domnul președinte Juncker. Este una de care avem nevoie: unitate, prosperitate. Așa cum au spus și colegii, avem nevoie și de o transpunere în practică. Însă nu pot să nu adaug că, din păcate, în etapa care s-a parcurs până acum, nu am reușit să facem acea coeziune.

Vreau să-i mulțumesc domnului Bullmann, care a spus foarte clar că trebuie să ținem cont de țările din Est. Țările din Est trebuie integrate și nu stigmatizate, așa cum face domnul Weber, care a intrat demult în campanie.

Problema noastră este de a avea această coeziune socială, creștere, prosperitate, pentru a putea să avem și pace în Uniunea Europeană și echitate. Și de aceea sper, domnule comisar, că dumneavoastră – care cunoașteți bine țara mea – veți ține cont de ceea ce au spus și colegii mei, și anume: România să intre în spațiul Schengen și România să fie bine tratată, pentru că, până la urmă, avem același carnet de intrare în acest club foarte frumos, Uniunea Europeană.

João Ferreira (GUE/NGL). – Senhora Presidente, este debate redundou num exercício de cinismo, de propaganda e de mistificação. Elogiou-se a lógica do compromisso para defender a seguir o fim da regra da unanimidade, reforçando assim, ainda mais, o poder decisório das principais potências.

A soberania europeia de que falam é a soberania destas potências, o poder de serem e disporem e de imporem os seus interesses e os interesses dos seus grupos económicos e financeiros. As despesas militares associadas ao Fundo de Defesa aumentaram mais de vinte vezes, mas o Sr. Juncker tem a desfaçatez de dizer que não há aqui nenhuma militarização.

Aos jovens que a União Europeia empurra para o desemprego, para o subemprego ou para a precariedade na vida e no trabalho, servem doses de propaganda reforçada. É caso para dizer, dão-lhes a honra de manequim para dar corda à sua ausência e assim caminha um processo de integração esgotado sem soluções para os problemas que ele próprio cria, um processo cuja derrota é condição de construção de uma outra Europa, uma Europa dos trabalhadores e dos povos, uma Europa de paz e de cooperação.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). – Κυρία Πρόεδρε, η ομιλία και το σύνθημα του κυρίου Juncker για «Ευρωπαϊκή Ένωση παγκόσμιο πρωταγωνιστή» έχει στόχο να θωρακίσει τα συμφέροντα των ευρωπαϊκών μονοπωλίων απέναντι στα άλλα ισχυρά καπιταλιστικά κέντρα, όπως οι Ηνωμένες Πολιτείες, η Κίνα, η Ρωσία, στα πλαίσια του ανταγωνισμού για τον έλεγχο των αγορών, των ενεργειακών πηγών, με ειδικό βάρος στην Αφρική. Οι ανάγκες της επέκτασης των συμφερόντων της Ευρωπαϊκής Ένωσης οδηγούν και στην παραπέρα στρατιωτικοποίηση, ό,τι και αν λέει ο κύριος Juncker, και την προώθηση πολυμερών διακρατικών συνεργασιών, μάλιστα, μέσω ειδικών πλειοψηφιών. Δεν είναι μόνο αυτά! Χαρακτηριστικό στοιχείο της Ευρωπαϊκής Ένωσης και των κυβερνήσεών της είναι οι αντεργατικοί μηχανισμοί εποπτείας, τα αντεργατικά μέτρα διαρκείας για άμφητους, ανακυκλούμενους εργαζόμενους, ο εγκλωβισμός μεταναστών και η διείσδυση ευρω-ενωσιακών κεφαλαίων στις πατρίδες τους για ακόμα μεγαλύτερα κέρδη. Σε αυτή τη γραμμή συμπλέουν στρατηγικά φιλελεύθεροι σοσιαλδημοκράτες «νέας και παλιάς κοπής». Στην ίδια όχθη βρίσκονται και οι εθνικιστικές δυνάμεις. Η Ευρωπαϊκή Ένωση ούτε ήταν δεν είναι και ούτε θα γίνει ποτέ Ευρώπη των λαών. Οι λαοί με την πάλη τους να διεκδικήσουν τη δική τους εξουσία και πάλη για αποδέσμευση!

(End of catch-the-eye procedure)

Steven Woolfe (NI). – Madam President, may I congratulate President Juncker on his final State of the Union speech and whilst many people will be congratulating you, Mr Juncker, on that and your vision for the future, I just thought it might be pertinent to remind you of what actually happened in Europe during your tenure.

On the economy, we have seen the collapse of many European countries. Youth unemployment in Greece sits at 43.2%, in Spain 38.8%, in Croatia 23.6%. In Greece the children of today's grandchildren will still be paying off the 100 billion in debt that has been left upon them. Poverty, misery and sadness covers Europe like a dark mist of perpetual pain, whilst in the Mediterranean 45 000 bodies will have been buried there. You will have seen millions swarm into Europe illegally and you have seen the deaths of 400 in the terrorist attacks.

Whilst you and your fellow unelected colleagues raise a glass or two to the State of the Union, the rest of Europe will be asking, what is the Union's state?

Gerolf Annemans, *namens de ENF-Fractie*. – Voorzitter, Mijnheer Juncker, ik vond aan uw "State of the Union"-toespraak één iets bijzonder positief, namelijk dat we tenminste zeker kunnen zijn dat het uw laatste zal zijn. Een ambitieus en uitgebreid programma, lees ik overal bij uw bewonderaars, maar in feite is het gewoon een boodschappenlijstje van wat er van het oude Europa, de oude Europese Unie, overblijft.

Wat we dringend nodig hebben, is een nieuwe Europese Unie, want de huidige heeft een fout ontwerp, een fout grondplan en een foute blauwdruk. Als vooruitgang in uw ogen betekent dat er meer bevoegdheden naar de EU moeten gaan, dan zit u fout. Steeds meer Europese burgers willen een nieuwe Europese Unie, waarin de lidstaten en de volkeren niet verdwijnen, maar in ere worden hersteld.

In uw ivoren toren hebt u de wereld zo mooi ingedeeld in kosmopolitische, ruimdenkende, rondreizende, goede mensen aan de ene kant en populistische, bekrompen, xenofobe, nationalistische, slechte mensen aan de andere kant. U, fanatieke, extremistische aanhangers van de diversiteit, roep ik daarom op: aanvaard de diversiteit van meningen en visies, berg uw boodschappenlijstje op en maak plaats voor de nieuwe tijd!

Bernard Monot, *au nom du groupe EFDD*. – Madame la Présidente, Monsieur Juncker, Monsieur Timmermans, votre mandat va bientôt prendre fin, et c'est heureux pour les européens qui n'auront plus à subir cette présidence bicéphale Juncker-Selmayr.

Sans une transformation profonde de l'ultralibéralisme de l'Union européenne, votre Commission continuera à faire de gros dégâts. Partout, votre Union européenne fédéraliste est dans le déni de réalité et dans les mensonges institutionnels. Vous dites vouloir renforcer les garde-frontières européens, mais lorsque la France était la France, le douanier contrôlait et sécurisait efficacement nos frontières nationales.

Vous voulez aussi que l'Union européenne fasse main basse sur la politique extérieure des États membres. Or, les affaires étrangères sont le dernier pouvoir et bastion régalien des nations.

Vous vous gargarisez avec les solidarités européennes, mais depuis 15 ans, à cause des règles de l'Union, votre pays a commis les pires actes de piraterie fiscale contre ses partenaires. Dans le scandale de LuxLeaks, votre culpabilité est avérée.

Stop à la désunion européenne. Je suis contre un Frexit, mais aussi contre votre utopie des États-Unis d'Europe. Les Européens ne veulent plus subir l'africanisation programmée de l'Europe, le terrorisme islamiste, le mondialisme et le pillage de leurs impôts par les multinationales et les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft).

Il faut une alliance européenne des nations indépendantes, qui protège réellement les peuples. Nous la ferons!

Gabriele Zimmer, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Herr Juncker hat ja vorhin in seiner ersten Antwort auf unsere Einlassungen als Fraktionsvorsitzende darauf verwiesen, dass es im Göteborger Prozess – und damit ja in der Säule sozialer Rechte – entsprechende Verweise gebe, insbesondere wenn es um die Einführung entsprechender Bedingungen und Garantien für Kinder in allen Mitgliedstaaten der Europäischen Union geht. Ich möchte darauf verweisen, dass der Vertrag ja sehr wohl die Möglichkeit bietet, auch die Frage des Mindesteinkommens EU-weit zu regeln, und dass wir das unbedingt tun sollten. Es gibt in allen Mitgliedstaaten Initiativen – gerade auch von Obdachlosen, von Armutsinitiativen, die europäisch vernetzt sind – dafür, das endlich auf die Tagesordnung zu setzen, und wir würden uns sehr über eine Initiative der Kommission zur Einführung von EU-weiten Mindesteinkommen freuen und würden es für wichtig halten, wenn das jetzt noch geschieht.

Nils Torvalds, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, you can be a European patriot and a Finnish patriot. You can be a European patriot and a Hungarian patriot, but you can't be a European patriot and a nationalist. That does not go together.

Jean-Claude Juncker has spoken very nicely about his love affair with Europe. We all know that love affairs are difficult; that goes for European love affairs, that goes for Finnish love affairs and that goes for Hungarian love affairs, but love affairs need possibilities and an ability to make decisions. If we can't make the decisions about our love affairs, we are going to lose out and therefore, I am all for love affairs but I am all for decisions and I thank Jean-Claude for his nice words about his love affair with Europe.

Syed Kamall, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, at its heart, today's State of the Union was actually an appraisal of the Commission, of us in this Parliament and of the whole European Union. Too often, when we are wrapped in our bubble of commentators' blogs, news cycles and work programmes, we forget that it is the people, the taxpayers and the voters, that we serve and not the other way round. But we hear many in this Chamber tell voters that their concerns are unfounded, or that the way they have chosen to vote is nationalistic or populist. But by attempting to shut out parties that do not share their vision and do not believe in the project, they also shut up many voters and push them further away.

I know that Mr Juncker has worked very hard to regain the confidence of voters. But many people in many EU Member States feel that the EU has lost its way, that it has failed to deliver on issues such as jobs. It has failed to deliver on their concerns over migration; it has failed to deliver on them feeling safer in their home countries, and on the things that they care about. So when politicians here talk about winning back their confidence, it rings hollow to those that are still willing to listen, as they feel that they have heard it all before.

I remember only too well in 2014 as President Juncker addressed this Chamber full of freshly elected MEPs, he declared it to be a moment to be a new start for Europe and said that we should play as a team with common policies. Yet voters have seen attempts to push divisive migration policies that sadly, rather than helping people, have reduced sympathy in some quarters for refugees and those fleeing war and persecution, rather than going around the table and asking each country what they can do, rather than telling them what to do.

He spoke of greater transparency but the public read in the papers of the appointment of a Commission Secretary-General that was clouded in secrecy. He said that Europe cannot spend money that it does not have but they see a multiannual budget demanding more money at a time when one of the largest net contributors is leaving. He talked about considering giving the euro area its own budget capacity and powers but, as the people of Germany will tell you, there is no such thing as European money.

My Group agreed with Mr Juncker when he said: 'we don't need a European solution to everything' and this is still the case. So European Conservatives and Reformists ask that this Commission President and future Commission Presidents listen to the people who have lost confidence in the EU.

I know at times that our Group can be the greatest critics, but real friends tell each other the hard truths and we work together where we agree. So the ECR calls on the Commission to start delivering the kind of European Union that people want and deserve. Not an EU which increasingly replaces national governments, not a European Union that is dismantled and destroyed, but a reformed European Union that Mr Juncker promised to deliver here in this Chamber five years ago. With vital elections next year, this is the eleventh hour for the EU. It is time to move on from the 1950s model of a federalised EU, an outdated vision of yesterday and it is time to deliver an EU shaped by the wishes of its peoples, those who want a better tomorrow.

Udo Bullmann, im Namen der S&D-Fraktion. – Frau Präsidentin! Diese Debatte hat gezeigt, dass wir das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in die Europäische Union stärken müssen. Deswegen wende ich mich an die Kommission, die Herren Kommissare.

Ich bin der Auffassung, dass diese Diskussion Konsequenzen haben muss. Ja, wir haben gesagt: Wir brauchen eine Grundsicherung für jedes Kind in der Europäischen Union. Der Präsident der Kommission hat geantwortet und hat gesagt, er werde sich darum kümmern, dass eine Initiative gestartet wird. Ich erwarte das dann auch. Ja, wir haben gesagt: Die Arbeiter auf digitalen Plattformen dürfen nicht zum neuen Proletariat werden. Wir brauchen eine Sicherung ihres Status, ihrer Rechte. Wir erwarten Ihren Vorschlag.

Es ist aus unserer Sicht absolut inakzeptabel, dass in den meisten Ländern der Europäischen Union Frauen durchschnittlich für die gleiche Arbeit weniger verdienen als Männer. Wann kommt der Vorschlag der Europäischen Kommission? Und ja, Kollegin Zimmer hat völlig recht: Wir brauchen eine Rahmenrichtlinie für die Sicherung eines europäischen Mindestlohns. Das ist dringend geboten, um die Ungleichgewichte im Binnenmarktgefälle zu balancieren.

Wenn wir sagen, wir wollen die Transformation zu mehr Nachhaltigkeit, zu einem neuen ökonomischen Modell, dann muss man das ablesen können im Semester der Europäischen Union. Die Zahlen müssen die Wahrheit sagen über den Umweltverbrauch, über die sozialen Kosten, über die Beschäftigungseffekte. Reformieren Sie das Europäische Semester und geben Sie die Chance dafür, dass wir auch in der Wirtschafts- und Währungsunion endlich zu Fortschritten kommen. Das brauchen wir, um die Euro-Zone, um Europa handlungsfähig zu machen.

Wir haben die Kommission aufgefordert, gegen Cyberkriminalität aktiv zu werden. Ich höre das gerne, wenn Kommissionspräsident Juncker sagt, er will Initiativen ergreifen. Ich appelliere an die österreichische Ratspräsidentschaft. Sie haben einen Sondergipfel jetzt im September: Verpflichten sie alle Mitgliedstaaten darauf, die nötigen Schritte zu unternehmen, dass die nächste Europawahl sicher ist und nicht von dritten Seiten manipuliert werden kann. Das ist das Gebot der Stunde.

Und wir haben auch gesagt: Sie, österreichische Ratspräsidentschaft, tragen die Verantwortung dafür, dass bei diesem Sondergipfel wirksame Schritte zur Sicherung der Seenotrettung – das ist ein Skandal, was dort passiert – unternommen werden. Ich hoffe auf ihre Initiative!

Manfred Weber, im Namen der PPE-Fraktion. – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen, liebe Kollegen! Auch ich möchte mich zum Schluss bedanken für die konstruktive Diskussion, die wir hatten. Wir spüren, dass wir uns im Europäischen Parlament nach wie vor in einem Arbeitsmodus befinden, wo wir Antworten auf die Herausforderungen geben wollen. Und gerade als Europäisches Parlament können wir stolz sein auf das, was wir vorgelegt und bewegt haben. Ein Punkt ist uns dabei extrem wichtig: Wir müssen es schaffen, im Jahr 2018 in der Migrationsfrage Antworten zu geben. Sonst werden uns die Bürger die Frage stellen: Warum ist hier nichts passiert? Warum konntet ihr das Thema nicht auf den Weg bringen? Deswegen hat es für uns oberste Priorität.

Von den Zukunftsdebatten, die zur Rede der Lage der Union gehören, möchte ich noch mal zwei Punkte herausgreifen, die uns wichtig sind. Das Eine ist die Sicherheit, das Sicherheitsgefühl der Menschen. Das Zweite ist die Fairness in Europa. Ein neuer Ansatz für Fairness in einer digitalen Welt ist zentral.

Zu guter Letzt, Frau Präsidentin: Wir hatten in der ersten Runde der Reden eine Debatte, ob wir denn die Krisen schon überwunden haben oder nicht, ob wir sie denn schon gelöst haben oder nicht, ob wir noch viel zu tun haben oder nicht. Ich glaube, dass wir die Menschen von Europa nur dann überzeugen können, wenn wir auch mit Optimismus hinausgehen, wenn wir ihnen sagen, dass wir in der Lage sind, Aufgaben zu erledigen, Aufgaben zu lösen. Und deswegen bin ich auf die Erfolge, die wir haben, auch stolz.

President. – The debate is closed.

We will have a short recess and votes will begin at 12.30.

Written statements (Rule 162)

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), *por escrito*. – Nadie pone en cuestión los problemas por los que pasa el proyecto europeo. Ha faltado coraje y valentía. Ha faltado liderazgo para agarrar fuerte el timón y no permitir que este barco navegue a la deriva. Pero la Unión Europea sigue viva y el proyecto europeo es hoy más necesario que nunca para enfrentarnos a los desafíos de la globalización. Una Unión Europea fuerte, que asuma posiciones comunes y solidarias para afrontar el reto de la inmigración y los refugiados y así devolver la dignidad a nuestro proyecto. Una Unión Europea capaz de traducir el crecimiento económico en justicia social y reparto para acabar con la pobreza y garantizar el Estado de bienestar. Una Unión Europea líder en la lucha contra el cambio climático y la modernización de nuestros sistemas productivos. Una Unión Europea con rostro de mujer, que acabe con la violencia de género y avance hacia una sociedad más igualitaria. En definitiva, una Unión Europea que nos devuelva el orgullo de pertenecer a un espacio de encuentro, respeto y convivencia. No renunciemos a intentarlo, porque unidos somos mejores, porque unidos somos más fuertes, porque unidos tendremos futuro.

Francisco Assis (S&D), *por escrito*. – Jean-Claude Juncker, no contexto de uma intervenção globalmente muito apreciável, salientou a necessidade de se prosseguir pela via da celebração de acordos comerciais com outras regiões do mundo. Essa afirmação merece a minha inteira concordância. O que já me causa profunda apreensão é a circunstância de se não avançar resolutamente no sentido da concretização do acordo político e comercial que há demasiados anos andamos a negociar com o Mercosul. Julgo que não haverá outro conjunto de países com maior proximidade cultural, política, económica e social à UE. Durante muito tempo a responsabilidade pelos atrasos observados no processo negocial recaíam sobre os países latino-americanos. Porém, no presente momento, creio que as responsabilidades maiores são de alguns Estados europeus e de algum modo da própria Comissão Europeia. O Comissário Europeu da Agricultura tem agido mais como cidadão irlandês e menos como Comissário Europeu. O Presidente da Comissão já deveria ter percebido isso mesmo e agido em consonância. Infelizmente ainda o não fez, embora mantenha a expectativa de que ainda o possa vir a fazer. Este Tratado Comercial reveste-se do maior interesse para as duas regiões e não há nenhuma razão válida para que não seja concluído num curto espaço de tempo.

Inés Ayala Sender (S&D), *por escrito*. – Nadie pone en cuestión los problemas por los que pasa el proyecto europeo. Ha faltado coraje y valentía. Ha faltado liderazgo para agarrar fuerte el timón y no permitir que este barco navegue a la deriva. Pero la Unión Europea sigue viva y el proyecto europeo es hoy más necesario que nunca para enfrentarnos a los desafíos de la globalización. Una Unión Europea fuerte, que asuma posiciones comunes y solidarias para afrontar el reto de la inmigración y los refugiados y así devolver la dignidad a nuestro proyecto. Una Unión Europea capaz de traducir el crecimiento económico en justicia social y reparto para acabar con la pobreza y garantizar el Estado de bienestar. Una Unión Europea líder en la lucha contra el cambio climático y la modernización de nuestros sistemas productivos. Una Unión Europea con rostro de mujer, que acabe con la violencia de género y avance hacia una sociedad más igualitaria. En definitiva, una Unión Europea que nos devuelva el orgullo de pertenecer a un espacio de encuentro, respeto y convivencia. No renunciemos a intentarlo, porque unidos somos mejores, porque unidos somos más fuertes, porque unidos tendremos futuro.

Monika Beňová (S&D), *písomne*. – Predseda Európskej komisie Juncker mal tentokrát na rozdiel od minulého roku len všeobecný prejav plný nekonkrétnych fráz. Pravdepodobne v súvislosti s blížiacim sa brexitom sa snažil zdôrazňovať potrebu jednoty Únie. Pritom je to práve rýchlejšie vyrovnávanie sa platových rozdielov medzi starými a novými členskými štátmi Európskej únie, ktoré by dokázalo zvýšiť dôveru v integračný projekt v mnohých krajinách. Výrazne rozdielna mzda za rovnakú prácu v jednotlivých štátoch totiž neprispieva k stabilite EÚ. Je oprávnené, že občania viacerých členských krajín vrátane Slovenska očakávajú, že Komisia v spolupráci s lídrami národných štátov pripraví legislatívu, ktorá podporí mzdový rast vo východnej časti Únie. Správa predsedu Komisie sa nedostatočne venovala aj otázkam ďalšieho posilňovania ekonomickej spolupráce a rastu či rozvoja spolupráce krajín v oblasti európskej bezpečnosti. V našom záujme je predovšetkým budovanie pevnejšej a konsolidovanejšej Únie, ktorá bude schopná lepšie a prispôbovať potrebám ľudí a dôsledne zohľadňovať ich požiadavky.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), *por escrito*. – Nadie pone en cuestión los problemas por los que pasa el proyecto europeo. Ha faltado coraje y valentía. Ha faltado liderazgo para agarrar fuerte el timón y no permitir que este barco navegue a la deriva. Pero la Unión Europea sigue viva y el proyecto europeo es hoy más necesario que nunca para enfrentarnos a los desafíos de la globalización. Una Unión Europea fuerte, que asuma posiciones comunes y solidarias para afrontar el reto de la inmigración y los refugiados y así devolver la dignidad a nuestro proyecto. Una Unión Europea capaz de traducir el crecimiento económico en justicia social y reparto para acabar con la pobreza y garantizar el Estado de bienestar. Una Unión Europea líder en la lucha contra el cambio climático y la modernización de nuestros sistemas productivos. Una Unión Europea con rostro de mujer, que acabe con la violencia de género y avance hacia una

sociedad más igualitaria. En definitiva, una Unión Europea que nos devuelva el orgullo de pertenecer a un espacio de encuentro, respeto y convivencia. No renunciemos a intentarlo, porque unidos somos mejores, porque unidos somos más fuertes, porque unidos tendremos futuro.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Tra poco più di otto mesi milioni di cittadini europei si recheranno alle urne per esprimere un giudizio sull'Europa. Sarà un referendum, e se anche uno Stato come la Svezia ha visto crescere i sovranisti nelle recenti elezioni, vuol dire che, al di là delle responsabilità dell'Europa, il vento della paura e dell'incertezza potrebbe condizionare l'esito del prossimo appuntamento elettorale. L'Europa ha il fiato corto perché le sue politiche non hanno lungimiranza. In questa legislatura progressi si sono avuti solo in materia ambientale e forse in cooperazione militare, ma se, nel momento di crisi, si dà priorità ai rapporti di libero scambio con i paesi terzi piuttosto che alla costruzione di un *welfare* effettivo, vuol dire decidere intenzionalmente di creare un'Europa a più velocità. E non si è capito che nessuno deve rimanere indietro perché o camminiamo fianco a fianco o il sogno europeo non esiste perché si creano sacche di emarginazione in cui non è neanche lontanamente immaginabile. Non so se i risultati europei rifletteranno gli esiti delle elezioni nazionali, ma il vento non lo si può fermare a mani nude: occorrono proposte concrete per il lavoro, l'economia e per l'immigrazione.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – O discurso sobre o estado da União do Presidente Juncker apresentou uma extensa carta de intenções, com que concordo na generalidade. Lamento, porém, que surja a apenas seis meses do fim desta legislatura. É positivo o reforço da Guarda Costeira e de Fronteiras e o reavivar das propostas para a gestão integrada das fronteiras. Mas alerta para a necessidade de o fazer coerentemente com as mudanças necessárias no sistema de asilo e de retorno.

Concordo com as prioridades para o final das negociações para o Brexit, mas entendo que a salvaguarda dos direitos dos cidadãos europeus no Reino Unido deve ser o primeiro compromisso. Acompanho a ambição de reforçar a internacionalização do euro, mas entendo que temos de aprofundar as reformas da moeda única em ordem a concretizar a União Económica e Monetária, promover mais crescimento e emprego e reduzir a dívida pública.

Partilho a ambição de agilizar a política externa da União através de mudanças no processo de decisão, nomeadamente no sistema de maiorias. Espero que a efetivação da Cooperação Estruturada Permanente se cumpra. Saúdo a prioridade dada a África no futuro da ação externa da União.

Birgit Collin-Langen (PPE), *schriftlich*. – Die gegenwärtigen Krisen werden zunehmend zur Bewährungsprobe für die EU: Die Erschütterungen der Finanz- und Schuldenkrise sind noch nicht überwunden, die Flüchtlingsfrage stellt die EU vor enorme Schwierigkeiten, der Brexit sorgt für Bestürzung, der Populismus stellt das Konstrukt EU in Frage. Europa steht derzeit vor vielfältigen Herausforderungen, die den Zusammenhalt auf eine harte Probe stellen. Welche Wege führen langfristig aus der Krise? Und wie steht es um die Zukunft der EU insgesamt? Der Kommissionspräsident hat darauf die Antwort gegeben: Wir brauchen mehr europäische Souveränität. Dem kann ich nur zustimmen: Die Bevölkerung der EU entspricht 7 % der Weltbevölkerung. Und die weltweite Konkurrenz hat ein Interesse gemein: ein schwaches Europa. Dem müssen wir etwas entgegensetzen. Wir brauchen ein klares Verständnis unserer eigenen Rolle als Europäer in den globalen Entwicklungen aber auch in den Beziehungen innerhalb der EU.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR), *na piśmie*. – Nie jestem pesymistką, ale obraz przedstawiony w *State of the Union* daleko odbiega od rzeczywistości. Przewodniczący Juncker mówił o solidarności, jednocześnie pomijając milczeniem projekt Nord Stream-2, który w perfidny sposób tę solidarność łamie. Delikatnie napomknął o Syrii, zupełnie pomijając kwestie odpowiedzialności za dokonane tam ludobójstwo, milcząc o rosyjskiej agresji na Ukrainę, okupacji Gruzji i Mołdowy, o atakach w Salisbury i nasilonej działalności szpiegowskiej, czy rosyjskiej propagandzie wymierzonej w społeczeństwa i instytucje Zachodu. Zamiast tego zaproponował głosowanie większością kwalifikowaną w niektórych obszarach polityki zewnętrznej. W jaki sposób możemy mówić o wspólnym postrzeganiu zagrożeń, gdy nawet w tak dobitnie wyrazistych czasach, kwestie realnych zagrożeń ze Wschodu w najważniejszym wystąpieniu pomijane są milczeniem? Jestem również przeciwna propozycji głosowania spraw podatkowych większością kwalifikowaną.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. – Nadie pone en cuestión los problemas por los que pasa el proyecto europeo. Ha faltado coraje y valentía. Ha faltado liderazgo para agarrar fuerte el timón y no permitir que este barco navegue a la deriva. Pero la Unión Europea sigue viva y el proyecto europeo es hoy más necesario que nunca para enfrentarnos a los desafíos de la globalización. Una Unión Europea fuerte, que asuma posiciones comunes y solidarias para afrontar el reto de la inmigración y los refugiados y así devolver la dignidad a nuestro proyecto. Una Unión Europea capaz de traducir el crecimiento económico en justicia social y reparto para acabar con la pobreza y garantizar el Estado de bienestar. Una Unión Europea líder en la lucha contra el cambio climático y la modernización de nuestros sistemas productivos. Una Unión Europea con rostro de mujer, que acabe con la violencia de género y avance hacia una sociedad más igualitaria. En definitiva, una Unión Europea que nos devuelva el orgullo de pertenecer a un espacio de encuentro, respeto y convivencia. No renunciemos a intentarlo, porque unidos somos mejores, porque unidos somos más fuertes, porque unidos tendremos futuro.

Enrique Guerrero Salom (S&D), *por escrito*. – Nadie pone en cuestión los problemas por los que pasa el proyecto europeo. Ha faltado coraje y valentía. Ha faltado liderazgo para agarrar fuerte el timón y no permitir que este barco navegue a la deriva. Pero la Unión Europea sigue viva y el proyecto europeo es hoy más necesario que nunca para enfrentarnos a los desafíos de la globalización. Una Unión Europea fuerte, que asuma posiciones comunes y solidarias para afrontar el reto de la inmigración y los refugiados y así devolver la dignidad a nuestro proyecto. Una Unión Europea capaz de traducir el crecimiento económico en justicia social y reparto para acabar con la pobreza y garantizar el Estado de bienestar. Una Unión Europea líder en la lucha contra el cambio climático y la modernización de nuestros sistemas productivos. Una Unión Europea con rostro de mujer, que acabe con la violencia de género y avance hacia una sociedad más igualitaria. En definitiva, una Unión Europea que nos devuelva el orgullo de pertenecer a un espacio de encuentro, respeto y convivencia. No renunciemos a intentarlo, porque unidos somos mejores, porque unidos somos más fuertes, porque unidos tendremos futuro.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), *por escrito*. – Nadie pone en cuestión los problemas por los que pasa el proyecto europeo. Ha faltado coraje y valentía. Ha faltado liderazgo para agarrar fuerte el timón y no permitir que este barco navegue a la deriva. Pero la Unión Europea sigue viva y el proyecto europeo es hoy más necesario que nunca para enfrentarnos a los desafíos de la globalización. Una Unión Europea fuerte, que asuma posiciones comunes y solidarias para afrontar el reto de la inmigración y los refugiados y así devolver la dignidad a nuestro proyecto. Una Unión Europea capaz de traducir el crecimiento económico en justicia social y reparto para acabar con la pobreza y garantizar el Estado de bienestar. Una Unión Europea líder en la lucha contra el cambio climático y la modernización de nuestros sistemas productivos. Una Unión Europea con rostro de mujer, que acabe con la violencia de género y avance hacia una sociedad más igualitaria. En definitiva, una Unión Europea que nos devuelva el orgullo de pertenecer a un espacio de encuentro, respeto y convivencia. No renunciemos a intentarlo, porque unidos somos mejores, porque unidos somos más fuertes, porque unidos tendremos futuro.

Czesław Hoc (ECR), *na piśmie*. – Rozmawiając dzisiaj w debacie o stanie Unii Europejskiej chciałbym przypomnieć to tak ważne motto, które miało przyświecać tej wspólnotce: „Zjednoczeni w różnorodności”. W dzisiejszej debacie w Strasburgu przewodniczący KE J.C. Juncker także podkreślił „Europa musi mówić jednym głosem”! Tymczasem, rzeczywistość europejska jest zgoła odmienna! Zewsząd – podwójne standardy! „Europejski” Matrix! Zatem, eurokraci nawołują do centralizacji Europy, tworzenia superpaństwa, a nie do Europy Ojczyzn i Europy Państw Narodowych. Gdy nie przyniosło skutku zmuszanie do obowiązkowej relokacji uchodźców, obecnie chce się karać finansowo za nieprzyjęcie uchodźców, pomimo zapewniania o suwerenności poszczególnych państw UE. Padają propozycje, by w sprawach polityki zagranicznej głosować większością kwalifikowaną, co tylko zwiększy podział Europy. Gdy z jednej strony podkreśla się jak ważna jest dywersyfikacja pozyskiwania źródeł energii, tak potrzebną solidarność europejską zakopuje się „na dnie Bałtyku” godząc się na gazociąg północny Nord-Stream I i II. Niestety, te przykłady można by jeszcze mnożyć, zakończę więc tylko pytaniem: Quo Vadis, Europo?

Benedek Jávor (Verts/ALE), *írásban*. – Európa ma rosszabb állapotban van, mint az évezred elején. A gazdasági válságot az Unió lehet, hogy maga mögött hagyta, és a migrációs válság is enyhült, de eközben egy olyan repedés keletkezett, amely mára szakadékká mélyülve megosztja Európát. Növekedett a különbség a szegények és gazdagok között, melynek következményei érezhetőek a nemzeti és az európai politikában is: felütötte fejét a populizmus, és saját hazám mintájára több ország kezdte el felváltani demokratikus értékeit napi politikai hasznok aprópénzére. Sajnos az orbáni minta ragadós, mellyel szemben sem a Barroso-, sem a Juncker-bizottság nem lépett fel határozottan. Mára Orbán Viktor politikája számos országban követendő példává lett: a szemünk láttára nőtte ki magát egy európai mozgalommá: Lengyelország, Szlovénia, Olaszország jár azon az úton, melyet Orbán Viktor kikövezett. Miközben az európai politikai harc egyre

elkeseredettebbé válik, a lényeges kérdések megválaszoltalanul maradnak: a Bizottság nem lépett határozottan a leszakadó társadalmi csoportok segítése érdekében, nem tett eleget a sajtószabadságért, nem mozdult az átláthatóság irányába és a korrupció leküzdéséért. És nem sikerült közös megoldást találni a menekültügyi helyzetre sem. Ez a folyamat nem biztos, hogy visszafordítható, de az egyetlen út, amely sikeres lehet, ha az az Unió az európai értékek figyelembevételével az európai polgárok jogainak középpontba helyezésével apró lépetekkel elindul egy átláthatóbb, tisztább, szabadabb és egységesebb Európa irányába.

Javi López (S&D), *por escrito*. – Nadie pone en cuestión los problemas por los que pasa el proyecto europeo. Ha faltado coraje y valentía. Ha faltado liderazgo para agarrar fuerte el timón y no permitir que este barco navegue a la deriva. Pero la Unión Europea sigue viva y el proyecto europeo es hoy más necesario que nunca para enfrentarnos a los desafíos de la globalización. Una Unión Europea fuerte, que asuma posiciones comunes y solidarias para afrontar el reto de la inmigración y los refugiados y así devolver la dignidad a nuestro proyecto. Una Unión Europea capaz de traducir el crecimiento económico en justicia social y reparto para acabar con la pobreza y garantizar el Estado de bienestar. Una Unión Europea líder en la lucha contra el cambio climático y la modernización de nuestros sistemas productivos. Una Unión Europea con rostro de mujer, que acabe con la violencia de género y avance hacia una sociedad más igualitaria. En definitiva, una Unión Europea que nos devuelva el orgullo de pertenecer a un espacio de encuentro, respeto y convivencia. No renunciemos a intentarlo, porque unidos somos mejores, porque unidos somos más fuertes, porque unidos tendremos futuro.

Krystyna Łybacka (S&D), *na piśmie*. – W debacie na temat stanu i przyszłości Unii kluczową rolę pełni kwestia modernizacji edukacji. Edukacja musi zająć należne jej miejsce w agendzie politycznej na poziomie unijnym i krajowym. Chociaż edukacja należy do kompetencji państw członkowskich, to my wszyscy ponosimy odpowiedzialność za przyszłość Europejczyków, a przyszłość ta będzie zależała od posiadanej przez nich wiedzy, kompetencji i umiejętności.

Ponadto osiągnięcie gospodarczych i społecznych celów Unii, a także jej konkurencyjność i zrównoważony rozwój są ściśle związane z wysokiej jakości edukacją. Za kluczowy cel powinniśmy przyjąć zapewnienie równego dostępu do wysokiej jakości edukacji dla wszystkich. Następnie koniecznie jest wykorzystanie potencjału nowych technologii informacyjnych i komunikacyjnych oraz innowacji do unowocześnienia procesu nauczania i uczenia się. Kolejno, personalizacja edukacji i poprawa statusu nauczyciela powinny stanowić główne założenia polityki edukacyjnej.

Na koniec, Panie Przewodniczący, nawiążę do kwestii budżetowych. Apeluję do państw członkowskich o wywiązanie się ze zobowiązań dotyczących inwestowania w szkolnictwo, badania i rozwój. Uważam także, iż środki te należy odliczyć przy obliczaniu deficytu krajowego, żeby zachęcać do większych inwestycji w najważniejszy dla przyszłości Europejczyków sektor, czyli edukację.

Κώστας Μαυρίδης (S&D), *γραπτώς*. – Ο κ. Juncker μίλησε για ισχυρή Ευρώπη που λειτουργεί ως εγγυητής της ειρήνης, κάτι που θεωρείται σημαντικό επίτευγμα. Ωστόσο, το ζητούμενο στις σημερινές συνθήκες είναι μια ισχυρή Ευρωπαϊκή Ένωση που θα λειτουργεί ως πραγματικός εγγυητής του κράτους δικαίου και της ευημερίας των ευρωπαίων πολιτών σε όλο της το έδαφος και θα διασφαλίζει την εφαρμογή των αποφάσεων των Ευρωπαϊκών Δικαστηρίων στην πράξη. Για να γίνουν αυτά, απαιτείται η ετοιμότητα της ΕΕ να χρησιμοποιήσει αμερόληπτα τα εργαλεία της για άσκηση πίεσης. Για παράδειγμα, α) επιβλήθηκαν κυρώσεις εναντίον της Ρωσίας για την εισβολή στην Κριμαία, αλλά παραγκωνίζεται η κατάλυση του κράτους δικαίου εντός Τουρκίας και η συνεχιζόμενη παράνομη κατοχή εδάφους της Κύπρου και επιπλέον προτείνεται αναβάθμιση των εμπορικών σχέσεων Τουρκίας-ΕΕ. β) Η Ευρωπαϊκή Τραπεζική Ένωση παραμένει χωρίς πανευρωπαϊκή εγγύηση καταθέσεων που θα παρέχει ίδια προστασία στους ευρωπαίους πολίτες. γ) Τέλος, η άποψη των ευρωπαίων πολιτών πρέπει να αποκτήσει μεγαλύτερη βαρύτητα για να έχουμε μέλλον.

Artis Pabriks (PPE), rakstiski. – Manuprāt, Eiropas Komisijas prezidenta Žana Kloda Junkera runā mazliet trūka enerģijas un savu kļūdu izvērtēšanas, savukārt mazliet par daudz bija optimisma. Frāze “Eiropa, kura aizsargā” ir kļuvusi par Junkera kunga moto, un tam vajadzētu būt mūsu kopīgajam mērķim. Tādēļ pozitīvi vērtēju Junkera kunga ierosinājumu turpināt Eiropas ārējo robežu un krasta apsardzes aģentūras stiprināšanu, līdz 2020. gadam papildus nodrošinot 10 000 robežsargu. Tomēr neatbildēts ir jautājums par to, vai un kā tik īsā laikā šis solījums ir īstenojams, jo vēl nav pilnībā ieviests iepriekšējais aģentūras mandāts un šis priekšlikums prasītu nopietnus ieguldījumus un atbalstu no ES dalībvalstīm. Drošības stiprināšanā būtiska ir arī ātra nelegālo migrantu atpakaļatgriešana, kas līdz šim ir bijis dalībvalstu klupšanas akmens. Šie ir priekšlikumi, kurus gan būtu gribējies dzirdēt ātrāk, jo tie būtu aiztaupījuši daudzas sāpīgas atziņas migrācijas un integrācijas problēmu risināšanas procesā.

Tonino Picula (S&D), napsan. – Želim reći da me je Junckerov govor danas pomalo razočarao. Ako bih mogao sublimirati svoje impresije, onda bih ga usporedio s prošlogodišnjim, kad je sve prštalo od optimizma. Nasuprot prošlogodišnjem govoru, ovaj je bio dosta mlak i nije iskoristio da u svojevrsnom političkom testamentu na pravi način zaokruži što se događalo za vrijeme njegova mandata. Kad bismo podvlačili crtu pod Junckerov mandat možemo vidjeti jasno dvije stvari. Zatekao je Europku uniju koja se oporavljala od gospodarske, finansijske, ali i socijalne krize. Može kazati da je EU nakon njegovog mandata potpuno gospodarski oporavljen. Više od 20 tromjesečja europsko gospodarstvo raste, otvoreno je 12,5 milijuna radnih mjesta od 2012., nezaposlenost mladih je na rekordno niskoj razini. No treba kazati da ostavlja Uniju u političkoj krizi. Od Junckera sam očekivao da će se odrješitije odrediti prema korijenima političke krize, no nije to učinio. Raspravu o budućnosti EU-a morat će prepustiti onima koji dolaze.

Pavel Poc (S&D), písemně. – V řeči předsedy Evropské komise, Jeana-Clauda Junckera, o stavu Unie zaznělo několik věcí, které bych chtěl ocenit. Jsou jimi například zdůraznění nutnosti zachovat zdravější planetu pro další generace, potřeby hlubšího budování vztahů se zeměmi západního Balkánu, ochrana při manipulaci občanů na internetu, integrace na obranném poli, spolupráce s Afrikou či dlouhodobé řešení migrační otázky. S čím však můžu souhlasit daleko méně je skutečnost, že ani další předseda Komise ke konci své kariéry nebyl schopný předložit návrh na zvýšení transparentnosti svého úřadu. Konkrétně pak změnit postup komitologie, která postrádá demokratickou legitimitu. Pravděpodobně bychom ale očekávali příliš mnoho od předsedy, jehož úřad je spojen s kontroverzním profesním růstem jeho pravé ruky. Velmi mě zklamalo, že právě pan Juncker, který každoročně obhajuje potřeby boje se změnou klimatu, nebyl schopen za celou délku svého úřadu dostat svému závazku, a to této oblasti zajistit dostatečné množství finančních prostředků. Pokud chce předseda Juncker mluvit o ochraně další generace, považují za klíčové, aby Komise zajistila, že na evropském trhu nebudou udržovány látky, o jejichž nezávadnosti nemáme dostatek informací, nebude porušován princip předběžné opatrnosti a nadržíváno nouzové povolení pesticidů. Jsem přesvědčen o tom, že pokud chce Komise zaručit ochranu Evropanů, měla by začít tím, že ochrání jejich zdraví.

Evelyn Regner (S&D), schriftlich. – Es ist Zeit, Zeit um die verbleibenden Monate zu nutzen, um die Versprechen an die EuropäerInnen einzulösen! Wir müssen die kommenden Monate nutzen, und alle EU-Institutionen müssen den Turbogang einlegen. Die BürgerInnen erwarten von der EU mehr als eine Diskussion darüber, wie die Uhren ticken sollen. Es sind noch 250 Tage Zeit, um dringende Gesetze fertig zu verhandeln. Bei der Digitalsteuer muss jetzt der Durchbruch gelingen. Große Internetkonzerne, wie Facebook, Google & Co. müssen endlich ihre Steuern zahlen! Der Ball liegt bei den Mitgliedstaaten. Den Vorschlag, die Einstimmigkeit im Rat bei Steuerfragen abzuschaffen, unterstütze ich zu hundert Prozent. Wir sehen nämlich, dass sonst nichts in Richtung Steuergerechtigkeit weitergeht, auch unter dem österreichischen Ratsvorsitz nicht. Es wird lieber Politik für die Konzerne gemacht.

Leider wurde in der heutigen Rede auf das soziale Europa vergessen. Europa wird sozial sein, oder es wird nicht sein. Mit der Kindergarantie soll jedes Kind in Europa Zugang zu kostenloser Gesundheitsversorgung, Bildung und Betreuung, menschenwürdiger Unterkunft und angemessener Ernährung haben. Das ist ein klarer Handlungsauftrag für die Europäische Union! Juncker liebt Europa. Aber wir SozialdemokratInnen kämpfen für ein Europa zum Verlieben!

Alfred Sant (S&D), in writing. – The Commission must be big on the big things, and act only where it can achieve better results than Member States acting alone. So said President Juncker at the beginning of his Commission's term in 2014. While agreeing with this approach, I believe that as of today, it has not happened. If there were attempts in that direction, they were insufficient to correct the weaknesses of the Union. On big things like addressing the migration crisis, social cohesion, economic and social imbalances, the Union was not decisive in the last 5 years. Most targets set in the Europe-2020-Strategy remain only on paper. We were told that 'more Europe' is the solution. This has increased citizens' expectations. One year before the European elections, citizens still find themselves distant from what happens in

Brussels. In a world where globalisation is valued, perhaps, only for economic purposes, citizens are not finding their request for better representation in the European institutions, but in national political fora. Which is why populism in many EU countries has progressed so much. It will not be countered by establishing new layers of institutions or policies. What we should work for is a genuine, shared political consolidation of a few key priorities.

Ivan Štefanec (PPE), *pisomne*. – Predseda Európskej komisie vo svojom prejave zdôraznil význam európskej jednoty pre zachovanie mieru a ďalší hospodársky rast. Jednota však znamená aj zodpovednosť a vzájomnú solidaritu. Je na škodu, keď je narúšaná z jednej strany populistami a zo strany druhej niektorými škodlivými návrhmi samotnej Európskej komisie.

Theodor Dumitru Stoiloian (PPE), *in scriis*. – Potrivit declarației Președintelui Comisiei Europene, Consiliul European, care va avea loc la Sibiu, în luna Mai 2019, trebuie să ofere o viziune clară cu privire la viitorul Uniunii Europene. În acest cadru, dl Juncker a făcut o precizare esențială: pâna la acest Consiliu European de la Sibiu, ar trebui ca Statele Membre să ajungă la un consens cu privire la mărimea bugetului Uniunii pentru perioada 2021-2027. Dânsul respinge ideile unor șefi de state care afirmă că numai după alegerile pentru Parlamentul European (din mai 2019) se poate ajunge la acest consens. Președintele Juncker are dreptate, deoarece nicio reglementare europeană cu privire la politicile europene (fie că vorbim de politica de coeziune, fie de cea agricolă ș.a.) nu va putea fi negociată fără a se fi realizat consensul asupra mărimii bugetului multianual al Uniunii Europene.

Tibor Szanyi (S&D), *írásban*. – Négy évvel ezelőtt magam is azok közé a képviselők közé tartoztam, akik az EU egységét, nemzetközi súlyát, versenyképességét erősítő, polgárainak pedig nagyobb szociális biztonságot, társadalmi igazságosságot ígérő politikai programja miatt szavazatukkal támogatták a Juncker-Bizottság programját. Ám ma éppen ezeken a pontokon tapasztalom az EU egységét veszélyeztető legnagyobb hiányosságokat, amit egyes tagállamok nacionalista populistái (sajnos élükön saját országom jelenlegi vezetésével) kihasználnak.

Ezért a Bizottság, egyben az EP mandátumának hátralévő idejében – a közös migrációs politika reformja mellett – főleg két kérdésben várnék kezdeményezést és eredményt az Európai Bizottságtól:

— A Göteborgi Nyilatkozatban elfogadott fontos elvek és célok előmozdítása érdekében a Bizottságnak immár proaktív, célzott tervekkel kell kikényszeríteni a tagállamok cselekvését az európai polgárok számára leginkább kézzelfogható, konkrét európai érték és vívmány, a Szociális Európa megvalósítása érdekében.

— Az Unió környezetében súlyosbodó biztonsági kihívások, valamint a megváltozott euro-atlanti viszony sürgeti az erős és önálló európai biztonsági identitást és képességek kiépítését, ami a Bizottság és az EKSZ gyors és hatékony előkészítő és szervező munkáját feltételezi. A maradék néhány hónapban is több konkrét eredmény, megújulás kell az EU egységének újraépítéséhez, ezen belül az egységes Európa esélyét megkérdőjelező, destruktív törekvések ellensúlyozásához, amelyek az EP választási kampányát a migráció-idegenellenesség-terrorizmus félelem-szülte korlátai közé szorítanák.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – Neste debate, elogiou-se a lógica do compromisso, para defender a seguir o fim da regra da unanimidade, reforçando assim ainda mais o poder decisório das grandes potências. A «soberania Europeia» de que falam é a soberania destas potências, o poder de porem e disporem, e de imporem os seus interesses e os interesses dos seus grupos económicos e financeiros.

As despesas militares associadas ao Fundo de Defesa aumentam mais de 20 vezes, mas o Sr. Juncker tem a desfaçatez de afirmar que não há aqui nenhuma militarização. Aos jovens – que as políticas da União Europeia empurram para o desemprego, para o subemprego e para a precariedade no trabalho e na vida – servem propaganda em doses reforçadas. «Dão-lhes a honra de manequim, para dar corda à sua ausência».

Assim caminha um processo de integração esgotado, sem soluções para os problemas que cria. Um processo cuja derrota é condição da construção de uma outra Europa, dos trabalhadores e dos povos, de paz e de cooperação.

Kristina Winberg (ECR), *in writing*. – A word of advice is needed for those who advocate an ever-expanding EU in terms of both territory and competencies. The EU that most citizens had the chance to vote for is not that which has emerged over the past 15 years: therefore, this expansion must cease.

Furthermore, the EU has an obligation to ensure the integrity of its external border in order for Member States to be able to uphold law and order, which is a prerequisite for the contract between citizens and the EU itself. Should that contract be broken – and it has been broken – then trust in the Union will decrease. The cultural absorption level has already been exceeded in all the Member States that had unchecked mass migration during recent decades.

Mass migration to the EU must cease, and support must be provided so that the vast majority of migrants who have arrived are supported to return in a dignified manner, integrate effectively in their home countries and be enabled to become vehicles of democratic change. If European notions, values and ideals are not to be changed irrevocably, or indeed lost, in the near future a migration moratorium is needed.

Carlos Zorrinho (S&D), *por escrito*. – O último ano do mandato da atual Comissão Europeia não pode ser um ano de transição ou de fim de ciclo. Tem que ser um ano de ação e forte motivação para reforçar e apoiar todos os que pugnam por uma União Europeia mais solidária, mais ambiciosa e mais próxima dos cidadãos, e para enfraquecer todos os que promovem o populismo antidemocrático para enfraquecer o projeto europeu.

Essa ação implica a criação de condições para a aprovação de um Quadro Financeiro Plurianual que promova a competitividade, a convergência e a coesão. Implica também ações ousadas para enfrentar os desafios globais que se colocam à União Europeia como a guerra comercial, a segurança e a defesa, e a proteção contra os novos riscos tecnológicos.

Implica finalmente a capacidade de responder aos anseios dos cidadãos europeus, definindo uma política solidária e transparente de gestão das migrações, fomentando as qualificações necessárias para gerar mais e melhores empregos na sociedade emergente e finalizando a União Económica e Monetária para precaver novas crises financeiras como a que se seguiu à crise do *subprime* nos Estados Unidos da América.

(The sitting was suspended at 12.20 until voting time)

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Presidente

4. Nadaljevanje seje

(La seduta è ripresa alle 12.31)

5. Pogajanja pred prvo obravnavo v Parlamentu (odobritev) (člen 69(c) Poslovnika)

Presidente. – All'apertura della seduta di lunedì 10 settembre, sono state annunciate le decisioni di diverse commissioni di avviare i negoziati interistituzionali a norma dell'articolo 69 quater, paragrafo 1.

Vi informo che ho ricevuto da parte dei gruppi EFDD e ENF le richieste di porre in votazione la decisione della commissione LIBE di avviare i negoziati interistituzionali sulla proposta di regolamento del Parlamento europeo e del Consiglio che adotta l'elenco dei paesi terzi i cui cittadini devono essere in possesso del visto all'atto dell'attraversamento delle frontiere esterne e l'elenco dei paesi esenti da tale obbligo (Kosovo). Il relatore è l'on. Tanja Fajon.

Per quel che riguarda le altre decisioni di avviare i negoziati interistituzionali, non ho ricevuto richieste di votazione in Aula da parte di un numero di deputati o di uno o più gruppi politici pari almeno alla soglia media.

* * *

Edouard Martin (S&D). – Monsieur le Président, je voudrais prendre 30 secondes pour évoquer avec vous une valeur qui ne doit pas vous être étrangère, je veux parler ici du devoir d'ingérence. De quoi s'agit-il?

Dans toute démocratie, lorsqu'un citoyen, a fortiori un élu, constate que le droit est bafoué, il a le devoir d'intervenir et de réagir. C'est ce que moi-même et six autres collègues avons fait lorsque vous et vos services avez réquisitionné les interprètes, bafouant ainsi tous les droits internationaux concernant le droit de grève.

Malgré tout, vous avez décidé, vous vous êtes obstinés à nous sanctionner. Mais notre cas individuel n'est pas très grave; ce qui est grave, c'est que vous avez foulé aux pieds la démocratie, le droit et les valeurs de solidarité dont parlait tout à l'heure M. Juncker. Ce qui est grave et lamentable, c'est qu'à travers votre sanction, vous déshonorez cette Institution.

Presidente. – Onorevole Martin, io ho inflitto la sanzione perché ho fatto rispettare il regolamento. Le ricordo che lei, insieme ad altri colleghi, ha interrotto per oltre quaranta minuti i lavori del Parlamento in maniera arbitraria. Quindi io ho inflitto una sanzione pari al terzo del massimo che può essere inflitto. Naturalmente è suo diritto ricorrere all'Ufficio e di presidenza, che deciderà quello che si dovrà fare.

Quanto al fatto che io disonori il Parlamento, siccome sono una persona onesta, non ho mai calpestato la democrazia e l'ultima scelta che ho fatto è stata quella di rinunciare a 3 600 euro di pensione che mi spettava come Commissario europeo, credo di aver onorato in questo modo il Parlamento europeo e la democrazia. Mi auguro che lei faccia lo stesso quando lascerà questo Parlamento.

Dobromir Sośnierz (NI). – Panie Przewodniczący! Wczoraj, w czasie debaty o stanie demokracji i praworządności na Węgrzech, doszło do rzeczy skandalicznej: poseł Flanagan nazwał premiera Orbana „śmieciem”. Po raz kolejny Pan, „naczelnny cenzor”, który chciał zamykać usta posłowi Korwin-Mikkemu, nie zareagował na to, ani nie przeprosił Pan nawet w imieniu tej Izby premiera Orbana. Uważam, że odsłania to Pańską hipokryzję w tej sprawie. Proszę o wyjaśnienie, czy poseł Flanagan zostanie ukarany.

Karol Karski (ECR). – Panie Przewodniczący! Chciałabym tylko poinformować Pana Przewodniczącego, iż w dniu wczorajszym złożyłem do Pana Przewodniczącego w formie pisemnej wniosek o ukaranie posła Flanagana za nazwanie premiera Orbána śmieciem oraz posła Ujhelyiego za nazwanie premiera Orbána Goebbelsem.

Presidente. – Una volta esaminata la trascrizione vedremo se ci sono gli estremi per intervenire o meno.

6. Čas glasovanja

Presidente. – L'ordine del giorno reca il turno di votazioni.

(Per i risultati delle votazioni e altri dettagli che le riguardano: vedasi processo verbale)

6.1. Nazivne količine za dajanje enojno destiliranega žganja šoču na trg Unije (A8-0255/2018 - Adina-Ioana Vălean) (glasovanje)

6.2. Sprememba Memoranduma o sodelovanju med ZDA in EU (uvredba sistemov upravljanja zračnega prometa) (A8-0214/2018 - Rolandas Paksas) (glasovanje)

6.3. Sporazum o zračnem prevozu med Kanado in EU (pristop Hrvaške) (A8-0256/2018 - Francisco Assis) (glasovanje)

6.4. Avtorske pravice na enotnem digitalnem trgu (A8-0245/2018 - Axel Voss) (glasovanje)

— *Prima della votazione:*

Axel Voss, Berichterstatter. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Wir haben heute nun ein zweites Mal die Möglichkeit, über die Anwendung des Urheberrechts in der digitalen Welt zu entscheiden. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn sich das Europäische Parlament heute auch an die Seite unserer Kreativen stellen könnte. Eine erneute Zurückweisung wäre ein herber Schlag für die europäische Kreativindustrie. Nach der Sommerpause habe ich Ihnen neue Angebote gemacht. Es mag nicht alles für alle hundertprozentig sein, doch wir werden auch nicht kopflos weitermachen. Die Probleme sind bekannt, und wir können das weiterentwickeln. Der Gesprächsvorschlag für alle Beteiligten liegt auf dem Tisch. Sie müssten uns bitte nur noch heute Ihre Zustimmung geben, damit wir weitermachen können.

— *Dopo la votazione:*

Axel Voss, Berichterstatter. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Recht herzlichen Dank für diese Gemeinschaftsleistung, die wir heute hinbekommen haben! Das war ein gutes Zeichen für unsere Kreativindustrie in Europa.

Ich möchte aber gerne nach Artikel 59 Absatz 4 Unterabsatz 4 den Antrag stellen, unseren Bericht in den Ausschuss zurückzuverweisen, um die interinstitutionellen Verhandlungen aufnehmen zu können.

David Coburn (EFDD). – Mr President, thank you for letting me speak. This is an enormous strike against freedom of speech on the internet and I ...

(Vociferous objections)

(The President cut off the speaker)

Presidente. – Possiamo alla votazione. Non dobbiamo aprire il dibattito sul risultato.

(La questione è rinviata alla commissione competente per l'avvio dei negoziati interstituzionali.)

6.5. Kontrola gotovine, ki se vnaša v Unijo ali iznaša iz nje (A8-0394/2017 - Mady Delvaux, Juan Fernando López Aguilar) (glasovanje)

6.6. Boj proti pranju denarja s kazenskopravnimi sredstvi (A8-0405/2017 - Ignazio Corrao) (glasovanje)

6.7. Razmere na Madžarskem (A8-0250/2018 - Judith Sargentini) (glasovanje)

6.8. Avtonomni orožni sistemi (RC-B8-0308/2018, B8-0308/2018, B8-0309/2018, B8-0355/2018, B8-0359/2018, B8-0360/2018, B8-0361/2018, B8-0362/2018) (glasovanje)

6.9. Stanje odnosov med EU in ZDA (A8-0251/2018 - Elmar Brok) (glasovanje)

— *Prima della votazione sull'emendamento 3:*

Knut Fleckenstein (S&D). – Mr President, we would just ask here to strike the first word and to insert 'Commends' UNRWA.

(L'emendamento orale è accolto)

6.10. Stanje odnosov med EU in Kitajsko (A8-0252/2018 - Bas Belder) (glasovanje)

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID-MARIA SASSOLI

Vicepresidente

7. Obrazložitev glasovanja

7.1. Avtorske pravice na enotnem digitalnem trgu (A8-0245/2018 - Axel Voss)

Dichiarazioni di voto orali

Marisa Matias (GUE/NGL). – Senhor Presidente, nós tínhamos hoje uma grande oportunidade para proteger os direitos dos autores, criadores, artistas, jornalistas, cientistas, mas infelizmente não foi isso que aconteceu. Não só a votação que acabamos de ter reduziu os seus direitos – no caso dos jornalistas que estavam protegidos nas propostas de alteração acabaram por não ficar protegidos, mas sim as empresas donas dos títulos.

No caso dos criadores, a sua proteção ficou reduzida e passou a estar nas mãos da indústria, mas, mais grave ainda do que isso – que isso já é bastante grave – temos uma situação em que já vínhamos com uma proposta anterior com a introdução de mecanismos e de filtros de censura e esses mecanismos e esses filtros de censura agravaram-se pela votação de hoje.

Eu creio que abrimos uma caixa de Pandora, um ataque à democracia e que estes filtros e mecanismos de censura virar-se-ão contra os próprios que defenderam esta diretiva. É um ataque à democracia, como disse, e vai ser utilizado em muitas outras dimensões, infelizmente, tal como na próxima comunicação da Comissão, a propósito do combate aos radicalismos na Europa. Não é um combate aos radicalismos, é uma redução da democracia. Fico triste que esta casa aprove a censura.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL). – Señor presidente, yo creo que el propio ponente del Partido Popular sobre esta Directiva lo ha dejado claro cuando ha dicho que era un gran paso la aprobación de esta Directiva para la industria cultural. Nos han intentado vender que era para proteger a los creadores, pero no: era para proteger a la industria, para protegerla justamente en contra del derecho a la información y en contra de un internet libre.

En Podemos sabemos que los derechos de los creadores no están lo suficientemente protegidos, y por eso respaldamos el derecho de los creadores a una remuneración justa. Pero eso no tiene que ir en contra de la libertad de internet. Consideramos que la libertad de expresión y la información son un valor fundamental de cualquier Estado democrático. Por eso entendemos que las plataformas no se pueden convertir en árbitros de la libertad de expresión, como dice justamente esta Directiva que se ha aprobado hoy.

Solo tendremos una sociedad crítica con un internet libre y sin censura, donde los conocimientos puedan ser compartidos y los derechos de los creadores y de las creadoras respetados. Hoy hemos dado un paso atrás en la libertad en internet.

Mirosław Piotrowski (ECR). – Panie Przewodniczący! Głosowałem przeciwko projektowi pomimo wprowadzenia do niego wielu poprawek, gdyż uważam, że propozycje zapisów dyrektywy mogą ograniczać m.in. swobodę publikowania treści w internecie. Ponadto jej zapisy mogą zostać wykorzystane pod płaszczykiem praw autorskich do tzw. cenzury prewencyjnej.

Szczególną kontrowersję budzą zapisy art. 3, 4, 12 i 13. Zapisy dyrektywy mogą poważnie wpłynąć na ograniczenie konkurencyjności i innowacyjności, wpłynąć też hamująco na rynek nowych technologii, w tym rozwój sztucznej inteligencji, a także wpłynąć na wzrost kosztów nauczania. Stworzenie rozbudowanego systemu licencyjnego oraz mechanizmów filtrujących treści i kontroli może natomiast doprowadzić do filtrowania, czyli cenzurowania niewygodnych treści.

Daniel Hannan (ECR). – Mr President, this vote is deleterious to free speech and deleterious to innovation. It is clear that, interpreted in the way we have now seen, it will deter internet platforms from running any material whose copyright they don't recognise. This will mean effectively the end of memes: no more 'Johny Johny Yes Papa', no more downfall spoofs, no more 'distracted boyfriends'.

I can't help noticing that, since the Brexit vote, a number of large tech companies have been relocating their European headquarters to London: Google, Apple, Snapchat, Ali Baba. Is it possible that they think there will be a friendlier and looser regulatory climate there than with this kind of restrictive nonsense on the continent?

If you want to picture today's vote in the form of one of the memes before they are banned, then think of it as the distracted boyfriend: the woman in the foreground labelled 'post-Brexit Britain', the ogling man labelled 'tech companies' and the angry girlfriend labelled 'EU institutions'.

Diane James (NI). – Mr President, today there were 703 MEPs in the Chamber and 438 voted to support this copyright directive. I voted against, I was one of 226, and although I understand the concerns of libraries, creators and authors because there were lots of contacts that came in, I simply could not afford to support a directive which violates the fundamental principles of freedom of speech and individual liberty, particularly via the Articles 11 and 13. It is an awful situation when a number of fellow United Kingdom MEPs voted to support a directive which will penalise a thriving industry base and sector in the United Kingdom – Brexit immaterial in this situation – and they ought to be ashamed.

Morten Messerschmidt (ECR). – Hr. formand! På ét område har denne betænkning været ganske enestående. Ja, faktisk et positivt lysglimt i det her hus. Nemlig fordi det i et hidtil uset omfang har engageret europæiske borgere, som har været bekymret for, hvad vi foretager os her i dag. Gang på gang så stemmer det her hus voldsomme reformer igennem, som begrænser demokratiet, som gør det vanskeligere at være europæer, uden der er nogen der overhovedet vågner, hverken pressen, de hjemlige bureaukrater eller vælgerne. Men her har vælgerne, borgerne, trods alt været engageret. Jeg tror vi alle sammen har fået voldsomt mange henvendelser, hvilket har vist den interesse, der har været for sagen. Nu skal de flotte ord, som ordføreren, og som skyggeordførerne har fremført, så stå deres prøve. Bliver det her virkelig en indskrænkning af ytringsfriheden, som nogen frygter, som jeg frygter og mange frygter? Det er jeres opgave og bevis, at det ikke sker. Tak for ordet.

Petras Auštrevičius (ALDE). – Mr President, the European Union's copyrights rules need to be modernised and adapted to the digital age in the most efficient way, we know that, so that Europe can further lead in the digital economy around the globe. We need to make sure that the rules protect the creators and remuneration of artists and encourage users to buy artistic content, but we should not establish obstacles such as filtering the free Internet, freedom of speech and development of smaller platforms.

Therefore, I voted against the Commission's proposal as I do not believe that it has achieved sufficient balance on those issues. My colleagues and I supported the amendments to the text – we said no to filtering and sought to establish dispute settlement, to ensure freedom of panorama and to protect press publications in respect of digital uses, as well as users of protected content for entertainment such as internet memes – which we believe would have balanced it.

It is unfortunate that a compromise has not been reached.

Andrejs Mamikins (S&D). – Mr President, I voted against the mandate for the copyright directive and I appreciate that some colleagues here worked hard on this file, but the final document is not more satisfactory than the one we voted down in July.

Parliament had only two working weeks to discuss and approve the proposal and I really feel that they have the responsibility in front of our citizens to achieve a good and fair agreement here in Parliament before the file goes to the negotiation table with the Council and the Commission.

Debates in this Parliament are the last opportunity for our voters to see in a transparent way what will happen to their digital rights in future and I believe that what we have achieved now is not democratic enough.

As a journalist, but also as a citizen of the EU, I put freedom of expression among the top values. By no means can we suppress through the filters the creativity and the freedom of Europeans.

José Inácio Faria (PPE). – Senhor Presidente, votei a favor deste relatório porque urge regular de forma equilibrada e justa este setor. Parece que estamos a abrir um fosso entre o que está certo e o que está errado. Mas esta diretiva não é, de todo, isso. É sobre o reconhecimento dos desafios do mercado único digital que necessitam da devida adaptação legislativa e é sobre política responsável.

A Internet abriu possibilidades na extensão, profundidade e rapidez com que partilhamos informação, mas com isso temos vindo a atropelar os direitos de autor. Os meios digitais conseguem reproduzir fidedignamente as criações audiovisuais e conseguem a sua disseminação infinita sem a devida retribuição dos artistas.

A cultura do *copy/paste* permite plágios integrais de textos e imagens sem referências autorais para fins comerciais, ou seja, alguém tem andado, impunemente, a lucrar com o trabalho dos outros e é isso que tem que acabar.

Podemos ainda não ter resolvido o problema da sustentabilidade da música e da imprensa na era digital, mas certamente que esta diretiva irá contribuir, em grande medida, para corrigir esta injustiça.

Quero frisar que esta diretiva não é sobre o direito das pessoas à informação, à cultura e também não é uma coartação à liberdade de expressão. Esta diretiva é sobre a justiça que se impõe a que os criadores sejam devidamente remunerados e que os trabalhadores da cultura e da informação sejam devidamente reconhecidos.

Ангел Джамбазки (ECR). – Г-н Председател, гласувах против този доклад, защото в мен и в част от моите колеги останаха основателните съмнения за това, че зад доклада стоят много лобистки интереси на големи търсачки. Тези търсачки се опитват да монополизират този пазар, да ограничат достъпа до интернет, да ограничат свободата на словото, да филтрират мнения, да филтрират информация и в края на краищата застрашават и работата на независимите интернет медии.

Останаха много съмнения за това, че лобистки интереси пречат на едно добро решение. Пречат на това да бъдат защитени правата на авторите, да бъдат защитени правата на издателите, да бъдат защитени правата на ползвателите на информация. Този доклад е един ярък пример за безсилието и неумението на бюрокрацията в Брюксел. Тя превърна едно на теория добро решение в огромен скандал от лобистки интерес. Това е причината да не подкрепя доклада.

Nicola Caputo (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, così come è accaduto durante la plenaria di luglio, anche stavolta ho ricevuto centinaia di e-mail che evidenziano una totale disinformazione e strumentalizzazione del tema del diritto d'autore nel mercato digitale, in particolare per quanto riguarda l'articolo 13 sulla responsabilità degli operatori della rete.

Il risultato raggiunto rappresenta il giusto bilanciamento tra il diritto d'autore e la libertà di Internet, tutelando le PMI ma riconoscendo al tempo stesso che le grandi piattaforme online non possono continuare a lucrare su materiali di cui altri detengono i copyright.

Internet è uno strumento relativamente nuovo e in continua evoluzione che, pur volendo, dato che opera in un mondo virtuale e quindi per definizione sconfinato, non potrà mai essere limitato. Ma occorre individuare alcuni principi per stabilire dei punti fissi, così da non ledere i diritti degli altri.

Sono felice che, al di là delle strumentalizzazioni, abbia prevalso il buon senso a difesa dell'industria creativa e della qualità delle sue produzioni.

Igor Šoltés (Verts/ALE). – Gospod predsednik, torej obžalujem, da predlogi za izboljšavo tako 11. in 13. člena, teh najbolj spornih členov, niso bili sprejeti in žal tako ni bilo vzpostavljeno ustrezno ravnotežje med pravico in potrebo po zaščiti avtorjev in po drugi strani nad tako imenovano svobodo interneta, kot ga poznamo danes.

Interneta, se pravi, kot komunikacijske tehnologije, kot družbenega stanja povezanosti, kot ojačevalca družbenih odnosov.

In internet potlej, če bo ta predlog sprejet v takšnem besedilu, ne bo več tak, kot ga poznamo. In mislim, da se na ta način, seveda z dopuščeno uporabo filtrov oziroma teh nadzornih mehanizmov, lahko grobo poseže tudi v to prepoznavanje uporabe teh platform, kar pomeni tudi prikrito nevarnost za tako imenovano filtriranje (*prekinitve zaradi izklopljenega mikrofona*).

Se opravičujem. Samo povzemam še besede poročevalca Združenih narodov za svobodo izražanja, ki je poudaril, da lahko predlagana direktiva vzpostavi režim aktivnega nadzora in predhodne cenzure vsebine uporabnikov, kar je v neskladju z mednarodnim pravom in paktom o državljanskih in političnih pravicah.

In zato je potrebno to besedilo absolutno popraviti in dopoljevati in dopustitev uporabe teh nadzornih filtrov seveda lahko vzpostavi tudi sistem tako imenovanega velikega brata in potem lahko tudi internet spremenimo v *filternet*.

In obžalujem torej, da z nesprejetjem dopolnil amandmajem in pa kompromisov, ki so bili zavrženi, nismo uspeli doseči tega tako željenega ravnotežja, po eni strani potrebne zaščite avtorskih pravic in po drugi strani svobodne uporabe interneta.

Момчил Неков (S&D). – Г-н Председател, гласувах против предложението на докладчика Вос за новата Директива за авторското право, защото все още не мисля, че то предоставя баланса между зачитането на правата на потребителите и справедливото заплащане на носителите на авторски права.

Смятам, че е жалко, че дебатът бе изкуствено изместен и опростен към това дали сме „за“ или „против“ това творците да получават достойно възнаграждение за своя труд. Не смятам, че има някой, който може да заяви открито, че не иска да подкрепи европейските творци.

Проблемът идва от това, че като представители в Европейския парламент, които трябва да защитават интересите на своите съграждани, сме длъжни да се подсигуририм, че техните права и свободи са защитени в интернет пространството. Няма как да подкрепя законодателство, което с претенцията, че защитава авторите, ще наложи цензура на потребителите и ще ограничи тяхната свобода в мрежата.

Филтрирането на потребителско съдържание е не само в противовес на основните права и свободи, които иначе така ревностно браним, но и съдържа риск от манипулация и политическа пропаганда. Всички помним случая с „Кеймбридж аналитика“ и Фейсбук и как чрез алгоритъм данни от платформата бяха използвани неправомерно с цел манипулиране на общественото мнение, което скандализира всички. Явно паметта на тези, които подкрепят реформите в този им вид, е прекалено къса.

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, já jsem tuto směrnici podpořil. Podpořil jsem zahájení dialogu z toho důvodu, že jsem přesvědčen, že EU potřebuje právě pro digitální oblast mít jasný právní základ, mít společné právo. Autorské právo je již velmi dlouhou dobu regulováno na evropské úrovni, je to tak dobře. Současná situace podle mého názoru není spravedlivá, protože na ní vydělávají především ti největší giganti a ostatní se tzv. jenom vezou. Myslím si, že je dobré nastavit spravedlivou rovnováhu do těchto vztahů.

Já jsem rovněž směrnici vyčítal to, že nebyla příliš konkrétní, ovšem je to také směrnice, nejedná se o nařízení. Teď bude důležité najít shodu v rámci dialogu a samozřejmě ten právní základ bude potřeba dát potom do transponovaných zákonů v jednotlivých státech. Takže nemyslím si, že jdeme cestou revoluce, jdeme cestou evoluce. Je důležité, aby Evropa měla společný právní základ v oblasti autorského práva.

Francis Zammit Dimech (PPE). – Sur President, huwa pjaċir tiegħi li vvutajt favur ir-rapport li kellna minn Voss għaliex nemmen li l-vot li kellna llum huwa vot mill-aktar importanti favur l-artisti u favur il-midja. Meta jiena ridt nagħmel konsultazzjoni dwar dan is-sugġett fil-ġranet li għaddew ma' artisti, ma' kantanti, ma' nies li huma fil-qasam tal-pubblikazzjoni, awturi, pubblikaturi, ġurnalisti ġewwa pajjiżi, ġewwa Malta, dawn kellmuni dwar kif huma ttrattati hażin mill-platforms, kif dawn ma jirċevux remunerazzjoni ġusta għax-xogħol li mbaġhad jitqiegħed online mill-ġganti l-kbar tal-internet. U allura dak li għamilna llum għandu jkun il-bidu biex nagħmlu l-ġustizzja ma' dawn in-nies kollha għaliex huwa l-mod kif anki jkollna kontenut aktar.

Issemmiet hafna hawnhekk, Sur President, il-libertà tal-espressjoni. Għaliha huwa rilevanti li għandek tmintax-il aġenzija Ewropea tal-ahbarijiet, li f'din il-pubblikazzjoni copyright qalu "Europe's independent press needs Article 11". Għaliex illum għandek xogħol ġurnalistiku li jspiċċa jintuża u ma jingħata ebda hlas lil min ikun anke ssogra haġtu biex dak jipproduċih. Mela għamilna pass favur u mhux kontra l-libertà tal-espressjoni u niringrazzja lil kull min tani feedback importanti fuq dan is-sugġett.

Jonathan Arnott (EFDD). – Mr President, it has been years since I've had so many emails from concerned members of the public about a proposal as I did for the Copyright Directive. And this isn't just the usual people sending bulk emails either: it is people, often a younger demographic, who are concerned about the impact this directive will have on the internet, and on their lives in a digital world which is already so far away from the world that I grew up in.

When you have such concerns, you need to be careful. First, do no harm: so today I voted according to two principles. One, I supported amendments that try to provide some balance and protection for individual users of platforms: protections for SMEs, protection of hyperlinks and protection against big business overriding consumers. Two, I voted against the whole directive on the final vote because I simply cannot support the text of Article 11 or Article 13. I am sorry that we lost the final vote, but I did my best to stave off the worst excesses.

Eleonora Forenza (GUE/NGL). – Signor Presidente, lei sicuramente conoscerà i famosi versi di una canzone di Battisti e Mogol che recitano «come può uno scoglio arginare il mare», contenuti nell'album «Il mio canto libero».

Allora, avendo avuto l'onore, come molti colleghi italiani, di essere interpellata da Mogol in quanto presidente della SIAE sul mio voto in merito alla risoluzione Voss, io voglio spiegare che, proprio alla luce di questi versi, ho deciso di votare contro. Perché questo testo in realtà è un fortissimo attacco alla libertà di informazione, è un attacco all'idea di Internet come strumento di condivisione e di conoscenza. In particolare, gli articoli 11 e 13 sono pericolosissimi, perché chiedono di acquisire una licenza addirittura in maniera preventiva rispetto alla pubblicazione e inseriscono un meccanismo di filtro automatico.

Il contrasto alle multinazionali si fa introducendo un diverso regime fiscale. Invece, questo testo non solo non cita e non menziona tutta l'amplessima sfera dei *Creative Commons*, ma non contiene nessun elemento reale di tutela al lavoro creativo. Per queste ragioni ho votato contro.

Stanisław Żółtek (ENF). – Pani Przewodnicząca! Głosowałem przeciwko tej obrzydliwej dyrektywie, a przynajmniej głosowałem za usunięciem art. 13 i 11. Niestety Parlament zdecydował inaczej. Nie wiem, czy posłowie, którzy głosowali za tą dyrektywą, głosowali z tchórzostwa, czy byli przekupieni, czy z głupoty, ale zobowiązuję się do jednego: zrobię wszystko, żeby informacja o nazwiskach tych posłów, którzy głosowali „za”, została rozpowszechniona – tak, aby internauci mogli się im odwdziaczyć w najbliższych wyborach.

Chciałem jeszcze zwrócić uwagę na jedną rzecz: jak obrzydliwą rzeczą jest taka podwójna moralność. Tego samego dnia, dzisiaj, głosujemy przeciwko Węgrom, argumentując, że tam jest jakaś cenzura mediów, i równocześnie część z tych osób głosuje za cenzurą dla wszystkich obywateli Europy – i to taką sto razy większą, taką, której nie było. Ja rozumiem, że, przeciętnie, ludzie nie zrozumieli tej dyrektywy. Ona została specjalnie takim językiem napisana, żeby jej nie zrozumieli. Ale posłowie mieli obowiązek ją zrozumieć i dlatego – tak jak mówię – nie wiem, z jakiego powodu głosowali, ale postaram się, żeby ludzie dowiedzieli się, kto jak głosował.

Marian Harkin (ALDE). – Mr President, I voted in favour of the copyright directive. Today was one of the most difficult and complex votes for me, at least. I don't believe we have the perfect outcome, in fact I'm not even sure there is a perfect solution, but I believe we have established a balance between the rights of creators and a free internet, and we have sent a strong political message that property rights must be enforced on the internet as well as everywhere else.

Creators, artists, journalists must get fair remuneration for their works that are copyrighted, otherwise we are all complicit in stealing their work.

Somebody asked a question of a group of us: who here works for nothing? There was silence and that silence was more powerful than any words. We cannot expect our creators to work for nothing and at the same time allow gigantic platforms like Facebook and Google, who respectively made profits of 16 and 12 billion in 2017 to profit from abusing the copyright works of our creators.

Dobromir Sośnierz (NI). – Panie Przewodniczący! Dzisiaj zwycięstwo odniosła tutaj kolorowa koalicja zwolenników tej dyrektywy i lobbyści, którzy za nimi stali. Lobbyści się cieszą, ale Państwo – mam nadzieję – kupili sobie bilet na długie wakacje od Parlamentu Europejskiego. Uruchomiliście eurosceptyczną lawinę, która zmiecie Was – mam nadzieję – przy następnych wyborach, bo stanęliście po stronie lobbyistów przeciwko własnym obywatelom. I ci obywatele Was z tego rozliczą, a ja postaram się im w tym pomóc. Te wszystkie lobbystyczne śniadanka i kolacje z ostatniego tygodnia odbiją się Wam – mam nadzieję – czkawką przy następnych wyborach. A poza tym uważam, że przewodniczący Tajani powinien podać się do dymisji.

7.2. Kontrola gotovine, ki se vnaša v Unijo ali iznaša iz nje (A8-0394/2017 - Mady Delvaux, Juan Fernando López Aguilar)

Dichiarazioni di voto orali

Morten Messerschmidt (ECR). – Hr. formand! Der er mange gode grunde til at kontrollere de penge, som både i fysisk forstand og elektronisk bliver kanaliseret ind i EU, og et af de områder, som desværre ikke er omfattet, af denne betænkning, men som i voksende grad bekymrer mig, det er den måde, hvorpå visse lande i Mellemøsten finansierer moskéaktiviteter. Vi har set, hvordan et ministerium i Tyrkiet, Diyanet, simpelthen finansierer moskéer i voksende omfang rundt omkring i EU og bruger dem som en slags brohoved for en særlig islamistisk propaganda. Vi har i hvert fald i Danmark oplevet, hvordan der er givet direkte instrukser fra den tyrkiske regering til moskéerne i Danmark, og i øvrigt også hvordan ambassaderne samarbejder ved at overvåge tyrkere i Danmark og så videre, og det er fuldstændig uacceptabelt. Derfor ærgrer jeg mig over, at noget så aktuelt ikke er med i denne betænkning.

Monica Macovei (ECR). – Domnule președinte, controlul banilor cash care intră și ies din Uniunea Europeană trebuie să fie obligatoriu, real, urgent și, mai ales, sistematic, iar suma cash (numerarul) permisă la intrarea în Uniunea și la ieșirea din Uniune ar trebui scăzută sub 10 000 de euro, mai ales în situațiile în care există suspiciuni de acțiuni infracționale. Altfel, nu putem combate eficient finanțarea terorismului, nici spălarea banilor, nici crima organizată, iar cooperarea vamală trebuie să fie reală și rapidă, pentru a împiedica infractorii să fraudeze controlul numerarului la granițele Uniunii.

7.3. Boj proti pranju denarja s kazenskopravnimi sredstvi (A8-0405/2017 - Ignazio Corrao)

Dichiarazioni di voto orali

Morten Messerschmidt (ECR). – Hr. formand! Der er noget paradoksalt over, at man, som reglerne er i dag, ikke kan gå ned på posthuset og hente en pakke, en fødselsdagsgave, eller hvad det nu måtte være, man har sendt, uden at skulle have ID og alt muligt andet med for at kunne identificere sig. Samtidig med at man fuldstændig uden problemer kan sende tusindvis af euro afsted til alverdens organisationer og folk, der måtte befinde sig i tredjelande, uanset hvilken intention de har med – og hvordan de vil bruge – de penge. Det er der selvfølgelig noget paradoksalt over, dels den måde vi mistænkelig gør fuldstændig lovlige og regelrette borgere, der bare vil modtage en fødselsdagsgave fra en nevø eller et andet familie medlem, dels at det parallelt hertil er så let at finansiere og sende penge til organisationer, om hvilke vi overhovedet ikke har nogen idé, hvorvidt de er fredelige eller ikke fredelige, om de er med os eller imod os. Dette er et lille skridt i den rigtige retning, men desværre overhovedet ikke et skridt, som vi ønsker, nemlig ved den mellestatslige model, snarere end den føderale model. Det er ærgerligt at vi ikke gør det rigtige, når muligheden er der.

Monica Macovei (ECR). – Domnule președinte, în fiecare an pierdem între 1,5 și 2,8 trilioane de dolari, sau între 2 % și 5 % din produsul intern brut mondial, tocmai prin spălare de bani. Este o gaură neagră în care se scurg banii oamenilor și, de multe ori, viețile lor.

Noua directivă europeană privind combaterea spălării banilor prin mijloace penale încearcă să corecteze o parte din aceste lipsuri. Elimină legătura dintre infracțiunea principală, de spălare de bani, și infracțiunea predicat, cea prin care se produc banii murdari care trebuie să fie spălați de către infractori. Deci nu este nevoie de o condamnare anterioară sau să cunoaștem autorul activității infracționale care a generat banii murdari.

Tot directiva introduce excepții de la principiul dublei incriminări pentru toate infracțiunile grave, face posibilă urmărirea penală și condamnarea spălării de bani, chiar dacă activitatea infracțională care a generat bunurile a fost comisă într-o altă țară și așa mai departe. Deci vom avea infracțiuni comune pentru toate statele membre pentru spălarea de bani.

7.4. Razmere na Madžarskem (A8-0250/2018 - Judith Sargentini)

Dichiarazioni di voto orali

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL). – Señor presidente, hoy hemos votado contra la deriva autoritaria impulsada por el Gobierno húngaro y los ataques al Estado de Derecho, a las personas migrantes, a las mujeres y a las minorías. El Gobierno de Orbán es uno de los más racistas e islamófobos de la Unión Europea y viola gravemente los derechos humanos y el Derecho internacional.

Hay que recordar que el señor Orbán es miembro del Partido Popular Europeo y no pocas veces ha puesto al Gobierno de Mariano Rajoy como ejemplo en Europa. Pero, no solo lamentamos que el Partido Popular español se haya abstenido, haya decidido no votar o incluso haya votado a favor de Orbán sino, nos lamentamos muchas veces de un debate hipócrita, porque muchas de las propuestas sobre migración —esas propuestas autoritarias que realiza junto a Salvini— muchas veces son apoyadas por la mayoría de esta Cámara, una Cámara que reprueba a Orbán pero luego practica sus políticas, le compra la agenda a la derecha y sobre todo a la extrema derecha europea. Es fundamental poner freno a Orbán pero, sobre todo, poner freno a sus políticas.

Mirosław Piotrowski (ECR). – Panie Przewodniczący! Głosowałem przeciwko dzisiejszej rezolucji w sprawie Węgier i chcę powiedzieć, że nie tylko zapisy tego dokumentu budzą kontrowersje, ale także wypowiedzi, które padły na tej Sali i które nigdy nie powinny mieć miejsca. Ta rezolucja, jak sądzę, nie odniesie pożądanego skutku. Wręcz przeciwnie, zachęci obywateli Europy, aby głosowali przeciwko tym, którzy za nią głosowali.

Krisztina Morvai (NI). – Tisztelt Elnök úr! Kedves migrációbarát képviselőtársaim! Hát az a helyzet, hogy Önök ezt a Sargentini-jelentést elbukták. Önök nem győztek. Nem kapták meg a kétharmadot ugyanis, mivel Soros György barátjukat mindenáron ki akarják elégíteni. Most elkezdtek csalni, ugye? Azt mondják, hogy a tartózkodás az olyan, mint hogyha az illető nem szavazott volna. Hát legalább egymást ne nézzük hülyének, kedves képviselőtársaim! Mindnyájan tudjuk, hogy mást jelent a tartózkodás és más jelent az, hogy ha úgy döntök, hogy nem jövök be szavazni. Hadd mondjak két magyar képviselőtársamat példaként. Balczó Zoltán korrektül elmondta, vannak a jelentésnek elemei, amivel egyetért, vannak, amelyekkel nem, ezért hozott egy olyan racionális, mérlegelt döntést, amely tartózkodás szavazatban nyilvánult meg. Meszerics Tamás Zöld képviselőtársunk az otthoni pártjától kapott egy olyan instrukciót a szavazásra, amivel ő nem értett egyet, ezért lenyilatkozta a sajtóban, hogy nem jön be szavazni. Ez egy másik történet. Kérem szépen, hagyják abba a csalást! Hát ez gyakorlatilag bűncselekmény, ez undorító, visszataszító. Vegyék tudomásul, hogy veszítettek! Isten óvja és vezesse Magyarországot!

Christelle Lechevalier (ENF). – Monsieur le Président, certains députés se présentent ici en défenseurs autoproclamés des valeurs européennes, distinguant arbitrairement qui les respecte de qui les bafoue, et condamnant tous ceux qui ne marchent pas dans leur direction à sortir de l'unanimité. L'Europe des nations renaît, l'Union européenne éclate.

La démocratie, le pluralisme, la tolérance et la liberté sont des piliers intangibles de notre institution. Beaucoup l'ont rappelé hier, avant de préciser que cela ne devait pas s'appliquer à M. Orbán, évidemment. Le pluralisme, c'est bien quand tout le monde pense comme vous. La démocratie, c'est bien quand tout le monde vote pour vous. Eh bien non. Il a été rappelé que la sanction devait être dirigée contre le gouvernement, et non le peuple hongrois, mais c'est bien le peuple hongrois que vous allez étrangler, et ceci avec une pression que vous ne relâcherez que lorsqu'il votera selon votre diktat. Si pour vous Viktor Orbán ne représente pas les Hongrois, alors vous remettez en cause l'essence même de la démocratie. Alors, Emmanuel Macron ne représente pas les Français, alors, Angela Merkel ne représente pas les Allemands, et aucun des commissaires européens nommés par ces gouvernements ne représente, à cet égard, les Européens. Ne votons plus. Nommez! En enclenchant l'article 7, vous envoyez le pire des signaux au peuple hongrois, auquel vous offrez un motif de plus de détester une Union européenne dont vous ne respectez pas les valeurs que vous prétendez défendre.

Tibor Szanyi (S&D). – Elnök úr! Szavazatommal támogattam a Sargentini-jelentés elfogadását, mert úgy ítélem meg, hogy ez pontos és kiegyensúlyozott képet ad az európai normák és a jogállamiság lebontásáról az Orbán-kormány tevékenysége nyomán. A jelentésben szereplő állapotokat és jogsértéseket a magyar ellenzék, én és saját pártommal, a Magyar Szocialista Párttal rendszeresen szóvá teszi, de a kormánypárt parlamenti többségével visszaélve, a torz választási rendszerre, valamint sajtó- és médiamonopóliumára támaszkodva, egyre gátlástalanabb módon korlátozza a szabadságjogokat, a szociális jogokat, tünteti el korrupciós hálójában az európai forrásokat, és uszít a kisebbségek, az idegenek, illetve az Európai Unió ellen. A jelentést, illetve annak nyomán a szerződés hetedik cikkelye szerinti eljárás lehetséges elindítását tehát, kifejezetten az európai szolidaritás megnyilvánulásaként a magyar állampolgárok számára demokratikus jogainak érvényesítéséhez nyújtott segítségként támogattam. Azon leszek, hogy a magyar választók is így értékeljék. Hazám védelmében köszönöm a 448 bátor képviselő igen szavazatát.

Bruno Gollnisch (NI). – Monsieur le Président, cela fait 30 ans que je suis dans cette institution, et je dois dire que je suis toujours étonné par ce qu'elle propose, et notamment par l'extraordinaire hypocrisie et la bonne conscience que ce débat a révélées. En effet, de quoi accuse-t-on les Hongrois? De violer les libertés académiques, par exemple, parce qu'ils prétendent imposer leurs normes nationales, y compris à une université étrangère. Mais quand moi, doyen de faculté honoraire, universitaire respecté, j'ai été suspendu pendant cinq ans pour des propos que la juridiction suprême de mon pays a déclarés parfaitement licites et légitimes, la majorité de ce Parlement m'a déferé aux institutions judiciaires de mon pays, au lieu de prendre ma défense, et a été condamnée pour cela par la Cour de Luxembourg. On leur reproche de porter atteinte à la liberté d'expression. Mais il y a 1 150 prisonniers d'expression en Allemagne, sous prétexte de négationnisme, – ce sont des prisonniers d'opinion –, dont une vieille dame de 90 ans. Et ça, ça vous laisse totalement indifférents? On reproche «une rhétorique de campagne hostile et intimidante». Mais qu'entend-on ici? Les patriotes sont traités de populistes, les défenseurs de la famille sont traités d'homophobes, les hostiles à l'immigration sont traités de xénophobes. Ce n'est pas hostile, ce n'est pas intimidant tout cela?

Marek Jurek (ECR). – Panie Przewodniczący! Ta debata i te wszystkie ataki na Węgry są oczywiście atakami na jedność Unii Europejskiej, na zdolność naszych państw do współpracy, na naszą wspólnotę losu, do której jesteśmy powołani. Debata ta obnażyła jednak jednocześnie fatalny stan demokracji w tym Parlamencie i w ogóle w Unii Europejskiej. Jest to bardzo poważny sygnał ostrzegawczy, pokazujący, w jakim naprawdę jesteśmy stanie. Wprowadzanie jakiejś arytmetyki parlamentarnej, sposobu liczenia głosów, który ma unieważnić część prawidłowo oddanych głosów po to, żeby uzyskać zamierzony i właściwy wynik głosowania, jest praktyką znaną wyłącznie z państw totalitarnych, bo tak państwa autorytarne używały swojej władzy. Nazywanie czarnego białym, a białego – czarnym czy twierdzenie, że nie padły głosy, które padły, jest rzeczą nieznaną poza państwami totalitarnymi, nieznaną tam, gdzie funkcjonują rządy prawa. Wysoka Izbo! Jeżeli praktyki te będą nadal kontynuowane, zniszczymy resztki autorytetu instytucji, którą powinniśmy reprezentować.

Anna Maria Corazza Bildt (PPE). – Mr President, I fully supported the report on Article 7 asking Members to assess if there is a risk of a serious breach of European values in Hungary. I voted for Europe and for PPE values, on the side of the Hungarian people.

Raising concerns, based on facts, about the Hungarian Government's policies is not punishing the people. I am proud to be a Swede, an Italian and a European. There is no contradiction. As a friend of Hungary, I appeal to Prime Minister Orbán to move from denial to dialogue and to reconsider policies violating Article 2 of the EU Treaty, in particular restrictions on academic freedom and on civil society, and breaches of European asylum law. I believe in building bridges, but we urgently need to see concrete changes and results in Hungary.

I am proud the PPE stood united for European values, showing that we are a credible political family. I will continue to stand up for the rule of law against populism and extremism in Europe.

Ангел Джамбазки (ECR). – Г-н Председател, днес е тъжен и срамен ден за Европейския парламент. Днес за пръв път този парламент беше разделен и този Съюз беше разделен. Една група хора, които си мислят, че имат правото да решават вместо унгарския народ, вместо румънския народ, вместо чешкия народ, днес решиха да накажат едно суверенно правителство за решенията, които то е взело.

Унгарското правителство е избрано от унгарския народ и те имат пълното право да вземат решения как да управляват държавата си. Да не говорим, че това са правилни решения: ограничаването на нелегалната имиграция, нулевата миграция, борбата с ислямизма са легитимни каузи. Всички виждаме какво става по улиците на Германия всеки ден, по улиците на Франция всеки ден.

Категорично не приемам шепа анонимни бюрократи или хора със странни виждания, разбирания и усещания за себе си да имат лявата марксистка идея, че те са нещо повече от другите и могат да вземат решения вместо тях. Това не е Европейският съюз, това е Съветският съюз. През 1989 г. аз бях на девет години и малко си спомням от Съветския съюз, но това, което чета, показва ясно. Съветският съюз вземаше такива решения. Ние искаме Европейския съюз на свободните отечества, суверените отечества, а не Съветския съюз.

Nicola Caputo (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il Presidente Orbán nel suo intervento sulla situazione in Ungheria ha parlato di falsità, bugie e di caccia alle streghe. Ha detto che l'Europa commette un abuso se esclude un paese che non accetta le regole della comunità di cui fa parte.

Che dire? Comprendo il senso del suo discorso, capriccioso e a tratti delirante, e lo comprendo perché, ahimè, anche in Italia ci stiamo abituando a questo stile incoerente. Io penso che l'Ungheria sia un grande paese, di fondamentale importanza per l'Unione europea, ma in quel paese è in atto un processo involutivo che sta praticamente smantellando lo Stato di diritto e la democrazia liberale.

Dopo i bavagli ai media, i muri, il filo spinato e i campi di reclusione per profughi e migranti, finalmente questo Parlamento ha avuto il coraggio di avviare la procedura prevista dall'articolo 7 del trattato sull'Unione europea. Una misura necessaria per dare un indirizzo politico all'Europa, che non deve perdere il suo tratto di Comunità di Stati membri uniti da valori di civiltà e di democrazia irrinunciabili.

Rupert Matthews (ECR). – Mr President, the great French statesman Charles de Talleyrand said of the returning Bourbon aristocrats in 1815, 'they've learned nothing and they have forgotten nothing'. Sadly, much the same could be said about this Chamber.

Two years ago Britain voted to leave the European Union, and while there were many reasons for that, one was that the British people had got fed up with the way the European institutions kept interfering in our national life. We do not want to be told what to do by this Parliament and the Commission. But you just can't help yourselves. You're at it again. With this motion you are using the power of the European Parliament improperly to interfere in the daily life of the Hungarians and how the Hungarian Government rules their country. To invoke Article 7 in this way is the act of a self-serving bully. Like those aristocrats, you have learned nothing and you have forgotten nothing.

Csaba Sógor (PPE). – Tisztelt Elnök úr! A Magyarországról szóló vita alapjául szolgáló jelentés számos politikai alapú helyzetértékelést tartalmaz, amely egy politikai testülettől tulajdonképpen nem meglepő. Ez azonban nem mentség arra a rengeteg valótlanra és ténybeli tévedésre, ami a szövegben található. Nemcsak Sargentini, hanem mind a 448 képviselőt minősíti egy ilyen színvonalú jelentés elkészülte. Ami pedig az eljárást illeti, sokkal szerencsésebb lenne azonos szempontok és azonos mérce alapján megvizsgálni az összes tagállamban az alapértékek, az emberi jogok, a kisebbségek jogainak érvényesülését, mert ez a fajta pellengérré állítás csak politikai alapú támadásként értékelhető. Miért nem vizsgálják meg a kisebbségek jogainak érvényesülését Franciaországban vagy Romániában, a választási rendszer aránytalanságait az Egyesült Királyságban, a vallásszabadság érvényesülését Görögországban, a véleménynyilvánítás szabadságát Spanyolországban, vagy az igazságszolgáltatás politikától és titkosszolgálatoktól való függetlenségét Romániában? Egységes mérce és egyenlő elbánás nélkül ez az eljárás csak politikai célokat szolgál.

Jonathan Arnott (EFDD). – Mr President, the decision to invoke Article 7 against a nation is one of the most solemn that this Parliament could take. It should be greeted accordingly, not with standing ovations. We were being asked, as MEPs, to sit in judgment on an entire nation and its laws. In such situations, irrespective of anything else, the bar must be set very high indeed, and the inclusion of questions such as health and safety, or gender studies courses at university, implies the wrong approach.

There are indeed aspects of Hungary's policies on the media and independent judiciary which should well be criticised. But fundamentally, there is the question of whether the European Union should override national sovereignty. Those who support the Treaties may well believe it should but the tone of debate is wrong.

Finally, Hungary seems to have been singled out for political reasons. Similar cases could have been made against other nations and yet they are not. Mr President, I opposed invoking Article 7 because this is not the right way to do it, because it has become politicised and because of the precedent it would set.

Dobromir Sośnierz (NI). – Panie Przewodniczący! Mówię do Państwa, którzy głosowali za tą rezolucją: jesteście hipokrytami, nie rozumiecie na czym polega demokracja. Demokracja jest dla Was dobra tylko wtedy, kiedy to Wy wygrywacie, kiedy wygrywają siły eurofilskie – te, którym sprzyjacie. Kiedy przegrywacie gdzieś wybory, natychmiast płaczecie, że demokracja jest zagrożona. Nie rozumiecie, czym jest wolność słowa, bo kiedy jakiś lewicowy poseł upomina się o swoje tweety, bijecie mu brawo, ale kiedy trzeba było cierpliwie wysłuchać opinii, z którymi się nie zgadzacie, które wygłaszał Janusz Korwin-Mikke, chcieliście karać go grzywnami i do dzisiaj klaszczecie przewodniczącemu Tajaniemu, który mówi, że zrobiłby ponownie to samo.

Dla Was demokracja jest tylko pałką, którą chcecie okładać tych, którzy się z Wami nie zgadzają. Wczoraj przewodniczący Timmermans powiedział w chwili szczerości, że dla niego Karta Praw Podstawowych jest ważniejsza niż demokracja, czyli demokracja była dobra, żeby przyjąć Kartę Praw Podstawowych, ale gdyby chciał ją uchylić, to dla niego demokracja już się nie liczy. Traktujecie zatem to wszystko instrumentalnie. A poza tym uważam, że przewodniczący Tajani powinien podać się do dymisji.

Eleonora Forenza (GUE/NGL). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ho votato con convinzione a favore di questa relazione per le ragioni più volte richiamate dai miei colleghi.

Orbán è stato un esempio di attacco ai diritti dei migranti e addirittura di abusi contro le persone migranti, contro i richiedenti asilo, ha ristretto la libertà di stampa e la libertà di insegnamento, ha attaccato costantemente gli studi di genere, ha attaccato costantemente la libertà delle donne ed è accusato di corruzione. Insomma, tantissime ragioni per votare a favore di questa relazione.

Approfitto allora di questo tempo che mi rimane per porre qui una preoccupazione, quella che riguarda la destra italiana. Forza Italia con il suo voto di oggi ha provato fino in fondo ad affossare la relazione Sargentini. Il ministro dell'Interno Salvini ha stretto la mano ad Orbán, che dovrebbe essere in realtà il suo più feroce avversario, dato che Orbán si oppone a qualsiasi politica di *relocation* europea.

Oggi il Parlamento europeo ha dato un buon segnale contro il razzismo in Europa. Sono preoccupata del fatto che l'Italia non sappia fare altrettanto.

Miapetra Kumpula-Natri (S&D). – Arvoisa puhemies, me täällä olemme kansalaisten puolella. Vaadimme, että jäsenvaltiot toimivat myös kansalaistensa suojelemiseksi. Niiden on suojeltava kansalaisoikeuksia ja oikeusvaltiota ja oikeusvaltioon kuuluu erottamattomasti lehdistönvapaus, riippumaton tuomioistuin ja demokratia. Nämä oikeudet kuuluvat myös Unkarin kansalaisille, nyt ja myös tuleville Unkarin kansalaisille.

Viktor Orbán, nämä Teidän on otettava huomioon myös vaalivoiton jälkeen, joskaan vaaleista ei täysin puhtaita papereja tullut. Vaalivoittajakaan ei voi lähteä murtamaan oikeusvaltiota ja Euroopan arvot on luotu 2 artiklassa toteuttamista varten. Euroopan parlamentti toimi nyt tältä oikeusperustalta ja toivoi käynnistettäväksi 7 artiklan mukaisen menettelyn.

7.5. Avtonomni orožni sistemi (RC-B8-0308/2018, B8-0308/2018, B8-0309/2018, B8-0355/2018, B8-0359/2018, B8-0360/2018, B8-0361/2018, B8-0362/2018)

Dichiarazioni di voto orali

Christelle Lechevalier (ENF). – Monsieur le Président, il est bon pour la sécurité internationale qu'un débat soit ouvert sur le sujet des robots tueurs. En effet, les systèmes d'armes létales autonomes soulèvent de légitimes questions morales, du fait de l'ampleur des dégâts qu'ils peuvent causer et de la non-discrimination entre leurs cibles potentielles.

De plus, ces robots tueurs devenus ultradéveloppés pourraient à l'avenir échapper au contrôle humain. L'idée d'une convention sur les systèmes d'armes autonomes pourrait être une réponse adaptée, si elle imposait un moratoire ou une interdiction totale aux États signataires, mais il faudrait que cette convention comprenne la Chine, les États-Unis, l'Iran, l'Israël et la Russie, qui ne participent déjà pas à la convention d'Osaka sur les mines antipersonnel, sans quoi elle ne servirait absolument à rien.

Quels que soient les problèmes éthiques en présence, il n'est pas question que le manque de lucidité et de développement militaire des États européens rende ceux-ci toujours plus dépendants des grandes puissances.

Bien que les intentions initiales soient louables, il n'est aucunement dans les compétences de l'Union européenne de signer une convention sur un tel sujet. Même si nous pouvons partager des constats de manière communautaire, les États membres restent maîtres de la position juste à adopter sur ce sujet et, de notre point de vue, nous doutons de la pertinence d'une convention encadrant l'usage des armes autonomes.

Jonathan Arnott (EFDD). – Mr President, artificial intelligence is improving at an incredible pace. We have seen a revolution in how machines learn, some of it reported by the media and sensationalised in the usual way, and the big change in the last couple of years has been the speed at which machines learn. For a computer, for example, to beat the best humans at chess is one thing, but for a new engine to go from learning the rules to beating the best computer in the world in the space of hours, that says that artificial intelligence has improved and is changing. We have computer systems now learning languages to communicate with each other, creating their own languages, in ways that humans don't even understand.

But real-life military situations are not games of complete information like chess, they are games of incomplete information, based on a fog of war, more like Stratega.

If we cannot understand how machines are making decisions then there are serious future questions, especially when it comes to matters of life and death. So although I disagree with aspects of this report, the debate certainly matters, not just in the UK, not just in Europe, but throughout the whole world and through the United Nations.

7.6. Stanje odnosov med EU in ZDA (A8-0251/2018 - Elmar Brok)

Dichiarazioni di voto orali

Alex Mayer (S&D). – Mr President, I welcome this report which reaffirms our shared values of freedom and democracy. Democracy is the topic that US Senator Paul Strauss recently visited our Parliament to discuss in relation to the District of Columbia. Quite frankly, when I first heard that 700 000 US citizens in Washington do not have the right to elect Senators and Congressmen or women who actually get to vote on laws, I was baffled. That is more people than live in Malta or Luxembourg disenfranchised, and whilst the reasons are to be found in history, the situation is a real problem today with local decisions such as funding for family planning for those in financial need being blocked.

We in this Parliament call out human rights violations across the world. I see no reason not to do so in this case too. The citizens of the District of Columbia are denied the basic rights that others living in liberal democracies take for granted. It is time that this 200-year injustice was ended.

Rory Palmer (S&D). – Mr President, I doubt many people in the European Parliament have heard of – or indeed visited – the wonderful north Nottinghamshire villages of Babworth and Scrooby, but they are incredibly significant in the history of US and European relations because they are where, almost 400 years ago, some of the pioneering Pilgrim Fathers set out from on their historic voyage to the United States, via Holland. I want to commend the important work by those at Bassetlaw District Council, in my constituency, who are bringing that story to life as we approach the 400th anniversary of the voyage of the Mayflower. Their work is incredibly important in bringing that rich history to life today; a story of discovery, migration, freedom and democracy, values which we reflect on today in voting through this report.

Mirosław Piotrowski (ECR). – Panie Przewodniczący! Sprawozdanie na temat stosunków Unia Europejska – Stany Zjednoczone generalnie nie jest nastawione bardzo konfrontacyjnie, ale niektóre jego zapisy są nie do przyjęcia. Na przykład zapisy ust. 5, w którym wyrażamy zaniepokojenie podejściem Stanów Zjednoczonych do rozwiązywania globalnych problemów i konfliktów regionalnych po wyborze Donalda Trumpa, z pewnością nie zmierzają w kierunku realnej współpracy. Także zapisy ust. 39, w którym krytykujemy niedawne powołanie Giny Haspel na stanowisko dyrektora Centralnej Agencji Wywiadowczej i wyrażamy zaniepokojenie z tego powodu z uwagi na jej słabe wyniki w dziedzinie przestrzegania praw człowieka, są również nie do przyjęcia. Sądzę, że nie na miejscu są także takie zapisy jak w ust. 38, w którym wskazuje się na kompleksowe podejście Unii Europejskiej i USA do zwalczania terroryzmu. Mowa jest o wspólnych wysiłkach, a to przecież czysta hipokryzja, gdyż do tej pory Unia w sprawie zwalczania terroryzmu nie zrobiła prawie nic, a niemal cały ciężar walki z terroryzmem spoczywał na Stanach Zjednoczonych. Do tej pory Unia raczej przeszkadzała – przypomnę choćby powołanie specjalnej komisji ds. CIA. Z uwagi na powyższe głosowałem przeciwko temu sprawozdaniu.

Tibor Szanyi (S&D). – Tisztelt Elnök úr! Támogattam ezt az alapos jelentést, egyetértve azzal, hogy az EU legnagyobb és legközelebbi globális stratégiai partnerével szemben visszafogott és konstruktív hangú kritikát fogalmazunk meg olyan, remélhetőleg rövid, átmeneti történelmi időszakban is, amikor Trump elnöksége a transzatlanti együttműködés alapjául szolgáló kölcsönös bizalmat veszélyezteti. Fontosnak tartom, hogy a kiszámíthatatlanná vált amerikai kül- és gazdaságpolitika hatásaival szembeállítva Európa egyszerre keressen az EU és tagállamai saját biztonságát és nemzetközi versenyképességét szolgáló új utakat, miközben igyekszik megőrizni a Transzatlanti Szövetség azon sok évtizedes értékeit, amelyek kontinensünk békéjének és jólétének alapjául szolgálnak. Ez a jelentés megfelelő kiinduló alap lehet ahhoz, hogy az Európai Parlament és az Unió egésze konkrét, jövőbe mutató javaslatokkal álljon készen arra az időre, amikor az USA oldalán ismét kiszámítható és felelősségteljes kormányzati partnerrel állunk majd szemben. Ehhez persze szükséges az is, hogy az EU–USA-viszony alakításában is erősítsük az Unió egységét és kordában tartsuk a trumpi politikai ámokfutás olyan kéretlen európai csodálóit és kiszolgálóit, mint Orbán Viktor.

Petras Auštrevičius (ALDE). – Mr President, the EU-US transatlantic relationship remains the crucial pillar for global stability, and for upholding fundamental rights in the world. Threats in the EU neighbourhood that we are currently faced with can be effectively deterred only through deep and coherent partnerships within a NATO framework. I therefore believe we should continue showing our full political and financial commitment to this partnership. However, I also share the concerns expressed in the report that President Trump's administration has led to some setbacks in very important fields of cooperation, such as trade, climate change or the United Nations.

Having said this, despite developing and deepening the partnership further wherever possible, the European Union should also be prepared to build its strategic powers and, if necessary, lead by example when it comes to such issues as human rights or global warming.

Andrejs Mamikins (S&D). – Mr President, we can like Donald Trump or not, but one thing is sure, we have to deal with the United States. The US has been supporting the European project since the beginning. Our ties are irreversible and the shadow of the future is long for us both. What we must do in this House is decide our approach to the US notwithstanding who is in power there. We need to be serious about it and not reduce the current disequilibrium in our relations to the individual figure of Trump only.

As a member of the SND Group, I am convinced that our dialogue with the US must be equal and fair – I repeat, equal and fair. The EU needs to stop merchandising its values for the sake of a deal with the US. Why did we not adopt any urgency resolution on the human rights violation perpetrated by the US. Why do we not speak about the US violating the sovereignty of other states. It is easy to be strong with weak ones and weak with the strong ones.

Bruno Gollnisch (NI). – Monsieur le Président, une fois de plus, le rapport de M. Brok manque totalement son objet, parce que le problème n'est pas du tout de s'ingérer dans la politique intérieure des États-Unis, comme il le fait et comme le font également les amendements qui ont été déposés et votés.

Les États-Unis n'ont pas plus à s'ingérer dans nos affaires que nous n'avons à nous ingérer dans les affaires intérieures des États-Unis. Le véritable problème est de savoir si nous ne sommes pas insensiblement passés du statut d'alliés au statut de vassaux. Et nous devons exiger la réciprocité et ne nous intéresser qu'aux questions internationales. Il faut donc saisir l'occasion de la présidence Trump pour nous affranchir de l'OTAN, dont l'existence ne se justifie plus depuis que l'Union soviétique a disparu et n'est plus une menace contre nous. Il faut nous élever contre les spoliations incroyables auxquelles l'administration ou l'appareil judiciaire américains ont procédé contre nos banques, contre nos intérêts, et il faut nous élever contre la prétention insupportable des États-Unis à imposer l'universalité de leurs sanctions au détriment de nos entreprises. Tout le reste ne nous regarde pas.

Jude Kirton-Darling (S&D). – Mr President, I voted in favour of this report because we need a new settlement with the USA, not just because of Trump's politics and the way he is attacking the EU and our steel and aluminium industries but also because we don't have the global rules and governance we need to tackle the challenges we all face, from sustainable development to security, without the USA at the table.

So we need to do more than just talk to them. We need to negotiate with the USA: for the climate and to re-regulate globalisation, bringing the USA back into the multilateral game. Bilateral horse trading won't work, and nor will a new, narrow EU-US deal on tariffs and quotas.

MEPs dismissed attempts to conclude a Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) 'lite' in 2016 and I am pleased that today's report has reiterated this firm position, but it's worth noting, as we're about to leave the European Parliament, how the atmosphere in our EU-US relations has changed in my time in politics. Much needs to be done to improve it.

Rupert Matthews (ECR). – Mr President, I'm absolutely delighted to be able to support stronger links between the democratic nations on this side of the Atlantic and the United States of America on the other side. But that cause will not be served if the European Union insists on putting all of the blame for the recent chilling in relations on the United States of America.

How many times have I sat in this very building and listened to my fellow MEPs talking about American culture: how vulgar it is, how common it is, how awful it is, how much better things would be if everything was run by *les énarques* and the other elite here in the European Union? Is it any surprise that President Trump and the peoples of the United States of America resent the snobbery and contempt that daily fall upon their ears from people within this Chamber?

We need to improve relations with the United States of America, but let us start by taking a lead ourselves.

Adam Szejnfeld (PPE). – Panie Przewodniczący! Do niedawna stosunki transatlantyckie były fundamentem wszystkiego co najważniejsze we współpracy na świecie, mianowicie wartości naszej cywilizacji, współpracy i wzrostu gospodarczego, a co za tym idzie także rozwoju społecznego, no i w końcu bezpieczeństwa międzynarodowego.

Wydaje się jednak, że taki świat, jaki znaliśmy do tej pory, przechodzi powoli do historii. Dzieje się to za sprawą obecnej administracji prezydenckiej w USA. Dość przytoczyć takie przykłady jak rozpętanie wojny handlowej, ataki na jedność Unii Europejskiej, podważanie funkcjonowania NATO, ONZ, w końcu także WTO, no i oczywiście likwidowanie umów o handlu międzynarodowym i usługach czy inwestycjach. Mimo wszystko uważam, że interesem zarówno Unii Europejskiej i Stanów Zjednoczonych, jak i całego demokratycznego świata jest powrót na drogę globalnej współpracy i współdziałania. Nie ma, moim zdaniem, alternatywy dla tego rozwiązania.

7.7. Stanje odnosov med EU in Kitajsko (A8-0252/2018 - Bas Belder)

Dichiarazioni di voto orali

Tibor Szanyi (S&D). – Elnök úr! Megszavaztam ezt a jelentést, mert úgy értékelem, hogy átfogó és összességében reális képet nyújt az Európai Unió–Kína-kapcsolatok helyzetéről, és bár számomra néhány helyen kissé óvatos formában, de tartalmazza az európai demokráciák szemszögéből legfontosabb bírálatokat is a kínai vezetéssel szemben. Nem vitatom, hogy a Kínai Népköztársaság az Európai Unió egyik legfontosabb stratégiai partnere, a világgazdaság kulcsszereplője, második legnagyobb kereskedelmi partnerünk, ezért a párbeszéd fontosságának és az együttműködésre való törekvésnek nincs alternatívája. Ugyanakkor fontosnak tartom, hogy az Európai Unió a mostani jelentés szellemében, de még határozottabban és kritikusan lépjen föl – ha kell tiltakozás formájában is – a kínai kormányzat gyakorlatával szemben, amit a saját lakosságával szemben folytat, vagy a tibeti kérdés kapcsán elkövetett emberi jogi sértésekről is beszélhetünk.

Petras Auštrevičius (ALDE). – Mr President, the recent EU-China summit has witnessed the fact that both parties are stepping up their cooperation in many fields, including security, defence, anti-terrorism and climate change.

Certainly, China is seeking greater influence in Europe due to its growing investments in strategic infrastructure. However, we must be rather cautious and think how to counter-balance this influence in order to preserve our democracy and not to be indebted to Chinese banks.

I wish to highlight that the European Union also should continue to speak up for press freedom, human rights and other fundamental liberties in this country. I agree with this report's conclusions and the relationship with China, if pursued with cautious diplomacy, can be a great opportunity not only for the European Union and China, but for global stability too, although it is crucial that we remain very loyal to our values, and to democracy and human rights.

Andrejs Mamikins (S&D). – Mr President, I voted in favour of the resolution on EU-China relations. It states that EU-China cooperation should be more people oriented. I fully agree with this but, in order to benefit the people, our cooperation should be dominated by human rights issues and social standards. Instead, our cooperation is dominated by commercial interests.

China is probably bigger and stronger than ever before, but please remember that it was this big and strong China that put the Nobel Prize laureate for peace, Liu Xiobo, in Laogai, a detention camp supposed to re-educate and reform through labour. The fact is that it is a prison where people are forced to work. Liu Xiobo found the courage to write a manifesto for democracy in China and at that moment, penal labour became his destiny. Do you know what, colleagues? The penitentiary labour camp was expressly proud to have among its prisoners a Nobel Prize winner – and who knows how many products from such camps we use every day.

Monica Macovei (ECR). – Domnule președinte, China își concentrează o parte dintre investiții în cele mai sărace economii din Europa Centrală și de Est și în Balcani. De ce? Pentru că acolo există politicieni și oligarhi corupți.

Șaisprezece țări, între care unsprezece state membre ale Uniunii, sunt calul troian prin care China încearcă să controleze Europa. 50 de miliarde de euro sunt puși la bătaie de China în aceste țări pentru finanțare în infrastructură, hi-tech și bunuri de consum.

Dar China, știm, nu vine numai cu bani, vine și cu corupție, vine cu practici dictatoriale, vine cu încălcarea drepturilor omului, vine cu interdicția, de exemplu, a internetului, mai ales în țări în care puterea este coruptă și, tocmai, dictatorială. Acolo își poate face loc. Tocmai de aceea este nevoie de un control strict și eficient la nivelul întregii Uniuni, pentru că, altfel, riscăm să ne distrugă China și competiția corectă de pe piață, și democrația.

Jude Kirton-Darling (S&D). – Mr President, it is unclear whether we are on the last page of a chapter of world history or the first page of the next chapter. The rise of China has, and is, shifting the economic and political tectonic plates. Trump's response to Chinese overcapacity in steel and aluminium amounts to collective punishment, but our opposition to Trump's tariffs must not mean that we let China off the hook.

China's economic strategy poses long-term challenges for jobs and incomes in Europe and it is time that we fully recognised it. Investment flows and trade flows between China and Europe are seriously unbalanced. China has a plan and it is not benevolent. We need a plan of our own to uphold social standards, to re-regulate globalisation and invigorate our economy. The time of laissez-faire economics must end if we want this to be the first page of fairer EU-China relations in the future.

Csaba Sógor (PPE). – Mr President, the EU is a community of values which, inter alia, places human rights at the centre of its relations with all third countries and strategic partners. Still, it has little results to show for years of human rights dialogue with China. In China today, peaceful dissent is banned, freedom of religion and free speech are curtailed, and human rights defenders are being detained, prosecuted and imprisoned. Tibetan identity and culture is relentlessly under attack and Tibetans themselves are subject to arbitrary detention, forced disappearance, torture and ill treatment.

Xinjiang region is a frightening and dystopian experiment in which China's decades-old repressive methods are reinforced by cutting-edge technology to create a true police state. Today, nearly every family in the Uighur diaspora has a relative or loved one who has been sent to re-education camps created to erode their religious, cultural and ethnic identities.

What does Europe do when hundreds of persecuted Tibetans self-immolate themselves to show their people's desperation to the world? It celebrates the EU-China Tourism Year.

Thomas Mann (PPE). – Herr Präsident! Als Vorsitzender der Interfraktionellen Arbeitsgruppe „Tibet“ im Europäischen Parlament bin ich dem Kollegen Belder sehr dankbar für einen ausgewogenen China-Bericht, speziell die Kapitel über das Recht der Tibeter auf freie Meinungsäußerung und Religionsfreiheit. Es ist doch erkennbar, dass chinesische Behörden Überwachungsmaßnahmen und Kontrollen über Einzelpersonen und gesellschaftliche Gruppen enorm verschärft haben. Unter dem Vorwand, Sicherheit und Stabilität zu schaffen, wird massiv vorgegangen gegen tibetische Kultur und Identität. Willkürliche Verhaftungen und Misshandlungen haben zu- statt abgenommen. Wir dürfen nicht wegschauen, wenn Rechtsanwälte und politisch engagierte Bürger weggesperrt werden. Der Zugang zur Autonomen Region Tibet für Ausländer, Journalisten und Diplomaten muss erleichtert werden. Wir Europäer fordern die Einhaltung der Menschenrechte und der Rechtsstaatlichkeit auch gegenüber einem wirtschaftlich so starken Handelspartner wie China.

8. Popravki in namere glasovanja: glej zapisnik

Presidente. – Con questo si conclude il turno di votazioni.

(La seduta è sospesa alle 14.36)

VORSITZ: EVELYNE GEBHARDT*Vizepräsidentin***9. Nadaljevanje seje***(Die Sitzung wird um 15.00 Uhr wieder aufgenommen.)***10. Sprejetje zapisnika predhodne seje: glej zapisnik****11. Prihodnost pokojnin: boj proti privatizaciji in krepitev javnih in splošnih sistemov socialne varnosti (tematska razprava)**

Die Präsidentin. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über ein aktuelles Thema (Artikel 153 der Geschäftsordnung): Die Zukunft der Altersversorgung: Bekämpfung von Privatisierung und Stärkung öffentlicher universeller Sozialversicherungssysteme (2018/2843(RSP)).

Ich weise die Mitglieder darauf hin, dass es bei dieser Aussprache kein Verfahren der spontanen Wortmeldungen gibt und dass keine blauen Karten angenommen werden.

João Pimenta Lopes, Autor. – Senhora Presidente, as palavras de Laurence Fink, CEO da BlackRock, quando em 2017 abria o novo ano da bolsa alemã, deixam claro ao que vem. Dizia «os trabalhadores tendem a ser demasiado dependentes das pensões estatais». Dois anos antes a mesma empresa recomendava à União Europeia a criação de um fundo de pensões transfronteiriço no seu território.

Junho de 2016: a data em que o Comissário Dombrowski anunciava a proposta da Comissão de criar um plano europeu de pensões pessoais. Compreendem-se as denúncias de há três meses da elevada promiscuidade entre altos quadros da Comissão Europeia, entre os quais Dombrowski, com a referida multinacional. Antes mesmo de qualquer decisão sobre esta proposta já a BlackRock trilha caminho nos fundos de pensão europeus gerindo um projeto-piloto criado pelo Comissário Moedas e entregue à multinacional norte-americana.

Se máscaras alguma vez as tiveram, caíram, deixando bem a nu os interesses a quem serve a Comissão Europeia. Mas este não é um debate sobre a BlackRock, nem sobre os comissários, é um debate sobre o futuro das pensões e as opções políticas que a União Europeia procura impor em prejuízo dos povos e dos trabalhadores.

A concretização de um novo produto pan-europeu de pensões dá resposta a uma velha reivindicação de grandes fundos de investimento de se apropriar das contribuições dos trabalhadores para a segurança social pública, integrando o modelo do Banco Mundial de promoção do crescimento chamado «segundo pilar». Trata-se de um desprezível assalto proposto pela União Europeia às pensões dos trabalhadores por apropriação dos seus rendimentos, visando a liquidação da segurança social pública e universal com o apoio da direita e da social-democracia.

Não se estranha a proposta da Comissão dos mesmos que, através de recomendações específicas por país no âmbito do Semestre Europeu, insistem na teorização da insustentabilidade dos sistemas públicos de pensões e na inevitável substituição dos temas redistributivos por sistemas de capitalização. A implementação de tais recomendações da União Europeia, a par das políticas de direita e de austeridade seguidas nas últimas décadas pelos que têm governado países como Portugal, têm redundado num acelerado processo de fragilização da segurança social pública, com evidentes e nefastas consequências: o ataque ao direito à proteção social, a introdução de medidas que corroem a base de financiamento dos sistemas, prejudicando especialmente as pessoas idosas, os trabalhadores desempregados e os beneficiários de prestações sociais não contributivas.

Uma realidade agravada pelas políticas de baixos salários e pela elevada precariedade laboral, de destruição da capacidade produtiva nacional, de aumento do desemprego, com inevitáveis reduções nas contribuições feitas e consequente aumento da pobreza e a exclusão social. Acresce o aumento da idade da reforma, sob proposta da Comissão Europeia. Instigam o confronto entre gerações com um único objetivo: privatizar os sistemas de pensões e usurpar os rendimentos dos trabalhadores, servindo-os de mão beijada aos abutres dos fundos de pensões, fazendo tábua rasa das brutais consequências sociais da falência destes fundos.

As necessidades dos trabalhadores e dos povos opostas aos interesses dos grandes grupos económicos e financeiros exigem uma resposta evidente: a defesa de uma segurança social pública, universal e solidária como instrumento insubstituível de promoção de justiça social na distribuição do rendimento, que deve ser consolidado através do reforço dos sistemas públicos com um financiamento contributivo baseado em princípios de solidariedade entre gerações e numa lógica redistributiva, um caminho incompatível com o vosso projeto de integração que não pode estar desligado do combate ao desemprego e à precariedade, da criação de emprego com direitos e da efetiva valorização dos salários, do combate à evasão contributiva e da rejeição do uso indevido das receitas do regime contributivo para fins alheios às suas finalidades.

A segurança social pública e universal deve servir os interesses, o bem-estar e a felicidade dos trabalhadores e dos povos. A sua defesa e o seu reforço são fundamentais para construir uma sociedade mais justa e solidária numa outra Europa assente no progresso e na convergência social.

Die Präsidentin. – Ich sehe, dass Frau Edtstadler noch verhindert ist, die im Namen des Rates sprechen sollte, weil sie gerade noch bei der Leistung von Unterschriften unter Legislativtexte ist. Deswegen möchte ich ausnahmsweise mal der Europäischen Kommission den Vortritt geben.

Günther Oettinger, Mitglied der Kommission. – Frau Präsidentin, Damen und Herren Abgeordnete, Damen und Herren! Eine stabile, vertrauenswürdige Sicherung des Alters ist in einer sozialen Gesellschaft eine zentrale Aufgabe. Deswegen begrüßen wir auch die Debatte – wohl wissend, dass Rentenversicherungsrecht primär nationales Recht ist und unsere Kompetenzen begrenzt sind.

Wir erkennen, dass in vielen Mitgliedstaaten die demografische Struktur schwierig ist. Wir freuen uns, dass die Lebenserwartung unserer europäischen Bürger weiter zunimmt. Von Generation zu Generation steigt im europäischen Durchschnitt die Lebenserwartung um drei Jahre an: Das heißt, mein Jahrgang wird im Durchschnitt sechs Jahre älter, als der Opa geworden ist, und mein Sohn wird im Durchschnitt mit seinem Jahrgang drei Jahre älter als mein Jahrgang werden wird. Deswegen muss uns die Altersstruktur, dass auf einen Rentner immer weniger Beschäftigte kommen, beschäftigen.

Die Aufgabe bleibt zuallererst eine Aufgabe der Mitgliedstaaten. Wir als Europäische Kommission wollen mit unserem Vorschlag ein ergänzendes freiwilliges Angebot – kein ersetzendes – machen. Wir glauben, dass die staatliche, die gesetzliche Rente auch in Zukunft die Hauptsäule der Alterssicherung bleiben muss. Und wir glauben, dass ergänzend auch private Absicherung durch den Bürger und durch wirtschaftlich seriöse Angebote eine sinnvolle ergänzende Rolle einnehmen kann. Zusatzversorgungssysteme und der Mehrwert, die auch europäisch zu organisieren, sind der Hintergrund für den Vorschlag der Kommission, den mein Kollege Dombrowskis federführend erarbeitet hat.

Bitte nehmen sie ihm ab: Wir wollen nicht, dass die amerikanischen Industrieunternehmen, von denen gerade eben gesprochen wurde, davon profitieren. Wir wollen, dass es eine zweite Säule gibt, bei der Europa einen Mehrwert darstellen kann und die unseren rechtlichen Auflagen des Versicherungsrechts und der Marktwirtschaft in vollem Umfang genügt.

Wir wollen damit ein Angebot machen, das die Mitgliedstaaten und die Bürger annehmen können, aber nicht annehmen müssen. Wenn ein Mitgliedstaat weiterhin die Alterssicherung voll auf die staatliche gesetzliche Säule stellen will, ist es seine eigene Entscheidung, sein Recht, seine Verantwortung. Wenn aber die zweite Säule ergänzend geschaffen werden soll, ist unser Vorschlag, wenn Sie ihm folgen sollten, ein Angebot – nicht mehr und nicht weniger.

Karoline Edtstadler, President-in-Office of the Council. – Madam President, I am sorry for the delay: there was a slight delay in signing legal acts together with President Tajani. Let me turn to our topic.

Sustainability of the pension system is crucial and has to be seen in the overall context of sustainable public finances. We need a modern and efficient social safety net that targets public resources to where they are needed most, catering in particular for vulnerable groups in society. But beyond the sustainability, we should also not forget about adequacy. Sustaining adequate pensions in ageing societies is key to the economic coordination efforts and ensuring inclusive growth in the EU, as pensions are both the main source of income for older Europeans and an important component of public expenditure.

An increased awareness about old-age poverty led to a 1.9 million decrease in the number of old people at risk of poverty or social exclusion since 2008 in the EU, despite growing life expectancy. Despite these improvements, there is no room for complacency, as was rightly highlighted by the 2018 Pension Adequacy Report endorsed by the Council in June this year. The European Pillar of Social Rights, Principle 15, highlights precisely this issue. It affirms the right of workers and the self-employed in retirement to a pension which commensurate with their contributions and ensuring an adequate income. Furthermore, it highlights that women and men shall have equal opportunities to acquire pension rights. To this end, Member States are working hard to ensure that the gender income and pay gap is closing. It is well known that the gender pay gap is amplified in old age. More than 20% of old women aged 65 and over are at risk of poverty or social exclusion in the EU.

The Council has not lost sight of this issue. Most recently in March, Ministers have debated the implications of the gender pay gap on our societies and discussed ways forward on how to tackle it. The Adequacy Report's key messages focus in this regard on the following: reducing the inequality requires equal opportunity policies targeted at women and men of working age, inter alia through promoting the work-life balance and equal distributions of caring responsibilities and addressing labour market participation and career opportunities, work intensity and career breaks.

Last but not least, this debate closely ties in with discussions on the future of work. An increasing number of people do not work in regular full-time employment any more. We must make sure that our social security systems, including pensions, are not the last ones to adapt to this reality. This would have grave consequences on our societies in a few decades from now.

The proposed recommendations on access to social protection for workers and the self-employed is currently being discussed. The intention is to take steps to extend pension coverage to more people in non-standard or self-employment, and adapting accrual conditions to diverse work patterns. This can help more people build up adequate pension rights.

In conclusion, ensuring the long-term sustainability of public finances is particularly important, given the ageing population and the debt levels in the EU. It is also of utmost importance that we do not leave our fellow citizens who have contributed to the betterment of our societies, who were instrumental in the growth of our economies, and who have shaped the Europe that we live in today.

Heinz K. Becker, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Frau Präsidentin, Herr Kommissar, Frau Staatssekretärin für den Rat! Die heutige Aussprache über die Zukunft der Pensionen betrifft alle Bürgerinnen und Bürger Europas. In der Verwirklichung liegt dieses Thema aber in der nationalen Kompetenz, und das ist auch gut so. Ich teile diese Haltung in der Aufteilung der Kompetenzen.

Die Zukunft der Pensionen soll, so, wie sie konzipiert ist, auf drei Säulen beruhen. Die erste Säule der gesetzlichen Pensionen soll weiterhin Priorität haben, wie in Österreich erfolgt die stabile Alterssicherung zum Großteil über die gesetzlichen Pensionen. Selbstverständlich sind hier Reformen zwingend. Generationengerechtigkeit heißt, dass die demografische Entwicklung nicht auf dem Rücken der Jugend ausgetragen werden darf. Und wenn wir heute schon durchschnittlich 20 Jahre im Ruhestand verbringen, dann ist klar, dass wir länger arbeiten müssen.

Die zweite Säule – wir haben sie bei uns zumeist über die Betriebspensionen geregelt – muss möglichst attraktiv zu einer Selbstverständlichkeit werden. Wir müssen sie stärken, um die Lebensstandards im Alter auch aufrechterhalten zu können. Und die dritte Säule, private Alterssicherung, bekommt schon bald eine besonders für junge Menschen wirklich attraktive Neuigkeit mit dem von der Kommission vorgeschlagenen PEPP, dem Paneuropäischen Pensionsprodukt, welches erstmals in dieser Form beim Pensionssparen auch in der Standardversion eine Kapitalgarantie anbietet, die unabhängig von der Entwicklung der Kapitalmärkte eine Garantie für die Auszahlung der eingezahlten Beträge beinhalten wird. Ich glaube, dass das ein attraktiver Weg ist. Ich bin daher der Meinung, dass alle Mythen, die hier in den Raum gestellt werden, ins Reich der Lügen verwiesen werden müssen. Die Zukunft der Jugend und unserer Sozialsysteme steht auf dem Spiel und ist bestens vorbereitet.

Maria João Rodrigues, *on behalf of the S&D Group*. – Madam President, the S&D Group welcomes clearly the debate on the pension system in plenary. This is indeed a very important part of the welfare system and this is now the right time for us to design a welfare system for the 21st century.

Yes, we know that our pension systems are confronted with difficult challenges because of ageing and because the poverty we still have among pensioners is not being reduced. Something needs to be addressed because we cannot have poverty involved in the pension system. This is even more acute if we have in mind the future of younger generations because, for the sake of fairness, we need to make sure that young generations have the same chances to count on an adequate pension when they need it. How could we address this?

First of all, let me make the point that the best way to have a sustainable pension system is to have a very high employment rate and good quality jobs. Then, let me also underline, in the middle of the discussion about the outcomes of migration, that migration, if it is properly managed, can make a positive contribution to the sustainability of the pension system. Last but not least, we need to consider new ways to finance the system, notably by corporate taxation and by the so-called digital tax, because a new source of tax is there.

Let me make the point that the European social model involves a pension system based basically in a public pillar and the pensions system should be available for everyone. This is a key ingredient, even in the digital economy. So this is our main point for the architecture.

Ulrike Trebesius, *im Namen der ECR-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Viele junge Menschen in meinem Land glauben nicht daran, dass sie später eine adäquate Rente beziehen werden. Viele Menschen in Deutschland haben – nicht zu Unrecht – große Sorge vor Altersarmut.

Das Deutsche Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) hat gerade veröffentlicht, dass sich mehr als sechzig Prozent der Deutschen darauf einstellen müssen, dass ihnen monatlich zirka siebenhundert Euro fehlen werden, um ihren Lebensstandard im Alter halten zu können. Man empfiehlt deshalb – wie auch hier im Hause – die private Altersvorsorge, was nicht einer gewissen Ironie entbehrt, denn die private Rentenvorsorge wird durch die Politik der Europäischen Zentralbank massiv beschädigt. Andauernde Niedrigzinsen sorgen für die Entwertung der Sparvermögen und nehmen den Menschen eben die Möglichkeit, für ihre Rente angemessen privat vorzusorgen.

Hinzu kommt, dass sich in meinem Land seit Jahren die Parteien im Wettstreit um die höchsten Renten übertrumpfen. Das hat dazu geführt, dass bereits heute rund 100 Milliarden aus dem Bundeshaushalt in die Rente fließen. Darunter leiden natürlich viele andere Bereiche wie Bildung, Infrastruktur, Verteidigung, Familienförderung und vieles mehr. Trotzdem liegt in Deutschland jede zweite Rente unter 800 Euro. Das Verhältnis von Beitragszahlern und bei Beitragsempfängern wird immer schlechter und es wird sich zukünftig auch weiter nicht verbessern.

Schon heute sind in Deutschland die Sozialtransfers an Immigranten pro Kopf höher als die Transfers an einheimische Sozialhilfeempfänger. Deutschland stockt leider die Zahl der niedrig oder gar nicht qualifizierten Einwanderer weiter auf und beraubt sich somit finanzieller Spielräume. Die Bürger, deren Lebensversicherungen ebenso wie ihre Sparguthaben entwertet werden, verlassen sich zumindest in Deutschland zunehmend auf staatliche Versorgung, ja Niedrigrente oder Sozialhilfe.

Wir brauchen in der Euro-Zone eine Entflechtung der Politik von Banken und Versicherern und keine zunehmende Verflechtung und Abhängigkeit. Wir wollen freie Bürger und nicht eine möglichst hohe Quote von Bürgern, die von staatlichen Leistungen abhängig sind. Politik muss sich mit der Betrachtung der Wirklichkeit beschäftigen. Und in meinem Land und auch in der EU traue ich das den Politikern nicht zu.

Sophia in 't Veld, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, I have to say that I'm a little bit confused having heard all the speakers, including Ms Trebesius who is now leaving, because apparently the fact that we don't all have a proper pension later on is to be blamed on either evil neo-capitalists, the European Union, the European Central Bank or immigrants. Ms Trebesius is not sticking around to explain that to me, because I actually think that we rely a great deal on immigration for our economy and for the future of our health-care and pension systems. Never mind.

I'm not really sure why we're having this debate today on 'fighting privatisation and strengthening public universal social security systems'. I mean it sounds as if a fierce attack were being mounted on our pension systems by private actors. I have not noticed that. I may not have read the newspapers properly but, as far as I can see, in those cases where there is an attack on pension systems, it's twofold. One type of attack is by trade unions and left-wing parties who are refusing reform of the public systems, at the expense of the younger generation. They're protecting the rights of the elderly. The average age of the board members of pension funds is, I believe, 56! I think there should be more 18-year-olds on the boards, deciding about their own future. Okay.

The second type of attack is actually by governments because the attack that I've seen in certain countries, mainly in central and eastern Europe, has involved the government nationalising pension funds. This is basically doing what is being advocating here. They nationalised the pension funds in what I would call highway robbery, because people's savings then went into the public coffers and were used for other purposes. In my dictionary that's theft.

In the Pan-European Personal Pension Product (PEPP) report – because of course that's at the root of all this – we explicitly emphasised the need for strong first and second pillars. Nobody has denied the need for a strong public system, but there is also a third pillar – and I'm coming to a conclusion, Madam President! There is a third pillar which may allow people to achieve a proper pension in countries where the state systems do not supply that. That is what we want to achieve. I hope those people will not be denied their rights.

(Applause)

Ernest Urtasun, *en nombre del Grupo Verts/ALE*. – Señora presidenta, es muy importante que tengamos este debate y, evidentemente, que nos avancemos a los retos demográficos cuando hablamos del sistema de pensiones. Pero el gran problema del sistema público de pensiones no es el envejecimiento de la población: es la precariedad laboral y son los ataques a los derechos de los trabajadores, que han hecho que las cotizaciones caigan de forma muy importante y en estos momentos, efectivamente, algunos sistemas públicos de pensiones se encuentren en dificultades. Y claro que es un tema generacional, pero es un tema generacional porque la precariedad de los jóvenes hoy pone en riesgo las pensiones de hoy y del futuro en muchos de nuestros Estados miembros. Ese es el problema fundamental.

¿Qué puede hacer la Comisión? Lo que de entrada no tiene que hacer es mandar recomendaciones específicas a países como España, criticando ínfimas y muy escasas subidas de pensiones cuando ha habido reformas sucesivas en el año 2011 y 2013 para recortarlas aún más. Por lo tanto, reforzar el pilar I y atajar sobre todo la precariedad en el mercado laboral para tener buenas cotizaciones a la Seguridad Social: eso es lo que debe hacer la Unión Europea para tener pensiones dignas ahora y en el futuro.

Martin Schirdewan, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Laut Eurostat, dem Statistikamt der Europäischen Union, sind mittlerweile schon gut zwanzig Prozent der europäischen Bevölkerung von Altersarmut bedroht oder sogar schon betroffen. Aber anstatt sich der realen Probleme im Rentensystem anzunehmen, klammern sich Kommission und auch die Mehrheit des Hauses, wie wir heute gehört haben, an dem Irrglauben fest, dass der Kapitalmarkt schon irgendwie für die Rentenvorsorge aufkommen könne. Das ist so, als würde man einem Zucker sein mühsam Ersparnes anvertrauen, weil er gesagt hat, er bringe das sicher zur nächsten Bank, aber er hat vergessen zu erwähnen, dass auf dem Weg zu dieser Bank sein Casino liegt, und da kehrt er immer ein, um zu spielen.

Recherchen des investigativen Journalismus-Netzwerks *Investigate Europe* zeigen nämlich, wie auf europäischer Ebene die Finanzlobby der Kommission zugearbeitet hat, weil sie sich ein Wahnsinnsgeschäft mit der Rente verspricht. Im Ergebnis entstand dann eben dieses *Pan-European Personal Pension Product*, kurz PEPP, das eben nicht einmal den Mindestanforderungen an ein seriöses Vorsorgeprodukt genügt. Es gibt eben keine Garantie darauf, dass die Verbraucherinnen und Verbraucher wieder das herausbekommen, was sie einbezahlt haben, und gleichzeitig wird der Markt für Hedgefonds und Asset-Manager geöffnet – getreu dem Motto: Frohes Zocken mit der Rente. Diese Politik setzt die Menschen den Launen des Kapitalmarkts aus und zwingt sie in der Konsequenz im Alter zum Flaschensammeln.

Beenden Sie diese falsche Politik! Arbeiten Sie mit uns an einem Europa des sozialen Schutzes! Streiten Sie mit uns für die Einführung eines europäischen Mindestlohns, einer europäischen Arbeitslosenversicherung und die Stärkung eines auf dem Solidarprinzip beruhenden Rentensystems.

Die Präsidentin. – Ich weise nochmals darauf hin, dass es, wie ich zu Beginn der Sitzung angekündigt habe, in dieser Debatte kein Verfahren der spontanen Wortmeldungen gibt und dass keine blauen Karten angenommen werden. Es tut mir leid, Frau in 't Veld. Ich hätte es gerne getan, aber das geht leider nicht.

Tim Aker, on behalf of the EFDD Group. – Madam President, the pension system in the UK is showing increasing inequalities that should alarm us all. There always used to be a trade-off between working in the public and the private sector. The private sector was the wealth creator. There was high risk, but it also provided high rewards. Life in the public sector was low risk, by which I mean job security, but also provided rewards that were far lower than those expected in the private sector. It is, after all, the private sector that generates the taxes, the price we pay for a civilised society, and high-grade public services run by first-class public sector workers who knew that, barring economic catastrophe, they had a job for life.

Now we have a complete reversal of the situation. Public sector pensions are protected, incredibly generous and yet horrifyingly unfunded. The money has got to come from somewhere, and no government has been honest enough to say where or even speculate if these promises will be met. Private sector pensions in Britain were the gold standard. That was until Gordon Brown raided them in the early Blair years and abolished the tax relief that pension funds earned on dividends from stock market investment. That was the end of final salary and many successful private pensions in Britain.

Those now relying on the state pension can look on and see one of the worst in the developed world and one that they will have to work longer to see. In 2011, the coalition government introduced plans that were never in any manifesto voted on to increase the retirement age of women. This has brought about the Women Against State Pension Inequality campaign, a cause I completely support. To rush ahead proposals – life-changing plans – without adequate consultation and without giving people a chance to plan their lives was a heartless act, especially in times of economic strife. Policy-makers need to take an incredibly thoughtful look at the parlous state of British pensions. It is not good enough that we lose sight of the welfare of those who bequeathed to us a better standard of living only to give them less in return.

Joëlle Mélin, au nom du groupe ENF. – Madame la Présidente, le financement des retraites est avant tout une spéculation, certes, de bon père de famille, mais une spéculation quand même. On met le moins possible sur la table pour toucher le plus possible, le plus longtemps possible.

Dès lors, aucun système n'est satisfaisant: ni les financements publics, toujours intimement liés au chômage ou au travail, selon les moments, dont beaucoup d'ailleurs ont fait l'objet d'une mauvaise gestion, souvent à la limite des scandales, quand on regarde le niveau général des retraites en Europe; ni le système privé, puisque la crise de 2008 a montré la gravité des dysfonctionnements des fonds de pension prédateurs.

Alors, le nouveau monde qui s'ouvre, avec la numérisation, la robotisation et aussi les flux migratoires économiques, nous impose d'être très attentifs et surtout très rigoureux.

Le système complémentaire européen qui nous est proposé par la Commission ne pourra, hélas, profiter aux plus fragiles, qui pourtant en auraient le plus besoin. Il risque même de devenir monopolistique. Alors oui, bien sûr, à plusieurs piliers de retraite – le public, le privé et l'épargne personnalisée –, mais toujours sous le contrôle strict et la garantie des États, car il n'est pas possible de faire de nos retraités les pauvres d'aujourd'hui et de demain.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). – Κυρία Πρόεδρε, η κυβέρνηση ΣΥΡΙΖΑ-ΑΝΕΛ διατηρεί στην Ελλάδα την αντεργατική νομοθεσία για τις νέες μειώσεις στις συντάξεις από τις αρχές του 2019 και εμπαιζει τους εργαζόμενους με τα παζάρια που κάνει με την τρόικα, όταν έχει συμφωνήσει για περικοπές των συνταξιοδοτικών δαπανών μέχρι και 7,8 δισεκατομμύρια για την επόμενη τριετία. Ο πρόσφατος μακάβριος υπαινιγμός του Πρωθυπουργού για τους συνταξιούχους αντανακλά την αντιδραστική στρατηγική της Ευρωπαϊκής Ένωσης για μείωση του χρόνου από τη συνταξιοδότηση ως το θάνατο που ήδη υλοποιείται με αυξήσεις της ηλικίας συνταξιοδότησης από όλες τις κυβερνήσεις του κεφαλαίου, ανεξαρτήτως απόχρωσης, ή ακόμα και την παραμονή στη δουλειά και μετά τη συνταξιοδότηση, ακόμα και βαριά ασθενών. Είναι κοινή η στρατηγική της Ευρωπαϊκής Ένωσης, του ΣΥΡΙΖΑ και της Νέας Δημοκρατίας για ενεργό γήρανση, για δουλειά ως τα βαθιά γεράματα, με το σύστημα των τριών πυλώνων τύπου Pinochet, που προβλέπει συντάξεις και παροχές φτωχοκομείου, σπρώχνοντας τους συνταξιούχους στα νύχια των ιδιωτικών ασφαλιστικών επιχειρήσεων. Οι εργαζόμενοι, οι συνταξιούχοι και οι νέοι να οργανώσουν την πάλη τους για ανάκτηση των τεράστιων απωλειών και κατάργηση όλων των αντισυμβαλλομένων, αντεργατικών νόμων και σχεδιασμών!

Brian Hayes (PPE). – Madam President, I agreed with Ms in 't Velt when she said that the title of this debate is somewhat ideological. What is needed in a proper pension debate in this Parliament is less ideology and more practicality. We have a falling birth rate, we have huge demographic changes, we have life expectancy, thankfully, growing, but we have less money being saved for the purposes of pensions, and we have huge varieties between Member States in terms of pension coverage. Take the Netherlands: about 90% coverage in terms of private pensions and in my own country, Ireland, for the private sector, the figure is about 40%, and massive varieties.

The only way we are going to get to a better place is with solid policies. The truth of the matter is that for the public sector, as regards their pensions, the best way to protect pillar one pensions into the future is for governments to run surpluses to put money aside so that their pensioners into the future have guarantees with regard to the basic old age pension for people as they get older. We need the private sector as part of this debate. I heard some ideological views from the left that we don't, but we do. We have a totally underdeveloped personal pension area when it comes to private pensions in Europe. The market is currently worth about EUR 700 billion. That could double in the next 10 years if we get it right, and that's about ensuring some certainty for savers, proper tax treatment when it comes to encouraging people to put money aside and also auto-enrolment, as they have in the Netherlands and other places, which encourages people to put money aside from a very early age. We should encourage people to save, and that is a personal responsibility, but it also makes sure that the mix of public policy is right. We have this vast difference from Member States east, west, north and south; we have a vast difference when it comes to occupational pensions. Anything we do should not undermine or diminish the existing savings in Member States that have good pension coverage systems in place. We need to tread carefully in this area to make sure that we give protection to savers and protect people who are putting part of their income on a weekly or monthly basis aside.

Pervenche Berès (S&D). – Madame la Présidente, je suis d'accord avec ce débat d'actualité: la privatisation des régimes de retraite n'est pas une solution. La question des niveaux de retraite est une question majeure, qui se pose dans la plupart de nos économies. Nous savons les déséquilibres qui existent, nous savons la fragilité de nos retraités, quels que soient les systèmes en place. Nous savons combien le déséquilibre entre les hommes et les femmes plaide contre les femmes, plaide contre ceux qui bénéficient de régimes d'emplois atypiques, contre ceux qui ne sont pas aujourd'hui salariés.

Nous sommes favorables à un renforcement du premier et du deuxième piliers des retraites. Nous sommes contre le développement du PEPP comme un seul produit financier. Pour nous, ce produit européen de pension de retraite doit être d'abord et avant tout un projet de retraite. C'est pourquoi nous avons contribué, avec mon groupe, à ce que, lorsqu'on parle de ce régime dans sa version de base, il doive s'accompagner d'une sortie en rente à hauteur de 35 % au minimum et que, en cas de sortie en capital, celle-ci ne puisse pas, dans le régime de base, dépasser 30 % du montant accumulé. C'est pour cela aussi que nous avons plaidé pour que les frais et charges sur ces régimes de base ne puissent excéder 1 % du capital annuel accumulé, ce que nous avons obtenu, avec l'accord de la rapporteure – et je l'en remercie. C'est pour cela aussi que nous avons refusé que l'utilisation de ce produit soit un moyen de développer une espèce de dumping fiscal qui aurait permis à certains de se servir de ce produit comme outil de placement financier pour ensuite aller bénéficier d'un régime fiscal de leur libre choix dans les pays les plus favorables aux accumulateurs de capital.

Il n'en demeure pas moins qu'il reste des trous dans la proposition et dans le mandat du Parlement européen. La question, par exemple, de la définition du capital: s'agit-il du capital nominal, s'agit-il du capital après déduction des frais? C'est la raison pour laquelle mon groupe s'est abstenu sur ce texte lors du vote en commission. C'est la raison pour laquelle nous demandons à notre équipe de négociation, dans la discussion qui doit s'engager avec le Conseil, d'être vigilante sur ce point. Ce produit peut s'avérer utile pour une portabilité des retraites dans une période où beaucoup de gens sont en mobilité, ont du mal à transférer effectivement leur pension et peuvent bénéficier d'un tel régime. Nous souhaitons qu'il s'agisse dans les faits d'un produit de retraite garantissant un accès nouveau à des personnes qui peuvent être exposées à des mobilités importantes.

Zbigniew Kuźmiuk (ECR). – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Zabierając głos w tej debacie, chcę przypomnieć, że systemy zabezpieczenia społecznego wzorowane na stworzonym w drugiej połowie XIX w. w Niemczech systemie bismarckowskim są podstawą nowoczesnych państw opiekuńczych. Jednak ze względu na wydłużanie się przeciętnego wieku życia ubezpieczonych i problemy demograficzne w wielu krajach systemy te coraz częściej wymagają wsparcia ze strony budżetów poszczególnych państw członkowskich. Stabilny wzrost wynagrodzeń w gospodarce i w konsekwencji także wzrost wpłat składek ubezpieczeniowych, a także wzrost liczby pracowników zatrudnionych na podstawie umowy o pracę, od których odprowadzane są składki, powodują jednak, że dopłaty budżetowe do systemu emerytalnego wcale nie muszą rosnąć. Dobrym przykładem w tej sprawie jest mój kraj, Polska, gdzie od dwóch lat takie dopłaty nie rosną.

Najważniejszym jednak elementem przyszłych systemów emerytalnych jest polityka demograficzna wspierająca dzietność, ponieważ w długim okresie jest to podstawowy czynnik, który zapewni wydolność systemów emerytalnych w poszczególnych państwach członkowskich. Trzy lata temu Polska zdecydowała się także na wsparcie polityki prorodzinnej, realizując program „Rodzina 500+”, na który przeznaczona około 1,5% swojego PKB rocznie, co chciałbym bardzo mocno podkreślić.

Panie Komisarzu! Dobrze by się stało, aby w następnej perspektywie finansowej na lata 2021-2027 z Europejskiego Funduszu Społecznego była możliwość wspierania takich programów prorodzinnych w poszczególnych państwach członkowskich, bo stanowią one podstawę wydolności publicznych systemów emerytalnych we wszystkich państwach członkowskich.

Ivo Vajgl (ALDE). – Gospa predsednica, politiko na področju, o katerem se danes pogovarjamo, kreirajo v glavnem mlajši ljudje, zato ni odveč opozorilo nekoga, kot sem jaz, ki sem že bil v penziji in sem se vrnil med žive, da je tudi mladost minljiva, da nas je čedalje več starejših in da bodo tudi tisti, ki se danes še izogibajo tehtnim razpravam in odločitvam, ki zadevajo starejšo generacijo, kmalu sami v letih, ko jih bo dohitela nizka pokojnina, šibko zdravje in ostale tegobe zrelih let.

Že danes je jasno, da se o demografskih trendih, ki jih poznamo, ne bomo mogli več odreči znanja, izkušenj in zrelosti starejših, ki so voljni biti aktivni tudi v poznejših letih.

V tem mandatnem obdobju smo se s problemi starejših ukvarjali bolj pogosto kot leta poprej. Iščemo mesto Evropskega parlamenta v diskurzu o tem, kako zagotoviti varno in dostojanstveno starost, dostojno višino pokojnin. Ta je seveda od države do države različna. Vendar pa naj bo v okvirih, ki zagotavljajo, da nikjer v Evropi upokojenci in starejši ljudje, ljudje s posebnimi potrebami in zdravstvenimi težavami ne bi bili potisnjeni na rob družbe, na rob ali preko roba revščine.

Vidimo, da se države članice na različne načine soočajo s temi problemi, eksperimentirajo s sistemi, prepogosta praksa pa je, da se pokojninski sistemi prilagajajo bolj trenutnim proračunskim potrebam.

Ne iščimo univerzalnega in povsod uporabnega modela, vendar pa bi bilo vredno proučiti dobre rešitve in jih posnemati.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Senhora Presidente, Senhor Comissário, estão a criar alarme social. Redistribuir a riqueza e garantir uma pensão decente é contribuir para não ser excluído socialmente no termo da vida profissional.

Não se deixem enganar, não é um problema demográfico, não é um problema de aumento do número de aposentados. A única coisa que põe em perigo as pensões públicas é um problema de focalização do interesse financeiro e da política económica favorável à austeridade.

Há uma tramoia no sistema porque, antes de mais, a Comissão contribui para aumentar o alarme social. Depois aplica políticas austeras para que os governos, muitos da sua fileira, efetuem reformas laborais e reformas nas pensões. Este alarme social leva muitas pessoas à rua, como foi o caso da coordenadora da defesa do sistema público de pensões no Estado espanhol da Galiza, o meu país, que se está a empenhar neste assunto.

Por último, gostaria de falar de outra problemática: o esforço médio europeu para manter o sistema de pensões é mais elevado, por exemplo, que na média espanhola, onde são as mais baixas da Europa. Em concreto na Galiza muito mais e, em especial, nas pensões não contributivas, sobretudo.

Κωνσταντίνα Κούνεβα (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, παρακαλώ πολύ να μην ξεχνούν το παρελθόν όσοι υποστηρίζουν ότι το μέλλον της ασφάλισης είναι οι ιδιωτικές συντάξεις. Τι έγινε πριν δέκα χρόνια; Θυμάστε πώς ξεκίνησε η κρίση; Τέτοιες ημέρες ήταν τον Σεπτέμβριο του 2008. Τότε κατέρρευσε η επενδυτική τράπεζα Lehman Brothers, συμπαρασύροντας στον βυθό τις οικονομίες των ασφαλισμένων που νόμιζαν ότι οι ιδιωτικές συντάξεις μπορούν να εγγυηθούν ασφάλεια για τα γεράματά τους. Αραγε, ύστερα από τη μεγάλη κρίση και την κατάρρευση του τρίτου πυλώνα, πιστεύετε, αλήθεια, ότι το μέλλον των συντάξεων μπορούν να το εγγυηθούν οι αγορές; Το βλέπουμε και στην Ελλάδα, όταν από τη Νέα Δημοκρατία που αντιπροσωπεύει το Ευρωπαϊκό Λαϊκό Κόμμα, προτείνονται ιδιωτικές συντάξεις τύπου Pinochet. Αλλά και εδώ στο Ευρωκοινοβούλιο; Γιατί κύριοι βουλευτές του Ευρωπαϊκού Λαϊκού Κόμματος και των Φιλελευθέρων βιάζεστε να πάει η έκθεση κατευθείαν σε τριμερή διάλογο και να μην συζητηθεί καν στο Ευρωκοινοβούλιο; Μήπως, γιατί και πάλι η Black Rock και οι άλλες μεγάλες επενδυτικές τράπεζες βιάζονται να πουλήσουν ιδιωτικές συντάξεις; Εμείς, συνάδελφοι, θα το επιτρέψουμε αυτό;

Steeve Briois (ENF). – Madame la Présidente, pour débattre de l'avenir des retraites, encore faut-il se poser les bonnes questions.

L'Union européenne n'est-elle pas responsable de la privatisation de nos systèmes de sécurité sociale à travers les cures d'austérité qu'elle impose aux États membres? En France par exemple, la future réforme des retraites, sur laquelle planche actuellement le gouvernement, ne découle-t-elle pas des recommandations de la Commission européenne en date du 23 mai dernier?

En tout cas, M. Macron, lui, applique avec zèle ces recommandations. Ainsi, les retraités en subissent les conséquences aujourd'hui, avec notamment la fin de l'indexation des pensions sur l'inflation, ce qui constitue pour eux une perte importante de pouvoir d'achat.

Si la baisse de notre déficit public est indispensable pour réduire notre dépendance aux marchés financiers, pour autant, tout cela ne doit pas se faire au détriment des retraités. Or, la généralisation actuelle du système de retraite par capitalisation plongera dans la pauvreté de nombreux retraités qui n'auront pas pu suffisamment épargner au cours de leur vie. Pour assurer la pérennité de nos systèmes de retraite par répartition, on nous enferme systématiquement dans ce triptyque infernal: baisse des retraites, hausse des cotisations et recul de l'âge légal de départ en retraite.

Nous avons été témoins de l'insupportable destin des retraités en Grèce, à cause de l'austérité imposée par l'Union européenne. Ce scénario noir, nous nous battons avec détermination pour que jamais il ne soit appliqué en France.

Ελευθέριος Συναδινός (NI). – Κυρία Πρόεδρε, το μέλλον των συντάξεων υπό τις παρούσες συνθήκες δεν είναι απλώς δυσοίωνα. Είναι ανύπαρκτο. Οι συντάξεις μετατρέπονται σε επιδόματα και οι συνταξιούχοι υποβιβάζονται σε επαίτες. Για ποια καθολικότητα μιλάμε, όταν οι συντάξεις στην Ελλάδα κόβονται με μόνη ενημέρωση από την τηλεόραση και με σιγή ασυρμάτου από την κυβέρνηση; Όταν όσοι ανίκανοι κυβέρνησαν αρνούνται να παραδεχθούν τα λάθη τους; Όταν σε μια στιγμή οικειοποιούνται και εκποιούν τον κόπο εργασίας δεκαετιών; Όταν η απάντηση στις πραγματικές ανάγκες των πολιτών είναι η ξύλινη επίκληση της δημοσιονομικής πολιτικής; Όταν ο Πρωθυπουργός της Ελλάδος, που μόλις εχθές σε αυτή εδώ την αίθουσα επικροτούσαν για τις οικονομικές του επιλογές, ανήθικα εύχεται οι 70χρονοι να μην μακροημερεύσουν στον βωμό της δήθεν οικονομικής επιτυχίας; Οι αρχές ενός δικαίου και βιώσιμου συστήματος είναι απλές αλλά βασικές: υποχρεωτική ασφάλιση, ελάχιστη εγγυημένη σύνταξη αξιοπρεπής, αναλογικότητα και σταθερότητα εισφορών, ανταποδοτικότητα παροχών, υποστήριξη της συνέχειας των εισφορών με όρους αναδιανομής, μακροχρόνια δομημένη αποταμίευση και δημιουργία αποθεματικών.

Jeroen Lenaers (PPE). – Voorzitter, pensioenen en Europa. Het is vaak een gevoelig onderwerp, zeker ook in mijn eigen land en dat is niet zo vreemd. De Europese Unie heeft eigenlijk weinig bevoegdheden op dit gebied. De lidstaten zijn zelf verantwoordelijk voor de inrichting van hun sociale systeem en hun pensioensysteem en dat moet vooral ook zo blijven. Het kan niet anders. De verschillen in pensioenvoorzieningen tussen de lidstaten in de EU zijn levensgroot. Het is onmogelijk en ook onwenselijk om daar een soort Europese eenheidsworst van te maken. Pensioensysteem verdienen maatwerk. En dat maatwerk kan vooral op nationaal niveau geleverd worden.

Dat betekent echter niet dat we geen gezamenlijke uitdaging hebben. Vergrijzing, bijvoorbeeld, vindt in alle Europese landen plaats. Aan het begin van de eeuw telden we ongeveer vier werkenden per gepensioneerde. Over een aantal decennia zijn we teruggevallen naar twee werkenden die de lasten voor één gepensioneerde zullen moeten betalen. We staan dus voor een enorme uitdaging als het gaat om de betaalbaarheid van met name de eerste pijler. Die uitdaging is er in alle landen.

We moeten daarom vanuit de EU ervoor zorgen dat we het met onze regelgeving niet moeilijker maken voor de landen die al succesvolle tweedepijlerpensioenen hebben, maar dat we andere landen juist stimuleren om ook dergelijke systemen op te zetten.

Toen we hier over de IBPV-wetgeving stemden, hebben we de Commissie opdracht gegeven om een werkgroep op hoog niveau op te zetten om te onderzoeken hoe je bedrijfspensioenvoorziening kunt stimuleren. Ik zou het zeer waarderen als commissaris Oettinger daar een kleine *update* over zou kunnen geven.

Tegelijkertijd vind ik het – net als anderen – jammer dat de linkse fractie met dit debat eigenlijk een soort van schijnstelling probeert te creëren tussen de eerste pijler en de andere pijlers. Een eerlijke blik op de toekomst laat zien dat als we een goede ouderdagvoorziening voor alle Europese burgers willen, wij een gezonde mix van de drie pijlers nodig hebben. Hoe eerder ook links dat inziet, hoe beter, voor alle Europese burgers, zowel nu als in de toekomst.

Maria Arena (S&D). – Madame la Présidente, dire que le premier pilier de pension est nécessaire, ce n'est pas suffisant.

Le premier pilier de pension doit d'abord être fort, c'est-à-dire avec un taux de remplacement qui ne plonge pas les retraités dans la pauvreté. Il doit être non discriminant, c'est-à-dire qu'il doit compenser des situations où il y a des écarts de pension, comme par exemple pour les femmes. Il doit être modernisé, bien sûr, mais pas seulement en lien avec le vieillissement de la population, mais aussi en fonction des nouvelles formes de contrats.

Aujourd'hui, on voit les réformes de l'emploi, à taux de cotisation zéro, qui ne sont que des cadeaux aux entreprises, mais qui sont mortifères pour le système des retraites. Et donc, dire que les pensions ne relèvent pas de la compétence européenne, c'est faux parce que le système du Semestre européen, aujourd'hui, impose aux pays de faire des économies dans leur sécurité sociale. Et la sécurité sociale, c'est le système des retraites.

Aujourd'hui, on aborde la sécurité sociale, non pas en fonction du bien-être des individus, mais en fonction des économies que nous allons pouvoir faire. C'est une gestion à court terme de la sécurité sociale. Alors, transférer la solution collective de solidarité des pensions par répartition à un système individuel de capitalisation n'est pas la solution.

Le PEPP (produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle) peut-être un produit financier d'épargne, que nous devons sans doute améliorer. Mais le PEPP est tout simplement un plus pour ceux qui ont déjà, mais ce n'est rien du tout pour ceux qui n'ont pas aujourd'hui, et donc notre préoccupation doit aller vers ceux qui aujourd'hui ne sont pas couverts par un système de pension équitable qui leur permet de vivre dans la dignité.

Bernd Lucke (ECR). – Frau Präsidentin, liebe Kollegen! Diese Debatte kommt viel zu spät. Es ist erstaunlich, dass wir uns erst jetzt der Krise der staatlichen Altersvorsorgesysteme widmen, wo sich diese Krise eigentlich seit Jahrzehnten abzeichnete. Ich stehe hier im reifen Alter von 56 Jahren, und ich war in Deutschland Angehöriger der geburtenstarken Jahrgänge. Wir wissen, dass in Deutschland und in vielen anderen europäischen Staaten die Geburtenrate seit den 60er-Jahren ständig zurückgegangen ist. Und während wir in den 60er-Jahren noch einen Geburtenüberschuss hatten und die Bevölkerung wuchs, schrumpft sie seit Jahrzehnten. Diese schrumpfende Bevölkerung führt dazu, dass das Umlageverfahren in eine tiefe Krise gerät. Denn natürlich ist die Ertragsrate des Umlageverfahrens entscheidend davon abhängig, wie groß die Bevölkerungswachstumsrate ist. Wir sind eben jetzt seit langer Zeit in einer Situation, wo die Bevölkerungswachstumsrate negativ ist. Das heißt, es ist nicht möglich, eine nachhaltige Sicherung der Altersvorsorge allein auf dem Umlageverfahren aufzubauen.

Die Alternative dazu ist natürlich ein Kapitaldeckungsverfahren, und dieses Kapitaldeckungsverfahren wird jetzt von den Kollegen auf der Linken und den Kollegen auf der ganz Rechten madig gemacht. Die sagen, dass das eine bösartige Art von Privatisierung sei. Nein, das ist es nicht! Das ist einfach ein weiteres Angebot an die Bürger, sich besser abzusichern in Zeiten, in denen das Umlageverfahren an die Grenzen seiner Leistungsfähigkeit gestoßen ist.

Man muss ja sehen, dass nicht nur die demografische Entwicklung das Umlageverfahren gefährdet. Man muss nicht nur sehen, dass die Erhöhung der Lebenserwartung das Umlageverfahren weiter strapaziert, jedenfalls dann, wenn wir nicht gleichzeitig auch noch das Renteneintrittsalter erhöhen. Es kommt ja als weiteres Problem hinzu, dass das Umlageverfahren eigentlich in seiner Fundierung als Element des Generationenvertrags eine Versicherung gegen ungewollte Kinderlosigkeit darstellte. Und heute ist das Problem, dass es weit mehr als das Problem der ungewollten Kinderlosigkeit gibt. Es gibt das große Problem der gewollten Kinderlosigkeit – Menschen, die einfach keine Kinder aufziehen wollen oder sich mit einem Kind bescheiden wollen. Diese Menschen haben große Verdienstmöglichkeiten. Sie zahlen in das Umlageverfahren ein und ziehen die entsprechenden Erträge aus den Renten des Umlageverfahrens. Aber sie erfüllen nicht den zweiten Teil – oder wenn man so will, den ersten Teil – des Generationenvertrags, dass sie auch selbst Kinder zur Welt bringen und aufziehen und diese Kinder dann ihrerseits später in das Rentenversicherungssystem einzahlen.

Wegen dieser Schwierigkeiten des Umlageverfahrens brauchen wir eine Ergänzung des Umlageverfahrens, und das kann ein Kapitaldeckungsverfahren sein. Es ist nun völlig falsch, wenn die Kollegen von der linken Seite und die Kollegen von der ganz rechten Seite darin eine bösartige Privatisierung sehen. Denn selbstverständlich ist es so, dass private Unternehmen das anbieten können.

Aber genauso gut ist es möglich, dass der Staat ein Kapitaldeckungsverfahren anbietet. Es spricht doch eigentlich nichts dagegen, dass auch der Staat einen Vermögensfonds anspart und dass beispielsweise versicherungsfremde Leistungen, die zurzeit dem Umlageverfahren zur Last fallen, aus einem solchen Vermögensfonds oder aus den Erträgen des Vermögensfonds gespeist werden. Viele Staaten haben heutzutage schon das, was man einen *sovereign wealth fund* nennt, aber nur wenige nutzen es tatsächlich dazu, das drängende Problem der Alterssicherung aufzugreifen. Wir könnten das tun. Wir könnten mit den Mitteln dieses Vermögensfonds in dringend nötige Aufgaben investieren, beispielsweise im Bereich der Infrastrukturinvestitionen. Wir könnten unternehmerische Investitionen fördern mit hohen Ertragsraten und könnten die Erträge nutzen, um das Alter besser abzusichern.

All das sind Möglichkeiten, die das Umlageverfahren nicht zur Verfügung hat. Und wenn es ein solches auch staatlich vorangetriebenes Kapitaldeckungsverfahren gibt, dann hat der Staat auch ein Interesse daran, dass es hohe Zinsen gibt. Das Problem, das angesprochen worden ist, dass wir jetzt eine Niedrigzinsphase haben und dass das Kapitaldeckungsverfahren sich nicht mehr lohnt und die Riester-Rente beispielsweise sich im Barwert halbiert hat, würde dann gelöst werden, wenn der Staat endlich dafür Sorge trüge, dass wir ordentliche Zinserträge auf unsere Ersparnisse verdienen.

António Marinho e Pinto (ALDE). – Senhora Presidente, um instrumento privilegiado para a realização do imperativo ético-político da solidariedade é a existência de um sistema de pensões que garanta condições de dignidade na velhice. Esse sistema de pensões deve ser suportado, em primeira linha, pelo próprio beneficiário, através dos descontos efetuados ao longo da sua vida contributiva, mas deve também ser suportado pelas contribuições e impostos daqueles que agora estão no pleno da sua capacidade contributiva. Esse esforço não deve ser olhado como uma generosidade das gerações atuais, mas sim como o pagamento de uma dívida de gratidão para com os nossos idosos. Eles pagaram com os seus impostos e contribuições as escolas onde estudamos gratuitamente enquanto crianças, adolescentes e jovens, bem como os serviços de saúde de que todos beneficiamos. Por isso, o mínimo que hoje podemos fazer é também um esforço para lhes garantir condições económicas para que possam ter um final de vida com dignidade.

Por outro lado, um sistema público de pensões não é, só por si, melhor do que um sistema privado. Tudo depende da eficácia dos mecanismos de controle que se podem exercer sobre quem gere o dinheiro disponível. Tudo depende, enfim, da capacidade para prevenir a corrupção ou os abusos de poder. Infelizmente há Estados, mesmo dentro da União Europeia, que não são um bom exemplo a gerir os sistemas de pensões.

Klaus Buchner (Verts/ALE). – Frau Präsidentin! Unser Rentensystem ist krank. Obwohl die Beiträge zur Rentenversicherung sehr hoch sind, gibt es viel Altersarmut. Diese Altersarmut wird in den nächsten Jahren noch ganz erheblich ansteigen. Gerade für diese Menschen hilft die private Vorsorge kaum und auch die der EU nur zum Teil. Denn wir haben nicht genügend Geld, um es in irgendeiner Weise so anzulegen, dass es nicht von der Inflation aufgeessen wird. Auch die Anlage in Fonds bringt große Unsicherheiten. Die Pleite von Lehman Brothers sollte uns eine Lehre sein.

Die einzig sinnvolle Lösung ist meiner Meinung nach, dass alle Einkünfte für eine öffentliche Rentenkasse herangezogen werden, auch Einnahmen zum Beispiel aus Aktien und Unternehmensgewinnen – so wie heute schon in der Schweiz. Dadurch wird die Mittelschicht entlastet. Dabei sollte es Mindest- und Höchstrenten geben. Nur so kann unser Rentensystem wieder sicher und leistungsfähig werden.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL). – Señora presidenta, las pensiones no son un regalo: son el resultado de años de cotizaciones, son salario de los trabajadores. Cuando ustedes hablan de pensiones, proponen ampliar los años de trabajo y planes privados, como el producto paneuropeo de pensiones, que rechazamos totalmente. Si los sistemas públicos de pensiones corren algún riesgo, es por su política de reformas y los límites del gasto público en pensiones, derivados de su injusta regla de gasto.

Es preciso recordar que las pensiones están relacionadas con el empleo, con buenos salarios, estable y con derechos. Por eso hay que terminar con la precariedad, la temporalidad, los contratos de hora cero que sufren los jóvenes. Y hay que terminar también con la brecha salarial de género. Hay que revertir, por supuesto, las reformas laborales y las de pensiones que ustedes han alentado.

Por eso, si cambian radicalmente sus políticas y su agenda neoliberal, verán cómo encuentran soluciones positivas para la mayoría social y, sobre todo, verán cómo los trabajadores se lo agradecen y no sigue creciendo la extrema derecha.

Steven Woolfe (NI). – Madam President, as European citizens grow older and live longer, national government pension schemes are under strain. They suffer from the basic problem that pensions payable today are taken from taxes paid today. Policy-makers have taken decisions that the funding gap must come from raising the pension age and increasing mass immigration to supply labour from below. These policies are short-sighted, as the immigrants of today will be the pensioners of tomorrow, and to pay for them would require much more immigration.

Governments that solve the pensions crisis will be those that enact smarter policies on the three pillars of government, state and corporate and private pensions. Public schemes must become investment-based schemes, not tax-matched schemes, and contributions must start much earlier.

Legislation should guarantee pension portability of corporate pension schemes to help those who move jobs regularly. The tax system must be used to incentivise the growth of private self-managed pension schemes, and the governments must use tax incentives to improve technological advances in administration and fund management. Such practical improvements are the basis of improving pensions for the many, not the few.

Tom Vandenkendelaere (PPE). – Voorzitter, een debat over de toekomst van de pensioenen kan niet gevoerd worden zonder dé bezorgdheid van de volgende generatie te benoemen. Ik denk dat ik niet de eerste ben om dit vanmiddag te benadrukken: zal er nog een pensioen zijn voor ons, voor mijn generatie?

De vergrijzing is een feit. Cijfers tonen aan dat de bevolking zal blijven toenemen. Maar de actieve bevolking zal tegelijk blijven dalen. Dat zijn minder werkenden om méér mensen te onderhouden. Dat betekent oplopende kosten voor de publieke pensioenen, die steeds moeilijker te financieren zullen vallen.

Gewezen voorzitter van de Europese Raad, Herman Van Rompuy, zei het al: 'Met een evolutie van vier naar twee actieven voor één gepensioneerd binnen vijftig jaar is het geen kwestie meer van links of rechts, maar louter rekenkunde.'

De echte oplossing om de pensioenkosten onder controle te krijgen zit volgens mij vervat in drie zaken:

Ten eerste moeten we de overheidsbegrotingen in de eurozone op orde krijgen, zodat er ruimte vrijkomt om de groei van de pensioenkosten op te vangen.

Ten tweede moet de werkzaamheidsgraad omhoog. Hoe meer mensen aan het werk zijn, hoe meer bijdragen er zijn voor de pensioenen.

Ten derde zijn re maatregelen nodig om het pensioensysteem zelf te hervormen en mensen langer aan het werk te houden.

Tot slot zit een deel van de oplossing er ook in dat mensen zelf meer investeren in een aanvullend pensioen. We weten al langer dan vandaag dat we met overheidsgeld alleen op de lange duur niet meer zullen toekomen. Daarom moet er gewerkt worden aan stimulansen om zowel de tweede als de derde pijler voor iedereen toegankelijk te maken.

Al te vaak is het de onderkant van de maatschappij die geen geld opzijzet voor later. Dat net de partijen die zagezegd voor deze mensen opkomen, om ideologische redenen op de rem staan, is fout, ja zelfs onrechtvaardig. De private markt kan wel degelijk oplossingen bieden. Maar dan moeten we allen aan de tafel durven te zitten om hiervoor ook een kader te scheppen. Zo hebben mensen na hun pensioen de zekerheid op een gegarandeerd aanvullend inkomen, bovenop het pensioen, voor de rest van hun leven.

Laten we daarom samen een globale visie uitwerken om deze problematiek aan te pakken. Laten we voor een keer tonen dat we als politici ook aan langetermijndenken kunnen doen

Paul Tang (S&D). – Voorzitter, de zorg voor de oude dag geldt voor elke generatie, voor de oude en de jonge generaties. Dat moet voorop staan. Daarbij wordt vaak gezocht naar financiële producten. Dat is heel menselijk. We laten liever geld werken dan dat we zelf werken. Nogmaals, dat is heel menselijk, maar niet altijd verstandig. Om drie redenen:

Ten eerste is het rendement op geld op dit moment laag. De rente staat lager dan ooit. Dat betekent dat geld niet voor ons zal werken en tóch wordt er in dit parlement gesproken over een pan-Europees pensioenproduct. Opnieuw zullen mensen moeten sparen, terwijl het geld niet veel oplevert. De rente is laag. Het rendement is laag. Wat we wél nodig hebben, is dat mensen fit blijven, met plezier naar hun werk gaan en dat werk ook aankunnen, ook in een latere fase van hun carrière. Maar daarvoor moeten we investeren en niet sparen.

De tweede reden is dat geld financieel rendement zoekt, terwijl het moet gaan over maatschappelijk rendement. Niet alleen *profit* maar ook *people* en *planet*. Dat is precies waar duurzame financiering over gaat, namelijk een bredere blik zodat pensioenfondsen en verzekeraars niet alleen geld steken in bedrijven met fossiele energie, bedrijven die mensenrechten schenden, of bedrijven die belasting ontwijken. Er is ook een maatschappelijk rendement.

Ten derde kan rendement niet zonder risico. Het gaat er dus om dat we komen tot een eerlijke verdeling van die risico's. Daarvoor kijken we niet naar een individualisering van de pensioenregeling maar zorgen we voor een collectieve verzekering van risico's, zodat voor iedereen de zorg voor de oude dag goed is en mensen niet hoeven te vrezen voor die oude dag.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, την ώρα που εμείς συζητούμε το σοβαρό θέμα των συντάξεων, εκατομμύρια συνταξιούχοι στην Ελλάδα ζουν με την αγωνία μήπως και εάν θα περικοπούν οι συντάξεις από την 1η Ιανουαρίου του 2019. Γιατί αυτές είναι οι εντολές της τρόικας, αυτές είναι οι συμφωνίες που υπέγραψε ο κύριος Τσίπρας με τους δανειστές. Στο θέμα αυτό πρέπει να υπάρξει μια απάντηση στην Ελλάδα όπου έχουν φτωχοποιηθεί κυριολεκτικά οι συνταξιούχοι, όπου το 1/4 των συνταξιούχων ζει με κάτω από 500 ευρώ μείκτα, δηλαδή 1 157 000 συνταξιούχοι. Επίσης, 611 000 συνταξιούχοι παίρνουν 372 ευρώ μείκτα το μήνα. Αντιλαμβάνεστε ότι με αυτούς τους όρους και με αυτές τις προϋποθέσεις δεν μπορεί να ζήσει κανείς. Και, φυσικά, διαλύονται και οι συντάξεις χηρείας. 80 000 άνθρωποι έχουν πρόβλημα διότι γίνεται αφαιμάξη. Υπάρχει όμως απάντηση. Είχαμε προτείνει να γίνει ανακεφαλαιοποίηση του ασφαλιστικού συστήματος: ένα ασφαλιστικό σύστημα που διαλύθηκε από την τρόικα με το πρόγραμμα ανταλλαγής ομολόγων (PSI) το οποίο ζημίωσε με 12 δισεκατομμύρια το ασφαλιστικό σύστημα. Η τρόικα με τις πολιτικές της οδήγησε την ανεργία στο 29%, άρα διαλύθηκε όλο το ασφαλιστικό σύστημα. Πρότεινα χτες στον κύριο Τσίπρα ότι έπρεπε να κρατήσει τα 24 δισεκατομμύρια ευρώ που περίσσευαν από το τρίτο δανειακό πακέτο και να κάνει ανακεφαλαιοποίηση των ασφαλιστικών ταμείων με 12 δισεκατομμύρια ευρώ. Να υπάρξει έτσι βιωσιμότητα του ασφαλιστικού συστήματος! Δεν χρειάζεται να περικοπούν οι συντάξεις! Αυτό το επέβαλε το ΔΝΤ. Τα στοιχεία δείχνουν ότι δεν πρέπει να γίνει καμία μείωση των συντάξεων και λόγω των διαδικασιών αλλά και λόγω της ίδιας της κοινωνικής ευαισθησίας που πρέπει να υπάρξει. Υπάρχει λοιπόν λύση: ανακεφαλαιοποίηση του ασφαλιστικού συστήματος! Το προτεινάμε. Κωφεύει και η τρόικα κωφεύει και η κυβέρνηση Τσίπρα!

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). – Señora presidenta, señor comisario, quiero expresar mi compromiso con los sistemas públicos, universales y dignos de seguridad social, que son expresiones de solidaridad intergeneracional. Por eso, su viabilidad está amenazada, para empezar, por el declive demográfico de la Unión. Este es un problema tan grave y notorio que ahora mismo necesita una política más inteligente y abierta de inmigración e integración de personas, que deben ser, a todos los efectos, nuevos europeos.

La precariedad laboral es la segunda gran amenaza contra la seguridad social. Con contratos temporales y retribuciones indignas, aunque suba la cifra de personas ocupadas, las cotizaciones no serán suficientes. Revisar la edad de jubilación puede ser necesario, pero lo es mucho más dignificar las condiciones de empleo.

Finalmente, es urgente que los sistemas de seguridad social sean coherentes con la movilidad de trabajadores que debe funcionar en la Unión. Y eso requiere tomarse en serio el establecimiento de estándares mínimos de cobertura y procedimientos eficientes de relación entre los sistemas de los diferentes Estados miembros.

Νεοκλής Συλικιώτης (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, τα συνταξιοδοτικά συστήματα έχουν μέλλον μόνον όταν αυτά προστατεύουν πραγματικά τους εργαζόμενους και τον μόχθο τους. Η πολιτική επιλογή της Ένωσης να υποβιβάζει τα δημόσια συστήματα συνταξιοδότησης και να προωθήσει συστήματα ιδιωτικής φύσης, που θα βαρύνουν τους ώμους των ίδιων των εργαζομένων, μόνον σκοπό έχει να ικανοποιήσει τα συμφέροντα του ασφαλιστικού και χρηματοπιστωτικού κεφαλαίου. Η αναδιάρθρωση των συνταξιοδοτικών συστημάτων δεν απορρέει από τη γήρανση του πληθυσμού. Απορρέει από τη φιλοσοφία και την εμμονή των κυρίαρχων κύκλων της Ένωσης στην αχαλίνωτη ελεύθερη αγορά και τον νεοφιλελευθερισμό. Από εκεί απορρέουν και οι προσωρινές ευέλικτες μορφές εργασίας, η έλλειψη ασφάλισης και οι κακοπληρωμένες συμβάσεις που αποτελούν μέσο για βίαιη μείωση του λεγόμενου εργατικού κόστους. Αυτό που χρειάζεται είναι πολιτικές που θα διασφαλίζουν πρώτα από όλα την αξιοπρεπή εργασία που προϋποθέτει την κοινωνική ασφάλιση. Υπάρχουν πολλές σχετικές συμβάσεις που υπέγραψε η Ένωση και τα κράτη μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας για την αξιοπρεπή εργασία. Έτσι μπορούν να διατηρηθούν βιώσιμα και να ενισχυθούν τα δημόσια συνταξιοδοτικά συστήματα.

Dobromir Sośnierz (NI). – Pani Przewodnicząca! To jest właśnie przykład zgubnego wpływu regulacji państwowych. Niestety, z tego, co widzę, Państwo kompletnie nie rozumieją, jaką katastrofę sprowadzają na nas i na siebie utrzymaniem tego systemu. Państwo nie rozumieją związków przyczynowo-skutkowych, nie rozumieją, z czego to się wzięło. Wzięło się to z tego, że od czasu, gdy w XIX wieku wprowadzono system emerytur państwowych, ludzie przestali postrzegać związek między posiadaniem dzieci a swoim utrzymaniem na starość. I tak długo, jak poprzez państwowe gwarantowane emerytury będą Państwo podtrzymywać iluzję, że te dwa fakty nie są od siebie zależne, ludzi będzie coraz mniej, coraz więcej będzie tych, na których trzeba pracować i tych, którzy już nie pracują, a coraz mniej pracujących.

To pogorszyło się jeszcze wraz z wynalezieniem pigułki antykoncepcyjnej, a w tej Izbie jest powszechna aprobatą zarówno dla antykoncepcji, jak i dla państwowych systemów emerytalnych. Tak więc piłują Państwo gałąź, na której siedzą, i prowadzi to do nieuniknionej katastrofy niezależnie od różnych przesunięć w budżetach itd. Ludzie muszą zacząć dostrzegać związek faktu, że nie posiadają dzieci, z tym, że nie będą mieli utrzymania na starość.

Verónica Lope Fontagné (PPE). – Señora presidenta, el objetivo de los sistemas de pensiones no debe ser otro que garantizar a nuestros mayores unos niveles de ingresos adecuados, asegurando la sostenibilidad económica global del sistema. Está claro que el empleo es la mejor garantía para lograrlo. Sin embargo, los cambios demográficos nos obligan a plantear reformas para conseguirlo, reformas que no deben centrarse en una subida generalizada de impuestos, ya que tendría repercusiones negativas a medio y largo plazo sobre el crecimiento económico y la creación de empleo y, por tanto, afectarían negativamente a los sistemas de seguridad social.

Hay que avanzar paulatinamente hacia un sistema mixto que, por un lado, asegure que los pensionistas actuales y los que estén a punto de serlo reciban lo que han aportado en su vida laboral y, por otro lado, no pongan en riesgo los derechos futuros de nuestros jóvenes. Es decir, combinar un pilar de reparto con uno de capitalización, en el que se vincule lo recibido con lo aportado y que pueda complementarse con planes de pensión privados. Esta complementariedad no significa acabar con lo público, ya que su función es fundamental, sobre todo, para cubrir las necesidades básicas de los que menos han cotizado o que no hayan podido cotizar por distintas causas.

Del mismo modo, es importante subrayar la labor de los sistemas públicos en apoyo a la viudedad, orfandad o incapacidad, así como su apoyo a los mayores que más lo necesitan para asegurar unos ingresos mínimos que eviten situaciones de riesgo de pobreza o exclusión social. Significa adaptarse a la realidad actual, mirar al futuro y ser lo más justos posible con nuestros ciudadanos.

Javi López (S&D). – Señora presidenta, una parte de la ciudadanía europea mira a su edad de jubilación con temor y con ansiedad. Se preguntan si van a tener derecho a una prestación, si esta prestación va a ser mísera y si van a poder sobrevivir con ella, o si van a tener la fuerza suficiente para trabajar todos los años que hoy dan acceso a las pensiones —por cierto, cada vez más—.

Y para responder a esta ansiedad y a este temor la única respuesta puede ser la seguridad, las garantías y la protección de nuestro sistema público de pensiones: un sistema bien dotado, con garantías, que asegure que las prestaciones van aumentando al mismo nivel que el coste de la vida y que asegure a todos nuestros pensionistas una vida digna. Y rechazar de plano cualquier mecanismo de privatización de nuestros sistemas de pensiones, que se han demostrado injustos e ineficaces.

Pero no solo esto. Lo que hay que hacer también es asegurar un Estado robusto, empleos de calidad y combatir la desigualdad; también la brecha de género. Porque estas tres cuestiones (empleo, la capacidad del Estado y la desigualdad) impactan en la sostenibilidad y la equidad de nuestro sistema de pensiones.

Tania González Peñas (GUE/NGL). – Señora presidenta, desde el Libro Blanco de las Pensiones hasta el producto paneuropeo de pensiones privadas todas las medidas de la Comisión han ido encaminadas a desmantelar el sistema público de pensiones. No digan que las pensiones no son sostenibles, es más, es que las pensiones son imprescindibles para sostener la vida.

Hoy en España, precisamente donde ha habido dos reformas para desmantelar las pensiones —una en 2011, del Partido Socialista, y otra en 2013, del Partido Popular— desgraciadamente 300 000 familias viven de las pensiones de los abuelos y las abuelas, porque mientras han aplicado recortes, se ha desmantelado el estado de bienestar, y se han devaluado las condiciones de trabajo, los salarios y se ha destruido empleo, han sido los y las pensionistas quienes han soportado sobre sus espaldas el peso de la crisis.

Hay soluciones: subir salarios, luchar contra la brecha salarial, promover empleo estable, mejorar las fuentes de financiación, eliminar los topes de cotización a los salarios más altos. Es una cuestión de voluntad y objetivos. ¿Con quién estamos? ¿Con las entidades financieras que quieren hacer de las pensiones un negocio o estamos con las familias que las necesitan y las merecen?

Danuta Jazłowiecka (PPE). – Pani Przewodnicząca! Wszyscy eksperci i większość posłów w Parlamencie Europejskim są zgodni, że stabilny i bezpieczny system emerytalny musi być zdywersyfikowany. Nie jesteśmy w stanie stworzyć dobrego systemu emerytalnego, jeśli nie będzie on oparty przynajmniej na dwóch filarach: silnym filarze publicznym i silnym filarze prywatnym. Filar publiczny powinien gwarantować minimalną emeryturę, natomiast filar prywatny powinien umożliwić obywatelom podniesienie świadczeń, które będą odbierali przyszłości. Oczywiście, szczególnie w przypadku filaru publicznego, państwo powinno zabezpieczyć gwarancje i zapewnić odpowiednie zabezpieczenie składek, inwestować je w sposób odpowiedzialny, bezpieczny i zrównoważony. Obywatele Unii potrzebują dzisiaj pewności, że płacone składki faktycznie zostaną im wypłacone w postaci bezpiecznych emerytur. Nie możemy zapomnieć o edukowaniu młodych osób, jak ważne jest oszczędzanie i zabezpieczenie swojej przyszłości na czas emerytury. Planując wiek przejścia na emeryturę, powinniśmy reagować na wydłużające się życie obywateli Unii Europejskiej. W tym wypadku należy oczywiście brać pod uwagę specyfikę niektórych zawodów.

Na koniec chciałabym zwrócić Państwa uwagę na pracowników mobilnych. Promując mobilność pracowników, musimy zapewnić im ciągłość zabezpieczenia społecznego oraz możliwość przenoszenia praw nabytych w różnych państwach członkowskich. Ma to ogromny związek z obecną debatą na temat koordynacji systemów zabezpieczeń społecznych. Nie wolno pozwolić na fragmentaryzację zabezpieczenia społecznego. Pamiętajmy, że utrzymanie 24 miesięcy, w ramach których pracownik pozostaje w systemie zabezpieczenia kraju pochodzenia, zapewnia to bezpieczeństwo.

Jeppe Kofod (S&D). – Fru formand! EU skal være en union af stærke velfærdsstater, et bolværk for hver enkelt land og en ren mulighed for at sikre sine borgere et finmasket socialt sikkerhedsnet, herunder et retfærdigt pensionssystem, med respekt for de nationale og historiske forskelle, der er imellem vore lande. Socialdemokratiet stod fadder til det danske velfærdssamfund – det er bygget op igennem generationers slid, det passer os. Men Europas velfærdsstater er under pres, fra internationalt skattefusk, der dræner statskasserne for hårdt tiltrængte milliarder til velfærd, fra borgerlige politikere, som påstår, at man kan privatisere, outsource og spare sig til bedre velfærd. Det kan man ikke, og derfor skal Europa være velfærdsstaternes og borgernes forsvar for et ordentligt pensionssystem, ordentlig velfærd, ordentlig sundhed,

ordentlig uddannelse, det skal sikre friheden for vores velfærdsstater og bæredygtigheden for vores velfærdsstater.

Younous Omarjee (GUE/NGL). – Madame la Présidente, dans cette Europe, Bruxelles décide et les États s'exécutent.

En France, la réforme des retraites, soi-disant voulue par Macron mais en fait sur injonction de Bruxelles, n'échappe pas à la règle. Le Semestre européen dit «unifiez progressivement les règles des différents régimes de retraite», et Macron applique. La Commission européenne dit «économisez cinq milliards en alignant les régimes de retraite»: Macron s'applique et engage la France dans une réforme de retraites à points qui fera que les pensions pourront baisser et que les grands gagnants seront les marchés, les banques et les assurances.

Cette belle Europe qui protège... en réalité, cette Europe protège les riches, et c'est toujours la même histoire: on prend au peuple pour redistribuer aux riches.

Die Präsidentin. – Ich möchte noch einmal an das erinnern, was ich schon zu Beginn der Sitzung gesagt habe, dass es bei dieser Aussprache kein Verfahren der spontanen Wortmeldungen gibt und dass keine blauen Karten angenommen werden. Das tut mir sehr leid, aber ich bekomme immer wieder Zeichen. Ich muss hier noch einmal wiederholen, was ich bereits zweimal gesagt habe, dass es heute nicht möglich ist.

Romana Tomc (PPE). – Gospa predsednica, dobro je, da se tudi na nivoju Evropske unije v zadnjem času vse več pogovarjamo o pokojninah in pokojninskem sistemu.

Prav gotovo je to področje, ki zadeva vse Evropejke in vse Evropejce. Ampak ne glede na to, pa zagovarjam tezo, da ostane pokojninski sistem in njegova ureditev predmet subsidiarnosti v posameznih državah.

Zagotavljanje dostopa do socialne zaščite vsem je prav gotovo ena izmed vrednot in ciljev, ki jih imamo v Evropski uniji, na katere smo ponosni, zato tudi sama podpiram javni sistem in prvi steber pokojninskega zavarovanja kot tisti, ki nudi osnovno varnost.

Vendar pa je ob vse slabši demografski sliki potrebno misliti tudi na druge možnosti. Ampak opozarjam, da te druge možnosti ne pomenijo izključevanja in zmanjševanja pomena prvega stebra, ampak pomenijo dopolnitev in komplementarnost.

Seveda sem zato vesela in podpiram tudi naše pogovore o tako imenovanem vseevropskem pokojninskem produktu, ki bo takšne dodatne možnosti zavarovanja za starost tudi ponujal. Ob vse večji mobilnosti naše delovne sile oziroma zaposlenih je seveda nujno, da zagotovimo takšen enoten produkt tudi na evropski ravni.

In še ena pomembna točka je, ki bi se jo rada dotaknila: tudi pokojninski sistemi morajo slediti razvoju časa. Tisto, kar je bilo vzdržno pred 50 leti, ko smo imeli popolnoma drugačno razmerje med zaposlenimi in upokojenci, ni vzdržno danes. Zato morajo države poskrbeti, da bodo tudi njihovi sistemi sodobni in bodo sledili razvoju časa ter omogočili dostojne pokojnine vsem njihovim upokojencem.

Evelyn Regner (S&D). – Frau Präsidentin, sehr geehrter Herr Kommissar, sehr geehrte Frau Staatssekretärin! Eine starke erste Säule ist keine Utopie. Ein starkes Umlagesystem ist möglich. Nicht umsonst sehen wir das, wenn wir schauen, wo die Pensionisten besser über die Finanzmarktkrise hinweggekommen sind. Das sind gerade jene Länder, die einem Umlagesystem vertrauen – ganz einfach, weil es stabiler ist.

Was bedeutet das für die Jungen? Für die Jungen bedeutet das, ein starkes Umlagesystem zu forcieren, denn das ist die beste Garantie für die Zukunft: ein starkes Umlagesystem und eine aktive, inklusive Arbeitsmarktstrategie, ein hohes Beschäftigungsniveau – vor allem Beschäftigung ist hier besonders wichtig. Das oberste Ziel von Pensionen ist es ja gerade, den Lebensstandard im Alter zu sichern. Man soll von der Pension gut leben können. Und ich kann nur so viel sagen von meinem Land Österreich, das dem Umlagesystem vertraut, dass es hier im Vergleich zu anderen europäischen Ländern besser gelingt. Also ist das Umlagesystem ein System für die Zukunft.

Maria Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL). – Señora presidenta, tener una pensión digna no puede depender de la capacidad individual de ahorro de cada persona. Tener una pensión digna tiene que estar garantizado por las instituciones públicas. Por eso pido a la Comisión, al Parlamento y también al Consejo la retirada del producto paneuropeo de pensiones individuales, y que en su lugar nos pongamos las tres instituciones a trabajar en un nuevo reglamento que garantice pensiones y sistemas de pensiones públicos dignos y medidas para que pasar de la vida laboral activa a la jubilación no signifique entrar en la pobreza; que los presupuestos públicos garanticen las pensiones públicas; el fin de la brecha de género en las pensiones, y también de las personas que trabajan en la agricultura y en el mar y de los autónomos en general; poner fin —como digo— a la desigualdad que supondrá mantener pensiones a través de los productos paneuropeos de pensiones privadas.

Geoffroy Didier (PPE). – Madame la Présidente, lorsqu'on lui pose la question de sa future retraite, un jeune travailleur européen ne se demande pas à combien elle s'élèvera, il se demande surtout s'il en aura une. Et cette crainte de la jeunesse, ce n'est pas une peur irraisonnée, c'est un sentiment d'inquiétude bien légitime parce que le constat d'aujourd'hui, nous le savons tous, est alarmant.

Selon la Commission européenne, plus de 17 millions de personnes âgées sont aujourd'hui menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'Union. Et, en France – je ne choisis pas l'exemple de ce pays par hasard –, les prévisions les plus optimistes n'envisagent pas un retour à l'équilibre financier avant 2036.

Alors ce courage, ce manque de courage précisément, c'est le constat d'aujourd'hui: nos gouvernants ont manqué de courage. Et contrairement à ce qu'affirme Emmanuel Macron, qui traite les Français, je cite, de «Gaulois réfractaires au changement», je vois précisément, moi, tout l'intérêt d'être européen pour pouvoir s'inspirer des bonnes pratiques des autres pays. Et concernant, par exemple, l'âge de départ à la retraite, en France, nous avons opté pour un départ à 62 ans, alors qu'en Allemagne, en Espagne ou encore en Pologne, il est prévue à 67 ans et que les Suédois envisagent bientôt de le porter à 69 ans. Oui, en France comme ailleurs, compte tenu de l'allongement de notre espérance de vie, qui est une heureuse nouvelle, je l'affirme, nous pouvons et nous devons travailler plus longtemps.

Et ce qui est certain, c'est qu'il est temps, partout en Europe, que la retraite devienne la juste récompense d'une vie de travail, et non une simple variable d'ajustement budgétaire de dirigeants manifestement en manque de courage.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κυρία Πρόεδρε, συζητάμε για την ενδυνάμωση των δημόσιων κοινωνικών ασφαλιστικών συστημάτων στα οποία πρέπει να λαμβάνεται υπόψη η βιωσιμότητά τους και πρέπει να στηρίζονται και να προσαρμόζονται στις συνεισφορές και στις δημογραφικές αλλαγές και, δυστυχώς, ακούμε επιχειρήματα για το πώς να υπάρξει αποδόμησή τους και πως θα στηριχθούμε, ουσιαστικά, στην ιδιωτική ασφάλιση. Κύριε Επίτροπε, το ζήτημα που έχουμε ενώπιόν μας δεν είναι απλά τεχνοκρατικό. Αφορά κοινωνικές ομάδες, αφορά ανθρώπους και, επομένως, είναι και πολιτικό και αυτό όντως χρειάζεται τόλμη. Ο ρόλος των κοινωνικών εταιρών λοιπόν είναι καθοριστικός, διαφορετικά, αν στηριχτούνε στον ιδιωτικό τομέα και μόνο, οι προνομιούχοι θα συνεχίζουν να είναι προνομιούχοι και οι φτωχότεροι θα γίνουν φτωχότεροι. Ένα παράδειγμα από την Κύπρο: το 2013 μαζί με τις καταθέσεις, «κουρευτήκαν» και χιλιάδες άτομα που είχαν χρήματα σε ταμεία ασφαλιστικά. Για αυτό λοιπόν η προστασία τους είναι και ευρωπαϊκός μηχανισμός· ή θα πρέπει να είναι.

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, kolegyně a kolegové, já považuji privátní pilíř a penzijní připojištění za doplňující formu, o které rozhodují členské státy. V mnoha zemích je to určitá tradice a jsou země, kde tento systém privátního připojištění funguje velmi dobře. Nepovinné privátní připojištění máme také v České republice. Otázka budoucnosti penzí by ale neměla být redukována jen na to, co je lepší, zda státní či soukromé penzijní systémy. Ale vzhledem ke stárnutí populace a dalším výzvám je třeba řešit důchodové reformy právě i v tomto kontextu a zamyslet se nad tím, jak systém odpovídá na sladování rodinného, soukromého a pracovního života, které tady v Evropském parlamentu v mnoha návrzích řešíme.

Moje vlastní strana KDU-ČSL přišla v roce 2011 s návrhem, aby pracující rodiče v závislosti na počtu dětí odváděli nižší sociální odvody. Lidé by tak díky tomu nebyli trestáni za to, že mají děti, o které se musejí starat, a nemohou si přispívat do privátního důchodového pilíře. Pro udržitelnost penzijních systémů je prospěch také jednoznačný. Dřívějším návrhem do práce by rodiče dříve přispívali do státního rozpočtu a nepochybně by cítili podporu společnosti k tomu, že vychovávají děti. Toto opatření považuji stejně důležité jako další sociální systémové dávky. Na rozdíl od plošného navyšování rodičovských příspěvků má toto nejen individuální, ale i společenský dopad.

Michael Detjen (S&D). – Frau Präsidentin! Ich denke, jeder Europäer, jeder Arbeitnehmer in Europa muss wissen, dass er eine Altersversorgung erhält, die seinen Lebensstandard auch in der Rente sichert – und zwar in einem stabilen staatlichen Modell, das von den Schwankungen des Kapitalmarkts unabhängig ist. Die von der Versicherungswirtschaft als stabile Säule angekündigten Finanzprodukte haben sich in der Rückschau als nicht besonders tragfähig erwiesen. Die Rente muss an die Entwicklung der Produktivität in der Wirtschaft und nicht an die Zahl der Köpfe der Kinder gekoppelt werden. Die Rentenhöhe muss sich an dem tatsächlichen Verlauf der Erwerbstätigkeit der Menschen orientieren. Es kann nicht sein, dass man vierzig Jahre erwerbstätig ist und dann irgendwo in Europa in die Sozialhilfe fällt. Respekt vor der Lebensleistung heißt: Mit der Rente seine Lebensweise fortsetzen zu können, wenn man nicht mehr erwerbstätig ist.

PRÉSIDENCE: Sylvie GUILLAUME

Vice-présidente

La Présidente. – Bonjour mes chers collègues, je vais passer la parole à mon collègue Liberadzki, non sans lui avoir, une fois de plus, souhaité un très heureux anniversaire.

Bogusław Liberadzki (S&D). – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Chciałbym pogratulować sprawozdawcy samego tematu, czyli wzmocnienia publicznego systemu ubezpieczeń społecznych. Padały tutaj sformułowania, że ten tytuł jest ideologiczny. Otóż nie – tytuł nie jest ideologiczny, tytuł jest po prostu społeczny. I tu nie chodzi o państwo opiekuńcze, które ma różne konotacje. Tu chodzi o państwo odpowiedzialne i jest to rzecz, moim zdaniem, kluczowa. Chodzi nam o godne życie. Elementem ostatniego etapu godnego życia jest przyzwoita emerytura, tzn. zagwarantowana i – po drugie – w kwocie, która pozwoli przeżyć.

Obywatele oszczędzają na emeryturę w różny sposób, to prawda – przymuszony, ale padały sformułowania, że część publiczna jest nieważna. Pochodzę z państwa, w którym dzisiejsi liberałowie chadeccy w końcu lat dziewięćdziesiątych wprowadzali system ubezpieczeń prywatnych. Kilkanaście lat później z powrotem włączyli je do budżetu państwa. Podstawą powinien być zatem publiczny, przyzwoity system emerytalny. Zwracam się do pana komisarza: Panie Komisarzu, jestem zwolennikiem ogłoszonego przez Komisję europejskiego filaru praw socjalnych. Sięgnijcie do tego. Róbmy coś, co jest tam zapisane.

Alfred Sant (S&D). – Madam President, the questions of sustainability and adequacy that face basic pension systems need first to be faced and solved on a national basis before they can realistically be dealt with on a European basis.

In my view such solutions cannot be grounded only on increasing the work span in citizens' lives and on a rise in contributions, nor should they be reduced to a further privatisation of parts of the pension system. The latter should be regarded as an integral part of the public commitment within the state budget, with the highest priority being given to the most vulnerable.

Indeed, this is part of the wider European heritage on the social front, shared by the right and the left, from Bismarck to Willy Brandt. It should not be abandoned.

Balance in state budgets should fully include, on the expenditure side, the underwriting of shortfalls between outgoings and income over basic pension payments and revenues. This would necessarily entail a radical revision of national budgetary strategies by way of spending priorities, implying a greater emphasis on investment and on modernisation of social welfare delivery, plus a re-engineering of taxation.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D). – Gerb. Pirmininke, tikrai visi sutinkame, kad visą gyvenimą dirbę žmonės privalo gauti senatvėje orią pensiją. Ir idealu būtų, kad pakankamo dydžio pensija būtų mokama iš valstybinio fondo ir dar papildomai susikauptų žmonės pensiją profesiniuose fonduose ar papildomai drausdamiesi. Tačiau kokia gi yra realybė? Tikrai labai skirtingos pensijas gauna pensininkai Lietuvoje, Vokietijoje, Italijoje ar Graikijoje. Štai, pavyzdžiui, mano šalyje, Lietuvoje, dažnas pensininkas turi išgyventi iš dešimties eurų per dieną. Tai gyvenimas skurde. Todėl mes čia tiek Europos Sąjungos institucijose, tiek valstybės narės turi daugiau investuoti pirmiausia į kokybiškas darbo vietas, į orių atlyginimus, į rimtą kokybišką užimtumą, nes pirmiausia nuo to, kiek žmogus dirba, kiek jis sukaupia darbo laikotarpių ir kiek jis gauna atlyginimo, labai dažnai tokią pensiją jis gauna. Ir dar noriu atkreipti dėmesį į tai, kad Europos Sąjungoje vyrų ir moterų pensijų skirtumas vis dar yra didžiulis, net 40 procentų. Reiškia šioje srityje mes turime dar labai daug nuveikti.

Josef Weidenholzer (S&D). – Frau Präsidentin! Diese Debatte war heute sehr wichtig, und ich wünsche mir, dass es nicht bei diesem einen Mal bleibt. Es gibt kaum einen gesellschaftlichen Bereich, der die Menschen mehr bewegt. Viele Menschen in Europa haben Angst vor dem Älterwerden, weil sie nicht wissen, ob sie ihr Leben in Armut beenden werden.

Nirgendwo gibt es mehr Mythen, Falschinformationen, Halbwahrheiten, und deswegen brauchen wir eine objektive Debatte. Die Kommission könnte dafür einen Rahmen schaffen. Wir sollten auch politisch diskutieren, wie soziale Risiken am effektivsten abgesichert werden. Nicht immer geschieht das durch Privatisierung, im Gegenteil. Auch da könnte die europäische Ebene eine gute Basis anbieten, bewährte Vorgehensweisen zu vergleichen. Vor allem braucht es aber auch politisches Handeln. Der Bereich der Daseinsvorsorge sollte, wie es auch der Lissabon-Vertrag vorsieht, speziellen Regelungen unterliegen. Dazu braucht es einen neuen Anlauf, und es darf nicht sein, dass öffentliche Dienstleistungen gegenüber dem privaten Sektor benachteiligt sind.

Péter Niedermüller (S&D). – Tisztelt Elnök asszony! Az Európai Unió számos tagországában komoly társadalmi problémát jelent az öregkori elszegényedésnek a veszélye. Tudjuk, hogy egyre nő azoknak a polgároknak a száma, akik időskorukra a társadalom periferiájára szorulnak. Megengedhetetlen, hogy a növekvő társadalmi egyenlőtlenségek nyomán idősek emberek kerüljenek elviselhetetlen körülmények közé, ezért közös európai érdeknek tartom olyan megoldások keresését, amelyek csökkentik, mérséklék ezt a veszélyt. Az egyik ilyen lehetséges megoldás az állami nyugdíjat kiegészítő magánnyugdíjpénztárak működésének európai szabályozása. Ez azonban nem jelent mindenki számára elérhető megoldást, éppen ezért gondolnunk kell azokra a polgároknak is, akik valamilyen oknál fogva nem jogosultak állami nyugdíjra vagy csak kevés nyugdíjat kapnak. Számukra a szociális gondozás átfogó európai modelljét kell megteremteni. Azt gondolom, ha az Európai Parlament komolyan veszi a szociális Európa gondolatát, akkor mindenképp ezekre az emberekre kell gondolnia.

Günther Oettinger, Mitglied der Kommission. – Frau Präsidentin, meine sehr verehrten Damen und Herren Abgeordnete! Einhellig haben alle Rednerinnen und Redner das Ziel betont, dass die Bürger in Europa im Alter Menschenwürde, einen ausreichend guten, stabilen Lebensstandard und auch persönliche Unabhängigkeit verdient haben. Im Ziel sind wir uns einig.

Zum Zweiten: Die Kommission glaubt, dass entlang der historisch gewachsenen Alterssicherungssysteme, entlang der nicht in allen Mitgliedstaaten gleichen Altersstruktur, entlang des unterschiedlichen Arbeits- und Sozialrechts die Kompetenz für die Alterssicherung weiterhin zuallererst bei den Mitgliedstaaten liegen sollte. Sie sind hauptverantwortlich.

Ich teile für die Kommission die Auffassung vieler Redner, dass die umlagefinanzierte gesetzliche Alterssicherung die wichtigste, die zentrale Säule bleiben muss, die dann in den Mitgliedstaaten unterschiedlich stark aus den nationalen Etats – und damit steuerfinanziert – eine Ergänzung erfährt. Wir glauben, dass auch die betriebliche Alterssicherung entlang unterschiedlicher Kulturen in den Mitgliedstaaten eine zweite sinnvolle, wenn auch schmalere Säule ist. Und wir glauben, dass auch gewachsene private Alterssicherung, oftmals durch Steueranreize motiviert, als dritte Säule eine ergänzende – keine ersetzende – Bedeutung hat.

Der Markt für private Altersvorsorgeprodukte ist in Europa aber nicht hinreichend ausgeschöpft. Und nur in wenigen Mitgliedstaaten hat private Altersvorsorge eine nennenswerte Bedeutung mit bis zu fünfzehn Prozent der gesamten Alterssicherung. Und hier wollen wir ein Angebot machen – keine Pflicht.

Wir wollen den nationalen Gesetzgeber durch ein Angebot entsprechend stärken, indem wir einen europäischen Binnenmarkt mit seriösen Produkten aufbauen. Inwieweit diese Produkte dann genutzt werden, ist Sache der nationalen Politik, aber auch Sache unserer Bürger in allen Mitgliedstaaten. Es sollte keine Verpflichtung sein, es sollte ein Angebot werden.

In dem Sinne haben wir Ihre kritischen und konstruktiven Beiträge notiert und werden sie im weiteren Verfahren beachten, glauben jedoch, dass der Vorschlag der Kommission eine gute Grundlage für eine ergänzende Unterstützung der primär nationalen und privaten Alterssicherung in den Mitgliedstaaten sein kann.

Karoline Edtstadler, *President-in-Office of the Council*. – Madam President, first of all I would like to thank you for this very interesting discussion. It showed that even young people will be concerned in the near future by the pension systems. So it is very important to think about these pension systems.

However, the Council does not take decisions on specific features of national pension systems. It is up to each Member State to take decisions on their own pension systems. The Member States retain full responsibility for the organisation of such systems, as was also mentioned by the Commissioner. In the context of the European Semester in June this year, the Council welcomed the fact that in most countries, recent pension reforms have had a positive impact on sustainability by containing public expenditure dynamics.

However, on the basis of the economic and budgetary projections for the Member States over the period 2016-2070, presented in the 2018 Ageing Report, the Council also noted that the scale of reforms in several countries was still insufficient to curb the increase in public pension expenditures. The Council therefore underlined that further steps still need to be taken by Member States. The Council's priorities do not refer to the need for private schemes. Policy decisions in this area are made by national governments based on whatever action they deem appropriate to tackle their own individual challenges.

I think there is also a lot to do for the Member States and I hope that every Member State will do that. We can only do so much.

La Présidente. – Le débat est clos.

Déclarations écrites (article 162)

Iratxe García Pérez (S&D), *por escrito*. – Es nuestra tarea asegurar que los ciudadanos europeos puedan mirar al futuro con la tranquilidad de saber que el sistema de pensiones que les espera será sólido, bien dotado y les garantizará pensiones dignas. Los fondos de pensiones en la economía global, en un escenario de tipos de interés al 0 %, tienen una tarea difícil para asegurar las pensiones futuras, puesto que sus inversiones van a tener cada vez menos beneficios. Quién y cómo se establecen las reglas de juego en la economía global va a tener un impacto esencial en el futuro de las pensiones.

La privatización no es la respuesta a la sostenibilidad del sistema de pensiones. Los fondos privados de pensiones son productos financieros arriesgados que están basados en la especulación. Un sistema de seguridad social público robusto, bien organizado y dirigido es mucho más seguro y económicamente más eficiente. La privatización de los sistemas de pensiones no solo no contribuye a proteger a los pensionistas de la insolvencia del sistema, sino que aumenta el déficit de los Estados al derivar fondos de lo público a los fondos de pensiones privados.

Ádám Kósa (PPE), *írásban*. – A szociális védelmi rendszerek – így a nyugdíjrendszerek – szabályozása, fenntartása, működtetése tagállami hatáskörben van az érvényes szabályok szerint. A tagállami nyugdíjrendszerek sokszínűek és sokfélék, kialakulásuk hosszú történelmi előzményekre tekint vissza. Ezért a tagállami nyugdíjrendszerekben történő változtatásoknak vannak belső korlátai és kockázatai. A nyugdíjakkal kapcsolatban lefolytatott korábbi EU-s viták (zöld könyv, fehér könyv a nyugdíjakról) megmutatták, hogy a történelmi adottságok, kiépült intézményrendszer, egyéb jellemzők (a keresetek eltérő mértéke, hagyományok, pénzügyi infrastruktúra kiépítettsége) okán a rendszerek meglehetősen eltérnek egymástól, változtatásuk csak lassan, a megfelelő feltételek fennállása esetén, különféle tényezőkkel szoros kölcsönhatásban lehetséges. Minden országnak egyaránt hasznos, optimális megoldások kialakítása a nyugdíjrendszerek tekintetében nem lehetséges. Nincs olyan kitüntetett modell, amit másolni lehetne. A nyugdíjak Fehér könyv nyomán lefolytatott EP-viták is erről győztek meg. Ugyanakkor számos, a nyugdíjak jövőjével kapcsolatos kérdés, pl. demográfiai folyamatokkal, idősödéssel kapcsolatban felmerülő kihívások olyan kérdéseket tűznek napirendre, amelyek esetében hasznosak lehetnek közösen megfogalmazott válaszok, módszerek. Igaz ez annak ellenére, hogy a demográfiai kérdések, idősödés különböző stádiumban van jelen az egyes tagállamokban. A közös megoldások keresésére vonatkozó diskurzus, a jó gyakorlatokból való tanulás minden résztvevő számára hasznos lehet. Ezeket a kezdeményezéseket érdemes támogatni, de ezek is csak a helyi körülményekbe, adottságokba megfelelően beágyazva tudnak megfelelően működni.

12. Predstavitev stališča Sveta o predlogu splošnega proračuna – proračunsko leto 2019 (razprava)

La Présidente. – L'ordre du jour appelle la présentation par le Conseil de sa position sur le projet de budget général pour l'exercice 2019 (2018/2737(RSP)).

Nous allons donc commencer ce débat, mais je tiens à vous informer que sur celui-ci, il n'y aura pas d'interventions à la demande, ni de cartons bleus.

Hartwig Löger, amtierender Ratspräsident. – Frau Präsidentin, verehrte Abgeordnete, sehr geehrter Herr Kommissar und meine Damen und Herren, liebe Zuschauerinnen und Zuschauer! Es ist mir eine große Ehre und Freude, hier heute im Rahmen des Parlaments Ihnen als Abgeordnete, aber vor allem in dem noch größeren Interesse der Bürgerinnen und Bürger, die heute hier zu Gast sind und auch live zuschauen können, den Standpunkt des Rates zum Gesamthaushaltsplan Europäischen Union für das Haushaltsjahr 2019 zu präsentieren.

Ich freue mich, dass es gelungen ist, auch in der Präsidentschaft Österreich einen ausgewogenen Vorschlag der Kommission zu erarbeiten und auch einstimmig mit allen Mitgliedstaaten beschließen zu können. Wir haben einen Vorschlag erarbeitet, der in Summe einen Budgetansatz bei den Verpflichtungen von 164 Milliarden Euro für das Jahr 2019 vorsieht. Und es ist gelungen, damit in diesem Vorschlag im Vergleich zum Jahr 2018 eine Steigerung von 2,09 % zu erreichen.

Ich freue mich, dass sich auch im Rahmen des Berichts des Parlaments, der in diesem Hohen Haus am 5. Juli mit großer Mehrheit angenommen wurde, bestätigt hat, dass wir in den Prioritäten, die wir für die Europäische Union für das Jahr 2019 und darüber hinaus setzen, eine große Übereinstimmung erzielen konnten. Und so sehen wir in dem Vorschlag des Rates – gemeinsam auch mit diesem Bericht des Parlaments – eine gute Basis, um diese gemeinsamen Prioritäten in einem gemeinsamen Budget 2019 diskutieren zu können und verabschieden zu können. Die klaren Schwerpunkte, die wir gemeinsam sehen, beziehen sich auf das Thema der Jugend in Europa, unsere gemeinsame Zukunft, die sich auch in der Stärkung und Förderung der Jugend auf europäischer Ebene manifestiert, das Wachstum und die Beschäftigung – auch als Grundlage für den sozialen Frieden in Europa – und das Thema Sicherheit und Migration.

Wir wissen alle, dass wir gleichzeitig gerade im Jahr 2019 vor großen Herausforderungen stehen. Wir wissen aktuell noch nicht, wie die Verhandlungen über den Austritt des Vereinigten Königreichs verlaufen werden. Wir haben aktuell große Diskussionen mit Amerika in Verbindung mit den Handelsbeziehungen, die darüber hinaus auch auf globaler Ebene zur Diskussion stehen. Wir erkennen außerdem aus diesem Sommer, dass in vielen Regionen Europas Naturkatastrophen, beispielhaft eine große Dürre, uns budgetär in der Zukunft wahrscheinlich auch zusätzlich strapazieren werden. Die Migrationskrise hat ein Niveau bekommen, das sich gegenüber den letzten Jahren deutlich verbessert zeigt. Und trotzdem, gerade Bezug nehmend auf die heutige Rede des Präsidenten Jean-Claude Juncker, ist es wichtig, darauf hinzuweisen, dass wir hier Handlungsbedarf haben, besonders in Bezug auf die Migration, die sich auf dem Kontinent Afrika in Bewegung setzt und wo wir hier gefordert sind, Maßnahmen zu setzen, um diese Situation zu verbessern.

Für uns alle – und Sie besonders – ist das Jahr 2019 auch ein Wahljahr des Europäischen Parlaments. Umso wichtiger ist es, hier zu beweisen und zu zeigen, dass wir imstande sind, gemeinsam – das Europäische Parlament, die Kommission und der Europäische Rat – eine gemeinsame Basis in dem zu legen, wofür wir an Ausgaben gegenüber den Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern auf europäischer Ebene die Verantwortung tragen.

Erlauben Sie mir, zur Ratsposition selbst ein paar wichtige Grunddaten zu nennen: Der Ausgangspunkt des Vorschlags der Kommission hat eine Basis gelegt für eine Erhöhung von rund drei Prozent gegenüber dem Jahr 2018. Ich mache keinen Hehl daraus, dass das in den Diskussionen des Rates mit allen Mitgliedstaaten eine sehr schwierige Ausgangsbasis für die Diskussion war, weil in den meisten Mitgliedstaaten die Budgetansätze deutlich unter diesem Erhöhungsansatz liegen, und ich traue mich auch zu sagen, in meiner eigenen Verantwortung: Für das Budget Österreichs haben wir für die Jahre 2018 und 2019 eine Erhöhung von unter einem Prozent eingeplant. Daher ist unser Standpunkt und unser Vorschlag, mit einer vernünftigen, ausgewogenen Planung, mit einer jedoch mehr als zweiprozentigen Erhöhung, wie ich es einleitend angekündigt habe, die gemeinsamen, auch wichtigen Projekte gut abdecken zu können.

Der vorgeschlagene Standpunkt des Rates für den Haushalt 2019 ist im Unterschied zum Vorschlag der Kommission eine Differenz von rund 1,5 Milliarden Euro. Das liegt deutlich unter der Differenz im Vorschlag des Vorjahres. Wichtig ist, dass wir alle erkennen, dass es notwendig sein wird, mit diesem Erhöhungsansatz vor allem leistungsfähige Programme fortzuführen und Schwerpunkte – so wie einleitend dargestellt – in der richtigen Form zu unterstützen.

Um die Prioritäten konkret mit Maßnahmen zu hinterlegen, will ich einige Beispiele geben, auf die wir besonderes Augenmerk gelegt haben: Wir haben für das Programm Erasmus eine Erhöhung von zehn Prozent in diesem Vorschlag vorgesehen, für das Thema der Forschungsagenda Horizont 2020 eine Steigerung von sechs Prozent, für die Ausweitung unseres Energienetzes der Infrastruktur in diesem Bereich in Europa eine Steigerung von 25 Prozent und parallel dazu ergänzend für die Verkehrsnetze eine Steigerung von 30 Prozent, im Bereich des Migrationskapitals eine Erhöhung von 55 Prozent, davon zusätzlich zehn Prozent für Außenpolitik, mit dem bewussten Schwerpunkt auf unserem prioritären Thema Westbalkan sowie bei der Annäherung im Sinne der gemeinsamen Partnerschaft für die Zukunft eine Steigerung von plus 40 Prozent.

Besonders kritisch waren wir beim Vorschlag der Kommission, indem wir bei den Verwaltungsausgaben eine deutliche Rücknahme um 66 Millionen Euro in unserem Vorschlag vorgesehen haben. Wir sehen hier die Notwendigkeit, eine Obergrenze von zwei Prozent anzustreben, um sicherzugehen, dass vor allem die Effizienz und Effektivität im Bereich der Verwaltung bei allen Organen, Einrichtungen und Agenturen der Europäischen Union in der Verantwortung gegenüber den Bürgerinnen und Bürgern in Europa als klare Zielsetzung und als klares Signal für dieses Thema der Optimierung und Effizienzsteigerung gesehen wird.

In Ergänzung haben wir diesem Vorschlag und diesem Standpunkt des Rates drei Erklärungen hinzugefügt: Zum einen ist es der bekannte und gewohnte Ansatz der Erklärung über die ausreichenden Mittel für Zahlungen im Bereich Landwirtschaft und Kohäsion.

Und wir haben ergänzend zwei neue Erklärungen angeschlossen, die eine Bezug nehmend auf eine Prüfung der Verwaltungsausgaben, die, wie vorher angeführt, einen besonderen, wichtigen Punkt in dem Vorschlag ausmachen. Wir wollen hier den hohen Bestand an sogenannten zweckgebundenen Einnahmen in dem Bereich analysieren. Und wir ersuchen in dieser Erklärung Kommissar Oettinger – auch im Hinblick auf unsere Verhandlungen –, hier in der Darstellung eine genauere Analyse zu geben.

In der dritten Erklärung erlauben wir uns, auf eine Vereinbarung aus dem Jahre 2017 hinzuweisen, in der es darum geht, die vereinbarten Steigerungen bis 2020 haushaltsneutral zu halten und zu gestalten, und darauf, dass dies in dieser Form noch nicht erreicht ist, weshalb es im Rahmen des Budgets und Haushalts 2019 eines zusätzlichen Spektrums bedarf.

Erlauben Sie mir, sehr geehrte Frau Präsidentin, liebe Abgeordnete und Herr Kommissar und liebe Gäste, abschließend zusammenzufassen: Ich glaube, wir haben die Chance, beginnend mit dieser Aussprache in den nächsten Wochen und Monaten die Gemeinsamkeit zu untermauern – eine große Chance, die darin liegt, dass wir für alle Seiten – sowohl Parlament, Kommission, aber vor allem auch von unserer Seite – mit unserem Vorschlag die Chance haben, einen vernünftigen, nachhaltigen und auch richtigen Haushalt für das Jahr 2019 gemeinsam auszuhandeln und zu beschließen. Und ich darf Ihnen zusagen und versprechen, dass wir als österreichische Präsidentschaft im Rahmen des Rates alle Kraft daransetzen werden, diese gemeinsamen Verhandlungen konstruktiv zu führen, und in dem Bereich alles daransetzen, um ein gutes Ergebnis zu erzielen.

Günther Oettinger, Mitglied der Kommission. – Frau Präsidentin, Herr Ratspräsident Minister Löger, Herren Berichterstatter Viotti und Rübig, lieber Herr Abgeordneter Arthuis, meine sehr verehrten Damen und Herren Abgeordnete, meine sehr verehrten Damen und Herren! Wir – sowohl Rat wie Parlament und Kommission – haben mit dem Haushalt gemeinsame Ziele verbunden: zum einen Wachstum und Beschäftigung, Stärkung der europäischen Wettbewerbsfähigkeit und zweitens Sicherheit und die Aufgabe der Migrationspolitik. Im Bereich Migration und Sicherheit sind wir dankbar, dass der Ratsvorschlag sowohl bei dem Asyl-, Migrations- und Integrationsfonds AMIF wie auch bei Frontex oder EASO und Europol, das heißt bei zentralen Agenturen, keine Kürzungen des Kommissionsansatzes vorsieht. Auch bei anderen Programmen wie COSME oder Erasmus+ sind die Ansätze und die Vorschläge des Rates für uns erfreulich und zukunftsweisend.

Wir bauen darauf, dass wir in den nächsten Wochen den Zeitrahmen einhalten. Es ist der letzte Haushaltsvorschlag, der von diesem Parlament zu beraten und zu entscheiden ist, der zweitletzte, den die Kommission erarbeitet hat, und es ist der erste, bei dem sich der Austritt der britischen Freunde für mehr als neun Monate niederschlägt. Wir sind dankbar, dass in den Verhandlungen das Vereinigte Königreich bisher unverändert seine Bereitschaft, alle Rechte und Pflichten des Haushaltsrahmens bis Ende 2020 wahrzunehmen und damit auch 2019 ein stabiler Partner zu bleiben, uns gegenüber zugesagt hat. Das heißt: ein normaler Haushalt.

Wir wollen mit Parlament und Rat über die Ansätze sprechen, und ich gestehe zu, dass das, was der Rat vorschlägt, nicht wirklich Kürzungen sind, sondern Korrekturen von einem erhöhten Vorschlag der Kommission. Sorgen machen wir uns bei wenigen Programmen, was die Ratsansätze betrifft. Ich finde, die Europäische Union sollte bei Forschung nicht sparen. Wir haben, übrigens vom Europäischen Rat getragen, seit Jahr und Tag ein 3%-Ziel, bezogen auf unser europäisches Bruttosozialprodukt, liegen aber nur bei 2 %. Österreich gehört zu den wenigen Mitgliedstaaten, die bei 3 oder gar über 3 % angekommen sind. Umso eher sollten wir alles tun, dass Horizont gestärkt wird und damit bestehende Programme und gemeinsame Unternehmen fortgeführt werden können und wir auch neue – Stichwort künstliche Intelligenz und anderes mehr – starten können.

Sorgen macht uns der Ansatz des Rates bei dem Thema der Fazilität „*Connecting Europe*“. Ich nenne zwei herausragende Projekte: den Brennerbasistunnel zwischen Österreich und Italien und Rail Baltica – ein Projekt zwischen Finnland, Estland, Lettland, Litauen und Polen. Bei beiden sollten wir Verzögerungen in Ausschreibung und Vergabe und damit Realisierung vermeiden. Dies hat mit den konkreten Mittelansätzen zu tun. Dasselbe gilt für Copernicus, wo wir Notfalldienste, Grenzüberwachungsdienste und andere wichtige Dienstleistungen nur dann ermöglichen können, wenn der Vorschlag der Kommission eingehalten wird.

Wir wissen darum, dass es beim Thema Finanzierung des Türkei-EU-Abkommens in der zweiten Tranche Unterschiede zwischen Parlament und Rat geben wird. Wir sollten hier kompromissbereit sein in der Frage, eine Milliarde oder zwei Milliarden oder eine Aufteilung zwischen dem Haushalt Europas und Mittelzuführungen der Mitgliedstaaten zwischen einer und zwei Milliarden.

Wir als Kommission werden uns dem kritischen Blick auf die Verwaltungsausgaben stellen. Da geht es nicht nur um die Kommission, da geht es um alle Organe. Wir haben bei den Sachausgaben die Mittel eingefroren. Bei den personellen Ausgaben orientieren wir uns an dem, was als Formel aus vielen Mitgliedstaaten und deren Gehaltsentwicklung im öffentlichen Dienst die entsprechende prozentuale Anpassung 2019 sein sollte. Und da wir keinen Pensionsfonds haben, aber natürlich im letzten Jahrzehnt eine deutliche Steigerung der Mitgliedstaaten, haben wir jetzt eben auch eine außerordentliche Entwicklung von Pensionsausgaben, die sich in der Rubrik 5 entsprechend niederschlägt. Wir gehen in den Verhandlungen darauf gerne im Detail ein.

Ich danke für die sachliche Einlassung. Wir freuen uns auf die Position des Parlaments, die in wenigen Wochen kommt. Wir werden Ihnen im Oktober einen Änderungsvorschlag vorlegen, und ich bin Ihnen dafür dankbar, dass Sie sich persönlich einbringen werden, dass Sie sich federführend für die Verhandlungen im Rat verantwortlich sehen. Dies ist ein klares Zeichen. Das Commitment macht uns Mut.

Daniele Viotti, *relatore*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, è stata una giornata intensa oggi qui al Parlamento. Questa mattina i voti sull'Ungheria, il voto per attivare le sanzioni finalmente contro l'Ungheria, e non contro il popolo ungherese, ma per la sua libertà, per la libertà di stampa, per una giustizia giusta. Poi il voto sul *copyright*, e io personalmente ne sono uscito abbastanza deluso oggi. Penso che non sarà questa la maniera per tutelare i piccoli editori, per tutelare gli autori eccetera, ma forse avremo un Internet diverso, meno libero.

E poi adesso entriamo nel vivo del dibattito sul bilancio. Io ringrazio il Ministro per essere qua con noi e per essersi impegnato già da subito ad accompagnarci e a voler discutere con noi insieme di questo bilancio, ma vorrei dirgli alcune parole molto chiare.

Questa discussione, questi due mesi che ci separano dall'arrivo in finale per l'adozione del bilancio, sarà un *derby*. E sarà un *derby* esattamente tra chi pensa di voler dare una prospettiva all'Europa e un futuro all'Europa e chi invece vorrà soltanto controllare i conti pubblici. Sarà un *derby* tra chi pensa di poter dare una prosperità e delle priorità alle nostre imprese, alle nostre università, ai nostri comuni, ai nostri cittadini e chi invece avrà uno sguardo soltanto rivolto all'orticello delle prossime elezioni del maggio 2019. E ancora tra chi vuol dare delle soluzioni vere al tema delle migrazioni e chi invece vuole ululare all'Europa cattiva che non è in grado di dare delle soluzioni.

Signor Ministro, io penso – lo dico, se mi consente, con una battuta – che in questa fase stiamo guardando al prossimo bilancio con lenti differenti, con lenti deformanti. Lei guarda al prossimo bilancio con le lenti del bilancio del 2018, e quindi parla degli aumenti che ci sono stati, degli aumenti che voi avete messo nella vostra lettura, e io guardo alla vostra lettura del bilancio del 2019 invece con le lenti della proposta della Commissione europea, che è una proposta che è basata sui conti che arrivano e sulla realtà che la Commissione europea vede di fronte a sé.

E allora vuole dei dati? I dati sono che rispetto alla proposta di bilancio della Commissione europea ci sono dei tagli per 794 milioni su ricerca e sviluppo sulla linea 1, ci sono tre milioni di tagli sulla disoccupazione giovanile, ci sono 340 milioni di tagli sull'agricoltura nella vostra proposta di bilancio. Ecco quali sono le lenti deformanti, e noi vogliamo lavorare su questo.

E c'è poi la grande questione dell'Africa e dei paesi da cui provengono le migrazioni. Questo vogliamo affrontarlo in modo molto serio. Dice il mio governo, dice il suo governo, dicono tutti i governi d'Europa che bisogna aiutarli a casa loro, un'espressione che peraltro a me non piace per nulla. Se però questo è l'obiettivo, se però veramente noi vogliamo, io dico, eradicare e sradicare le ragioni vere delle migrazioni – la povertà, la sicurezza, l'instabilità dei governi, le guerre, eccetera –, noi abbiamo bisogno di investire. Invece, nel vostro progetto di bilancio c'è un taglio di 306 milioni sulla quarta linea del bilancio europeo, cioè sugli aiuti umanitari, sulla cooperazione, sugli strumenti per la pace. Io voglio aumentare queste cifre. Voglio aumentare queste cifre, perché penso che le migrazioni e la sicurezza delle migrazioni la si faccia investendo in questi paesi.

Infine due parole ancora, signor Ministro, Commissione. Voglio ringraziarvi ancora e penso che il percorso e il dialogo saranno costruttivi. Però bisogna spiegare bene ai cittadini una cosa: che quello che chiede quest'Aula, quello che chiede il Parlamento non è la luna. Arrivo alla fine, signora Presidente. Questi soldi, bisogna dirlo ai cittadini, questi soldi ci sono. Questi soldi sono a disposizione e si possono investire, basta volerlo.

Io credo che possiamo fare un percorso insieme, il Consiglio e il Parlamento, per trovare una soluzione alle questioni che ci sono. Rispetto al tema della Turchia, toccato dal Commissario, voglio dire semplicemente che c'è un'unica possibilità di compromesso, rispettare i patti che ci sono stati nel passato, e una soluzione sicuramente la troveremo, una soluzione che dia soddisfazione ai nostri cittadini e che dia soprattutto una prospettiva.

Grazie ancora, e noi siamo a disposizione, assolutamente, come lei sa, per riunioni formali e informali e quant'altro per trovare le soluzioni.

Paul Rübiger, Berichterstatter. – Frau Präsidentin, sehr geehrter Bundesminister Löger, meine sehr geehrten Damen und Herren! Haushalt ist immer eine Verhandlungsfrage. Es ist wichtig, dass man sich darauf konzentriert, gemeinsame Ziele zu setzen und ein Budget vorzubereiten, das in Europa investiert, wo Wachstum und Beschäftigung generiert werden. Deshalb ist es wichtig, dass wir sehen, dass nicht nur im Kommissionsbudget, sondern auch in den anderen Institutionen – wir haben neben der Kommission noch neun andere Institutionen, die ungefähr einen Bereich von vier Milliarden Euro ausmachen – sehr viel Leistung geschieht. Wenn ich mir anschau, wie unterschiedlich hier die Erhöhungsraten sind, stelle ich fest, dass zum Beispiel der Datenschutz – und wir haben ja die Datenschutzgrundverordnung gerade verabschiedet – mit plus 16 % ganz oben liegt. Deshalb unterstütze ich hier auch die Kürzungen des Rates um die 100 000 Euro. Das ist nicht sehr viel, aber es ist ein Symbol dafür, dass sehr große Erhöhungen auch einer Kürzung zu unterliegen haben.

Ein Anliegen ist mir die Finanzierung des Europäischen Gerichtshofs. Wir haben vom Brexit gesprochen, und beim Brexit ist es klar, dass Streitfragen, die aus dem Artikel 50 entstehen, vom Gerichtshof schnell und effizient auch erledigt werden müssen. Deshalb sind hier die 16 Dienstposten für uns eine Grundvoraussetzung dafür, ob der Austrittsvertrag oder der harte Brexit auch vom Gericht gelöst werden kann und nicht von anderen Instituten.

Wir haben im heurigen Jahr endgültig die 5 %-Kürzung des Personals durchgezogen, auch das Parlament hat seine Dienstposten um 5 % gekürzt. Das ist natürlich im Haus schon spürbar. Aber auch der Unterschied zwischen dem europäischen Budget und den nationalen ist sehr groß: Die europäische Ebene hat letztlich weniger als 1 % des BIP zur Verfügung, die Nationalstaaten 30 bis 50 %. Wir verhandeln jetzt hinter dem Komma, sodass ich hoffe, dass wir uns hier bald und schnell und effizient einigen können.

Jean Arthuis, *Président de la commission des Budgets* — Madame la Présidente, Monsieur le Ministre, mes chers collègues, avec les coupes opérées par le Conseil sur le projet de budget 2019 s'achève la phase technocratique, bureaucratique, celle à laquelle travaillent les représentants des ministères nationaux, ministères des budgets ou des finances, sans instruction politique claire. Ainsi prend fin un exercice rituel de rabout. Ce que j'observe, c'est que, d'année en année, la coupe globale s'amplifie: 1,2 milliard en 2018, 1,55 milliard en 2019.

En amplifiant – nous avons entendu votre message, Monsieur le Ministre – les marges disponibles, le Conseil donne l'impression qu'il cherche à se protéger, manifestant une sorte de frilosité, transformant le budget de l'Union européenne en roue de secours budgétaire, comme il le fait pour le financement de l'accueil des réfugiés syriens en Turquie. La phase de l'arbitraire bureaucratique doit faire place à celle de la vision et de l'engagement politique. À la veille des élections européennes, nous devons délivrer un message clair et volontaire aux citoyens européens. Répondons à leur impatience en confortant une Europe qui leur parle, une Europe qui prépare leur avenir, une Europe qui les protège. Accepter d'accroître les marges pour imprévus serait renoncer à agir et donner en spectacle notre incapacité à décider. Ce dernier budget de la législature doit être porteur d'un message compréhensible, d'un message prometteur.

Préparer l'avenir, c'est faire de la recherche une priorité et doter nos chercheurs et nos laboratoires des moyens qu'ils attendent. Par exemple, dans un domaine aussi crucial que celui du numérique, pouvons-nous nous résigner à ce que les géants mondiaux soient américains ou chinois et ne soient pas européens?

Préparer l'avenir, c'est également investir dans l'éducation et la formation professionnelle, c'est offrir aux jeunes la possibilité d'aller à la rencontre de la diversité européenne grâce aux bourses Erasmus. J'ai bien entendu votre observation, Monsieur le Ministre, il y a un progrès. Mais vous devez savoir qu'en dépit de ce progrès, Erasmus suscite des frustrations, car pratiquement une demande recevable sur deux est écartée chaque année.

Protéger les Européens, c'est prendre la mesure des défis migratoires et disposer de moyens accrus pour contrôler nos frontières extérieures et mettre en œuvre un nouveau partenariat avec les pays africains, dont la population va doubler d'ici 2050 – le président Juncker l'a rappelé ce matin dans cet hémicycle –, c'est établir des relations constructives avec les pays du voisinage, des Balkans et du Moyen-Orient.

Protéger les Européens, c'est donner corps à la coopération structurée en matière de défense et de sécurité, de lutte contre le terrorisme mondialisé.

Dans deux semaines, éclairée par notre rapporteur général Daniele Viotti et par Paul Rubig, la commission des budgets va voter sa propre version du budget 2019. Puis viendra le temps de la plénière, ici à Strasbourg, à la fin du mois d'octobre, et nous engagerons la conciliation.

D'avance, je remercie la présidence autrichienne, vous Monsieur le Ministre, pour votre présence et votre engagement, dont je ne doute pas. Je vous remercie, ainsi que le commissaire Oettinger, qui a dû nous quitter, pour votre compréhension et pour l'aide que vous allez nous apporter.

En conclusion, je veux exprimer avec force mon souhait que le budget 2019 ne soit pas simplement la prolongation des budgets antérieurs portant la marque d'un nouveau coup de rabout dans les crédits d'engagement et dans les crédits de paiement.

Le temps est venu d'identifier les biens communs européens, c'est-à-dire les prérogatives de souveraineté que les États ne peuvent plus exercer seuls du fait des défis que leur lance la mondialisation, qu'il s'agisse du climat, de la défense, des migrations, de l'espace, du terrorisme, du numérique et de l'intelligence artificielle. Pussions-nous convaincre nos chefs d'État et de gouvernement que les crédits, devenus inefficaces lorsqu'ils sont engagés à l'échelon national, doivent désormais être transférés vers le budget de l'Union européenne pour être dépensés plus utilement. Ainsi serait démontrée ce que peut être la valeur ajoutée européenne. Autrement dit, le budget de l'Union européenne augmenterait sans que, pour autant, la dépense publique en Europe augmente.

L'Europe est en crise, l'Europe est en danger. Nous avons été élus pour la remettre daplomb et redonner confiance à tous les Européens. Notre budget nous invite, mes chers collègues, à mettre nos actes à la hauteur de nos paroles.

Hartwig Löger, *amtierender Ratspräsident*. – Frau Präsidentin, hohe Kommission, sehr geehrte Abgeordnete, liebe Gäste! Die Beiträge haben gezeigt, dass wir in den nächsten Wochen eine konstruktive, kritische Diskussion führen werden. Ich nehme aber gerne auch das Bild des Generalberichterstatters Viotti auf, der besonders mich als Österreicher gefordert hat, in ein Derby einzutreten, wo ich gestehe, dass es Österreich beim Fußball derzeit wahrscheinlich nicht schaffen wird. Aber – und ich nehme das Bild gerne an: Mein Bild und meine Hoffnung ist es, dass es uns – so wie es angesprochen wurde – gelingen kann, in den nächsten Wochen eine gemeinsame Mannschaft zu bilden, eine gemeinsame Mannschaft aus Parlament, aus Kommission und auch aus der Sicht des Rates, um uns darauf vorzubereiten, jene Punkte, die wir inhaltlich gemeinsam schon definiert und gefunden haben, mit den richtigen Maßnahmen zu versehen und dahinter auch die richtigen Budgetmittel für 2019 zu setzen.

Unsere Gegner sind nicht hier im Raum, unsere Gegner sind auf globaler Ebene – andere, die versuchen, Europa zu schwächen, andere, die versuchen, diese europäische Zukunft zu unterlaufen und zu unterwandern. Daher ist mein Appell bei aller notwendigen Diskussion, die wir führen werden, daran zu denken, dass wir letztendlich gemeinsam eine Mannschaft bilden müssen, um für Europa, für die Bürgerinnen und Bürger das zu liefern, was wir brauchen, nämlich als Sieger auf globaler Ebene, als geeintes Europa in die Zukunft zu blicken.

Ich erlaube mir, noch einmal auf einige Punkte einzugehen. Wir haben bewusst diesen Vorschlag in einer ausgewogenen Form definiert, und ich mache keinen Hehl daraus, dass auch wir in dem Ratsvorschlag uns da oder dort in einer mittel- und langfristigen Perspektive durchaus mehr Dynamik vornehmen. Aber es ist eine Verantwortung, die wir gemeinsam haben, uns die Programme und die Maßnahmen, die wir setzen, auch leisten zu können. Wir müssen auch gegenüber den Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern in Europa die Verantwortung leben, und die nehmen wir im Rat sehr ernst, nämlich dafür zu sorgen, dass wir diesen Budgetrahmen und Haushalt 2019 auf der Basis vernünftiger Mittel zustande bringen.

Abschließend noch einmal mein Appell: Wir haben die Chance, gemeinsam zu diskutieren, und ich bin bereit, auch in harte Gespräche zu gehen und die Konflikte anzunehmen. Aber wichtig ist, dass wir letztendlich erkennen, auch im Vorschlag, den das Parlament in den nächsten Wochen auf Basis dieser Diskussion erarbeiten und verabschieden wird: Wir werden gemeinsam durch das Ziel gehen. Ich baue auf die konstruktive Basis, die in der heutigen Diskussion erkennbar wurde, und die gemeinsamen Ziele, dass wir es schaffen werden, in der Zeit als klares Symbol für die Bürgerinnen und Bürger in Europa zu zeigen, dass wir – Parlament, Kommission und Rat – in der Lage sind, mit dem Haushalt 2019 gemeinsame Ziele zu erreichen. Das sind wir den Europäerinnen und Europäern schuldig. Gerade vor einer Wahl des Europäischen Parlaments ist es wichtig, in alle Länder die Botschaft und das Signal zu senden, dass wir in der Lage sind, gemeinsam für Europa etwas zu entwickeln.

La Présidente. – Le débat est clos.

Déclarations écrites (article 162)

Tamás Deutsch (PPE), *írásban*. – A regionális fejlesztési projektek megvalósítása teljes gőzzel folyik, a tagállamok, így Magyarország is egyre több már létrejött beruházás számláit küldik Brüsszelnek. 2019-ben is rekord összegű kohéziós forrás kifizetése várható Magyarországon, ezért kiemelten fontos, hogy elegendő forrás álljon rendelkezésre a tagállami számlák kiegyenlítésére, így 10%-kal, összesen 4,3 milliárd euróval szeretnénk növelni a regionális fejlesztési forrásokat. Egy, a teljes hétéves uniós pénzügyi keret tervet meghatározó szempont, hogy elkerülhessük a korábbi programok zárásánál felmerült kifizetési krízist, amikor a ciklus végére nem maradt elég forrás a költségvetésben. Ezzel egyben a következő, 2020 után kezdődő uniós fejlesztési programok pénzeit is biztosíthatjuk. A Tanács zárolná az illegális migráció kezeléséhez kapcsolódó forrásokat (460 millió euró kötelezettségvállalást és 94,5 millió euró kifizetést), mert a tagállamok nem tudtak megállapodni az ehhez kapcsolódó kérdésekben. Ez a tanácsi döntés teljes mértékben tükrözi a magyar érdekeket, így az Európai Parlamentben mindent meg fogunk tenni ezen álláspont megvédése érdekében. Ne költhessenek uniós forrásokat az illegális bevándorlást elősegítő célokra!

13. Varstvo posameznikov pri obdelavi osebnih podatkov v institucijah, organih, uradih in agencijah Unije in prosti pretok takih podatkov (razprava)

La Présidente. – L'ordre du jour appelle le débat sur le rapport de Cornelia Ernst, au nom de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (COM(2017)0008 — C8-0008/2017 — 2017/0002(COD)) (A8-0313/2017).

Cornelia Ernst, Berichtsteratterin. – Frau Präsidentin! Man kann sagen: Seit 2011 sind wir dabei, für die digitale Gesellschaft so etwas wie eine Straßenverkehrsordnung zu schaffen. Datenschutz-Grundverordnung und -richtlinie sind die Basis für die umfassendste und modernste Datenschutzgesetzgebung der Welt, um Grundrechte der Bürgerinnen und Bürger, ihr Recht auf informationelle Selbstbestimmung wirksam zu schützen. Und wie das im Straßenverkehr nun mal so ist, muss klar sein, wer Vorfahrt hat, wo Einbahnstraßen sind, mit welchem Tempo man losmachen kann. Und die Regelungen müssen natürlich überall gelten. Sonst geht es nicht. Datenverkehr hat nun mal keine Grenzen.

Anliegen dieser Verordnung ist nun die Umsetzung des Datenschutzpakets – wenn man so will – in den europäischen Institutionen und für den Europäischen Datenschutzbeauftragten. Ich kann ruhigen Gewissens sagen: Wir haben wirklich dafür gesorgt, dass das, was für jeden EU-Bürger zum Datenschutz gilt, natürlich auch für die EU-Institutionen gelten muss – wie den Rat, das Europäische Parlament, die Kommission – und nicht jeder so sein Extrasüppchen kochen kann und es eben einfach nicht mehr so leicht sein soll, künftigen Assistenten hier im Europäischen Parlament Fragebögen abzuverlangen, in denen sie gefragt werden, wie viele Zigaretten sie rauchen, ob sie schon mal beim Psychiater waren, welche Krankheiten ihre Eltern hatten und so weiter und so fort.

Aber auch der Europäische Staatsanwalt soll denselben Regeln unterliegen, Eurojust und natürlich auch Europol. Ich darf daran erinnern, dass die Europol-Verordnung die einzige ist, das einzige Gesetz, in dem biometrische Daten nach wie vor nicht als besonders sensible Daten gezählt werden. Und an die Adresse von Europol möchte ich auch ganz versöhnlich sagen: Nein, das Parlament hatte zu keiner Zeit vor, die Arbeit von Europol zu unterminieren – im Gegenteil: Transparenz zu schaffen, auch im Datenschutz. Ich denke, das kriegen wir auch bis zum Jahre 2022 hin.

Die Verordnung regelt aber auch stärkere Kompetenzen – und das war uns sehr wichtig – für den Europäischen Datenschutzbeauftragten und Datenschutzbeauftragte überhaupt. Und hier waren wir uns wirklich einig: Da müssen mehr Kompetenzen her, und vor allem müssen auch Ressourcen deutlich ausgeweitet werden. Wir haben einen starken Datenschutzausschuss auch gewollt.

In der Verordnung gibt es in diesem Zusammenhang auch ein neues Modell der koordinierten Aufsicht für die Datenbanken- und Informationssysteme. Bisher existierte für zentralisierte Systeme, die Daten aus den Mitgliedstaaten enthalten, ein eigenes Aufsichtsgremium aus EDSB, nationalen Behörden, jedes mit eigenen Prozeduren, eigenem Vorsitz, eigenem Tralala, sag ich jetzt mal. Das haben wir tatsächlich beendet, um einen einheitlichen Mechanismus der Kontrolle zu haben. Und das ist erst mal gut.

Wir sind auch froh, zu Transparenz und Informationsfreiheit ein bisschen beigetragen zu haben. Gemeint ist die Regelung für den Zugang zu EU-Dokumenten. Dort haben wir eine wichtige Klarstellung erreicht, nach der Bürgerinnen und Bürger, die bestimmte Informationen von der EU erhalten wollen, nicht einfach billig abgespeist werden können. Und damit haben wir in diesem Gesetz auch ein bisschen die Gerichtsurteile in den Fällen Bavarian Lager und Dennekamp umgesetzt.

Es gibt allerdings – wie das immer im Leben so ist – auch einen Wermutstropfen, und der heißt interne Vorschriften, die wir alle nicht besonders leiden können. Diese sind dennoch halbwegs sinnvoll genau dort, wo spezifische Regelungen zur Erfüllung von Aufgaben notwendig sind – Stichwort OLAF – oder weil die DSGVO an einigen Stellen für die Mitgliedstaaten Spielräume und Hausaufgaben aufgeben hat wie für die Balance von Meinungsfreiheit und Datenschutz, ohne allerdings – das war uns wichtig – das bestehende Gesetz zu unterminieren, auszuhebeln. Deswegen waren auch Sicherheitsnetze und die Kontrolle des EDSB notwendig.

Lassen Sie mich abschließend ein persönliches Wort sagen: Vielen Dank an die Schattenberichterstatter, die wirklich meine absolute Stütze waren. Wir sind eine kleine Fraktion, da muss man wirklich ackern. Und auch den Mitarbeitern sei Dank gesagt. Wir hätten sonst nicht so agieren können. Der Dank geht auch an die Kommission, die nicht nur einen guten Entwurf auf den Tisch gelegt hat, sondern als Vermittlerin hilfreich war, den Juristischen Dienst, das LIBE-Sekretariat. All das sind professionelle Stützen. Ich durfte das kennenlernen. Vielen Dank! Und ich sage an den Rat: Der hat noch eine Menge zu tun, Stichwort ePrivacy. Wir sind durch, wir sind fertig mit unseren Hausaufgaben und erwarten jetzt, dass die auch vom Rat gemacht werden. Das sei noch hinzugefügt.

Věra Jourová, *Member of the Commission*. – Madam President, I would like to thank the rapporteur, Ms Ernst, as well as the shadow rapporteurs, for the very constructive negotiations on the proposed regulation.

The final text provides the Union institutions, bodies, offices and agencies with a strong and coherent data protection framework aligned with the General Data Protection Regulation, as well as, where relevant, the Data Protection Law Enforcement Directive. It will ensure that everyone is protected when EU institutions and agencies process their personal data, whether it is staff of the EU institutions, visitors to our buildings or recipients of EU funding.

Let me briefly go through the main elements of the regulation. The final text introduces novel concepts in line with the General Data Protection Regulation such as data protection by design and by default, the need to notify a personal data breach to the European Data Protection Supervisor and to the data subject – the people affected by the breach – and the need for a data protection impact assessment prior to processing when this might result in a high risk for the rights and freedoms of people.

The agreement modernises data subject rights, in particular by introducing the right to data portability, an explicit reference to the right to be forgotten, and the need to provide the data subject with more information. Article 25, providing for the possibility to use internal rules to restrict data subject rights, strikes the right balance. While respecting the requirements of the Charter of Fundamental Rights, it meets the operational needs of Union institutions and bodies. The legal text meets the quality of law requirement as formulated by both the Luxembourg and Strasbourg courts. The new rules will abolish unnecessary bureaucratic requirements such as, for instance, prior checks. Supervision has also been reinforced, in line with the General Data Protection Regulation. The European Data Protection Supervisor will now have the possibility to impose a pecuniary fine on a Union institution, body, office or agency, which is an unprecedented power in EU law.

Finally, a word on the issue of scope, which has been the subject of many discussions. The Commission welcomes the balanced result, which has been reached after intense negotiations. The Commission has always called for a coherent data protection regime for all institutions, bodies, offices and agencies to avoid unnecessary fragmentation. At the same time, the specific nature of the work of law enforcement agencies needs to be recognised, and interoperability between these EU agencies and Member State authorities needs to be ensured. The inclusion of Eurojust under the scope of this regulation and the review clause for the Europol and European Public Prosecutor's Office (EPPO) regulations are important achievements in this regard.

The Commission, however, regrets the complete exclusion of missions referred to in Articles 42/1, 43 and 44 of the Treaty under the Common Security and Defence Policy from the scope of the regulation, as this creates a gap which will need to be filled with additional legislative instruments.

Birgit Sippel, *on behalf of the S&D Group*. – Madam President, the new EU Directive on Data Protection in the area of Police and Judicial Cooperation is sometimes called the little sister of the General Data Protection Regulation. The rules for data protection in the EU institutions are probably not more than a distant cousin in the public eye. However, this does not do the regulation justice. The EU institutions have to make sure that our own data protection rules live up to the high standards that we expect companies and public authorities all over Europe and beyond to comply with. This is precisely what this regulation seeks to do.

We as the S&D Group would very much have preferred to have one set of data protection rules for everybody, including the EU institutions. However, the Commission chose a different approach. The data protection rules for EU institutions that we will be voting on tomorrow is, therefore, the third step in our endeavour to secure EU citizens' fundamental right to data protection. Despite the challenge of having different texts, overall, I think we managed to achieve pretty good results. The new rules are aligned with high data protection regulation standards and, for example, like in GDPR, this regulation guarantees certain rights to citizens, such as the right to know what kind of personal data an EU institution holds about you, as well as the right to ask for the correction or even deletion of those data.

As the S&D Group, we believe that this regulation, coupled with GDPR and the Police Directive, represents an ambitious step towards securing the fundamental rights of persons. In this context, we agree that an independent supervisory body should be set up to ensure the protection of fundamental right to data protection in the EU institutions too. I find it regrettable, however, that EU agencies are not fully covered by this new regulation. Europol, after long debates, continues to have its own set of rules. However, it is our understanding in the S&D Group that the future Europol reform will rectify this problem, thus helping to create legal certainty and uniform rules, including for the processing of operational data.

Together with and on behalf of our shadow, Miriam Dalli, we would like to congratulate the rapporteur, Cornelia Ernst. Together, we managed to agree a piece of ambitious and progressive legislation. Through tomorrow's vote, this House will show what Parliament and the Council together can achieve in the area of fundamental rights protection in all sectors.

In particular, I am happy to see that e-privacy rules are incorporated in this regulation. However, there is a missing piece: the e-privacy regulation for outside the EU institutions. E-privacy seeks to protect the confidentiality of communication as a whole. It was proposed by the Commission in January 2017 and Parliament adopted its position in October. But ever since then, the file has been stuck in the Council. Member States are unwilling to make a bold step towards protecting fundamental rights online, despite the fact that the current e-privacy rules do not even cover main players such as Facebook or WhatsApp, and this has to change. Member States have to move and the Austrian Presidency has to be more ambitious than just aiming for a progress report in December.

To sum up, with the regulation for data protection in EU institutions, we are taking another important step towards ensuring fundamental rights in the digital era, and this House stands ready – and the S&D Group stands ready – to add the missing piece to this protective framework. We want to start negotiations on the e-privacy regulation with the Council now.

Ruža Tomašić, u ime Kluba ECR-a. – Poštovana predsjedavajuća, Opća uredba o zaštiti podataka, iako je poslovnim subjektima nametnula nove obveze i ograničenja, dala je pojedincima važne garancije protiv bezakonja koje je nažalost znalo vladati u tom području. Zbog navedenog mi je posebno drago što danas raspravljamo o prilagodbi institucija, tijela, ureda i agencija Unije istovjetnim pravilima. Proširenje područja pravne sigurnosti cilj je koji u svakoj prilici svesrdno podupirem i ujedno koristim priliku da zahvalim izvjestiteljici Ernst na ovome izvješću.

S posebnom bih se pažnjom željela osvrnuti na činjenicu da je u primjeni ove Uredbe od ključne važnosti osigurati to da su agencije Unije koje obrađuju operativne podatke, posebice kada je riječ o istraživanju kaznenih djela i progona počinitelja, u mogućnosti doista ispuniti svoju misiju i u praksi.

Angelika Mlinar, on behalf of the ALDE Group. – Madam President, let me first thank our rapporteur, Cornelia Ernst, for her excellent work. It was really a pleasure to work with you and I think the results speak for themselves. Regulation 45/2001 is part of the historic reform of the European Data Protection landscape, which aims to remove legal fragmentation by harmonising common rules in principles between the EU agencies that carry out law enforcement tasks. From the start, the objective of the European Parliament was to end the so-called stand-alone regimes such as Eurojust, Europol and the European Public Prosecutor's Office. The final interinstitutional agreement was in the end a victory for the European Parliament, because for the first time we have ensured that the stand-alone regimes cannot deviate from the principles of this regulation. The harmonised rules in the regulation will, furthermore, prevent data protection loopholes in the cooperation between the Union institutions, bodies, offices and agencies.

Finally, I call on the Commission to evaluate in the future whether to extend the scope of the regulation and to include all EU law enforcement agencies in order to increase the legal consistency of data transfers between EU bodies and agencies, increase mutual trust and data exchange between data agencies, as well as legal certainty for data subjects.

Romeo Franz, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Dieselben Regeln, die für Unternehmen und Behörden in den Mitgliedstaaten gelten, sollen auch für die EU-Institutionen gelten. Daher ist es gut, dass nach der Datenschutzgrundverordnung nun auch die Verordnung für den Datenschutz in den EU-Institutionen und Agenturen modernisiert wird.

Inhaltlich war dieses Dossier ja weitgehend unstrittig, weil wir uns an der Datenschutzgrundverordnung orientiert haben. Wir Grünen freuen uns aber besonders, dass es zusätzlich auch ein spezielles Kapitel zum Datenschutz in den europäischen Strafverfolgungsbehörden gibt, das sich an der Richtlinie zum Datenschutz im Polizeibereich für die Mitgliedstaaten orientiert. Das war von Anfang an unsere Forderung. Auch hier gilt nämlich: Einheitliche Standards erleichtern den Datenaustausch.

Wir hätten uns gewünscht, dass dieses Kapitel von Anfang an auch für Europol und die Europäische Staatsanwaltschaft gilt, nicht nur für Eurojust. Wir fordern daher die Kommission auf, die Anpassung sobald wie möglich vorzulegen. Ich möchte meinen Dank aussprechen für die gute Zusammenarbeit, besonders im Namen von Jan Philipp Albrecht, der das hier noch für unsere Fraktion verhandelt hat.

Gilles Lebreton, au nom du groupe ENF. – Madame la Présidente, cette proposition de règlement présente un grand intérêt. Elle transpose en effet aux institutions de l'Union européenne l'application du fameux RGPD, le règlement général sur la protection des données personnelles. Or, cette transposition est une bonne chose car les institutions de l'Union doivent montrer l'exemple et accepter de s'appliquer à elles-mêmes ces règles de protection de la vie privée des individus. Car c'est bien cela l'objet de ce texte: il s'agit d'obliger les institutions de l'Union à respecter l'indispensable protection des données personnelles des individus, au même titre que les États membres.

Je regrette, à cet égard, que la Commission ait tenté de s'accorder un régime d'exception et je félicite le rapport Ernst d'avoir su briser sa tentative de se mettre, en quelque sorte, au-dessus de la loi européenne.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, οι ανάγκες της σύγχρονης εποχής έχουν υποχρεώσει αρκετά άτομα να κάνουν γνωστά τα προσωπικά τους δεδομένα σε διάφορους φορείς. Αυτή η πραγματικότητα επιβάλλει επιτακτικά την ανάγκη προστασίας των προσωπικών δεδομένων όχι μόνο από αναρμόδια κοινοποίησή τους, χωρίς την άδεια του κατόχου, αλλά και ως προς την επεξεργασία τους. Η ίδια αρχή ισχύει και στα όργανα, τους οργανισμούς και τους θεσμούς της Ευρωπαϊκής Ένωσης διότι είναι αναφαίρετο δικαίωμα για κάθε άτομο να είναι σεβαστές η ιδιωτική, η οικογενειακή ζωή του, καθώς επίσης και η επικοινωνία και η κατοικία του. Υπό την έννοια αυτή, οι νέοι κανόνες προστασίας των προσωπικών δεδομένων αλλά και της επεξεργασίας τους από τους θεσμούς και τα όργανα της Ευρωπαϊκής Ένωσης κινούνται προς τη σωστή κατεύθυνση. Μοναδική παραφωνία είναι η δυνατότητα που διαθέτουν ακόμη η Ευρωπαϊκή Εισαγγελία αλλά και η Ευρωπαϊκή Αστυνομία, η Ευρωπόλ, να επεξεργάζονται τα προσωπικά δεδομένα προκειμένου να προλαμβάνουν, να ανιχνεύουν και να διώκουν ένα έγκλημα. Αυτό πρέπει να λήξει διότι υπάρχει κίνδυνος τα προσωπικά δεδομένα να χρησιμοποιηθούν από κάποιες κυβερνήσεις για να καταδιώξουν πολιτικούς αντιπάλους.

Tomáš Zdechovský (PPE). – Paní předsedající, vážená paní komisařko, všichni vidíme, jak nová pravidla GDPR byla přetřásána v řadě médií a protože oba pocházíme z České republiky, víme, jakou vyvolala paniku v České republice, protože je využili euroskeptici, kteří tvrdili, že budou zase omezovat a šikanovat lidi, přestože tato pravidla mají obyčejné lidi chránit. A proto je potřeba tuto legislativu důsledně vysvětlovat. Přestože instituce EU v oblasti ochrany osobních dat patří mezi ty velmi důsledné, je potřeba i s touto legislativou poměrně důsledně pracovat a je potřeba ji vysvětlovat, a proto jsem rád, že i EU na té nejvyšší úrovni tuto legislativu přijímá.

Samozřejmě, že musí mít výjimky některé agentury, jako Europol, Eurojust nebo EUIPO, které vlastně ze své podstaty musí plnit trošku jiné úkoly a mají jiný způsob zacházení s osobními daty. Nicméně osobně si myslím, že tak, jak je tato ochrana fyzických osob v souvislosti se zpracováním údajů pojatá, jak byla navržena Evropskou komisí, je poměrně dobře provedená a ten návrh, tak jak byl Vámi prezentován, má z mého pohledu smysl.

Závěrem mi dovoluji tady dodat, že je důležité, jak my to budeme komunikovat navenek, že celé GDPR je často předmětem mýtů a jeho účelem není šikana, ale ochrana obyčejných lidí, a to si myslím, že by měl být hlavní vzkaz dnešního setkání tady nad touto legislativou.

Josef Weidenholzer (S&D). – Frau Präsidentin! Die Beschlussfassung der Datenschutz-Grundverordnung war ein wichtiger Erfolg der europäischen Gesetzgebung. Beispielhaft: Sie garantiert einen einheitlichen Rahmen für die gesamte Union, schützt die Privatsphäre der Nutzerinnen und sichert die Grundrechte. Es ist selbstverständlich, diese Regeln auch für die Institutionen der Union verpflichtend zu machen. Datenschutz und das Recht auf Privatsphäre sind Grundrechte, die für alle Bereiche Gültigkeit haben müssen. Es ist höchste Zeit, das endlich zu tun.

Der von Cornelia Ernst vorgelegte legislative Bericht löst alle in diesem Zusammenhang relevanten Fragen. Die bisher geltenden Regeln aus 2001 werden an die Datenschutz-Grundverordnung sowie an die Datenschutzrichtlinie für elektronische Kommunikation angepasst. Es ist daher wichtig, dass dieses Legislativvorhaben auf der Basis des Parlamentsbeschlusses rasch finalisiert und nicht verwässert wird.

Hervorheben möchte ich auch die Rolle des Europäischen Datenschutzbeauftragten. Der Ausschuss für bürgerliche Freiheiten, Justiz und Inneres konnte gegenüber dem Kommissionsvorschlag wichtige Verbesserungen erreichen – vor allem was den Anwendungsbereich der Institutionen betrifft. Eurojust, Europol und der Europäische Staatsanwalt – die für den gemeinsamen Raum der Freiheit, der Sicherheit und des Rechts zentralen Institutionen – werden nun ebenso erfasst. Europol und Eurojust unterliegen nunmehr den gleichen Regeln wie die Polizeibehörden in den Mitgliedstaaten.

Es ist sehr bedauerlich, dass das alles viel zu lange gedauert hat. Eigentlich hätte dieses selbstverständliche, naheliegende Vorhaben schnell und rasch umgesetzt werden sollen und können. Wieder einmal waren es kurzfristige Interessen einzelner Mitgliedstaaten, die eine zügige Umsetzung unmöglich gemacht haben.

Ich möchte dieser Stelle ganz besonders der Berichterstatteerin danken, dass sie nicht lockergelassen hat und dass sie hartnäckig an diesem Fall drangeblieben ist.

Λάμπρος Φουντούλης (NI). – Κυρία Πρόεδρε, ο ίδιος τίτλος της εκθέσεως είναι εν μέρει αντιφατικός. Πρακτικά, είναι σχεδόν αδύνατο να διασφαλίσουμε την προστασία των προσωπικών δεδομένων και ταυτόχρονα την ελεύθερη κυκλοφορία των δεδομένων αυτών μεταξύ των οργανισμών της Ενώσεως. Δυστυχώς έχουμε γίνει μάρτυρες πολλών περιπτώσεων στις οποίες, παρά τα διάφορα μέτρα προστασίας που κατά καιρούς έχουν ληφθεί, τα προσωπικά δεδομένα πολιτών κατέληξαν στο Διαδίκτυο, εύκολα προσβάσιμα στον οποιονδήποτε. Σκοπός μας πρέπει να είναι η εξεύρεση της χρυσής τομής ώστε να διασφαλίζεται η ανωνυμία και ταυτόχρονα και η ασφάλεια των Ευρωπαίων πολιτών. Δεν θεωρώ πως υπάρχει λόγος να ανταλλάσσονται τα δεδομένα πολιτών που δεν απασχολούν τις αρχές ή δεν έχουν καταδικαστικές αποφάσεις εις βάρος τους. Αντιθέτως, στοιχεία λαθρομεταναστών, πόσο μάλλον υπόπτων για τρομοκρατία, θεωρώ ότι είναι επιβεβλημένο να κοινοποιούνται σε όλες τις υπηρεσίες ασφαλείας των κρατών μελών. Τέλος, είμαι κάθιστα αντίθετος στην κυκλοφορία προσωπικών δεδομένων Ευρωπαίων πολιτών για οποιοδήποτε άλλο λόγο πλην της πρόληψης εγκληματικών ενεργειών και ποινικά κολάσιμων πράξεων γενικά.

Carlos Coelho (PPE). – Senhora Comissária, caras e caros colegas, nos últimos anos temos vindo a redefinir na Europa os direitos à privacidade e proteção dos dados pessoais.

A face mais visível dessa mudança é o regulamento geral de proteção de dados. Com a sua entrada em vigor este ano, protegemos melhor os cidadãos europeus, capacitamos a União para os desafios do futuro e lideramos no mundo as mudanças no sentido da sua maior proteção.

Casos como o do Facebook e da Cambridge Analytica tornam claro que estávamos certos, mas aquele regulamento é apenas um dos quatro grandes pilares de proteção de dados na Europa, como aliás já foi referido por diversos oradores. Acrescem a chamada diretiva de proteção de dados da polícia, a diretiva e-privacy e, por fim, o regulamento que hoje debatemos.

É evidente que a União e todos os seus organismos têm de dar o exemplo, é por isso que alinhar direitos e deveres da União com o Regulamento Geral de Proteção de Dados era imperativo. É o que fazemos com este novo instrumento. Claro que, em casos muito específicos, como a Europol, os dados tratados carecem de um regime específico, mas não tomemos o todo pela parte.

Este novo instrumento irá, sem margem para dúvida, proteger de igual modo os dados pessoais detidos por entidades da União Europeia, incluindo este Parlamento. A reforma da proteção de dados na Europa ficará concluída e uma vez mais reafirmaremos a liderança europeia no mundo, na defesa destes direitos fundamentais. Resta-me cumprimentar a colega Ernst pelo excelente trabalho que realizou.

Interventions à la demande

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Señora presidenta, comisaria Jourová, este Parlamento Europeo nunca es más Parlamento que cuando legisla y, desde luego, nunca es políticamente más relevante que cuando legisla sobre derechos fundamentales, porque ese es uno de los activos del Tratado de Lisboa, que reconoce el derecho a la privacidad en su artículo 16, así como su carácter fundamental en el artículo 8 de la Carta de Derechos Fundamentales de Unión Europea.

Lo tomamos muy en serio desde la legislatura anterior, cuando pusimos en marcha el Reglamento de protección de datos, que es un enorme paso adelante, y la Directiva dirigida a las agencias de cumplimiento del Derecho, de policía y judicatura, de investigación de los delitos y depuración de sus responsabilidades. Pero lo hace también ahora cuando actualiza el Reglamento (CE) n.º 45/2001 con uno nuevo dirigido al tratamiento de datos en las instituciones europeas. Lo celebramos. Solo podemos lamentar que no sea un tratamiento uniforme, que todavía haya un conjunto de agencias que no están comprendidas (Eurojust o Europol). Pero hemos puesto el acento en la fortaleza del Supervisor Europeo de Protección de Datos para que garantice sanciones muy efectivas a los incumplimientos de este nuevo derecho en vigor.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, ο κανονισμός για την προστασία από την επεξεργασία προσωπικών δεδομένων είναι πάρα πολύ σημαντικός. Πρέπει να δώσουμε μεγάλη έμφαση προκειμένου να ενισχύσουμε τα ατομικά δικαιώματα και φυσικά δεν πρέπει οι πολίτες να δέχονται καμία επεξεργασία των δικών τους δεδομένων. Το γεγονός ότι αυτό θα επεκταθεί και στα κοινοτικά όργανα είναι, πράγματι, πάρα πολύ σοβαρό. Πρέπει και οι εξαιρέσεις οι οποίες δίνονται να είναι τέτοιες ώστε πραγματικά να στηρίζουν το δημόσιο συμφέρον. Θα ήθελα να πω, όμως, ότι η εφαρμογή του γενικού κανονισμού για την προστασία δεδομένων επεκτείνεται πλέον και στην πολιτική επικοινωνία. Κυρία Επίτροπε, θέλω την προσοχή σας, διότι οι βουλευτές και οι ευρωβουλευτές πρέπει να επικοινωνούν με τους πολίτες, πρέπει να επικοινωνούν με τους ψηφοφόρους τους. Ο τρόπος με τον οποίο ερμηνεύεται ο συγκεκριμένος κανονισμός επί της ουσίας έχει περιορίσει το δικαίωμα της πολιτικής επικοινωνίας, διότι η πολιτική επικοινωνία δεν είναι εμπόρευμα. Ως εκ τούτου, πρέπει να προσεχθεί ο τρόπος με τον οποίο γίνεται η επικοινωνία των ευρωβουλευτών, των πολιτικών με τους πολίτες και να έχουμε πολύ συγκεκριμένες οδηγίες από το ίδιο το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο εν όψει των ευρωεκλογών. Είναι πολύ σημαντικό το ζήτημα αυτό και πρέπει να το συζητήσουμε αναλυτικά.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, η έκθεση της ευρωβουλευτού Cornelia Ernst για την προστασία των φυσικών προσώπων έναντι της επεξεργασίας δεδομένων τους από τα όργανα της Ένωσης έρχεται σε μια στιγμή που συζητούμε, παράλληλα, την ανάγκη βελτίωσης του σχετικού πλαισίου που αφορά το Διαδίκτυο. Σε ενωσιακό επίπεδο έχουμε ήδη θεσπίσει κανόνες σεβασμού των προσωπικών δεδομένων όμως, στην πράξη, το ζήτημα παραμένει άγνωστο και δυνητικά επικίνδυνο για πολλούς πολίτες. Η προστασία έναντι της επεξεργασίας δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα αποτελεί θεμελιώδες ανθρώπινο δικαίωμα που κατοχυρώνεται στον Χάρτη των Θεμελιωδών Δικαιωμάτων της Ένωσης και στη Συνθήκη για τη λειτουργία της Ευρωπαϊκής Ένωσης, αλλά μένουν πολλά να γίνουν για να διασφαλιστεί η πλήρης εφαρμογή αυτών των διατάξεων. Οφείλουμε να εξοπλίσουμε τους πολίτες με νέες δυνατότητες, όπως η απόσυρση της συγκατάθεσης επεξεργασίας των δεδομένων τους ανά πάσα στιγμή. Ο πολίτης πρέπει να γνωρίζει ποιος, πού και για ποιο σκοπό επεξεργάζονται τα δεδομένα του. Η έκθεση Ernst κινείται προς αυτήν ακριβώς την κατεύθυνση και συνεπώς θεωρώ ότι πρέπει να την υπερψηφίσουμε.

(Fin des interventions à la demande)

Věra Jourová, Member of the Commission. – Madam President, I fully endorse what many of you have said in this debate. With the data protection package in application since May, we now need to ensure that the Union institutions, bodies, offices and agencies are fully equipped with an equally modernised data protection legal regime. This is important for the protection of the fundamental rights of anyone whose personal data is processed by EU institutions and agencies. I therefore encourage you to endorse this agreement tomorrow. On Europol and the European Public Prosecutor's Office, there is a robust review clause which foresees that the Commission will, by 1 May 2022, review the founding legal acts of both agencies.

Finally, the Commission calls on the European Data Protection Supervisor to ensure the monitoring and application of this regulation, as the enforcer of this regulation – its supervisory role, which has now been further strengthened – is of utmost importance for real practice.

Cornelia Ernst, Berichtsteratterin. – Frau Präsidentin! Vielen Dank für die Beiträge der Fraktionen. Ich will noch zwei ganz kurze Bemerkungen machen. Die erste ist: Frau Kommissarin Jourová hat gesagt: Der Bereich Außen- und Sicherheitspolitik fehlt hier. Das ist richtig. Leider konnte das mit der Verordnung nicht geregelt werden. Da muss man tatsächlich auch noch mal in die Verträge gucken, wie man das am klügsten machen kann – ein großes und offenes Problem.

Das Zweite ist meine Bitte, auch an die Kommissarin, Druck zu machen auch auf den Rat. Wir möchten gerne, dass ePrivacy verhandelt wird und nicht nur darüber geredet wird und in den Mitgliedstaaten in den Medien irgendwelches Zeug behauptet wird, das nicht der Wahrheit entspricht. Es ist ganz, ganz wichtig, dass die ePrivacy tatsächlich hier in die Verhandlungen und noch in dieser Legislatur unter Dach und Fach kommt. Alles andere finden wir wirklich schlimm. Der Rat hat sich hier wirklich nicht auf ein gutes Feld begeben. Unsere Bitte besteht darin – da spreche ich in diesem Fall ganz gewiss auch für die anderen Fraktionen –, Druck zu machen. Es geht so nicht weiter. Der Rat muss handeln.

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΠΑΠΑΔΗΜΟΥΛΗΣ

Αντιπρόεδρος

Πρόεδρος. – Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί την Πέμπτη 13 Σεπτεμβρίου 2018.

Γραπτές δηλώσεις (άρθρο 162 του Κανονισμού)

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), in writing. – The proposal calls on the EU institutions, bodies, offices and agencies to adopt a high level of a protection of personal data, which is required from the private companies. I believe that this regulation along with GDPR will contribute to securing the fundamental rights of private persons in the digital environment. Right to privacy has been a long term respected basic value, which should not be undermined by any means, in any context. Retention of data about ethnic origin, religion, political orientation, health data, sexual life and other shall be banned. It is understandable that institutions, such as Eurojust, Europol and the European Public Prosecutor, are excluded from the scope of the regulation due to the specific nature of their work. However, Europol and Eurojust are currently subject of the same set of rules such as police authorities in the individual Member States.

14. Evropska strategija za plastiko v krožnem gospodarstvu – Možnosti za rešitev vprašanja stičišča med zakonodajo o kemikalijah, proizvodih in odpadkih (razprava)

Πρόεδρος. – Το επόμενο σημείο στην ημερήσια διάταξη είναι η κοινή συζήτηση επί:

— της έκθεσης του Mark Demesmaeker, εξ ονόματος της Επιτροπής Περιβάλλοντος, Δημόσιας Υγείας και Ασφάλειας των Τροφίμων, σχετικά με την ευρωπαϊκή στρατηγική για τις πλαστικές ύλες σε μια κυκλική οικονομία (2018/2035(INI)) (A8-0262/2018),

— της ερώτησης με αίτημα προφορικής απάντησης προς το Συμβούλιο σχετικά με τις επιλογές σχετικά με τα θέματα διαεπαφής μεταξύ της νομοθεσίας για τα χημικά, τα προϊόντα και τα απόβλητα που κατέθεσαν οι Lukas Mandl, Christel Schaldemose, Mark Demesmaeker, Anneli Jäätteenmäki, Lynn Boylan, Davor Škrlec, Piernicola Pedicini, Joëlle Mélin, εξ ονόματος της Επιτροπής Περιβάλλοντος, Δημόσιας Υγείας και Ασφάλειας των Τροφίμων ((O-000063/2018 - B8-0036/2018) (2018/2589(RSP), και

— της ερώτησης με αίτημα προφορικής απάντησης προς την Επιτροπή σχετικά με τις επιλογές σχετικά με τα θέματα διαπαφής μεταξύ της νομοθεσίας για τα χημικά, τα προϊόντα και τα απόβλητα που κατέθεσαν οι Lukas Mandl, Christel Schaldemose, Mark Demesmaeker, Anneli Jäätteenmäki, Lynn Boylan, Davor Škrlec, Piernicola Pedicini, Joëlle Mélin, εξ ονόματος της Επιτροπής Περιβάλλοντος, Δημόσιας Υγείας και Ασφάλειας των Τροφίμων (O-000064/2018 - B8-0037/2018) (2018/2589(RSP))

Mark Demesmaeker, Rapporteur. – Voorzitter, enkele dagen geleden begon in de Verenigde Staten een grote schoonmaakactie van de oceaan. De beelden gingen de wereld over. The Ocean Cleanup wil met plasticvangers de plastic soep in de Stille Oceaan helpen opruimen. Ik hoop dat de jongensdroom van de jonge Nederlander Boyan Slat een succes wordt. De rommel uit het verleden opruimen is nobel, maar natuurlijk moeten we er in de eerste plaats voor zorgen dat we voorkomen dat plastic afval in zee terecht komt. We moeten dus verstandiger omgaan met plastic. Dat is de focus van ons debat hier vandaag.

Plastic is een belangrijk en waardevol materiaal, dat nog moeilijk weg te denken valt uit onze maatschappij en economie. Het probleem is de manier waarop wij plastic vandaag produceren en gebruiken. Die is onhoudbaar. Plastic wordt ontwikkeld om eeuwig mee te gaan, maar we gebruiken het al te vaak maar één keer. Soms verdwijnt het al na enkele seconden of minuten in de vuilniszak, of erger, in het milieu. We springen bijzonder slordig om met het materiaal: we produceren in de Europese Unie jaarlijks bijna 26 miljoen ton plastic afval maar zamelen slechts 30 % daarvan in voor recyclage.

Dit alles heeft desastreuze gevolgen voor het milieu, het klimaat en de economie. Onze ecosystemen lijden onder de vervuiling. Niet in het minst onze zeeën en oceanen, die veranderen in een plastic soep. We missen kansen voor minder CO₂-uitstoot. We laten de euro's letterlijk weglekken uit onze economie. 95 procent van de waarde van het materiaal gaat verloren.

Het recente Chinese importverbod op plastic afval uit de Europese Unie drukt ons bovendien met de neus op de feiten. Jarenlang hebben we in Europa ons plasticafvalprobleem gemakshalve uitbesteed. We moeten het Chinese verbod daarom als een mogelijkheid aangrijpen om zélf te investeren in recyclagecapaciteit in de Europese Unie en ons beleid over een andere boeg te gooien.

Het momentum is daar, niet alleen op politiek niveau, ook bij heel wat burgers groeit het draagvlak om actie te ondernemen. Het komt erop aan deze publieke bezorgdheid om te zetten in publieke verantwoordelijkheid, in gezamenlijke verantwoordelijkheid.

Mijn verslag is dus geen pleidooi tégen plastic, maar wel een pleidooi voor een circulaire kunststoffeneconomie, waarin we op een duurzame en verantwoordelijke manier met plastic omgaan, zodat we de nefaste gevolgen kunnen stoppen en de waarde in de keten kunnen behouden.

Om te slagen moeten we de strategie gebruiken als hefboom voor circulaire productie- en consumptiemodellen. We moeten maatwerk leveren, aangezien er geen passe-partoutoplossingen zijn. En we moeten samen aan de slag gaan over de hele waardeketen heen.

Beter en meer plastic recycleren is het begin. Een paar maanden geleden hebben we hier nieuwe ambitieuze afvalwetgeving goedgekeurd. Een volledige en snelle uitvoering daarvan is essentieel. Maar meer is nodig: zo moeten alle plastic verpakkingen ten laatste in 2030 kostenefficiënt recycleerbaar of herbruikbaar zijn. Via de verpakkingsrichtlijn willen we werk maken van een echt circulair productontwerp.

Bedrijven kunnen het verschil maken door hun merknaam en marketing te koppelen aan circulaire productie- en consumptiemodellen. Ook de creatie van een echte interne markt voor gerecycleerd plastic is fundamenteel. Vandaag bedraagt het aandeel van gerecycleerd plastic naar schatting slechts 6 %. Om dit op te krikken, moeten we het vertrouwen in de markt versterken via kwaliteitsstandaarden en verificatie. Ook minimumeisen voor gerecycleerde inhoud, een lager btw-tarief en een circulair aankoopbeleid kunnen het gebruik van gerecycleerd plastic verder aanmoedigen.

Meer en beter recycleren is noodzakelijk, maar op zich onvoldoende om over te gaan tot een échte kringlooeconomie. Dat blijf ik benadrukken. Het voorkomen van plastic afval blijft cruciaal. Dit kan onder andere via slimme maatregelen inzake wegwerpplastic. Op dit punt is de Commissie inmiddels met een wetgevingsvoorstel gekomen en daar zijn we in de Milieucommissie volop mee aan de slag samen met collega Frédérique Ries en anderen.

Mijn verslag pleit ook voor een doordacht gebruik van bio-plastic. Op basis van duidelijke standaarden en criteria kan biologisch afbreekbaar plastic een ondersteunende rol spelen, maar het is geen zaligmakende oplossing voor zwerfvuil op zee. *Bio-based* plastic kan onze afhankelijkheid van derde landen helpen verminderen door een gedeeltelijke differentiatie van de grondstoffen. Maar onderzoek en ontwikkeling zijn hier van groot belang om innovatie alle kansen te geven.

Voor oxo-plastic en microplastics in o.a. cosmetica vragen we een verbod tot 2020. Ten slotte vragen we verdere inspanningen voor onderzoek en innovatie, ook in het volgende meerjarig financieel kader. De EU moet ook globaal mee aan de kar trekken én moet in haar eigen instellingen natuurlijk ook het goede voorbeeld geven.

Ik wil de collega-schaduwrapporteurs bedanken voor de bijzonder constructieve samenwerking. Ik hoop dat wij morgen met een grote meerderheid "ja" zeggen tegen een nieuwe circulaire plasticconomie die kansen biedt voor milieu, klimaat en economie.

Lukas Mandl, *Verfasser*. – Herr Präsident, Herr Kommissar Katainen, Frau Staatssekretärin Edtstadler! Ich darf Ihnen die Position aus dem Entschließungsantrag des Umweltausschusses zur Kenntnis bringen zur Umsetzung des Kreislaufwirtschaftspakets zu Optionen zur Regelung der Schnittstelle zwischen Chemikalien-Produkt- und Abfallrecht. Das Ziel dieser Initiative ist es, das Vorkommen besorgniserregender Substanzen in Recyclingprodukten zu minimieren und den Markt für sekundäre Rohstoffe zu stärken. Das sind Rohstoffe, die durch Recycling aus entsorgtem Material gewonnen werden.

Am 16. Jänner dieses Jahres hat die Kommission neue Maßnahmen zur Umsetzung des Aktionsplans zur Kreislaufwirtschaft angenommen. In der Mitteilung der Kommission wurden die vier wichtigsten Probleme analysiert, die an der Schnittstelle zwischen Chemikalien-Produkt- und Abfallrecht identifiziert wurden, und es wurde analysiert, inwieweit diese die Entwicklung einer Kreislaufwirtschaft behindern. Die vier genannten Probleme, auf die ich später noch eingehen werde, sind erstens die unzureichende Information über besorgniserregende Stoffe in Produkten und Abfall, das Vorhandensein besorgniserregender Stoffe in rezyklierten Materialien, Unsicherheiten hinsichtlich der zu erfüllenden Kriterien, nach denen Materialien nicht als Abfall gewertet werden, und viertens Schwierigkeiten bei der Anwendung der Methoden der Europäischen Union zur Einstufung von Abfällen und Folgen für die Recyclingfähigkeit von Materialien.

Es ist wichtig im Sinne der Kreislaufwirtschaft, diese Lücke zu füllen und diesem Problem entgegenzuwirken. Daher wurden aus dem Europäischen Parlament eine Reihe von Anfragen zur mündlichen Beantwortung an die Europäische Kommission und den Rat gerichtet sowie ein Entschließungsantrag ausgearbeitet. Im Allgemeinen bezieht sich der Entschließungsantrag auf folgende Inhalte: Der Umweltausschuss begrüßt die Mitteilung der Europäischen Kommission und die dazugehörige Arbeitsunterlage der Kommissionsdienststellen. Jedoch wird erwartet, dass rasche Maßnahmen ergriffen werden, um dieses Schnittstellenproblem anzugehen. Das primäre Ziel der Europäischen Kommission sollte sein zu verhindern, dass gefährliche Chemikalien in den Materialkreislauf gelangen, und eine vollständige Kohärenz zwischen den Durchführungsvorschriften im Abfall- und Chemikalienrecht soll erreicht werden.

Für eine wahre Kreislaufwirtschaft müssen die Produkte so entwickelt werden, dass sie lange halten, dass sie repariert und wiederverwendet werden können. Und natürlich müssen die Produkte auch unter minimalem Einsatz von besorgniserregenden Stoffen entwickelt werden. Die Umsetzung des Chemikalien-Produkt- und Abfallrechts kann speziell für Klein- und Mittelbetriebe eine Herausforderung darstellen. Auf die Klein- und Mittelbetriebe soll besonders Rücksicht genommen werden.

Nähere Details zu den vier angesprochenen Problemen, die seitens der Kommission analysiert wurden, sind erstens, dass besorgniserregende Stoffe jene sind und unter besorgniserregenden Stoffen jene verstanden werden, die unter der REACH-Verordnung als besorgniserregende Stoffe ermittelt wurden, und Stoffe, die gemäß dem Stockholmer Übereinkommen verboten wurden. Alle besorgniserregenden Stoffe sollen schnellstmöglich nachverfolgt werden, und Informationen über diese Stoffe, darunter ihre Zusammensetzung und Konzentration, sollten für alle Beteiligten der Lieferkette, für Recyclingbetriebe und für die Öffentlichkeit uneingeschränkt zugänglich sein.

Das zweite definierte Problem ist der Umgang mit dem Vorhandensein von besorgniserregenden Stoffen in rezyklierten Materialien. Da geht es primär um die Möglichkeit des Recyclings von Materialien, die besorgniserregende Stoffe enthalten. Das soll nur dann in Erwägung gezogen werden, wenn es keine Materialien ohne besorgniserregende Stoffe gibt, die als Ersatz verwendet werden können.

Mehr als 80 % der Umweltauswirkungen eines Produkts sollen in der Designphase festgelegt werden. Die Ökodesign-Richtlinie und andere produktspezifische Rechtsvorschriften sollten genutzt werden, um Anforderungen bezüglich der Ersetzung besorgniserregender Stoffe festzulegen. Wichtig ist, dass faire Wettbewerbsbedingungen zwischen in der EU gefertigten und eingeführten Artikeln hergestellt werden. In der EU hergestellte Produkte dürfen nicht durch importierte Erzeugnisse benachteiligt werden.

Das dritte definierte Problem sind die Unsicherheiten über Kriterien, nach denen Materialien nicht als Abfall gewertet werden. Es werden klare Vorschriften benötigt, durch die festgelegt wird, unter welchen Voraussetzungen etwas nicht mehr unter die Abfallvorschriften fällt, und es werden auch robuste Kriterien für das Ende der Abfalleigenschaft benötigt. Diese klaren EU-Vorschriften müssen so gestaltet sein, dass sie auch für kleine und mittlere Unternehmen umsetzbar sind.

Seitens des Hauses wird die Europäische Kommission und werden die Mitgliedstaaten aufgefordert, bei den Kriterien für das Ende der Abfalleigenschaft zusammenzuarbeiten.

Das vierte definierte Problem sind die Schwierigkeiten bei der Anwendung der Methoden der Europäischen Union zur Einstufung von Abfällen und zu Folgen der Recyclingfähigkeit von Materialien. Hier ist das Haus der Meinung, dass die Europäische Kommission das europäische Abfallverzeichnis unverzüglich überarbeiten soll.

Ich darf abschließend sagen, dass im Ausschuss große Spannung besteht auf die Antworten aus der Kommission und aus dem Rat auf die Anfragen zur mündlichen Beantwortung, um dann gemeinsam in einen von der Mitte aus geführten politischen Diskurs treten zu können.

Karoline Edtstadler, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, the Council welcomed the package of communications presented by the Commission in January 2018 and actions undertaken to deliver on the 2015 Action Plan on the Circular Economy. This is reflected in a set of Council conclusions adopted by the Environment Council on 25 June 2018.

The Council calls for a high-level political commitment to be maintained for an ambitious implementation of the whole Circular Economy Action Plan. In this context, its conclusions emphasise that the transition to a truly circular economy involves closing the loop of product life circles and turning them into real value chains through greater recycling. Furthermore, reuse is closely interconnected with creating non-toxic material cycles where substances of concerning products and waste are soundly managed and reduced to a minimum.

This is also underlined in the resolution by the European Parliament on this topic. A more consistent approach between chemical and waste rules is therefore required. It is necessary to establish clearly, together with all stakeholders, what is a substance of concern and how to deal with the presence of such substances in recycled materials. Information to the consumers and all actors in the value chain on the possible presence of substances of concern in materials is of greatest importance.

In this respect, the Council welcomes, as you do in your draft resolution, the recently agreed provisions of the revised Waste Framework Directive that complement existing REACH (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals) obligations for suppliers to inform their customers when articles contain substances of very high concern. A relevant tracking system throughout the supply chain should also encompass all products imported into the Union that may contain substances of concern. Secondary raw materials need, in principle, to meet the same criteria as primary raw materials. However, the detoxification of waste containing legacy substances might, in certain cases, require a differentiated approach that also adequately controls the risks for human health and the environment.

In this respect, the Council encourages the Commission's action to develop a methodology addressing the management of waste containing substances of concern. The Council encourages Member States to make use of all possibilities under the Ecodesign Directive or other product-specific legislation to promote the circularity of products and to support voluntary methods and approaches regarding the substitution of materials containing substances of concern as early as the design phase.

The Council underlines that it is important for end-of-waste criteria to be implemented effectively and favours the establishment of guidelines that allow a clear distinction between waste and product status to avoid the need for operators to comply with two sets of rules. Efforts to harmonise these criteria should focus firstly on the most important waste streams.

Finally, the Council calls urgently on the Commission in particular for concrete actions to be taken to remove technical, financial and market barriers preventing recycling and the uptake of secondary raw materials. Effective measures are needed to avoid, remove, or reduce the presence of substances of concern as much and as soon as possible to ensure non-toxic material cycles.

Jyrki Katainen, *Vice-President of the Commission*. – Mr President, I really want to thank the Parliament and especially the rapporteur, honourable Member Mark Demesmaeker, and all shadows for a very positive approach towards the plastics strategy. The strategy is fully in line with the thinking and approach we first put forward in the circular economic action plan. It addresses the whole value chain and creates synergies between economic and environmental goals.

As you rightly recall in your report, the strategy aims at fostering a new plastics economy where reuse and recycling activities are truly integrated in the production chains, delivering great added value and prosperity in Europe, for example by improving the dialogue and cooperation across the value chain, addressing all its key players from plastics producers to end-users and recyclers. To this end, the wider plastics industry is currently working on voluntary commitments, and a pledging campaign is ongoing to support objectives of this strategy by increasing the uptake of recycled contents in new products.

The goal is very simple: to ensure that by 2030 all plastic packaging is reusable or recyclable; that more than half of EU plastics waste is recycled – today it's only 30%; and that demand for recycled plastics in Europe grows at least four-fold. Today, only 6% of the plastics used in products put on the EU market comes from recycling. To support innovation in this field and guide future funding decisions, the Commission will develop a strategic research innovation agenda for plastics. In the meantime, and by 2020, Horizon 2020 will have invested more than EUR 350 million in plastics innovation. Also, financial incentives are an important way to steer the policies towards a more sustainable future.

As you highlighted in your report, in the proposal for the next long-term budget, the Commission foresees a Member State contribution based on the amount of non-recycled plastics packaging waste. Such a contribution putting for the very first time at the EU level the price of the negative externality of not recycling will help implement the Waste Package and the Plastics Strategy.

The Plastics Strategy will also help deliver the EU's energy union vision for low-carbon energy-efficient economy. In terms of CO₂ savings, recycling only half of all plastic waste generated in the EU each year would be equivalent to taking off the roads more than 13 million cars. The strategy also announced a new legislative initiative to reduce litter from single-use plastics items and fishing gear. This initiative is already being negotiated by the European Parliament and the Council, as you know. Besides, the Plastics Strategy also features action to reduce pollution from microplastics, the legislative proposal on port reception facilities to tackle sea-based marine litter and the preparation of new labelling rules to ensure that consumers get clear information about biodegradable and compostable plastics. Action is ongoing on all these fronts.

Regarding the second question – the oral question submitted by the Parliament in relation to the interface between chemical products and waste legislation – we very much appreciate the Parliament's interest in this area. In 2015, the Commission made a commitment to assess the issues. This is exactly what we have done in the Communication which we published in January. We identified four main issues and we set out a list of planned actions. These actions will be delivered or well under way by the end of the mandate of the current Commission in 2019.

What has been done so far? We published guidelines to promote a more coherent approach to waste classification. We launched a study to develop a specific decision-making methodology to support the decision on the recyclability of waste containing substances of concern. We are also preparing to launch two further studies. Firstly, the visibility study on the use of the information system to enable information on the presence of substances of concern in materials to be available to recyclers. Secondly, the study of Member States' practices as regards implementation and verification of end-of-waste provisions.

The Interface Communication is currently being considered by stakeholders, and an open consultation is running until the end of October. At the end of this process, the Commission will consider the most effective and inclusive way forward for addressing the identified challenges. However, while this is all ongoing work which is on track, I am happy to point out that there have already been some spin-off developments. We found that addressing chemicals of concern in food packaging is not sufficient, because there is a risk of incidental contamination with substances that were not originally present in plastic materials but may originate from use or mis-use of plastics. This situation could prevent effective recycling of food packaging, which is a significant market. Therefore, in the framework of the Regulation on Food Contact Materials, the Commission is currently working on the applications related to around 100 recycling processes to de-contaminate recycled PET to make that material suitable for food packaging.

On batteries, we are going to monitor the coherence of different legislative instruments to ensure a smooth functioning of the internal market for batteries, waste batteries and materials coming from recycled batteries. Also, following the recent adoption of the amendments to the Waste Framework Directive, the Commission and the European Chemicals Agency are looking into establishing a database for the future collection of information on substances of very high concern in articles. Such a database would also help to promote non-toxic material recycling and improve the risk management of chemicals during repair and other forms of refuse- and waste-recovering process.

With this summary, I trust that you will agree with me that a significant amount of work is already under way to address the interface between chemical products and waste legislation.

John Flack, *rapporteur for the opinion of the Committee on Fisheries*. – Mr President, I would like to congratulate my colleague Mark Demesmaeker, and all MEPs involved in this excellent report, and I would like to thank the PECH Committee for the opportunity to work on our contribution to the strategy covering marine plastic litter.

When reading the final report, I was delighted to see that the rapporteur and ENVI colleagues included all the good work done in PECH as well as the specific measures I suggested in my opinion.

This is a step forward, but we must do more, and now that we are working on the legislative proposal from the Commission, I hope all this good work is taken into account.

We think about plastic bottles, bags and straws floating around, but I also want to remind colleagues of the damage done by ghost gear: abandoned fishing nets trapping, strangling and drowning untold numbers of marine mammals and birds, as I highlighted by distributing Netty the dolphin to many, many Members here, and I hope he might have reached the Commission as well.

My country, the United Kingdom, has done a lot in the war against plastics and micro plastics in particular, and since this is a problem that can only be tackled globally, I can only hope that national governments across Europe and European citizens continue to cooperate together.

Karl-Heinz Florenz, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident! Frau Ratspräsidentin und Marc Demesmaeker, ich schließe mich den Glückwünschen an. Es war eine sehr fruchtbare Zusammenarbeit.

Herr Kommissar, Sie haben ja einen weiten Bogen geschlagen, und als jemand, der schon ziemlich lange in diesem Hause ist, würde ich dann die Alternative vorschlagen: Dann zeigen wir doch mal auf, wie viel denn die Mitgliedstaaten umgesetzt haben. Ich nehme da mein Land nicht aus. Da wäre die ganze Reihe, wo die Ratspräsidentschaft sitzt, voll, weil nämlich unvorstellbar viele Dinge in Europa im Abfallbereich nicht umgesetzt worden sind. Und das ist eigentlich bedauerlich.

Kollege Demesmaeker hat auf die Zahlen hingewiesen: 140 Millionen Tonnen Plastikmüll schwimmen in den Ozeanen – das entspricht einer Größe von halb Europa. Ich habe mir erzählen lassen, dass man die Plastikplacken – das sind, glaube ich, nur fünf Stück auf dieser Welt – vom Weltraum aus sehen kann. Also gibt es Grund genug, um da etwas zu machen. Und ich glaube, dass wir uns auch darüber im Klaren sein müssen, dass siebzig Prozent dieses Abfalls auch in den Tiefen der Gewässer sitzen und da nicht so ohne Weiteres herauszuholen sind.

Wir trinken es, wir schmecken es, und wir atmen Plastik ein. Und das ist ein wichtiger Grund, weil wir es in Honig finden, in Fleisch finden, in allen möglichen Umständen. Das ist ein Grund, dem wir auf den Grund gehen müssen. Die Konsequenzen sind, dass wir das eines Tages auch bei der Gesundheit merken werden. Und ich bin nun wirklich kein ängstlicher Mann, aber ich will auch nicht verhehlen, dass Plastik ein großer Erfolg für die Gesellschaft ist, denn wir haben es zur Frischhaltung von Lebensmitteln etc., etc., Blutbeutel werden damit hergestellt – also alles Dinge die wichtig sind. Und, Herr Kommissar, Sie haben das richtig gesagt und der Kollege Demesmaeker auch: Wir müssen besser damit umgehen, wir müssen einen Bewusstseinsprozess in unseren Köpfen ablaufen lassen und uns wirklich überlegen, was wir damit machen.

Wir haben unsere Plastikmengen seit 1960 verzwanzigfacht. Das alles ist Grund genug, die dreißig Prozent, die wir bis jetzt recyceln, auch wirklich zu erhöhen. Daran werden wir alle gemeinsam arbeiten, und ich freue mich, wenn dieser Bericht keine Bestrafung der Industrie wird, sondern eine Motivation, Innovation voranzutreiben.

Christel Schaldemose, for S&D-Gruppen. – Hr. formand! Omstillingen til en bæredygtig og cirkulær økonomi er nødvendig. For miljøets skyld, for at mindske presset på vores klodes ressourcer, og så for vores sundheds skyld. Derfor er det rigtig godt, at vi nu er i gang med at tage et stort skridt, ikke mindst på plasticområdet. Den plasticstrategi, der er lagt frem, er ambitiøs i forhold til genbrug og genanvendelse. Men dette ambitionsniveau for plastic skal gælde i hele den måde, vi producerer på. I vores cirkulære økonomi skal det være muligt for alle vores produkter at kunne opgraderes, de skal være holdbare, de skal kunne repareres, de skal kunne genbruges og genanvendes. Det er nødvendigt, at vi gør det på alle andre områder også, ikke kun på plasticområdet. Men for at vi kan sikre, at dette sker i en cirkulær økonomi, er det også meget vigtigt, at vi sørger for, at der ikke kommer farlige kemikalier ind i vores materialekredsløb. Det er målet, det har Kommissionen sagt, det ønsker alle her i Parlamentet. Men vi er altså ikke i mål endnu! Indtil vi er i mål, er det meget vigtigt, at vi gør en kæmpe indsats. Vi bliver nødt til at intensivere indsatsen for substitution af særligt problematiske stoffer, ikke mindst hormonforstyrrende stoffer. Vi skal sørge for en meget omfattende produktinformation, ikke mindst om problematiske stoffer, så genbrug og genanvendelse tager højde for dette. Og så skal vi i øvrigt også styrke indsatsen for at klassificere, registrere og spore og bortskaffe det affald, som har farlige stoffer i sig. For vi må ikke på vej til et cirkulært samfund gå på kompromis med forbrugernes sikkerhed. Der er lang vej, inden vi er i mål, inden vi har en velfungerende cirkulær økonomi, og produkter allerede i designfasen tager højde for disse ting. For at nå i mål kræver det en stor indsats af alle: Kommissionen, medlemsstaterne, vores agenturer, vores virksomheder osv., alle skal med! I vores beslutning her i Parlamentet lægger vi hårdt pres på for, at medlemsstaterne gør den indsats, de har lovet, for ellers når vi ikke i mål. Men ambitionerne er heldigvis på plads, og tak for det!

James Nicholson, on behalf of the ECR Group. – Mr President, can I also add my congratulations to Mr Demesmaeker on an excellent piece of work. I think that it is a very opportune moment to be debating this today, at a time when citizens not only in my own constituency, but across Europe and indeed the world are more conscious of the impact which plastic use is having on our environment. There is a clear momentum in tackling these issues, and now is the time to act.

There is no denying that plastic is an essential material for our society and economy. However, we need to transform the way in which plastic and plastic products are managed. Currently less than 30% of all plastic waste is recycled. Indeed, plastic waste accounts for over 80% of marine litter, something which Mr Flack has referred to.

This has a devastating environmental impact, with up to 500 000 tonnes of plastic entering our seas and oceans each year. But I have to ask the question, and we should all be asking the question: somebody has to put that plastic there for others to take out, so there must be a serious educational problem somewhere along the line, since we are not getting the message across. The Commission may want to consider further action in pursuit of a circular plastic economy by introducing the recommended new provisions reducing hazardous substances in plastics. In that way we can increase plastic recycling without increasing the risk of emitting hazardous substances into the environment.

This is one cause of the problem. Everyone tells you that they support this, and they all express fine words, but, unfortunately, we all know that it is extremely expensive. We must be aware that China has closed its doors to Europe's plastic, including other countries in the Far East. We have got to find other ways of dealing with the problem. It is our problem and we must deal with it. And we must take care that when we are producing plastic we do not put other substances into bottles or whatever which are not recyclable.

Anneli Jäätteenmäki, *ALDE-ryhmän puolesta*. – Arvoisa puhemies, kiitokset esittelijälle ja kollegoille, me olemme valmiisteelle erittäin hyvässä yhteisymmärryksessä tämän mietinnön. Huoli muovihaasteesta on koko Euroopan parlamentin, koko maailman yhteinen.

Kotimaani Suomen Turvallisuus- ja kemikaalivirasto tutki äskettäin EU:n ulkopuolisten halpaverkkokauppojen tuotteita. Lähes kaikki lelut, korut ja sähkölaitteet olivat jollain tavalla kelvottomia. Lelut sisälsivät hengenvaarallisia osia, sähkölaitteet aiheuttivat sähköiskuja, korut eivät sisältäneet luvattuja jalometalleja eikä kosmetiikassa ollut ainesosaluetteloita.

Tuotesuunnittelulla ja kulutustottumuksilla on merkittävä rooli muovihaasteeseen vastaamisessa. Markkinoilla on paljon huonolaatuista ja kierrätyskelvotonta muovia, jolla ei ole siis minkäänlaista arvoa. Meidän vesistöissämme, järvissä, joissa ja meressä muovi aiheuttaa paljon vahinkoa, sellaista vahinkoa, jonka haitallisia vaikutuksia ekosysteemiin me emme edes tiedä.

Arvoisa puhemies, olen todennut eri yhteyksissä, että muovi on hyvä materiaali: se on parhaimmillaan kestävä, turvallista, halpaa ja monikäyttöistä. Ongelmamme johtuvat siitä, että materiaalikierto ei toimi. Meidän on ajateltava muovin kierto kokonaisuutena ihan alusta loppuun saakka. Jätehierarkian mukaisesti ensisijainen tavoite tulee olla jätteen määrän vähentäminen, sitten uudelleenkäyttö ja kierrätys.

Arvoisa puhemies, tarvitsemme ennakkoluulottoman asenteen. Muoveja voidaan korvata erilaisilla uusiutuvista materiaaleista valmistetuilla tuotteilla. Markkinoilla on jo tällä hetkellä esimerkiksi muovittomia kahvikuppeja. Tutkimustyötä tehdään ja sitä pitää tehdä edelleen. Henkilökohtaisesti meidän täytyy tietysti tarkkailla mitä me kukin itse voimme tehdä muovijätteen vähentämiseksi.

Marco Affronte, *a nome del gruppo Verts/ALE*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, comincio col sottolineare – qualcuno l'ha già fatto – che finalmente, dopo che gli ecologisti per anni hanno cercato di portare questo problema all'attenzione del grande pubblico, finalmente ci è arrivato. Il *mainstream* dell'informazione ne parla tantissimo, il pubblico adesso sa che c'è un problema gravissimo che stiamo cercando di affrontare, e questo è importante perché abbiamo così pressione sulle istituzioni e su chi deve prendere le decisioni.

Da questo punto di vista c'è una preoccupazione fondamentale per l'ambiente e per gli oceani, che sono pieni di questa plastica, ma ricordiamo anche che il 31 % della plastica va ancora in discarica e ben il 39 % va negli inceneritori, e quindi ci sono anche conseguenze dirette e indirette sulla nostra salute.

Salutiamo positivamente, ovviamente, l'intervento della Commissione europea, con la strategia sulla plastica e anche con i primi due pezzi di legislazione che stiamo valutando in questi giorni, perché è importante, appunto, intervenire in maniera forte e legislativa.

Noi sul *file* siamo intervenuti – anche se era un *file* già di per sé buono, visto il bel lavoro che è stato fatto dal relatore – con dei punti che riteniamo fondamentali. Prima di tutto il concetto della prevenzione: dobbiamo prima prevenire e quindi risolvere il problema a monte, e poi intervenire su quello su cui non si può intervenire a monte. Abbiamo chiesto il bando delle plastiche oxo-degradabili e delle microplastiche che vengono inserite volontariamente nei cosmetici, abbiamo posto l'attenzione sui materiali tossici che devono essere eliminati dal circuito produttivo, e abbiamo chiesto l'internazionalizzazione dei costi, cioè il produttore deve prendersi carico di quello che succede ai suoi prodotti quando vengono immessi sul mercato e poi diventano appunto un rifiuto che finisce nei mari. È importante, da questo punto di vista, la collaborazione con l'industria per avere una svolta più veloce rispetto a quello che la politica e le istituzioni possono fare.

Eleonora Forenza, a nome del gruppo GUE/NGL. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ci troviamo a svolgere un dibattito sull'utilizzo delle materie plastiche e sul ruolo che l'Unione deve svolgere per favorire un'economia circolare di cui non si potrebbe sopravvalutare l'importanza. E lo facciamo a partire da un testo positivo, che sosterrremo, e da obiettivi indicati, molto rilevanti. Mi riferisco alla stretta sull'utilizzo delle microplastiche e di materiali usa e getta, e in particolare all'obiettivo che ogni materiale plastico prodotto sia riciclabile entro il 2030.

Vengo da una terra, il Meridione d'Italia, che troppo spesso è stata trasformata nel luogo di discarica dei rifiuti industriali del Nord produttivo d'Italia e d'Europa. Mi sono formata politicamente anche nelle lotte ambientali contro le discariche e gli inceneritori. Da molti anni ormai i comitati propongono un modello «rifiuti zero» e un'economia realmente circolare.

Per raggiungere tale risultato occorre riorientare completamente la produzione delle merci e trasformare radicalmente l'intera economia, e a seguire le abitudini e i comportamenti delle europee e degli europei. Questo è un traguardo che può essere ottenuto soltanto grazie a una grande iniziativa gestita e finanziata dal settore pubblico.

Questa relazione è un enorme passo avanti, che però non può farci dimenticare la contraddizione di un'Unione europea che vota soluzioni positive come questa, mentre continua a implementare politiche neoliberiste di concorrenza e ricerca del profitto, che sono in palese conflitto con gli obiettivi di cui dibattiamo oggi.

Piernicola Pedicini, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, purtroppo quella della plastica è ancora un'emergenza globale in un'Unione europea che doveva finalmente dare una risposta, forse anche tardiva.

Ancora oggi nell'Unione – adesso l'ha appena ricordato anche il Commissario Katainen – si generano 25 milioni di tonnellate di rifiuti di plastica, di cui solo uno scarso 30 % viene riciclato. Il 31 % – anche questo è stato appena ricordato – di questa plastica viene ancora messa in discarica e ben il 39 % viene addirittura incenerita, neanche fossimo nel Medioevo. E ricordiamoci che alcuni tipi di questa plastica, purtroppo, hanno un aspetto particolare: ci vogliono oltre 400 anni per dissolversi su terraferma.

Perciò, se qualcuno chiede a che cosa serve questa Unione europea, oggi possiamo dire che finalmente una risposta positiva c'è, perché noi riteniamo che il bilancio di questa relazione è positivo. Intanto, perché centra l'obiettivo di ridurre i rifiuti di plastica grazie alla prevenzione, e poi perché è anche un buon risultato quello sugli imballaggi, che entro il 2030 dovranno essere in plastica riutilizzabile e riciclabile.

Si poteva fare certamente di più per aumentare la quota di riciclo di plastica, che è ancora troppo bassa in Unione europea, ma siamo comunque riusciti a vietare la messa in discarica delle plastiche entro il 2030, e questa è per noi una cosa molto positiva.

Avevamo anche chiesto di vietare l'incenerimento della plastica nei cementifici e negli inceneritori, perché generano emissioni che sono dannose per l'ambiente e tossiche per la salute umana, ma purtroppo i nostri emendamenti su questo punto non sono stati adottati. Siamo però riusciti, insieme alle altre forze politiche, a vietare l'utilizzo della plastica oxo-degradabile e anche a vietare l'aggiunta delle microplastiche nei cosmetici, nei prodotti per l'igiene personale, nei detersivi e nei prodotti per la pulizia domestica entro il 2020.

Infine, ricordiamoci che bisogna sempre informare e sensibilizzare i cittadini. La vera rivoluzione la fanno loro quando vanno a fare la spesa nei supermercati, che purtroppo sono ancora pieni di contenitori di plastica che a loro volta vengono imballati in altri contenitori di plastica. Mi chiedo perché mai, ancora ad oggi, si vende frutta già sbucciata dentro contenitori di plastica. Cioè, davvero non abbiamo più neanche il tempo di sbucciare la frutta. Allora, se davvero vogliamo eliminare i rifiuti di plastica, dobbiamo rifiutarci di accettare di comprare la plastica quando facciamo la spesa nei nostri supermercati.

Sylvie Goddyn, au nom du groupe ENF. – Monsieur le Président, avec dix tonnes de plastique produites par seconde dans le monde et plus de neuf milliards de tonnes accumulées depuis 1950, le plastique est devenu l'archétype du déchet du XXI^e siècle.

La production ne s'est jamais arrêtée de croître, à tel point que le plastique déborde de nos poubelles et qu'on le retrouve partout: dans nos océans, dans nos sols, dans les organismes et même dans nos assiettes. Aujourd'hui, tout le monde en est conscient: nous avons affaire à une crise environnementale et sanitaire sans précédent, où les problèmes ont été cachés sous le tapis. À titre d'exemple, seuls 9 % des plastiques que le monde a produits ont été recyclés et nous sommes toujours incapables de récolter correctement l'ensemble des déchets pour les stocker et les retraiter.

Aussi, cette nouvelle stratégie européenne est la bienvenue. Sauf qu'elle débouche sur une fausse bonne solution, celle de créer un nouveau marché pour réemployer le plastique usagé. Dans les faits, il s'agira de promouvoir la production d'une nouvelle génération de plastique plus facilement recyclable et réutilisable par les entreprises. Or, nous constatons tous qu'après le rêve cauchemardesque de la globalisation et de la croissance exponentielle, le monde reprend peu à peu conscience de ses limites, et peut-être même de ses erreurs. La production de plastique à outrance est une erreur et à défaut de nous séparer des plastiques partout où cela est possible, il faut convenir d'une diminution drastique de la production. Je le dis clairement, ce rapport passe à côté de cet objectif vital. Il va même favoriser une relance de cette industrie grâce au concept trompeur de l'économie circulaire. Ne nous voilons pas la face: le recyclage du plastique pose des problèmes, notamment parce qu'il n'est pas exempt de substances chimiques toxiques et en raison du coût du recyclage. C'est pourquoi j'ai déposé deux amendements, qui défendent une vision plus cohérente, avec l'objectif de réduire la pollution au plastique. Il s'agit d'encourager et de privilégier fiscalement les substituts aux matières plastiques, comme le bois, le verre et le carton. Enfin, faisons attention au recyclage dans les pays tiers qui ne respectent pas nos normes.

Malgré tout, je soutiendrai ce rapport. En effet, contre la pollution des plastiques, mieux vaut une stratégie que pas de stratégie du tout.

Diane James (NI). – Mr President, this week an ambitious plan to clean up the great Pacific garbage patch, or dump, got under way, and it is the Americans taking the lead. The technology involved is impressive: a giant scoop and return of the material to land. The biggest challenge they are having to address is to catch the plastic, and not the marine life. This technology though, addresses just one part of the problem, namely dealing with existing build-up. Part two of the problem is to stop waterborne plastic, principally deposited in rivers, entering into the marine area. Here again the USA, via Baltimore's 'Mr Trash Wheel', has shown the way, removing two million pounds of trash from Baltimore's inner harbour since 2014.

I cite these two examples because the report appears to be indicating duplication by the European Union, which is totally inefficient and totally ineffective, when solutions exist out there. What I would ask the EU to do is to look at the 10 most polluting rivers in the world, none of which is on the European continent, and to consider incentivising or penalising countries there.

Françoise Grossetête (PPE). – Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président de la Commission, l'accumulation de la présence de plastique dans l'environnement, particulièrement dans les océans, est devenue insupportable. C'est pour cela que la stratégie plastique européenne est indispensable. La décision de la Chine d'interdire les importations de déchets plastiques européens nous offre une opportunité de créer les conditions d'un véritable marché intérieur pour les matières recyclées. Mais le problème, c'est le recyclage.

Les obstacles à un meilleur recyclage sont essentiellement techniques et économiques. Je pense notamment à l'écart de coût entre les plastiques vierges et les plastiques recyclés.

Il est important d'accompagner non seulement les collectivités locales, mais aussi les entreprises, pour qu'elles fassent les investissements nécessaires et cela, sans doute, par des mesures législatives concrètes. J'ai bien retenu la volonté d'instaurer un prix sur le non recyclable. Je pense que c'est particulièrement important.

Alors, nous avons plusieurs actions à mener: action sur la conception et la composition des plastiques: on a parlé des substances dangereuses; action sur la collecte et le recyclage, je viens d'en parler, il y a beaucoup à faire dans les États membres; action sur les consommateurs, pour apprendre les gestes responsables et écologiques; action pour classer les matériaux; et surtout action pour veiller à la qualité du recyclage, parce que force est de constater que le plastique recyclé pâtit encore d'une très mauvaise réputation et qu'il est nécessaire de sensibiliser les citoyens à une utilisation plus responsable des plastiques et d'améliorer la qualité des plastiques recyclés. C'est une condition pour les rendre plus attractifs aux yeux des consommateurs.

Je pense que le monde doit se réinventer et j'imagine qu'on peut avoir une nouvelle industrie de la ressource secondaire.

Miriam Dalli (S&D). – Grazzi President, insellem lill-Viçi President tal-Kummissjoni, imma b'mod partikolari lil Mark Demesmaeker li, fl-opinjoni tiegħi, f'dan ir-rapport għamel biċċa xogħol tajba għaliex huwa fatt li, jiena ngħid fid-dinja kollha, imma b'mod partikolari wkoll fl-Unjoni Ewropea, niġġeneraw hafna plastik, iżżejjed ngħid jiena. Imma, fl-istess hin, mhux kull plastik huwa hażin għaliex għandna plastik li huwa materjal versatili, li għandu aktar minn funzjoni wahda, pereżempju biex iżomm l-ikel frisk jew anki fl-użu tal-medicina jew insulazzjoni. Imma minkejja dan, irridu naċċertaw ruhna li ma jkollniex plastik li jispiċċa fl-ibhra tagħna. Jiena ġejja mill-Baħar Mediterranju u naf kemm din tista' tkun problema.

L-iskart tal-plastik fil-fatt f'pajjiżi li huma fil-Mediterran huwa fost l-akbar thassib taċ-ċittadini Ewropej u s-suġġett li qegħdin niddiskutu llum jgħin liċ-ċittadini jagħmlu l-aħjar għażla biex innaqqsu l-iskart u nnaqqsu l-impatt tiegħu. Issa jekk verament irridu nsolvu l-problema, irridu nnaqqsu l-kwantità ta' plastik li niġġeneraw. U din hija l-opportunità tagħna biex verament ninvestu f'ekonomija ġdida u niżviluppaw swieq ġodda. U għalhekk li rridu niżviluppaw aktar l-innovazzjoni, u li nagħmlu prodotti minn materjal li jintuża aktar minn darba.

Jiena nemmen li dan huwa l-bidu ta' ekonomija ċirkolari u aktar sostenibbli. Irridu ninvestu wkoll, iżda, f'aktar kuxjenza pubblika għaliex għandna bżonn kampanji pubbliċi u rridu wkoll nipromwovu d-disinn u l-produzzjoni tal-plastik li huma konformi mal-użu aktar minn darba u l-ħtiġijiet ta' riċiklaġġ.

B'dan il-mod biss jista' jkollna ekonomija ċirkolari li tnaqqas it-tniġġis mill-plastik u l-impatt negattiv fuq l-ambjent u fuq is-saħħa tan-nies.

Nils Torvalds (ALDE). – Herr talman! När vi i Finland någon gång i början av 1950-talet övergick från leksaker tillverkade i trä till leksaker tillverkade av plast trodde vi att vi hade tagit ett jättestort steg framåt. Ungefär 70 år senare ser vi att inte heller denna gång var det så.

Samtidigt som vi nu är beslutna att på något sätt begränsa tillverkningen av plast måste vi också reda ut var plasten är en nyttig produkt. Var plasten används och inte kan ersättas med andra medel. Vi har alltså framför oss ett stort utredningsarbete där vi måste vara på det klara med när plast är direkt farlig och livshotande, inte bara för oss människor, utan även för fiskar och djur. Vi måste reda ut var vi kan ersätta den, med produkter ur den finska skogen till exempel, och var vi inte kan ersätta den och därmed måste se till att den fortsätter att tillverkas.

Davor Škrlec (Verts/ALE). – Poštovani predsjedavajući, ja ću krenuti s jednom statistikom. Ovo sam ljetu proveo anketu među građanima Republike Hrvatske koja je trajala mjesec dana i slušajući Vas ovdje kako trebamo, naravno, dosta truda i novaca uložiti u to da osvijestimo građane kako bismo trebali mijenjati svoje navike, mogu reći da je 96 % građana u toj anketi reklo da je spremno zamijeniti proizvode koje koriste danas od jednokratne plastike za alternativu koja će, naravno, biti puno bolja za okoliš i za sve ove probleme koje smo danas spominjali.

Dakle, gdje zapravo postoji problem? Problem postoji na lokalnoj razini zbog toga što većina država nema dobru infrastrukturu koja bi građanima omogućila upravo ono o čemu smo danas govorili. Da mogu odvojeno prikupljati otpad. Da taj otpad može vrlo brzo postati sekundarna sirovina, što je rekao naš potpredsjednik Komisije, da postane vrijednost za poduzetništvo. Nemamo potpore za naše poduzetnike i gospodarstvo da proizvedu proizvode koji će biti za višekratnu upotrebu, koji će biti od alternativnih materijala. I možemo se pitati da li mi svojim primjerom građanima prikazujemo kako se zapravo treba mijenjati? Kada ste posljednji put u dućanu odbili plastičnu vrećicu za jednokratnu upotrebu koju su vam ponudili?

Dakle, to su problemi o kojima moramo razgovarati, o kojima moramo mijenjati svijest i u koje moramo ulagati novce u budućem proračunu Europske unije.

Liadh Ní Riada (GUE/NGL). – A Uachtaráin, caithfidh mé a rá go bhfuil sé thar a bheith in am go dtabharfaidh an tigh seo aghaidh ar na dúshláin ollmhóra atá romhainn ó thaobh truailliú, agus go háirithe plaisteach. Agus cé go gcuirim fáilte roimh an tuarascáil agus gur céim chun tosaigh é, ní fiú faic é mura bhfuil sé curtha i bhfeidhm go láidir.

Is léir go bhfuil dualgas orainn ar fad freagracht a ghlacadh maidir le húsáid plaisteach, ach tá dualgas níos mó ar na comhlachtaí ilnáisiúnta – agus cinn eile nach iad – an rud ceart a dhéanamh agus cosc a chur ar phlaistigh a úsáid ina gcuid táirgí. Táim ag moladh mar sin, go mbeadh pionós faoi leith curtha orthu siúd nach nglacann le reachtaíocht chun deireadh a chur le húsáid plaisteach aonarach.

Ní hamháin go gcaithfidimid réiteach práinneach a fháil ar an bhfadhb atá ann faoi láthair, ach caithfidimid dul i ngleic leis an bplaisteach aonarach atá ag líonadh ár bhfarraigí gach nóiméad de gach lá. Níos mó plaisteach inár bhfarraigí in 2050 ná éisc; tá sé deacair é sin a shamhlú. Agus mar sin, ní féidir ligean dó seo leanúint ar aghaidh.

Mar sin, coinnimis leis an toil agus an dea-obair, ach níos tábhachtaí fós, caithfear an reachtaíocht seo a chur chun cinn agus deireadh a chur le plaisteach aonarach ach go háirithe.

John Stuart Agnew (EFDD). – Mr President, I support efforts to reduce the amount of plastic being used because, for the foreseeable future, a lot of it will end up in the open environment, including the oceans, from which it cannot realistically be collected for recycling or anything else.

It is well known that all plastics create fragments as they degrade but we know that fragments of ordinary plastic could accumulate for decades, and perhaps for as long as 100 years as micro-plastics, before they become biodegradable. New plastic goods therefore urgently need to be modified at manufacture so that if they do get into the open environment they will become biodegradable much more quickly than ordinary plastic.

This modified type of plastic is known as oxo-degradable or oxo-biodegradable, and the technology is available here and now from an entrepreneurial firm in my own constituency in the UK. I was therefore astonished to see that Article 42 of the report calls for a ban on this technology without a vote, and I am angered that foreign MEPs should seek to extinguish British innovation.

The Commission has at least gone through the motions of asking for a scientific study on this but, with the greatest respect to the rapporteur, Mr Demesmaeker, neither he nor his colleagues in the Committee on the Environment, Public Health and Food Safety are polymer scientists. They are therefore in no position to come to a conclusion in advance of a scientific report and they have not, in fact, included a single line of evidence in their report to justify such an important decision which they are asking Parliament to make.

I will be voting against this report because only the British Government should have the power to prevent British innovation. If the report succeeds tomorrow it will confirm that the EU favours ideology over science yet again, and that factual evidence is a mere irrelevance.

At the very least, voting on this topic should be delayed until a scientific report is to hand. In my own speciality, of UK agriculture, hundreds of hectares of land are covered in plastic as a frost protection. It can be heavily contaminated with soil when it is removed a few months later, making disposal a major problem. If it was oxo-degradable it could be removed to a building and allowed virtually to disappear.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Reinhard Bütikofer (Verts/ALE), blue-card question. – Dear colleague, are there any other scientific arguments in favour of oxo-biodegradable plastics other than the fact that it's produced in your constituency?

John Stuart Agnew (EFDD), *blue-card answer*. – The argument is that it we should allow it to be evaluated scientifically and it should not be completely disregarded by a committee that is called the ‘Committee on the Environment’ in the European Parliament, the members of which are not scientists.

Danilo Oscar Lancini (ENF). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, dieci fiumi apportano il 93 % dell'inquinamento di plastica del pianeta: otto in Asia, due in Africa, zero in Europa.

Dobbiamo affrontare il problema agendo dove possiamo ottenere un effetto significativo, cioè la raccolta di rifiuti nei paesi asiatici e africani. Riducendo e limitando i prodotti di plastica monouso in Europa non si risolve il problema. I numeri parlano chiaro: il piatto monouso rappresenta solo lo 0,02 % dei manufatti trovati sulle spiagge, e non è quindi significativo a livello europeo. L'Italia ha una quota importante di industria manifatturiera impegnata nella produzione di stoviglie di plastica monouso, che subirà notevoli danni.

Al momento non ci sono alternative alle stoviglie monouso in plastica che garantiscano le stesse prestazioni e la stessa sicurezza igienico-alimentare per i consumatori. Sostituirle con la carta fa sicuramente piacere ai paesi produttori del Nord Europa, gli stessi che promuovono caldamente questa direttiva, ma ciò non va a vantaggio dei cittadini europei e dell'ambiente.

Evitiamo di farci influenzare da false campagne mediatiche e applichiamo pienamente la legislazione esistente sui rifiuti, non ricorrendo a scorciatoie che non hanno effetti decisivi nella risoluzione del problema, ma sono misure di impatto solo sull'opinione pubblica e non sull'ambiente. Ricordiamoci l'esempio dei biocarburanti...

(Il Presidente interrompe l'oratore)

Annie Schreijer-Pierik (PPE). – Voorzitter, dank aan de rapporteurs en collega's voor de zeer goede samenwerking. We zijn goed op pad. Dit weekend koos de plasticruimer van het project Ocean Cleanup het ruime sop van de Stille Oceaan. Ik ben dan ook trots op initiatiefnemer Boyan Slat, een Nederlandse student van 24 jaar. Hij is ermee begonnen en heeft begrepen wat beleidsmakers eigenlijk al jaren niet begrijpen. Wij moeten handelen. Het is nu tijd om te voorkomen dat de plastic soep toeneemt en de overhand krijgt. De soep moet langzaam worden opgeruimd door projecten als Ocean Cleanup of de vissers in de Noordzee, als ze aan het vissen zijn. Ook die moeten wij gaan helpen.

Onder dat afval bevinden zich helaas ook nogal wat wegwerpvoorkjes en dergelijke die onder invloed van zuurstof afbreekbaar zouden zijn, maar dus niet biologisch afbreekbaar blijken in het watermilieu. We worden voor de gek gehouden. Dit is sjoemelplastic! Wij moeten daarom toe naar volledig herbruikbare kunststoffen en een interne markt voor secundaire grondstoffen. Producenten moeten herbruikbare producten gaan ontwerpen. De productie van plastic afval is onaanvaardbaar want microplastics vervuilen ons milieu en onze zeeën.

Voor die herbruikbare kunststoffen is wel een helder beleidskader nodig. Zorgwekkende stoffen mogen bij hergebruik niet in de circulaire grondstoffen terechtkomen, zoals anderen ook al hebben gezegd. Commissaris Katainen, het is tijd voor een helder beleidskader en betere wetgeving. U beschikt over de EFSI-middelen. Laten wij die ook hiervoor gaan gebruiken. Hiermee kunnen we volop aan de slag. En natuurlijk moeten we ook werken aan de nodige promotie: moeders, kinderen, studenten, iedereen kan er wat aan doen.

Tot slot wil ik nog een woord richten tot mijn Engelse collega die net vertrokken is. Ik zou willen zeggen: ga eens een dag op pad met de Engelse vissers. Hopelijk kunnen die u overtuigen, want het is bijna te laat.

Eric Andrieu (S&D). – Monsieur le Président, entre le début et la fin de mon intervention, 45 tonnes de plastique supplémentaires se retrouveront dans les océans. Comme vous le savez, plus de 13 millions de tonnes de déchets sont rejetées dans nos mers chaque année.

La proposition de la Commission européenne est une goutte d'eau. Ce n'est pas en interdisant les bâtonnets de coton-tige, les couverts, les assiettes, les pailles et les bâtonnets mélangeurs pour boissons et les tiges pour ballons de baudruche que nous allons régler le problème.

Non, les coupables ne sont pas nos citoyens européens qui jettent leurs paquets de chips dans des poubelles recyclables, et il faut arrêter la culpabilisation des consommateurs dictée par l'industrie et les lobbies de l'emballage plastique. Arrêtez avec cette logique néo-libérale, que nous connaissons trop bien en France et qui consiste à dire que la pollution, c'est la faute du consommateur, la crise financière, c'est la faute des ménages et le chômage, c'est la faute des chômeurs.

L'Union européenne doit prendre ses responsabilités et s'attaquer aux vrais pollueurs de la planète: les géants de l'industrie. Croyez-vous vraiment qu'une entreprise comme Coca Cola n'a pas les moyens de changer le modèle économique pour produire moins de plastique?

Nous devons de toute urgence engager un plan Marshall pour les océans, sur la base du principe pollueur-payeur, réglementer de façon stricte et non négociable la production, l'utilisation, la vente, l'importation et le recyclage des produits plastiques. Je propose enfin d'ouvrir le nouveau corps européen de solidarité, que nous avons créé hier, à des projets basés sur le ramassage des déchets. Excusez-moi d'avoir dépassé de 5 tonnes.

Frédérique Ries (ALDE). – Monsieur le Président, le plastique, au milieu des années 1950, a été une révolution, une invention qui a tout bouleversé: les produits, les quantités, les possibilités, les pratiques et nos comportements aussi. Mais aujourd'hui, ce constat s'impose: nous croulons sous les déchets et nos océans sont en train d'en mourir.

Pour la moitié, il s'agit de ces assiettes, de ces cotons-tiges, de ces pailles, de ces gobelets, de ces bouteilles... tous ces objets du quotidien que l'on utilise une fois, que l'on jette et qui mettent ensuite 500 ans, voire 1 000 ans à se décomposer.

Alors, en tant que rapporteure du Parlement européen sur cette directive sur les plastiques à usage unique, je soutiens bien évidemment l'ambition de Marc Demesmaeker, de promouvoir la dynamique de passage à une économie circulaire des matières plastiques.

Cela étant dit, recycler, c'est, quelque part aussi, encourager la production. Et puis c'est parfois très compliqué, en particulier lorsque les plastiques contiennent des substances chimiques problématiques.

Clairement, la solution durable, c'est réduire la production, la consommation de plastique.

Chaque année, 500 000 tonnes de déchets plastiques sont déversées dans les mers de l'Union européenne, ce n'est plus tenable.

Margrete Auken (Verts/ALE). – Hr. formand! Tak til Mark Demesmaeker for en fremragende betænkning. Jeg kunne næsten sige, at jeg er fuldstændig enig i, hvad det er, der er udfordringen her, så derfor vil jeg ikke gentage det, men overordnet sige: Tænk på, da jeg i sin tid lavede plasticposeloven, da blev netop den brugt af Kommissionen til at sige, at det var »small things«. Det var noget, vi ikke skulle tage os af i EU. Og nu har Frans Timmermans indrømmet, at han har taget fejl, og det var med i Jean-Claude Junckers »State of the Union«-tale – det er noget at fejre! Vi har brug for plastic, det er jo rigtigt, det har flere sagt. Men der må ikke være gift i det. Det skal bruges så lidt som muligt, og det skal kunne genanvendes og genindvindes, der hvor vi i øvrigt skal bruge det. Og lad mig så sige, at det er alletiders chance for os allesammen nu til at gå ud og møde vores vælgere og kunne fortælle dem, at vi faktisk tager en bekymring alvorligt, som nu er blevet fælleseuropæisk. Man skal være på den yderste højrefløj eller medproducent af Oxo for ikke at tage dette dybt alvorligt. Vi sidder jo sammen med Frédérique Ries og arbejder med forbud mod engangsplastik. Det er en meget vigtig lovgivning, der kommer nu. Her vil jeg godt understrege tre ting, som er afgørende: ikke noget gift i plastic – det er jo ikke kun et havmiljøproblem, det er minsandten også et problem for resten af naturen – og vi skal satse på forebyggelse og forebyggelse og forebyggelse! Og lad mig så til slut sige, at jeg synes, at Kommissionen er alt for uambitiøs med Oxo. Vi ved, at det falder bare i småstykker, vi ved, at Symphony prøver at udbrede det i Afrika, i Asien, og det er kun at udbrede mikroplast! Det er ikke at gøre noget som helst godt for vores natur. Og jeg forstår ikke, at vi ikke kan stoppe allerede nu og sige, at dette skal forbydes. Der er videnskabeligt belæg for det.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL). – Señor presidente, la comunidad científica coincide en que el consumo de plásticos pone seriamente en peligro el medio ambiente, y seguramente ustedes lo habrán podido comprobar en verano. Podría ser que en las playas tengamos ya más plásticos que turistas. Pero es que es más —y ahora en serio—: si no hacemos nada, según las Naciones Unidas en 2050 habrá más plásticos que peces en el mar. ¿Ustedes se lo imaginan? Yo creo que sería realmente terrible.

Hay que reconocer que lo que propone la Comisión en esta cuestión va en la buena dirección, pero estamos llegando tarde y, por tanto, no podemos ser insuficientes, como me temo que estamos siendo. De lo que se trata aquí es de cambiar radicalmente nuestra manera de producir y, por tanto también, de consumir, poniendo en el centro, en primer lugar, la reducción drástica de plásticos, la reutilización y, en última instancia, el reciclaje.

Es decir, no se trata solo de crear —y digo «solo»— nuevos materiales o de campañas publicitarias de reciclaje únicamente, sino que se trata de decirle a los mercados, a las empresas, que imágenes como esta de frutas envueltas en plásticos, que ustedes reconocerán, no tienen ya sentido ni cabida. Y para ello los productores de plásticos y los *lobbies* deben quedar fuera de las futuras tomas de decisiones.

Mireille D'Ornano (EFDD). – Monsieur le Président, une meilleure gestion des matières plastiques relève d'une urgence absolue quand on sait que plus de 150 millions de tonnes de plastiques se trouveraient dans les océans.

Je suis agréablement surprise de voir aujourd'hui mes collègues se saisir de ce sujet. Pour mémoire, dans une résolution déposée en janvier 2017, je proposais que le Parlement invite d'urgence la Commission européenne à soutenir tous les projets sérieux visant à développer des bateaux permettant d'éliminer les plastiques des océans.

En effet, plusieurs projets très innovants sont apparus dans ce but et n'attendent que d'être soutenus. Malheureusement, les principaux groupes politiques n'ont pas jugé nécessaire de donner suite à ma proposition. Alors oui, on peut discuter des heures durant de l'urgence d'agir, mais qu'attendons-nous pour passer à l'action? Le temps nous est compté avant que les océans ne se transforment en poubelle géante et que la situation ne devienne ingérable.

Seán Kelly (PPE). – Mr President, we have a plastic problem in Europe. We still use single-use plastic cups for our coffees, plastic straws in our drinks, single-use plastic water bottles and plastic cutlery in many of our cafes and takeaways. This leads to pollution across the continent, particularly in our coastal areas and marine environments, where it has a massive negative impact on our maritime and fisheries sectors, which has obvious implications for human health and indeed tourism.

It is vital that we take immediate action to tackle plastic waste and bring in strict measures at EU level to do so. It is unacceptable that in 2018, we still have such a level of plastic waste. For this reason, I welcome the Commission's strategy on plastics. I particularly welcome the proposal for a single-use plastics directive, for which I am PPE rapporteur in the Committee on Fisheries (PECH). Of the litter found on our beaches in Europe, 84% is made up of plastic, with 50% being single-use plastic.

We simply must be strong in acting on this and we cannot afford to water down the Commission proposals. Moreover, measures to reduce plastic waste work. In Ireland in 2002, for example, we introduced a levy on plastic bags. The move had an immediate effect on consumer behaviour and a decrease in plastic bag usage from an estimated 328 bags per capita to an estimated 14 bags per capita by 2014.

It is important to properly communicate the facts about plastics to European citizens. We must empower them to reduce their consumption of plastics and to understand the significant environmental damage that has been done. I am hosting a public meeting on this very issue this Friday in my constituency in County Waterford. The people of Waterford know only too well the damage that comes from plastic pollution: they see it every summer as they clean up what tourists leave behind on their beaches. I look forward to meeting them and reporting back to Parliament.

Jo Leinen (S&D). – Herr Präsident! Es geht nicht darum, Plastik zu verteufeln, weil dieses Material in vielen Bereichen auch nützlich sein kann. Allerdings müssen wir uns bemühen, diese Flut von Plastikprodukten einzudämmen und vor allen Dingen die Wiederverwendung und das Recycling wirklich so konsequent durchzuführen, wie es irgendwie machbar ist.

Die Frage ist ja: Wie können wir Firmen animieren, mit weniger Materialverbrauch aufzutreten? Wie können wir sie animieren, bei Standards schon diesen Vermeidungsaspekt einzubauen? Die Ökodesign-Richtlinie muss auch auf Plastikprodukte ausgeweitet werden. Wie können wir erreichen, dass wir mit Steuersätzen etwas fördern, was wir wollen, und dann gewisse Sorten von Plastikverwendung auch behindern? Wir brauchen auch größere Öffentlichkeitskampagnen, damit die Bürger wissen, wie diese Produkte behandelt und entsorgt werden. Und ich will auch noch eins sagen: Wenn wir Ersatzmaterialien nutzen, dann müssen wir auch genau schauen, ob die wirklich besser sind. Da gibt es auch vieles, was vielleicht gar nicht so gut ist, wie es aussieht.

Gesine Meissner (ALDE). – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen. Seit sechzig Jahren hat Plastik unser Leben in vielen Bereichen erleichtert, und es ist aus dem Leben, aus dem Alltag, nicht mehr wegzudenken. Aber es hat eben sehr problematische Folgen. Es findet sich überall da, wo wir es auch nicht haben wollen: in den Flüssen, im Boden und eben auch im Meer. Und das ist ein großes Problem, das wir im Moment haben.

Drei Viertel des Meeresmülls weltweit sind Plastik und pro Jahr werden auf dem globalen Markt 300 Millionen Tonnen Produkte hergestellt, die Plastik enthalten. Wir können nur dreißig Prozent hier in der EU recyceln, und nur sechs Prozent werden wiederverwertet. Das ist viel zu wenig! Wir müssen darum überlegen, was wir tun können, um das zu verbessern.

Ich arbeite gerade an der Schiffsmüll-Richtlinie und gucke, was man tun kann, um wirklich allen Müll an Land zu bringen. Das ist eine Sache. Wir hatten über meine Meeresgruppe vor Kurzem gerade, im April, eine große Plastikausstellung, wo man gucken konnte und anschauen konnte, was die Wissenschaft herausgefunden hat, was es für unterschiedliche Plastik gibt und was sie eben auch an Schaden anrichten kann. Und dann ist es so, dass es durchaus tatsächlich, wie das Jo Leinen gerade sagte, auch viele Chancen bietet, auf neue Produktlinien zu setzen, auf alternative Materialien, die wir verwenden können, oder auch auf Start-ups, die zum Beispiel den Ozean säubern und überall den Müll beseitigen. Wir haben also ganz viele Möglichkeiten, dort etwas zu verbessern, und das sollten wir auf jeden Fall auch tun.

Reinhard Bütikofer (Verts/ALE). – Herr Präsident, Herr Vizepräsident Katainen, Herr Demesmaeker, sehr geehrte Kolleginnen und Kollegen! Für die Politik stellen sich an der Plastikfront vor allem drei Aufgaben.

Erstens: Wir müssen der Öffentlichkeit bewusst machen, wie weit wir schon an einen Punkt geraten sind, an dem der Plastikmüll uns zu überwältigen droht, sodass Plastik selbst in unserem Essen auftaucht.

Zweitens: Wir müssen der Öffentlichkeit deutlich machen, dass es anders geht.

Und drittens: Wir müssen verlässliche Rahmenbedingungen dafür setzen, die es den Bürgern ermöglichen, sich tatsächlich auch ohne so viel Plastikmüll vernünftig zu bewegen. Dazu hat die Kommission eine ehrgeizige Strategie vorgelegt, die wir alle begrüßen. Dazu haben Sie alle viele Argumente vorgetragen.

Es ist wichtig, uns klarzumachen, wie das halt es so schön heißt: Nichts ist so mächtig wie eine Idee, deren Zeit gekommen ist. Es ist die Zeit gekommen für die Idee, dass der Plastikmüll weg muss – nicht weggeworfen werden muss, sondern gar nicht erst entstehen darf. Und deswegen möchte ich dafür werben, dass möglichst viele von Ihnen am 15. September am *Global Clean-up Day* teilnehmen, bei dem wir uns weltweit dafür engagieren, dass Plastikmüll nicht unsere Zukunft beherrscht.

João Ferreira (GUE/NGL). – Senhor Presidente, a produção excessiva de lixo e de resíduos é indissociável dos modelos de produção e de consumo vigentes. Questionar a produção excessiva de lixo e de resíduos, incluindo de plásticos descartáveis, exige necessariamente questionar esses modelos de produção e de consumo. Exige questionar, em última instância, um sistema, o capitalismo, que se funda numa relação irracional e insustentável do homem com a natureza.

O combate a esta irracionalidade não dispensa medidas que, ainda que aparentemente pequenas, podem ter um grande alcance e um grande impacto. Só não dispensa é também as grandes medidas. Umas e outras devem, na sua aplicação, orientar-se por princípios e preocupações de justiça social e não pelo princípio do sacrossanto mercado de que quem paga pode poluir.

Deve também neste domínio privilegiar-se uma abordagem normativa a uma abordagem de mercado, fomentar, a par da redução de resíduos, a reutilização e a reciclagem, por exemplo, ao nível das embalagens. Foi esse o sentido de um parecer da Comissão da Indústria do qual foi relator.

Finalmente, também a investigação científica e desenvolvimento tecnológico têm aqui um papel importante na procura de alternativas mais sustentáveis aos atuais materiais.

José Inácio Faria (PPE). – Senhor Presidente, caros colegas, os materiais plásticos que são obtidos através dos polímeros orgânicos foram uma imensa descoberta da engenharia química do século passado que trouxeram oportunidade de design de novos produtos devido à sua maleabilidade, dureza, baixo custo e, sobretudo, pela sua durabilidade. Mas se o baixo custo determinou a produção em massa e o uso descartável, a sua durabilidade determinou a perpetuação dos mesmos nos nossos mares e oceanos.

A verdade é que, em conjunto, estas características promoveram o desastre ambiental que hoje reconhecemos e que tão bem estão expostas neste relatório. O facto é que, por causa da irresponsabilidade humana na utilização e eliminação de material plástico, vivemos hoje o drama à escala global da poluição dos oceanos com impacto na biodiversidade que acresce às já difíceis consequências das alterações climáticas.

Por isso, quero congratular o relator deste dossiê pelo excelente trabalho desenvolvido que fará com que com esta diretiva possamos mostrar que a Europa toma posição responsável de liderar o mundo nesta missão de não agravar ainda mais uma situação insustentável.

Mas isso não basta. E não basta porque não podem ser só os europeus os únicos preocupados com o seu material de pesca, a usar alternativas aos plásticos descartáveis, a fazer reciclagem e a pensar em *ecodesign*. É preciso manter este assunto na agenda mundial da diplomacia climática e é preciso tomar de imediato medidas mais ambiciosas nas relações comerciais da Europa com países terceiros. O que também não basta é termos a coragem para delinear uma estratégia ambiciosa e depois adiarmos as medidas concretas para a sua prossecução.

Caros colegas, o que é preciso é mudar comportamentos da sociedade civil e é preciso que o tecido empresarial seja parceiro neste objetivo. Precisamos, neste esforço conjunto com a Comissão e os Estados-Membros, que as indústrias sejam parte da solução e que a modernização do sector de produção se faça com maior consciência ecológica.

Jytte Guteland (S&D). – Herr talman, herr kommissionär! Det är dags att EU ännu tydligare i dag tar ledningen och visar att dagens plastkonsumtion inte är hållbar. Plastnedskräpning är ett problem i hela världen, och EU måste mycket tydligare visa ledarskap. Men det handlar också om att EU ska göra sin egen hemläxa. Varje år hamnar uppemot 500 000 ton plastskräp i EU:s havsområden, och Medelhavet är faktiskt det hav som har högst koncentration av plastskräp i hela världen. Om inget görs kommer det år 2050 att finnas mer plast än fisk i haven. Det här är ett vansinne som måste få ett stopp.

När vi nu tar krafttag mot plasternas miljöeffekter måste vi också se till att farliga kemikalier fñas ut och i stället skapa ett giftfritt kretslopp. För, mina vänner, det gäller inte minst alla de mikroplaster som hamnar i våra hav. Medan vi bara ser ungefär en procent av plastbergen i haven ligger det mesta dolt under ytan och drar till sig kemikalier som kan bli skadliga för både människors hälsa och miljön. Jag vill därför att kommissionen också presenterar den handlingsplan för en giftfri miljö som man lovat under sjunde miljöhandlingsprogrammet. Jag vill veta när, och när kommer egentligen den utlovade strategin mot hormonstörande ämnen?

Pavel Telička (ALDE). – Mr President, first of all, I think we need to say that, in area of the circular economy, we have made significant progress. I don't want to be repetitive because a lot has been said here today in terms of what the situation is, the challenges, the objectives and how to meet them, and that is something that I can subscribe to. However, let me just add a different point of view.

We have just adopted and brought into force the legislation on the circular economy, all the directives that we have thoroughly negotiated. I think that we need to have a look not just at the strategy but also at the plastics proposal. How does it fit with the system? Take, for example, the collection target for beverage bottles: I have no problem with being ambitious but does it fit entirely? I mean, are we not in fact diluting the targets we have? Eventually, is there something that we need to do to prevent discrimination between products, or an additional requirements for extending producers' liability? Again, this is an important issue, but what about consumers? In terms of the whole chain, we can't put the burden on producers for the misbehaviour of consumers.

So a number of issues need to be looked into, including awareness, and I'm sure that if we manage to fit this piece properly into the system that we have established then we can deliver results.

Bronis Ropé (Verts/ALE). – Gerb. Pirmininke, džiugu, kad Europos institucijos pradėjo kryptingai dirbti sprendžiant plastiko taršos klausimą. Šiandien svarstoma plastiko strategija yra ambicingas siekis paversti plastiko perdirbimą pelningu verslu, skatinant spartesnį perėjimą prie žiedinės ekonomikos ir inovacijų plėtrą. Sveikindamas šią iniciatyvą vis dėl to norėčiau atkreipti dėmesį į kelis momentus. Visų pirma turime kalbėti apie švarią žiedinę ekonomiką. Nors ir perdirbtas, bet nuolat cirkuliuojantis toksiškas plastikas kels ne ką mažesnę pavojų aplinkai ir žmonių sveikatai. Rengdamas Žemės ūkio kaimo plėtros komiteto nuomonę apie vienkartinio plastiko gaminių poveikio aplinkai mažinimą pasiūliau naudoti žiedinės netoksiškos ekonomikos sąvoką. Daugkartinis švarių ir netoksiškų gaminių naudojimas, štai kas turi tapti pagrindu.

Henna Virkkunen (PPE). – Arvoisa puhemies, muovistrategian tärkein tavoite on vähentää muovijätettä. Hyvä uutinen oli se, että meillä on vielä paljon tehtävää, huono uutinen toki se, että muovijäte lisääntyy koko ajan valtavasti eri puolilla maailmaa. Esiin tuli se huolestuttava tieto, että edelleen vain 30 prosenttia muovista kierrätetään, noin 30 prosenttia menee kaatopaikoille ja noin 30 prosenttia menee poltettavaksi. Tärkein tavoite on nyt pyrkiä kokonaan estämään muovijätteen syntyminen. Sillä on sekä talouden että ympäristön kannalta iso vaikutus.

Meillä on jo paljon meneillään asian eteen. Uusi jätedirektiivi velvoittaa jäsenmaat järjestämään muoville kierrätyksen ja lajittelun. Se on tärkeä askel. Samoin komissio on esittänyt, että jatkossa muovin tulisi olla kokonaan kierrätettävää ja myös tietyistä kertakäyttömuoveista tultaisiin luopumaan. Yksi esitys, mikä sisältyy komission monivuotiseen rahoitussuunnitelmaan, on tietynlaisen muoviveron käyttöönotto, mikä entisestään patistaisi jäsenmaita muovin kierrätykseen.

Meillä on edelleen paljon tehtävää. Yksi tärkeimmistä asioista kuluttajan kannalta on se, että tarvitsemme selkeämpiä merkintöjä siitä, mitä muoveja voidaan kierrättää ja millä tavalla ne tulee lajitella. Toisaalta myös teollisuus tarvitsee yhtenäisiä standardeja siihen, millä tavalla kierrätettyjä muoveja voidaan käyttää. Näissä molemmissa on vielä paljon työtä tehtävänä. Samoin kuin siinä, että meidän on investoitava riittävästi alan tutkimukseen ja tuotekehitykseen, jotta voimme löytää muoveille myös kestäviä biopohjaisia korvaajia, jotka ovat ympäristöystävällisiä. Tällaista työtä on meneillään eri puolilla Eurooppaa ja on tärkeää, että suuntaamme tähän tutkimusvoimavaroihin.

Totta kai tämä on myös isosti kansainvälinen kysymys. Eurooppaan tulee muovia kaikkialta maailmasta samalla tavalla kuin Euroopasta viedään muovia muualle maailmaan. On tärkeää, että pyrimme myös tekemään tässä kansainvälistä yhteistyötä ja standardeja. Olen hyvin tyytyväinen siihen, että kesällä Kiinan kanssa allekirjoitettiin sopimus kiertotalouden edistämisestä yhteisesti, koska ilman muuta tässä on yhteinen intressi molemmilla.

Monika Smolková (S&D). – Vážení pán predsedajúci, obehové hospodárstvo dnes predstavuje veľmi významnú príležitosť pre regióny a mestá pre najbližšie obdobie.

Alarmujúcim aspektom súčasného lineárneho hospodárstva je aj nadprodukcia plastov. Pohodené plasty nájde na ulici, v lesoch, vodných nádržiach, v národných parkoch aj v moriach. Sú všade okolo nás ako nepotrebný odpad. Preto je potrebné oceniť kroky Komisie v tom, že v rámci programu Horizont 2020 sa vyčlení ďalších 100 miliónov eur na podporu investícií do riešenia obehového hospodárstva. Aj do budúcej kohéznej politiky by sme preto mali zaviesť viacúrovňové stimuly pre znižovanie produkcie plastov. Na výrobu plastov musíme pozeráť ako na cyklus výroby, použitie až po ich recykláciu, resp. bezpečné zneškodnenie.

Ale plne sa prihovám a podporujem nahradenie plastov novými druhmi obalového materiálu, ktorý má minimálny vplyv na životné prostredie, je rozložiteľný a v konečnom dôsledku aj zdravotne nezávadný.

Elsi Katainen (ALDE). – Arvoisa puhemies, maailma todellakin on hukumassa muoviin ja tarvitsemme kunnianhimoisen muovistrategian. Meidän on pysäytettävä muovin kulkeutuminen ruokaan, veteen, elimistöömme. Pelkkä strategia ei kuitenkaan riitä, tarvitsemme kunnianhimoisempaa lainsäädäntöä, joka velvoittaa kierrättämään ja uudelleenkäyttämään muovia, sillä hyppy muovittomaan maailmaan ei todellakaan käy hetkessä.

Meidän on myös kehitettävä vaihtoehtoisia materiaaleja muoville edelleenkin. Esimerkiksi hoitamalla metsät kestävästi voimme torjua ilmastonmuutosta ja korvata puupohjaisilla raaka-aineilla monet muovituotteet. On myös annettava tilaa kaikille muovin kierrätystä edistävälle innovaatioille ja ratkaisulle. Tulisi tiedostaa esimerkiksi kemiallisen kierrätyksen valtava potentiaali yhtenä muovihaasteen merkittävänä ratkaisijana. Muovin kestävä käytön haasteeseen vastaaminen edellyttää panostamista huipputieteeseen, missä esimerkiksi Horisontti Eurooppa -ohjelmalla on valtava merkitys.

Linnéa Engström (Verts/ALE). – Herr talman, herr kommissionär! I dag debatterar vi plasthotet. Det tar tjugo sekunder att producera ny plast, tjugo minuter att använda den och mer än 400 år för den att brytas ner i miljön. Pratar vi om våra hav, så bryts den ju aldrig ner utan finfördelas bara till mikroplast, som i slutändan hamnar i våra kroppar. Vi har inte tid; vi måste ta tag i detta stora miljöhot nu. Det är därför jag välkomnar kommissionens förslag att förbjuda tio engångsartiklar i plast. Men tyvärr räcker det inte; vi behöver vara mycket mer ambitiösa och ta krafttag mot detta plasthot. Vi måste höja ambitionerna så att alla tar sitt ansvar. Låt oss verkligen samarbeta nu, alla tillsammans, för att minska vårt plastberoende. Näringslivet, det civila samhället, vi här i EU-systemet och alla medlemsstater – vi har allt att vinna på att dessa plasten.

Christophe Hansen (PPE). – Monsieur le Président, je remercie Monsieur de Demesmaeker pour ce rapport remarquable et le travail qu'il a fait.

Mesdames et Messieurs, 87 % de nos concitoyens sont préoccupés par les dommages causés par le plastique. Je fais partie de ces 87 % parce que moi aussi, je veux laisser une planète vivable aux générations futures.

Ce matin, Jean-Claude Juncker a affirmé sa volonté de consacrer la réduction de l'utilisation des matières plastiques dans la législation européenne. La proposition sur les matières plastiques à usage unique, à laquelle faisait référence M. Juncker, manque encore d'ambition à mon goût. C'est la raison pour laquelle j'ai déposé un amendement qui oblige les États membres à réduire de 50 % leur consommation nationale de plastique. Un petit clin d'œil, peut-être aussi, à la présidence autrichienne, ici présente: le Parlement européen sera certainement prêt pour conclure ce dossier sous votre présidence.

Nous pouvons encore faire plus: premièrement, assurer l'innovation nécessaire pour une politique d'économie circulaire post-2020; deuxièmement, développer un secteur dynamique en matière d'innovation et de recherche pour concevoir les alternatives aux plastiques; troisièmement, agir pour accélérer ce que j'appelle le «Plexit», la sortie du plastique.

Chers collègues, il nous faut également un accord rapide, avant les élections de 2019, sur le cadre financier pluriannuel (CFP). Permettez-moi, puisque j'ai encore un peu de temps, de réagir à certaines remarques de mes collègues qui ne sont plus là. M. Agnew nous a parlé des plastiques oxodégradables, mais en fait ces plastiques sont aussi fabriqués à base de pétrole. Un additif y est ajouté, mais leurs répercussions sur la santé animale, sur la santé humaine et sur l'environnement sont les mêmes que celle des plastiques classiques.

M. Lancini a dit qu'il n'existe aucune alternative à certains des produits qui sont visés par la proposition sur les plastiques à usage unique. Je me dois de lui dire que ces alternatives existent déjà; elles sont un peu plus chères, mais la demande va croître et les prix deviendront abordables.

Puhetta johti HEIDI HAUTALA*varapuhemies*

Massimo Paolucci (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, li hanno ricordati altri colleghi i numeri incredibili del consumo della plastica. Quando avrò finito di parlare, nel mondo saranno state acquistate un milione di bottiglie di plastica.

Io credo che, come stiamo facendo in questi mesi, il nostro primo obiettivo deve essere quello di informare: campagne di sensibilizzazione, una battaglia culturale. Servono i divieti, ma noi dobbiamo innanzitutto lavorare per convincere i cittadini europei che è possibile fare diversamente, che è possibile superare uno stile di vita basato sull'usa e getta, quella che Papa Francesco nella sua splendida enciclica ha chiamato «la cultura dello scarto».

E il nostro Nord, la nostra bussola, deve essere sempre l'economia circolare. Noi abbiamo bisogno di interventi che siano coordinati. Ecco perché ho proposto, ad esempio, sulla plastica monouso, che la responsabilità estesa del produttore preveda quote da pagare che siano proporzionali alla durata del prodotto, alla sua riciclabilità.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). – Señora presidenta, quiero felicitar al señor Demesmaeker por este informe sobre la política europea para el plástico, porque estamos ante una oportunidad que no hay que desperdiciar. La ciudadanía de la Unión tiene una sensibilidad creciente sobre los efectos ambientales que produce este material, lo que favorece el necesario cambio de hábitos para avanzar en una revolución necesaria.

Un cambio que nos obliga, para empezar, a reciclar mucho más que el 30 % del plástico desechable que recogemos ahora con ese fin. Esta misma conciencia ambiental está impulsando iniciativas tecnológicas que van a centrar el diseño de los envases de plástico en la circularidad en vez de en el reciclaje. Un movimiento que impulsará la innovación y creará riqueza y empleo sostenibles.

También tenemos una normativa avanzada sobre residuos, y sabemos que diseñar la que regulará el mercado de materias primas secundarias, implantando estándares de calidad y estimulando los cambios con medidas fiscales, es el siguiente paso. Por eso, animo a que los programas europeos de innovación se sumen a este movimiento, tratando con especial cariño las iniciativas y emprendimientos en este sector de la economía circular.

Tilly Metz (Verts/ALE). – Frau Präsidentin! 25,8 Millionen Tonnen Plastikabfall werden pro Jahr in der EU erzeugt. Davon werden weniger als 30 % recycelt. Zwischen 150 000 und 500 000 Tonnen Plastik enden jährlich im Meer mit verheerenden Auswirkungen auf die Ökosysteme der Meere. Tiere wie zum Beispiel Fische, Schildkröten und Vögel verfangen sich oder ersticken im Plastik. Auch an Land richtet Plastikabfall großen Schaden an mit wiederum katastrophalen Folgen für die Tiere. Menschen erleiden auch Schaden. Mikroplastik, das unter anderem durch Kosmetikprodukte vorhanden sein kann, kann in die Meere oder sogar in die Nahrungskette gelangen – mit potenziellen gesundheitlichen Folgen. Und durch das Nichtwiederverwenden von Plastik verlieren wir jährlich zwischen 70 und 105 Milliarden.

Nun muss gehandelt werden! Die Kosten für Umwelt und Gesundheit müssen berücksichtigt werden. Verkauf, Verbrauch und Abfall müssen besser reguliert werden. Und vor allem müssen und werden wir handeln, um die Gesundheit und die Umwelt der Bürger und Bürgerinnen zu schützen.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já si dovoluji naši pozornost upřít na tu druhou část společné debaty, a to je právě na otázku: Jak řešit závažné problémy na pomezí právních předpisů týkajících se chemických látek, výrobků a odpadů? V lednu tohoto roku Komise publikovala sdělení, kde řešila možnosti, jak řešit otázky právě na pomezí právních předpisů týkajících se těchto chemických látek. Cílem sdělení je prosazovat v rámci Unie širokou diskusi a hledat způsob, jak by bylo možné řešit hlavní zjištěné problémy.

Zabýváme se čtyřmi kritickými problémy. Nedostatečnými informacemi o látkách vzbuzujících obavy, které jsou přítomny ve výrobcích a odpadech. Za druhé, přítomností látek vzbuzujících obavy v recyklovaných materiálech. Za třetí, nejistotou ohledně toho, jak je bezpečné s těmito materiály nakládat a zda mohou přestat být odpadem. Za čtvrté, obtížemi při uplatňování metodiky. Závěry sdělení Komise jsou tedy zmíněné čtyři problémy. Měli bychom řešit tyto problémy proto, abychom neměli překážky v oběhovém hospodářství. Ambicí musí být dosažení plného souladu mezi právními předpisy.

Mám tedy následující dvě otázky na Radu. Jak se staví Rada k uvedeným otázkám a k možným opatřením, která navrhla Komise k řešení čtyř nejdůležitějších problémů? A konkrétněji, jak chce Rada přispět k dalšímu sjednocování výkladu a uplatňování ustanovení týkajících se materiálů, které přestaly být odpadem ze strany členských států?

Tiemo Wölken (S&D). – Frau Präsidentin! Kommissionspräsident Juncker hat es vorhin in seiner Rede gesagt: Die Vorschläge aus der Plastik-Strategie müssen noch vor der Wahl umgesetzt werden. Und ich bin seiner Meinung: Wir müssen hier ehrgeizig zupacken, denn die Vorschläge der Kommission haben es verdient.

Das Problem des Plastikmülls ist ein Problem, das viele Bereiche betrifft, so zum Beispiel die Verschmutzung der Meere. Morgen stimmen wir im Umweltausschuss über die sogenannten Hafenauffangeinrichtungen ab. Dabei geht es darum, den Müll von Schiffen nicht im Meer zu versenken, sondern in Häfen abzugeben. Um hierfür einen Anreiz zu haben, brauchen wir ein System der Pauschalgebühren, damit es Schiffe nichts kostet, Müll in Häfen abzugeben. Und da gucke ich insbesondere zu den Kolleginnen und Kollegen aus dem Ausschuss für Verkehr und Tourismus, die nach uns darüber abstimmen und sich vielleicht an unserem Bericht orientieren können.

Daneben ist natürlich ein großes Problem Mikroplastik, das in der Umwelt landet, zum Beispiel durch Autoreifen oder Abrieb von Waschmaschinen. Wir werden über kurz oder lang, wenn wir den Verbrauch nicht reduzieren, auf Filtertechniken zurückgreifen müssen, und ich möchte nicht, dass allein die Verbraucherinnen und Verbraucher die Kosten dafür tragen.

Florent Marcellesi (Verts/ALE). – Señora presidenta, cada año se vierten más de ocho millones de toneladas de plástico en nuestros mares y océanos. Para que se hagan una idea, esto ya ha generado en el Pacífico una isla del tamaño de España, Italia y Francia juntas. La mayoría de esos plásticos fueron de un solo uso, pero su degradación, que puede alargarse hasta 1 000 años, está inundando nuestros mares de microplásticos que luego acaban en nuestra comida o en nuestros platos.

Puede que los plásticos que usamos una sola vez cuesten poco dinero, pero lo que no se ve —y ese es el problema— es el precio que pagamos las personas: nuestra salud y el medio ambiente. Por eso los Verdes europeos insistimos tanto en la prevención y en que el precio a la hora de producir plásticos refleje sus costes reales directos e indirectos. Imágenes ridículas que todos hemos visto, como estas frutas individualmente empaquetadas en plástico, tienen que terminar ya.

Simona Bonafè (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, intanto, come relatrice ombra, mi faccia ringraziare il relatore Demesmaeker e tutti gli altri colleghi per il lavoro fatto insieme e per l'ottima cooperazione che ha portato all'adozione di un testo condiviso e ben centrato.

L'obiettivo del Parlamento è quello di supportare la Commissione verso una nuova economia della plastica sostenibile, in grado di coniugare lo sviluppo economico con la protezione dell'ambiente e della salute umana. Oggi sono ancora troppi i prodotti in plastica presenti sul mercato che non possono essere riciclati o riutilizzati e che, nel migliore dei casi, possono essere smaltiti solo negli inceneritori o nelle discariche, mentre nel peggiore dei casi vengono dispersi nell'ambiente sia marino che terrestre, con gravi danni sia per la biodiversità che per le attività economiche come la pesca o il turismo.

Bene, non abbiamo più tempo. Attraverso la relazione che voteremo domani il Parlamento chiede un impegno concreto per un cambio di passo alla Commissione e a tutti gli *stakeholder* coinvolti, e definisce una serie di misure concrete per fare in modo che la materia plastica venga progettata, prodotta e consumata e che il suo fine vita sia gestito secondo i principi dell'economia circolare.

L'altro punto su cui la nostra posizione è molto chiara è quello della necessità di azioni immediate e urgenti per combattere l'altro grande problema: l'inquinamento marino derivante dalla plastica. Personalmente ho ritenuto importante introdurre tra queste misure anche quella del contributo che i pescatori stanno dando alla pulizia dei nostri mari attraverso la cosiddetta pesca passiva. Sono orgogliosa che uno dei progetti pilota di questo tipo, «Arcipelago pulito», sia avvenuto nella mia regione, la Toscana. Anche in base agli importanti risultati ottenuti abbiamo voluto sottolineare come progetti simili dovranno essere incentivati in tutta l'Unione europea e che l'onere per la gestione dei rifiuti plastici recuperati non dovrà mai ricadere sui pescatori. Sarà importante che questa misura sia recepita anche nella nuova

direttiva sulle infrastrutture portuali attualmente in negoziazione.

Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot

Nicola Caputo (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, l'inquinamento da plastica rappresenta una delle emergenze ambientali più gravi dei nostri tempi, sulla quale occorre intervenire presto e in modo coordinato. Ogni anno generiamo in Europa circa 26 milioni di tonnellate di rifiuti di plastica, di cui meno del 30 % sono raccolti a fini di riciclaggio.

La principale sfida della strategia sulla plastica messa a punto dalla Commissione è quella di produrre e utilizzare la plastica in modo sostenibile, al fine di ridurre la produzione di rifiuti. Dobbiamo quindi agire in maniera intelligente e creare la necessità di chiudere il cerchio dell'economia circolare.

Se da un lato, quindi, va migliorata la qualità del riciclaggio, arginare i rifiuti di plastica e indirizzare gli investimenti e l'innovazione verso soluzioni circolari, dall'altro è indispensabile creare un mercato interno stabile per le materie prime secondarie, rimuovendo gli ostacoli che questo mercato si trova ad affrontare, cominciando dal rapporto tra il prezzo di vendita delle materie prime vergini e quello delle materie prime secondarie.

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, θέλω κατ' αρχάς να συγχάρω τον εισηγητή, τον κύριο Demesmaeker, για την εισήγησή του· νομίζω ότι έχει καλύψει όλα τα βασικά θέματα διότι πραγματικά τα πλαστικά είναι ιδιαίτερα επικίνδυνα για το περιβάλλον. Τα παραδείγματα που αναφέρθηκαν για την καταστροφή του περιβάλλοντος, ιδίως ότι έχουν γεμίσει οι ωκεανοί με πλαστικά, είναι γνωστά. Αυτό ενδιαφέρει ιδίως την Ελλάδα, διότι εμείς έχουμε καθαρές θάλασσες και θέλουμε να διατηρήσουμε τις θάλασσές μας καθαρές. Αλλά αντιλαμβάνεστε ότι, όταν σε άλλα κράτη δεν υπάρχει αυτή η προστασία και υπάρχει αλόγιστη χρήση των πλαστικών, δημιουργούνται προβλήματα και για την Ελλάδα. Επομένως, είμαστε αυτοί που επιμένουμε ότι πρέπει να ληφθούν μέτρα και φυσικά αυτό μπορεί να γίνει, κυρίως, στηριζόμενοι στην κυκλική οικονομία, διότι μόνο μέσα από την κυκλική οικονομία μπορεί να υπάρξει ανακύκλωση, μπορεί να υπάρξει η πρόληψη και, βεβαίως, μπορεί να υπάρξουν διαδικασίες προστασίας. Χρειάζονται, φυσικά, και φορολογικά κίνητρα προκειμένου να αντιμετωπιστεί όλο το πρόβλημα το οποίο συζητούμε.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Senhora Presidente, parabéns ao relator que sabe muito bem da importância do mar para muitos povos, como o meu. O lixo de plástico no mar é um grande problema. 80% do lixo no mar é plástico, microplástico, tão abundante que já faz parte do nosso ecossistema. O microplástico absorve outros poluentes como pesticidas e materiais pesados que provocam problemas de saúde.

O setor marítimo, ecologista, está muito preocupado e quer pescar peixe e não sacos de plástico ou garrafas. Por isso, precisamos de uma política ambiciosa e que não se fique por uma política tímida, mas radical e urgente, porque o modelo já não serve. O modelo de produzir e de consumir já não serve. E a economia circular é uma oportunidade, antes que o lixo nos invada por terra e por mar.

Younous Omarjee (GUE/NGL). – Madame la Présidente, ce dont nous parlons, c'est d'une véritable catastrophe écologique car près de la moitié des 10 milliards de tonnes de plastique produites ont fini dans la nature et au fond des océans. Nous devons avoir à l'esprit que d'ici 2050, avec la progression démographique, 28,7 milliards de tonnes de plastique seront générées, c'est-à-dire près du triple de tout le plastique produit jusqu'à maintenant. C'est dire l'ampleur du défi qui est devant nous. Nous devrions avoir honte d'avoir fait de nos océans des poubelles. Si nous ne faisons rien, il ne faudra plus demain parler de «septième continent plastique», mais d'une «planète plastique».

C'est pourquoi il faut des mesures ambitieuses, des mesures radicales. Je veux terminer par un mot concernant les mégots de cigarettes. Les gens ignorent que lorsqu'ils fument une cigarette, ils fument le plastique. Nous devons donc demander aux industriels d'en modifier la composition, car les mégots de cigarettes sont de véritables fléaux pour l'environnement.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, οι πλαστικές ύλες αποτελούν πλέον σημαντική παράμετρο για την ζωή των πολιτών αλλά και την οικονομία ενός κράτους. Λόγω του χαμηλού όμως επιπέδου συλλογής και ανακυκλώσεώς τους, μολύνουν το περιβάλλον και δημιουργούν προβλήματα στην υγεία, κυρίως, όταν εισέρχονται στη διατροφική αλυσίδα· επίσης, καταστρέφουν και τα θαλάσσια οικοσυστήματα όταν καταλήγουν σε θάλασσες και ωκεανούς. Για να αντιμετωπιστεί αυτό το πρόβλημα, θα πρέπει και τα κράτη αλλά και η Ευρωπαϊκή Ένωση να θεσπίσουν ουσιαστικούς νόμους ούτως ώστε να ελέγξουν την κυκλοφορία και την κίνηση των πλαστικών μιας χρήσεως αλλά και των υπολοίπων πλαστικών αποβλήτων για να μην καταλήγουν στις θάλασσες. Επίσης, θα πρέπει να ανεβάσουν το επίπεδο συλλογής και ανακυκλώσεώς τους ούτως ώστε από απόβλητα να κατορθώσουν να εξελιχθούν σε σημαντικούς συντελεστές για την ανάπτυξη της οικονομίας μιας χώρας.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D). – Señora presidenta, es una satisfacción escuchar la unanimidad de esta Cámara, de todos los colegas de distintos grupos políticos, a la hora de ver cómo atender a la necesidad que tenemos de abordar la eliminación del plástico en el uso habitual de nuestra vida. El plástico tiene, sin duda, usos que son interesantes y que nos han facilitado la vida, pero tenemos que ser conscientes de que esa utilidad que nos ha dado a la sociedad ahora es un gran problema.

Nos hemos excedido en el uso de los plásticos en demasiadas aplicaciones. Por tanto, hay que tomar medidas y por eso felicito a la Comisión porque la estrategia, la Directiva que ya estamos debatiendo, va por el buen camino. Aprovechemos antes de que acabe la legislatura para tomar medidas en esa reducción de plásticos, en esa educación en los hábitos e información a los consumidores y en la innovación y en las nuevas oportunidades para los sectores económicos.

Igor Šoltes (Verts/ALE). – Gospa predsednica, torej, izzivi plastike, ki so pred nami, so pomembni po eni strani tako za ekonomijo, gospodarstvo kot tudi za ekologijo, predvsem pa tudi za naše zdravje, ker posledice uživanja mikroplastike so res katastrofalne. In če je človeštvo živelo toliko let in stoletij brez plastike, ko je plastika postala potem izziv in razvojni koncept človeštva, zdaj seveda lahko postane tudi naš grobar.

Ampak toliko plastike, kolikor jo proizvedemo, je tudi seveda proizvod potrošniške družbe. In mislim, da je čas, da v tem celotnem paketu pomislimo tudi na to, da poskušamo vplivati na gospodarske družbe, da proizvajajo produkte, ki niso samo za enkratno uporabo, in da način razumevanja in ravnanja s plastiko privedemo tudi do potrošnikov, ker konec koncev se vse konča in začne tudi v glavah.

Tako da imamo po eni strani odgovornost Evrope, po drugi strani držav članic, lokalne skupnosti in pa seveda vsakega posameznika.

Le skupaj seveda lahko premagamo to zlo v skupno dobro.

Ricardo Serrão Santos (S&D). – Senhora Presidente, a discussão à volta do problema dos plásticos e o impacto no ambiente é um problema global, mas que a União Europeia tem liderado. Esta luta não é contra os plásticos. O que queremos, sim, enfrentar é a forma como são utilizados e o que acontece após deixarem de ser úteis.

Recebi com agrado as propostas da Comissão para enfrentar a questão e para as quais este Parlamento tem vindo a contribuir de forma decisiva. Tenho organizado vários debates sobre o tema, em particular do impacto nos oceanos e as formas de o contornar. Concluo, tal como os relatores, que este assunto só se resolve de forma abrangente e a economia circular dos plásticos é uma parte importante do problema que tem que ser fomentada.

Evitar que os plásticos cheguem ao mar é evitar que eles cheguem à nossa mesa. Desta forma, melhorar o destino dos plásticos utilizados é uma forma de reduzir esse impacto.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D). – Señora presidenta, proteger el medio ambiente es imprescindible como garantía de futuro. Pero, mientras tanto, los plásticos asfixian el mar. Más del 80 % de la basura marina corresponde a los plásticos. La Unión Europea genera nada más y nada menos que 25 —casi 26— millones de toneladas al año. Esto es mucho, muchos residuos por nuestra parte y muy poco reciclaje: menos del 30 %.

Esto supone un gran reto que no admite demora. Necesita de iniciativas legislativas concretas por parte de la Comisión, iniciativas que estimulen la economía hacia una transición de las empresas hacia la economía circular, una economía sostenible. Necesitamos medidas de prevención, de educación de la población. Necesitamos implicar a los municipios si queremos que esta estrategia tenga éxito. Y necesitamos una medida específica para comenzar a limpiar los mares de plástico, que ya es una realidad.

(Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot päättyvät)

Jyrki Katainen, Vice-President of the Commission. – Madam President, honourable Members, thank you all very much for this excellent debate. I believe that the circular economy will be one of the mega-trends in the coming years in the world economy. The second mega-trend is based on artificial intelligence, and these two are the ones which will reshape our societies and economy in the coming years. That is why I'm so glad that, as today's debate here in the European Parliament has shown, this is one of the issues – the circular economy and the plastic strategy as part of it – which unite us.

I don't remember any other policy areas in this House in which the debate would have been so consensual. We share the same concerns and the same challenges, and we are trying, more or less, to find a solution from the same part of the world. So I really want to thank the House for its contribution to the circular economy. Actually, I would like to congratulate the European Parliament, and I hope that you congratulate the Commission and the Council also, on the fact that during this election period we have created a new policy which is called 'circular economy' in Europe.

That is the reason why Europe is leading circular economy development in the world. The US is far behind us. China is the second best.

Talking about China, I participated in a high-level economic dialogue last June in Beijing, an EU-China dialogue, and right after that we had the EU-China summit in Beijing at which we discussed deepening our cooperation, especially on circular economy. We actually signed a memorandum of understanding (MoU) with our Chinese counterpart on enhanced cooperation between the EU and China on circular economy.

Plastics is one part of that. I was discussing with my counterpart the possibility that we might manage to create a joint or common quality standard for plastic packages in China and Europe. If we did that, it would create an enormous market for the recycling of plastic waste. So there are lots of opportunities.

Today we are losing 95% of the value of plastic packages, and it simply doesn't make any sense. Plastic waste has a value and today we are losing most of this value, simply because we have not developed good policies to recycle plastic. Only 6% of the plastic in our market is recycled plastic. So this means that there are huge opportunities, but we just need better policies which encourage raising the quality of plastics – and there, for instance, the quality standard for plastic packages is of the utmost importance.

My final word is on the plastic levy, which is part of our Multiannual Financial Framework proposal. I do hope that we get it through. If it is not possible to get it through, I really hope that Member States could look at it as a national solution.

Taxation or levies can create healthy incentives to the economy. If we start taxing something it will create incentives to change behaviour, and if we put a levy on unrecycled recyclable plastic it is a good incentive for changing our business models.

So once more I want to thank you for your contribution. Let's continue our good cooperation.

Karoline Edtstadler, *President-in-Office of the Council*. – Madam President, from my little experience with debates in this House, I got the impression that it must have been one of the rare debates where all the Members of this House are of the same opinion, no matter for which reason or from which political party they belong to, and I also want to thank you for this very fruitful discussion. We are all of the same opinion: there is the absolute need to reduce the plastic in our lives to a minimum level and to better use this in general useful material. It was also mentioned that much can be done at a regional level, for example with awareness-raising campaigns. Well, yes, it seems so easy at first sight to reduce the plastic in your life, but if you have ever tried to buy fruit, vegetables or meat and milk products in a supermarket without buying loads of plastic, you would have found out that it is much harder to do this and to manage this than you at first think.

Let me assure you that the Austrian Presidency attaches great importance to the circular economy and Treaty-related files such as the reduction of the impact of certain plastic products on the environment. But we still have to do more, and I agree with many Members who mentioned that. Thus, the Council looks forward to the results of the Commission's public consultations addressing the interface between chemical product and waste legislation, which is still ongoing until 29 October.

To conclude, let me underline that the Council is and will remain open for discussions and cooperation with you, honourable Members, and of course with the Commission and interested stakeholders, in order to define a path forward to a truly circular economy.

Puhemies. – Olen vastaanottanut yhden työjärjestyksen 128 artiklan 5 kohdan mukaisesti käsiteltäväksi jätetyn päätöslauselmaesityksen.

Keskustelu on päättynyt.

Äänestys toimitetaan torstaina 13. syyskuuta 2018.

Kirjalliset lausumat (162 artikla)

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. – The way plastics are produced, used and disposed of today has devastating environmental, climate and economic drawbacks and potential negative health impacts on both humans and animals. I very much welcome this report, which tackles successively the need to move from design for recycling to design for circularity, the creation of a genuine single market for recycled plastics, prevention of plastic waste generation, as well as innovation and global action. A stable internal market for secondary raw materials is indispensable for safeguarding the transition to a circular economy, therefore the obstacles this market confronts with have to be fully addressed, while laying the ground for a level playing field. Indeed, the EU Plastic Strategy constitutes a necessary step forward in the EU's transition towards a circular economy and as well as a crucial tool towards attaining the Sustainable Development Goal to prevent and reduce marine litter. Preventing the generation of plastic waste upfront and boosting our plastics recycling performance are both essential. Moreover, I strongly share the opinion that the plastics strategy should also be used as a lever for encouraging new, smart and circular business, production and consumption models covering the entire value chain.

Maria Grapini (S&D), *in scris*. – În Europa se produc anual 26 de milioane de tone de deșeuri din plastic. Aproximativ 79 000 de tone din acest tip de deșeuri ajung în oceane, pe o suprafață de 1,6 milioane de kilometri pătrați. Datorită răspândirii pe o suprafață atât de mare, 90 % din păsările marine înghit particule din plastic.

Consider că acest raport este foarte important și necesar, întrucât impactul deșeurilor din plastic asupra florei, faunei, dar și a sănătății umane este evident negativ. Soluțiile utilizate pentru gestionarea deșeurilor din materiale plastice din mediul marin trebuie să fie integrată în strategia globală privind materialele plastice. Susțin raportorul și consider că este nevoie de soluții inteligente, de stimularea, prin politici fiscale, a colectării, dar și a reciclării deșeurilor.

De asemenea, consider că, pentru a ajunge la un nivel notabil de rezultate, prioritățile ar trebui să fie prevenția, apoi educația și, nu în ultimul rând, sancționarea celor care nu respectă prevederile legale în materie.

Jaromír Kohlíček (GUE/NGL), *písemně*. – Stalo se zvykem, že v zásadních dokumentech týkajících se recyklace a materiálových toků je zdůrazňována nutnost přechodu z lineárního hospodářství na oběhové. Vzhledem k faktu, že základními materiály různých plastových výrobků jsou odlišné uhlovodíky, není nikterak jednoduché, zejména pokud se týče obalových materiálů v maloobchodě, zajistit třídění podle chemického složení, které je pro recyklaci důležitým předpokladem. Logicky je tedy první prioritou snaha předcházet vzniku plastového odpadu, druhou prioritou je opětné použití a třetí pak recyklace. K tomu je samozřejmě nutné použití vhodné technologie pro sběr a třídění. Dnes se v EU sbírá k recyklaci pouhých 30 % plastových odpadů. 31 % plastů je skládkováno a 39 % se spaluje. Protože do roku 2030 budou v celé EU platit předpisy znemožňující skládkování plastů, je nutné zvýšit možnosti opětovného použití obalů a recyklovatelnosti. Komise je vyzvána, aby do roku 2020 zavedla zákaz mikroplastů v řadě výrobků a zároveň stanovila požadavky, které zajistí snížení jejich uvolňování z nejrůznějších materiálů. V programu Horizont 2020 má být vyčleněno 100 milionů EUR pro výzkum v oblasti třídění, recyklace a využívání zdrojů plastů. Výše zmíněné aktivity uváděné ve zprávě, stejně jako zařazení programu „Oceán bez plastů“ proto vřele podporuji.

Elżbieta Katarzyna Łukacijewska (PPE), *na piśmie*. – Polityka UE w dziedzinie środowiska pomaga chronić przyrodę oraz dbać o zdrowie mieszkańców. Niestety statystyki są druzgocące: corocznie tylko do wód morskich i oceanów trafia ponad 8 mln ton plastiku, a dalsze utrzymanie tej tendencji spowoduje, że do 2050 r. w oceanach będzie więcej plastikowych śmieci niż ryb. Wielka Pacyficzna Plama Śmieci waży więcej niż 43 tysiące samochodów osobowych i zajmuje powierzchnię pięciokrotnie większą niż Polska. Śmieci negatywnie wpływają na florę i faunę morską, wnioskując w nasz układ pokarmowy, powodując różne schorzenia.

Musimy zacząć od działań edukacyjnych i uświadamiana obywatelom, że zwiększając liczbę plastików używanych przez nas na co dzień, szkodzimy samym sobie i środowisku. Cieszy mnie fakt, iż spora część społeczeństwa, a także biznesu i MŚP zaczyna kłaść nacisk na racjonalne gospodarowanie odpadami oraz stosowanie tworzyw biodegradowalnych czy tych wielokrotnego użytku.

Jako doskonały przykład mogę podać tu stosowane już coraz częściej praktyki, gdzie wielu z nas, kupując napoje na wynos i przynosząc np. swój własny kubek wielokrotnego użytku na kawę, a tym samym rezygnując z plastikowego, zyskuje bonifikatę w postaci rabatu na zakup napoju. Bardzo bym chciała i życzyłabym tego nam wszystkim, aby praktyki takie stały się naszym codziennym nawykiem i na stałe wpisały się w naszą świadomość, co z pewnością przyczyni się do poprawy stanu środowiska.

Pirkko Ruohonen-Lerner (ECR), kirjallinen. – Muovijätteiden määrä on noussut uhkaavalla tavalla muovinkulutuksen moninkertaistuttua viimeisten vuosikymmenten aikana. Ympäristö- ja kestävyysnäkökulmaan on kiinnitetty laajemmin huomiota vasta viime aikoina. Muovi on hyödyllinen ja kestävä materiaali, jolla on monia käyttötarkoituksia. On kuitenkin välttämätöntä, että sitä aletaan käyttää kestävämmällä tavalla.

Muovijätteillä on tuhoisia ympäristövaikutuksia esimerkiksi merten ekosysteemeille eikä kaikkia sen terveysvaikutuksia ihmisiin vielä edes tunneta. Syntyvän jätteen määrää on vähennettävä. Samoin kierrätystä ja keräystä tulee edistää, sillä nykyisellään vain 30 prosenttia EU:n muovijätteestä kerätään kierrätykseen. Kierrätettyjen muovien markkinoita olisi myös kannustettava, sillä tällä hetkellä kierrätetyn materiaalin osuus uusissa muovituotteissa on komission lukujen mukaan vain noin kuusi prosenttia. Mietinnössä kehoitetaan pyrkimään siihen, että kaikki pakkausmuovit ovat uudelleenkäytettäviä tai kierrätettäviä vuoteen 2030 mennessä. Tavoite on kova, mutta tarpeellinen. Pidän myös tärkeänä, että vaihtoehtoisten ja ympäristöystävällisten materiaalien tutkimukseen ja kehitykseen sekä esimerkiksi uusiin kierrätysteknologioihin panostetaan.

EU ei voi ratkaista ongelmaa yksin. Suurin osa merten muovijätteistä on peräisin Aasian ja Afrikan joista, joiden varsilla kierrätys- ja keräysinfrastruktuuri sekä yleinen tietoisuus ongelmasta ovat puutteellisia. Ongelman kansainvälisen luonteen johdosta on mielestäni hyvä, että EU toimii tässä kysymyksessä suunnannäyttäjänä.

15. Članstvo v političnih skupinah: glej zapisnik

16. Evropski akcijski načrt „eno zdravje“ zoper odpornost proti antimikrobikom (razprava)

Puhemies. – Esityslistalla on seuraavana Karin Kadenbachin ympäristön, kansanterveyden ja elintarvikkeiden turvallisuuden valiokunnan puolesta laatima mietintö eurooppalaisesta yhteinen terveys -toimintasuunnitelmasta mikrobilääkeresistenssin torjumiseksi (2017/2254(INI)) (A8-0257/2018).

Karin Kadenbach, Berichterstatterin. – Sehr geehrte Frau Präsidentin, Herr Kommissar, werte Mitglieder dieses Hohen Hauses! Zuallererst möchte ich betonen, dass ich mich freue, dass es gelungen ist, dass wir heute eine Gelegenheit haben, den Bericht über den europäischen Aktionsplan zur Bekämpfung antimikrobieller Resistenzen, kurz AMR, hier im Rahmen des Konzepts „Eine Gesundheit“ zu diskutieren. Denn es geht um nichts Geringeres als um eine der größten Bedrohungen, mit denen wir derzeit konfrontiert sind.

Präsident Juncker hat heute Vormittag in seiner Rede zur Lage der Union darauf hingewiesen, dass nur ein starkes und geeintes Europa seine Bürgerinnen und Bürger gegen Bedrohungen von innen und außen schützen kann – von Terrorismus bis zum Klimawandel, wie er sagte. Ich möchte hier ergänzen und betonen, dass es dieses gemeinsame Europa, diese gemeinsame Kraftanstrengung auch braucht, um die Menschen vor wachsenden gesundheitlichen Bedrohungen zu schützen – vor AMR zum Beispiel.

Ich darf hier auch kurz anmerken, dass ich es bedaure, dass Präsident Juncker in seiner heutigen Ausführung den für die Menschen, aber auch für den Wirtschaftsstandort so enorm bedeutenden Themenkomplex Gesundheit gar nicht angesprochen hat. Im Gegensatz zu seiner Rede von 2017, wo er erfreulicherweise auf die Bedeutung einer hohen Durchimpfungsrate und die Notwendigkeit, dass alle Menschen in der EU Zugang zu Impfungen haben, hingewiesen hat. Impfungen – auch ein bedeutsames Thema im Zusammenhang mit AMR.

Warum ist dieser Kampf gegen AMR, die antimikrobielle Resistenz so wichtig? Weil weitestgehend unbeachtet von der medialen Berichterstattung, aber auch weitestgehend unbeachtet von der allgemeinen öffentlichen Wahrnehmung jede Woche knapp 500 Menschen in der Europäischen Union an Infektionen, die auf multiresistente Keime zurückzuführen sind, sterben. Das sind ebenso viele, wie bei Verkehrsunfällen pro Jahr in der Europäischen Union zu Tode kommen. Und es werden noch viel mehr werden, wenn wir nicht engagiert, konsequent und ernsthaft dagegen angehen.

Es droht uns die Rückkehr in eine Präantibiotika-, Präpenicillin-Zeit, wo ein Harnwegsinfekt ein Todesurteil sein könnte, wo Operationen, Transplantationen, Chemotherapien für die Patientinnen und Patienten ein weitaus höheres Risiko als heute bedeuten könnten. Fehlendes Wissen über die Wirkungsweise von Antibiotika, die unsachgemäße Verwendung, Missbrauch, Übernutzung – sowohl in der Humanmedizin wie auch in der Tierhaltung –, mangelnde Hygienemaßnahmen, unsachgemäße Entsorgung – sie zählen zu den Hauptursachen der AMR.

Das Europäische Parlament hat sich in der Vergangenheit schon mehrfach mit dieser Problematik befasst, und es sind auch schon zahlreiche Schritte initiiert worden. Ich hoffe, Herr Kommissar Andriukaitis wird seine Redezeit hier nutzen, um auf diese noch detailliert einzugehen. Bei dieser Gelegenheit möchte ich mich bei ihm auch ganz ausdrücklich für seinen Einsatz und sein Engagement bedanken. Mein Dank gilt aber auch den Verantwortlichen in den europäischen Agenturen, die in diesem Bereich tätig sind, für ihre gute und fruchtbare Zusammenarbeit.

Dieser Bericht soll die Arbeit der Kommission und der Mitgliedstaaten unterstützen und vor allem vorantreiben. Wir haben hier eine Reihe genereller Vorschläge, aber ganz besonders auch eine Vielzahl von konkreten Anregungen und Forderungen erarbeitet. Um zu verhindern, dass neben all dem menschlichen Leid durch Krankheit und vorzeitige Todesfälle im Jahr 2050 der wirtschaftliche Schaden durch antibiotikaresistente Infektionen die finanziellen Auswirkungen der Wirtschaftskrise von 2008 erreicht. Maßnahmen zur Bewusstseinsbildung, *health literacy*, bessere Aus- und Weiterbildung für alle im Gesundheitsbereich Tätigen vorantreiben und die Entwicklung und der Einsatz von Diagnostika-Schnelltests, neue und alternative Medikamente und Behandlungen, die Bedeutung von Prävention und Immunisierung, neue Geschäftsmodelle als Anreiz für die Industrie, der flächendeckende Zugang sowie die Verfügbarkeit von Antibiotika sollen nur ein paar der Handlungsfelder, die wir in unserem Bericht angesprochen haben, aufdecken.

An dieser Stelle möchte ich mich bei allen, die hier so konstruktiv und intensiv mitgearbeitet haben, ganz herzlich bedanken – bei den Schattenberichterstellern im Unterausschuss, aber auch bei den Kolleginnen und Kollegen in den beratenden Ausschüssen. Die zahlreichen Ergänzungs- und Abänderungsvorschläge haben dazu beigetragen, dass wir morgen zur Abstimmung einen Bericht vorlegen können, der nicht nur dem Konzept „Eine Gesundheit“ entspricht, sondern auch dem Konzept „Eine starke Stimme“, denn sowohl im Agrarausschuss wie auch im Unterausschuss wurde der Bericht einstimmig angenommen.

Ich freue mich auf den heutigen Austausch mit ihnen und hoffe, dass der Bericht auch morgen in der Abstimmung ebenfalls starke Unterstützung erhält, damit wir in Ergänzung zur Aussage von Präsident Juncker auch der Bedrohung der Gesundheit der Europäerinnen und Europäer wirkungsvolle, starke Maßnahmen entgegensetzen können. Ein Europa, das schützt, setzt den Schutz der Gesundheit seiner Bürgerinnen und Bürger ganz hoch oben auf seine Agenda.

Vytėnė Povilė Andriukaitė, *Member of the Commission*. – Madam President, honourable Members, the report being debated today is of the highest importance for public health. I would like to thank the rapporteur, Ms Kadenbach, for her personal commitment and determination in leading this work, as well as the committees that have been involved in the preparation.

We often take antimicrobials for granted, relying on them and believing that they will always be there to protect us. If you will allow me a personal note from my professional past as a medical doctor and a cardiac surgeon, I would like to stress how painful sepsis and death can be in situations where antibiotics can no longer help. I am also particularly struck by the very high speed with which resistance to bacteria has recently progressed, since the first therapeutic use of antibiotics less than a century ago in 1941.

Excessive and inappropriate use of antimicrobials in humans, animals and plants and poor infection-control practices have led to growing antimicrobial resistance (AMR). This resistance has progressively transformed into a serious threat to public health worldwide.

Honourable Members, let me remind you, as Ms Kadenbach also did, that 25 000 people die annually in the EU alone as a result of infections caused by resistant bacteria. Some estimate that if current infection and resistance trends continue, there could be 10 million deaths per year worldwide by 2050. In simple terms, there is a risk of reverting to a world where some common infections are no longer treatable.

The European Union was quick to recognise the importance of tackling antimicrobial resistance, as the 2001 'Community strategy against antimicrobial resistance' shows. This policy was reinforced with the 2011 Commission action plan, and last year a new and comprehensive EU action plan on antimicrobial resistance was adopted, pursuing the 'One Health' approach recognising that human health, animal health and the environment are interconnected. You will remember that I came to present that plan to the various relevant committees of the House.

This milestone clearly underlined the Commission's commitment to step up our actions to tackle the huge challenge of antimicrobial resistance. The new action plan contains concrete measures with EU added value. It supports the EU and its Member States in delivering innovative, effective and sustainable responses to antimicrobial resistance. It also reinforces the research agenda and enables the EU to promote global action and play a leading role in the fight against AMR. A first progress report was published in April of this year and it will be updated regularly.

Let me mention a few examples. First, the Commission published EU guidelines on the prudent use of antimicrobials in human health in July 2017. Second, a joint action project on antimicrobial resistance and healthcare-associated infections started in September 2017. This brings Member States and other stakeholders together to support the development and implementation of effective health policies against antimicrobial resistance and to reduce healthcare-associated infections.

A second Joint Interagency Antimicrobial Consumption and Resistance Analysis (JIACRA) Report was published in July 2017 by the European Medicine Agency, the European Food Safety Authority and the European Centre for Disease Prevention and Control, and we can now see the common efforts of the three agencies. Each provides evidence-based data on the correlation between antimicrobial consumption and resistance in humans and food-producing animals, and this will enable Member States to tailor their antimicrobial resistance policies better to the local context.

Next, the Commission is providing training sessions for veterinary and public health staff from national authorities involved in AMR control, under the so-called Better Training for Safer Food programme, and is carrying out joint Commission-European Centre for Disease Control visits to Member States on request in the context of the implementation of national 'One Health' action plans against AMR.

Meetings of the One Health Network government experts from human health, animal health and the environmental sector, as well as EU scientific agencies, are organised regularly and I am very glad that your report will be presented at the network meeting next month.

Lastly, as to global activities, we can assure you that we will pursue our efforts in various forums, notably the G7 and G20, and in collaboration with the World Organisation for Animal Health (OIE), the World Health Organisation, the UN Food and Agriculture Organisation and the OECD. Antimicrobial resistance is indeed a global threat which requires global action. That means too that we have a collective responsibility to ensure that EU Member States deliver on the commitment they made when they endorsed the 2015 global action plan on AMR.

Furthermore, the negotiations on the new EU regulation on veterinary medicine and on medicated feed are now successfully concluded and I am glad that the House will vote on the outcome of these trilogue negotiations no later than next month. This is a major milestone in the fight against AMR. Indeed, the draft regulation includes a ban on the preventive use of antibiotics in groups of animals, as well as the possibility of reserving certain antimicrobials for humans only.

In addition, the 2006 ban on antibiotics as feed additives is now broadened to cover the use of all antimicrobial veterinary products as growth promoters in animals. This will be an important further step in the responsible and prudent use of antibiotics in the EU.

Madam President, honourable Members, the report we are debating today is of great importance. It contains many valuable suggestions on ways to go further in our common fight against AMR and I will carefully analyse all the proposals you have made.

Antimicrobial resistance will only get worse in the future if we do not continue to act together: not only the Commission but also the European Parliament, the Member States and, of course, all the stakeholders involved in the use of antimicrobials must reinforce our efforts. We need to do so to avoid a return to the pre-antibiotic era, with simple wounds and infections causing significant harm and even death, and routine medical procedures being very risky. That would be a really bad scenario.

I look forward to the adoption of this report and I thank the House for its continued commitment.

(Applause)

Lieve Wierinck, *rappporteur voor advies van de Commissie ITRE*. – Voorzitter, ik wil mevrouw Kadenbach bedanken voor haar verslag en haar harde werk. Ik apprecieer dat ze in haar verslag ook rekening heeft gehouden met het advies van ITRE over antimicrobiële resistentie. Als rapporteur van ITRE heb ik getracht om te zoeken naar duurzame oplossingen. Deze duurzame oplossingen liggen voor mij in de volgende elementen.

Het is van een immens belang dat onderzoek en innovatie blijvend gestimuleerd worden. Het zoeken naar nieuwe antibiotica is van cruciaal belang, maar ook de epidemiologie en de immunologie bieden mogelijkheden. Deze zoektocht zal voornamelijk worden ondernomen door de farmaceutische bedrijven en onderzoeksinstituten. Vandaar dat er niet slechts één economisch model kan bestaan, maar dat er verschillende drijfveren voorhanden moeten zijn om nieuwe antibiotica te ontwikkelen. Hier spreken we in het verslag van de *pull and push incentives*.

Daarnaast is het ook belangrijk dat de patiënt een snelle en juiste diagnose krijgt. Is hij besmet met een bacterie of een virus en welke bacterie is het? De technologie van die nieuwe snelle diagnose moet beschikbaar en toegankelijk zijn in alle lidstaten. Antimicrobiële resistentie is niet alleen een Europees probleem, maar een mondiaal probleem. Wij als Europese Unie moeten onze schouders eronder zetten. Wij moeten zoeken naar mogelijke oplossingen. Wij moeten hier onze verantwoordelijkheid nemen door Europese en internationale samenwerking op te zoeken en zo samen een wereldprobleem op te lossen.

Matt Carthy, *rappporteur for the opinion of the Committee on Agriculture and Rural Development*. – Madam President, the rise in antimicrobial resistance is globally now recognised as one of the greatest potential threats to human health. There has been only one new antibiotic discovery in the past 30 years, and in February of last year, as has already been said, the WHO reported that within a generation, unless there are new antibiotics, deaths from drug resistance infection could reach 10 million a year. The agricultural community has a big role to play in curbing the overuse of antibiotics, and there are already some important legislative initiatives coming down the track with regard to the advertisement, sale and prescription and use of antibiotics on farms.

This evening, though, I want to repeat one of the calls that the Agriculture and Rural Development Committee has made in this report, which is that the Commission must ban all food imports from third countries where antibiotics may still be used as growth promoters. Worldwide, 80% of the total consumption of medically imported antibiotics is in the animal sector for growth promotion in healthy animals. The link between antibiotic consumption by animals and resistance in humans cannot be denied, and if we are going to be realistic about combating this global issue, then this should be one of the first places to start. I want to thank the rapporteur for her work and her cooperation with our committee on this issue.

Renate Sommer, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Antibiotikaresistente Keime – eine immense, ständig wachsende Bedrohung für Gesundheit und Leben. So viele Kranke, lebenslang Behinderte, Tote verursacht durch diese Keime. Dringend bräuchten wir neue Antibiotika. Aber die sind nicht verfügbar, und die Entwicklung ist teuer und dauert lange – bis zu zwanzig Jahre, wenn es überhaupt gelingt. Dringend bräuchten wir Alternativen zum Antibiotikum. Aber diese Alternativen gibt es nicht, jedenfalls noch nicht. Wir müssen die Entwicklung fördern.

Deshalb müssen wir mit dem, was wir haben, viel verantwortlicher umgehen. Die Hälfte der Antibiotika werden ja vom Kranken unsachgemäß eingesetzt, aber eben auch vom medizinischen Personal falsch verschrieben. Die Menschen wissen zu wenig darüber. Die Mehrheit meint, Antibiotika helfen einfach gegen alles, gegen Schnupfen, Erkältung, Viren. Aber das ist ja eben falsch, und das müssen wir in unserer Gesellschaft wieder verankern, dass die Menschen dies wissen, damit sie auch verstehen, warum sich diese Resistenzen immer weiter ausbreiten und dass eben jeder davon betroffen sein kann – das trifft nicht immer nur andere –, dass deshalb auch jeder seinen Beitrag dazu leisten kann und muss, diese Entwicklung zu bremsen oder gar zu stoppen, falls das noch möglich ist.

Alte Medikamente gehören zum Beispiel nicht in die Toilette. Hygiene ist ein wichtiger Aspekt, und die fängt – so banal das klingt – beim Händewaschen an – was natürlich das im Gesundheitswesen im Besonderen betrifft. Auch das medizinische Personal muss da noch besser geschult werden. Infektionsprävention ist hier das Stichwort, besonders wichtig im Umgang mit alten und kranken Menschen. Das alles und noch viel mehr – vieles wurde schon genannt – steht in unserem Bericht.

Ich bedanke mich ausdrücklich bei der Berichterstatlerin und bei den Schattenberichterstatlern der anderen Fraktionen für die sehr konstruktive Zusammenarbeit. Aber an einer Stelle müssen wir morgen noch etwas verbessern: Ich möchte Sie bitten, mit mir zusammen die Erwägung 63 zu streichen, denn die verlangt die Kennzeichnung von Lebensmitteln bezüglich der Verwendung von Antibiotika bei Nutztieren. Das ist unnötig und käme sogar einer Unterstellung zum Nachteil der konventionellen Landwirtschaft gleich, denn tierische Erzeugnisse dürfen ja sowieso nur antibiotikafrei in den Handel gebracht werden. Deshalb sind ja entsprechende Wartezeiten nach Medikamenteneinsatz in der Tierhaltung vorgeschrieben.

Miriam Dalli, *fisem il-grupp S&D*. – Grazzi President, ippermettili nibda billi nirringrazzja lir-rapporteur, Karin Kadenbach li, għamlet dan ir-rapport li, għalina, huwa ta' importanza assoluta għaliex sa mill-introduzzjoni tal- "penicillin", fl-1940 qiegħda nitkellem, dejjem emminna li l-antibijotiċi jistgħu jfejqu diversi infezzjonijiet fatali u jistgħu jagħmlu interventi kirurġiċi hafna aktar sikuri.

Iżda bl-iżvilupp tar-reżistenza kontra l-mikrobi, infezzjonijiet komuni, f'daqqa waħda, reġgħu bdew isiru fatali. U jekk m'ahniex ser niehdu azzjoni b'mod immedjat, hemm ir-riskju li mmorru lura għal żmien qabel ma kellna l-antibijotiċi. Pereżempju, infezzjoni fil-pulmun tista' terġa' tibda tkun fatali. Ir-riskji f'operazzjonijiet ta' rutina jistgħu jiżiedu ferm u ferm aktar. Trattamenti bħal kimoterapija jistgħu jsiru wisq perikolużi għall-pazjenti u għalhekk li qiegħdin nitolbu lill-Kummissjoni, u anke lill-Istati Membri, biex jieħdu azzjoni b'mod immedjat.

Għaliex għandna bżonn aktar miżuri b'saħħithom, għandna bżonn aktar sorveljanza u għandna bżonn aktar monitoraġġ. Għandna bżonn dijanjozi medika ahjar li turi mal-ewwel jekk il-kawża ta' infezzjoni tkunx waħda geġja minn "bacteria" jew minn virus. Għandna bżonn inkunu nafu jekk l-antibijotiċi għandhomx saħansitra jintużaw u rridu nitfegħu l-attenzjoni tagħna fuq il-prevenzjoni.

Issa, meta nitkellem dwar ir-reżistenza kontra l-mikrobi nitkellmu wkoll dwar l-użu ta' antibijotiċi fl-animalli, li huwa xokkanti. Żewġ terzi tal-antibijotiċi li jiġu żviluppatti fis-suq globali ta' kull sena huma użati għall-animalli. U meta l-animalli jikkonsmaw l-antibijotiċi, bejn 30 % u 90 % jispicċaw jikkontaminaw l-ambjent, il-hamrija u anke l-ilma tax-xorb. Aktar minn hekk, jispicċaw fil-halib tagħhom u fil-laħam li jikkonsmaw iċ-ċittadini. Għalhekk hemm bżonn li niproteġu liċ-ċittadini tagħna u għalhekk irridu nindirizzaw din il-problema u niehdu azzjoni malajr kemm jista' jkun fl-Istati Membri kollha.

Bolesław G. Piecha (ECR). – Pani Przewodnicząca! Chciałem podziękować posłance sprawozdawczyni za bardzo wyczerpujące sprawozdanie dotyczące Europejskiego planu działania „Jedno zdrowie” na rzecz zwalczania oporności na środki przeciwdrobnoustrojowe. Jako polityk, ale również lekarz uważam, że zasada „Jedno zdrowie” musi odgrywać istotną rolę w polityce zdrowia państw członkowskich, bo bakteria, wirus czy drobnoustroj nie znają granic. Oczywiście jest, że zdrowie ludzi i zdrowie zwierząt są – dzisiaj to wiadomo – ściśle ze sobą powiązane. Należy przyjąć szeroko zakrojone programy działania, które uwrażliwiają europejskie społeczeństwa w zakresie stosowania i obchodzenia się z antybiotykami nie tylko w leczeniu ludzi, ale również zwierząt. Państwa członkowskie muszą działać w tym zakresie w ściślejszej współpracy, oczywiście przy wykorzystaniu merytorycznych, eksperckich działań Komisji Europejskiej i państw członkowskich.

Profilaktyka i dobre zachowania prozdrowotne powinny być nie tylko ograniczone do restrykcyjnej sprzedaży antybiotyków (na przykład bez recepty czy przez internet), ale również muszą być ściśle powiązane ze społeczną kampanią informacyjną. Poszerzenie wrażliwości oraz szeroka akcja informacyjna powinny odnosić się nie tylko do antybiotyków. Nie możemy zapominać o szczepionkach. Ten fenomen XX wieku, który wyeliminował z naszej przestrzeni wiele chorób zakaźnych, został przez społeczeństwa europejskie zapomniany. Należy do niego wrócić i promować także szczepienia ochronne.

Jan Huitema, namens de ALDE-Fractie. – Voorzitter, commissaris, het gebruik van antibiotica stijgt nog altijd spectaculair. De OESO heeft onderzocht dat in amper dertig jaar tijd het gebruik van antibiotica in de wereld met maar liefst 67 % is gestegen. In de menselijke gezondheidszorg worden antibiotica nog veel te gemakkelijk voorgeschreven. In maar liefst 50 % van de voorgeschreven antibiotica is er geen werking. Verder worden in sommige delen van de wereld bij de fabricage van medicijnen grote hoeveelheden antibioticum nog in het milieu gedumpt via het afvalwater. Buiten de EU wordt in de veehouderij antibioticum nog steeds ingezet als groeibevorderaar om goedkoop vlees te produceren. Dat is beangstigend en dat moet anders als je bedenkt dat de werking van het antibioticum hierdoor snel achteruit gaat en dat wij simpele en veel voorkomende ziektes en infecties niet meer kunnen behandelen.

Daar komt bij dat er sinds 1987 geen onderzoek is geweest naar antibioticum en dat er geen nieuwe klassen antibioticum zijn ontwikkeld. Actie is nodig en landen kunnen dit niet alleen, de Europese Unie kan dit niet alleen, dit moet wereldwijd aangepakt worden. Ik ben een groot voorstander van een Parijs-akkoord voor antibioticumresistentie.

We moeten misbruik keihard aanpakken. We moeten veel meer onderzoek doen naar alternatieven zoals vaccinatie en nieuwe antibiotica ontwikkelen en we moeten ons veel meer richten op het voorkomen van ziekten bij mens en dier dan genezen. En dat dat kan, bewijzen verschillende lidstaten in de Europese Unie, waar de menselijke gezondheidszorg op een doeltreffende manier antibioticum inzet. Of in mijn land, waarin veehouders voluit hebben volop geïnvesteerd in nieuwe stallen, betere hygiëne en betere managementprotocollen. In zeven jaar tijd is het gebruik van antibioticum in de veehouderij daar met 60 % gedaald!

Martin Häusling, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Frau Präsidentin! Ich darf Frau Kadenbach zunächst mal für den Bericht danken, auch dem Kommissar, dass Sie das Thema so prominent behandeln. Ich hätte mir das auch vom Kommissionspräsidenten heute als Thema gewünscht, denn in der Tat handelt es sich bei AMR um eine Zeitbombe, und es wird immer schlimmer. Deshalb ärgert es mich, dass wir das Thema nicht energischer angehen, weil es auch ein Grund für AMR ist, dass wir missbräuchlich und überflüssigerweise in vielen Bereichen zu viel Antibiotika verwenden. Das fängt an in der Humanmedizin, dass gegen Schnupfen immer noch Antibiotika verschrieben werden. Das ist völlig überflüssig. Aber es gibt zu viel Anwendung von Antibiotika auch im Bereich der Tierhaltung. Da werden prophylaktisch, metaphylaktisch Antibiotika eingesetzt, weil man zu viele Tiere in zu engen Ställen hält und weil die Tierhaltung nicht entsprechend ausgestaltet ist. Das können wir uns nicht leisten. Das billige Fleisch wird uns irgendwann mal sehr teuer zu stehen kommen, wenn wir so weitermachen. Und tatsächlich müssen wir auch darauf hinweisen, dass in der Tiermast ja mehr Antibiotika eingesetzt werden als im Humanbereich. Das kann nicht so bleiben. Wir müssen auch dafür sorgen, dass Reserveantibiotika endlich nicht mehr im Tierbereich eingesetzt werden. Und wir müssen verhindern, dass es bei Antibiotikaresistenzen sozusagen eine Übertragung von Tieren auf Menschen gibt.

Ich glaube, wir sind uns einig: Wir brauchen mehr Schulung, wir brauchen mehr Forschung, vor allem in Richtung von Alternativen. Der Einsatz von Antibiotika muss das letzte Mittel sein, nicht das erste Mittel, das wir einsetzen. Sonst kommen wir an dem Punkt nicht weiter.

Stefan Eck, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Herr Kommissar Andriukaitis, Sie wissen, ich komme aus Deutschland, und deshalb möchte ich zu diesem Thema zu Beginn eine besorgniserregende Zahl aus meinem Herkunftsland nennen. Im Jahr 2017 wurden dort in der landwirtschaftlichen Tierhaltung sechsmal mehr Antibiotika als in der Humanmedizin eingesetzt. Schon jetzt kommen in Deutschland pro Jahr Tausende Menschen durch Antibiotikaresistenzen ums Leben. Die Volksgesundheit wird von der deutschen Regierung ausgeblendet, wenn es um die Profite der Landwirte geht.

Aber sprechen wir über Europa. Multiresistente Keime infizieren in europäischen Krankenhäusern jedes Jahr Millionen Patienten und sind schätzungsweise für 90 000 vermeidbare Todesfälle verantwortlich. Wenn in der EU ein Mensch durch Antibiotikaresistenzen sein Leben verliert, dann trägt vor allem unsere verfehlte Landwirtschaftspolitik ein großes Maß an Mitschuld.

Zu lange haben wir vor dem Problem die Augen verschlossen und zugelassen, dass die Massentierhaltung zur Geldmaschine der Pharmaindustrie wurde. Jetzt gilt es, den skrupellosen Mastbetrieben, die sogar prophylaktisch Antibiotika einsetzen, und der Pharmaindustrie Einhalt zu gebieten. Ich hoffe, dass Sie, Herr Kommissar Andriukaitis, nun Nägel mit Köpfen machen und nicht so agieren wie bei meinem Initiativbericht zur Kaninchenhaltung. Da liegen wir ja immer noch im Clinch. Und nebenbei gesagt: Sie wissen selbst, wie viele Antibiotika in diesem Sektor eingesetzt werden.

Abschließend möchte ich der Kollegin Kadenbach herzlich für diesen Bericht danken, und ich hoffe, dass er mit großer Mehrheit angenommen wird.

Piernicola Pedicini, *a nome del gruppo EFDD*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, anch'io innanzitutto vorrei unirmi ai ringraziamenti della collega Kadenbach per il lavoro svolto e anche per aver ripreso e integrato quanto avevamo già fatto nella relazione di iniziativa del 2015 di cui io sono stato relatore. Da allora, purtroppo, la resistenza antimicrobica nel mondo è cresciuta e in alcuni paesi, in alcuni Stati membri, addirittura ha raggiunto e superato il 25 %.

Ora la relatrice, con l'intento di una loro limitazione, ha giustamente inserito tutte le possibili cause nel testo, ma io non vorrei che questo distogliesse l'attenzione dalla causa che su scala globale è di gran lunga la responsabile dell'aumento di resistenza antibiotica, e cioè l'uso degli antibiotici negli allevamenti animali. Perciò io concordo pienamente con quanto ha appena detto il collega Eck.

Abbiamo passato questi anni a lottare per migliorare la legislazione veterinaria, perché sappiamo che l'uso degli antibiotici per il bestiame è notevolmente superiore all'uso che se ne fa per gli esseri umani, e che la maggioranza dei mangimi destinati agli animali da allevamento contiene antibiotici. Ci sono allevamenti intensivi con condizioni igieniche e rispetto degli animali che sono davvero in uno stato vergognoso, con animali che vivono la loro intera esistenza uno addosso all'altro in gabbie strettissime, in mezzo ai loro stessi escrementi e spesso in mezzo ai topi. E si tratta proprio di animali che sono destinati all'alimentazione umana, che possono vivere in questi lager ad altissima densità solo perché riempiti di antibiotici, che poi hanno effetto sulla resistenza che si sviluppa nell'uomo.

Perciò, dal nostro punto di vista la strada maestra è quella di fare in modo che i settori dell'allevamento e dell'acquacoltura facciano prevenzione delle malattie mediante buone condizioni di igiene e buone pratiche di allevamento, invece che ricorrere agli antibiotici come profilassi.

Insomma, oggi non diciamo niente di nuovo, ma lo diciamo con la consapevolezza che i tempi stringono e che bisogna accelerare la ricerca di soluzioni nuove, ma soprattutto pragmatiche. Perciò dobbiamo assicurare: uno, l'applicazione rigorosa delle regole e dei controlli sui medicinali veterinari; due, l'utilizzo di antibiotici negli allevamenti intensivi come profilassi deve essere vietato; e tre, incentivare modelli di allevamento biologici ed estensivi.

Joëlle Mélin, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, ce rapport sur le plan d'action européen pour combattre la résistance aux antimicrobiens souligne bien les différents aspects à l'origine de l'antibiorésistance, et la gravité majeure de cette dernière, qui est à l'origine de plusieurs milliers de décès tous les ans en Europe.

Il aborde aussi bien l'antibiorésistance humaine qu'animale. Il évoque les pistes de meilleure utilisation des antibiotiques en pathologie humaine et dans les élevages. Il faudrait y ajouter les phytosanitaires, qui sont souvent potentialisateurs des antibiotiques.

Pour autant, il ne pointe absolument pas du doigt les dérives persistantes d'une libre circulation des humains, particulièrement lors d'une immigration irrégulière, sans contrôle sanitaire ni respect des règles d'hygiène. Et cela concerne bien évidemment des formes particulièrement multirésistantes de la tuberculose.

Il ne pointe pas non plus du doigt la libre circulation des biens dans le commerce des produits agroalimentaires carnés issus de pays qui ne respectent pas les normes européennes et cela dans le cadre, pourtant, de traités officiels avec l'Europe. Car les antibiotiques en élevage sont utilisés pour éviter les épidémies dans les troupeaux, mais surtout pour accélérer la croissance des bêtes. Cela finit, *in fine*, par entraîner une contamination de toute la chaîne alimentaire. Il faut donc le proscrire.

Nous incitons donc fermement l'Union européenne à se mettre en cohérence avec la réalité des faits, en incitant aux bonnes pratiques, mais surtout en contrôlant ses frontières et en révisant ses traités.

Diane James (NI). – Madam President – good evening, Chamber, and thank you very much. I am going to start with two statistics: 56 000 newborn Indian babies die from drug-resistant infections every year. 70% to 90% of all travellers to India return with drug-resistant gut bacteria. It has got nothing to do with animal feed: this is down to big corporations which are polluting the environment. Now let me go on and just quote from a report produced in the prestigious scientific journal 'Infection', literally within the last few weeks. They found excessively high levels of antibiotic and anti-fungal resistance in and around the major drug production hub of Hyderabad in India – and what's the link? Most of the big drug companies are situated there and a significant amount of their production is exported to European Union Member States. Now, it is the responsibility of the European Medicines Agency to look at supply chain aspects. Nothing is being done to look at bulk manufacturing environmental impact, so can I ask the rapporteur and also the Commissioner to please look at that aspect and ensure that it is included in the report.

Miroslav Mikolášik (PPE). – Vážená pani predsedajúca, som veľmi rád, že v tejto snemovni hovoríme znovu o rezistencii na antibiotiká. Je to taký vážny problém, že vlastne ľudstvo, ale ani Európa si nevie rady s narastajúcim fenoménom toho, že na niektoré choroby jednoducho nemáme v súčasnosti účinné antibiotikum, ktoré by spoľahlivo vyriešilo infekciu.

Sú známe tzv. meticilín- rezistentné kmene *Stafylokokus aureus*, ktoré keď jednoducho idete sa dať liečiť, operovať na bežnú abdominálnu herniu do nemocnice a inak ste celkom zdravý človek, môže sa vám stať, že v nemocnici dostanete takýto rezistentný kmeň a môžete aj prísť o život takýmto spôsobom. A to stáva aj v našej Európe, ktorá je tak rozvinutá. Som veľmi rád, že odkedy hovoríme o tejto vážnej veci, rezistencii na antibiotiká, Európska únia už koná a začala konať a som aj rád, že pán komisár pre zdravie venuje tejto otázke veľkú pozornosť. Už jedna miliarda eur sa preinvestovala na vedu a výskum v oblasti výskumu nových molekúl a nových sľubných chemických látok, ktoré by mohli v tejto oblasti pomôcť. Poukazuje sa na to, že mnohé antibiotiká je možné kúpiť bez lekárskeho receptu alebo že praktickí lekári a pediatri niekedy predpisujú na tlak rodičov antibiotiká aj na vírusové ochorenie, ale hlavný vinník sú tu výrobcovia alebo producenti mäsa, ktorí dávajú preventívne masívne dávky v chovoch dobytká pre nič za nič a vytvárajú plošnú rezistenciu na antibiotiká.

Toto musí prestať a som rád, že sme v tejto snemovni zjednotení a že budeme môcť aj spolu s komisárom zasiahnuť.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D). – Señora presidenta, quiero felicitar, en primer lugar, a mi colega Karin Kadenbach, porque creo que nos trae aquí hoy un buen informe, muy útil para las necesidades que tienen la sociedad europea y la sociedad en general de abordar esta reducción de antibióticos y esta resistencia antimicrobiana. También quiero felicitar al comisario Andriukaitis porque creo que está impulsando importante legislación.

Me gustaría mencionar —porque he oído a algunos colegas y yo creo que es por desconocimiento, más que por otra cosa— que en los últimos años hemos avanzado mucho la en reducción de antibióticos también en la sanidad animal, que es la que más conozco. Voy a hablar de la que más conozco.

Están a punto, porque hemos llegado a un acuerdo en los dos diálogos a tres bandas, el Reglamento de medicamentos veterinarios y el de piensos medicamentosos, y se va a producir un gran avance con estos Reglamentos. Además, hemos aprobado en esta legislatura también un Reglamento sobre sanidad animal. Por tanto, en los últimos años se ha producido una gran reducción de antibióticos en el uso animal porque hemos hecho normas restrictivas que se han adaptado en todos y cada uno de los países.

La ganadería actual no tiene nada que ver con la de hace diez años. Si no lo conocen, infórmense. Yo creo que, igual que hay que hacer esto y hay que seguir insistiendo en ello, hay que hacer también algo más —lo conozco menos— sobre el tema del antibiótico y su uso en humanos. Pero como eso lo conozco menos, procuro no hablar de lo que no sé y sí hablar de lo que sé, que, en el caso de sanidad animal, estos años han sido muy productivos.

Thomas Waitz (Verts/ALE). – Frau Präsidentin! Multiresistente Keime, also Keime, die gegen einige oder alle Antibiotika resistent sind – wir haben gehört: 25 000 Tote jedes Jahr. Ein besonderer Dank an Frau Kadenbach, dass sie in ihrem Bericht explizit darstellt, dass eine der Hauptursachen von multiresistenten Keimen aus der Massentierhaltung, ganz besonders aus der Schweinehaltung stammt. Reserveantibiotika, also Antibiotika, die nur der Humanmedizin vorbehalten sind, sind hier das Gebot der Stunde.

Es muss möglich sein, gewisse Antibiotika nur für die Humanmedizin zuzulassen und in der Tiermast zu verbieten. Gleichzeitig muss uns aber bewusst sein, dass diese Keime mittels Tiertransporten – Lebendtiertransporten – quer durch die Europäische Union verbreitet werden. Ich habe Lkws gesehen, wo hinten während der Fahrt die Gülle herausgeronnen ist und so diese Keime quer durch Europa verbreitet wurden. Es ist das Gebot der Stunde, Tiertransporte aus betroffenen Regionen sofort einzustellen, um die weitere Verbreitung dieser lebensbedrohlichen Keime zu verhindern. Ich ersuche den Kommissar, hier Sofortmaßnahmen zu ergreifen.

John Stuart Agnew (EFDD). – Madam President, agriculture has a part to play in the crucial fight against antimicrobial resistance. I am pleased to report that in the UK, all prophylactic use stopped in 2016 and the livestock industry is moving towards a preventative approach three-pronged by security, vaccination and improved welfare to help replace the use of antibiotics. A target maximum of 50 milligrams of antibiotic per kilo of live weight has been set as an industry challenge. Critically important antibiotics used in human medicine have been removed from use in livestock altogether. The breeders of the various species are now concentrating on promoting genes that demonstrate resilience to infections, but this work could be enhanced by modern breeding techniques, which – unfortunately – the Green lobby of this House has so far managed to prevent farmers from using. The same Green lobby, of course, has persuaded the Commission to spend fortunes in money trying to get the farmers to improve the world's weather. That money would be so much better spent on infrastructure grants for bio-security, and they would yield a real return in the reduction of antibiotic use.

Marcus Pretzell (ENF). – Frau Präsidentin, meine sehr geehrten Damen und Herren Kollegen! Der Bericht befasst sich mit einem sehr ernstem Thema, nämlich AMR, den Multiresistenzen bei Bakterien. Eine viel zu große Zahl von Toten in Europas Krankenhäusern geht auf ihr Konto, und mehr und mehr Therapien schlagen leider nicht mehr an.

Es ist vollkommen richtig und die Zielrichtung ist absolut zu unterstützen, dass wir dagegen vorgehen und das Richtige und Notwendige an dieser Stelle tun, und dazu gehört ganz sicher auch, dass wir gerade bei der Viehzucht einige Korrekturen anmahnen. Allerdings – und das möchte ich an dieser Stelle auch anmahnen – sollten wir dabei nicht übers Ziel hinausschießen. Wir sollten nicht beginnen ausgerechnet mit Kennzeichnungspflichten, mit Produktionskontrollen und einem generellen Angriff auf konventionelle Landwirtschaft – und das schimmert hier doch in einigen Redebeiträgen auch sehr deutlich hervor, dass es eben um den generellen Angriff auf die konventionelle Landwirtschaft geht –, wir sollten hier das Kind nicht mit dem Bade ausschütten und die richtige Schlagrichtung nicht übertreiben.

Auch Milliarden Forderungen werden eine reine Biolandwirtschaft in Europa nicht zum Erfolg führen. Was wir brauchen, ist Prävention, ist insbesondere aber mehr Forschung und selbstverständlich auch die Vernetzung der nationalen Behörden in dieser wichtigen Angelegenheit.

Annie Schreijer-Pierik (PPE). – Voorzitter, ik dank de rapporteur voor de goede samenwerking, ik mag wel zeggen: een bijzonder goede samenwerking. We staan voor een groot probleem, een probleem dat ons bestaan bedreigt. We staan er niet voldoende bij stil.

Antibioticaresistente bacteriën kunnen tot 2050 een bedreiging worden die onze hele moderne samenleving ontwricht, zoals de financiële crisis van 2008. Wanneer komt de Europese Commissie en de OECD eens met de werkelijke actuele overlijdensstatistieken van de antibioticaresistentie? Commissaris, u sprak over 25 000, maar anderen spreken over 40 000. Waar hebben we het over?

Eigenlijk gaat het niet over cijfers. We moeten hier volop mee aan de slag. Het Parlement heeft terecht een pluim gegeven aan de Nederlandse veehouderij, die het gebruik van antibiotica heeft teruggebracht met twee derde.

Maar kijken we ook naar de menselijke gezondheidszorg: het achteloos en vaak zinloos verkopen van kritische laatstelijsantibiotica voor een griepje! Verkoop zonder medische voorschriften moet ook worden aangepakt, net zoals het dumpen van antibiotica op de markt. Antibiotica zijn in sommige lidstaten nog steeds goedkoper dan een pakje kauwgom of andere zaken. Daarom worden er te weinig nieuwe antibiotica ontwikkeld.

Samen met een krachtig vaccinatiebeleid in de lidstaten moet Europa de ontwikkeling van innovatieve nieuwe antibiotica gaan ondersteunen. Ondertussen wachten wij nog steeds op een strategie voor de aanpak van vervuiling door farmaceutische stoffen. Antibioticaresistente bacteriën in het oppervlaktewater vormen een onbeheersbaar gevaar als we zo verdergaan. In een ander debat over de kaderrichtlijn water spreek ik daar ook over.

Europa moet nu krachtiger gaan handelen! Resistente bacteriën houden zich in deze tijden van migratie niet aan de grenzen en daar hebben we allemaal mee te maken.

Biljana Borzan (S&D). – Gospodo predsjedavajuća, svaki put kad nepotrebno uzmete antibiotik ili se ne pridržavate propisane doze, svojoj djeci i unucima kradete mogućnost da se njima jednoga dana liječe. Svijet bez antibiotika znači umiranje od upale pluća ili najobičnije porezotine na prstu. Kao i kod cijepjenja, ljudi su zaboravili o kakvom postignuću ljudske civilizacije se radi.

Situacija je ozbiljna i ide na gore. Zadnja nova klasa antibiotika stavljena je na tržište još u osamdesetim godinama prošlog stoljeća. Od tada nema novih lijekova, a bakterije su razvile otpornost na jedan po jedan postojeći. Možda je dizanje panike ono što nam u ovom trenutku treba jer su uzročnici razvoja superbakterija neodgovorni poljoprivrednici, pacijenti i liječnici, ali i politika koja se presporo suočava sa situacijom. Naravno, problem je i u razini društvene svijesti i neznanju o djelovanju i upotrebi antibiotika. Pronalazač penicilina, Fleming, još je 1945. upozorio da bi ljudsko neznanje i neodgovornost mogli ugroziti njegovo revolucionarno otkriće.

Želim zahvaliti izvjestiteljici i svim kolegama koji su radili na ovom izvještaju koji predlaže niz konkretnih mjera i poteza. Nadam se da će ih Komisija i Vijeće vrlo ozbiljno uzeti u razmatranja i osmisliti načine da ih se što je prije moguće implementira. Hvala.

José Inácio Faria (PPE). – Senhora Presidente, Senhor Comissário, a definição *one health* veio expandir o conceito de saúde humana a outros fatores que a influenciam, como a saúde animal e o ambiente. Independentemente do controlo de antibióticos no meio ambiente ser muito incipiente, quero saudar o esforço desta resolução ao propor medidas importantes no âmbito da saúde animal.

O facto é que se tornou inadiável travar a utilização desregulada de antibióticos introduzida pela intensificação das práticas de criação animal. No entanto, e ainda que os antibióticos tenham importância na garantia da segurança alimentar, não podemos deixar que as opções de diminuição dos custos de produção se façam à custa do futuro da nossa saúde.

No que respeita à saúde humana, parece que o melhor remédio é mesmo prevenir. Estou convicto de que o reforço na utilização de vacinas previstas no relatório é por demais oportuno e, por isso, gostaria de lembrar o número de mortes que poderiam ter sido evitadas na Europa, este ano, se não fosse a campanha anticientífica que descreditou as vacinas enquanto ferramenta essencial de saúde pública.

Sem escamotear que os sistemas de saúde nos Estados-Membros enfrentam enormes desafios de financiamento, temos que continuar a investir nas tecnologias de diagnóstico rápido e na investigação de novos antibióticos, sobretudo os que funcionam como últimas linhas terapêuticas a serem utilizadas só em casos extremos.

Mas, para podermos ter estes antibióticos, teremos que testar novas formas de remuneração dos produtores que não assentem no volume de vendas de medicamentos. Terminei dizendo que a resistência antimicrobiana é um problema de saúde pública para o qual a sociedade civil tem de estar sensibilizar e é um problema à escala global, e sem querer criar cenários apocalípticos, a regulamentação de hoje pode evitar uma pandemia mundial com impacto e dimensões inimagináveis.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D). – Señora presidenta, enhorabuena a mi compañera Kadenbach por este informe tan importante, que recoge un claro enfoque integral a una de las grandes amenazas de salud en la actualidad, una amenaza que de no combatirse —como ella bien recoge en el informe— puede superar a la amenaza actual que supone ya el cáncer. Por lo tanto, necesitamos una actitud proactiva y clara por parte de la Comisión, que ponga en marcha este importante informe.

¿Investigación de nuevos antibióticos? Sí, pero no es lo único; también de dispositivos médicos que mejoren la precisión en el diagnóstico y el tratamiento de estas infecciones. Pero especialmente necesitamos nuevos modelos de investigación que permitan y que garanticen el acceso a futuros nuevos antibióticos y dispositivos. Celebro que recoja la necesidad de una red pública de investigación para el desarrollo de estos dispositivos y antibióticos; planes nacionales con presupuesto, con objetivos y con seguimiento concreto; uso racional de los antibióticos, con el seguimiento por parte de especialistas involucrados y que monitoricen este uso adecuado, un uso racional, humano y animal. Y celebro que recoja también como experiencia europea el proyecto Piraso de uso racional del antibiótico, que tan eficaz ha sido.

Alojz Peterle (PPE). – Gospa predsednica, spoštovani gospod komisar, dragi kolegi, zelo sem hvaležen kolegici poročevalki Karin Kadenbach, da se je tako poglobila v enega od najtežjih zdravstvenih problemov, s katerim se soočamo v Evropski zvezi, in pripravila tako temeljito in celovito poročilo.

Imamo čedalje več žrtev, novih antibiotikov pa ni na vidiku. Imamo pa možnosti za zmanjšanje bremena antimikrobne rezistence in sem vesel, da smo zelo jasni v tem poročilu, v katerem v odstavku 104 eksplicitno opozarjamo na uporabo probiotikov, za katere je več znanstvenih raziskav pokazalo oziroma dokazalo, da so zelo uspešni in da lahko infekcijo v bolnicah zmanjšamo do 90 %.

Vsak procent pomeni tisoče žrtev, ki jih ne bi bilo, če bi uporabljali najbolj učinkovita sredstva. In tukaj zgleda, da skupni trg v Evropski zvezi ne deluje, kajti če ne, bi uporabljali več probiotikov.

Mi ne bomo dosegli več Evrope z več žrtvami zaradi odpornosti na antibiotike. In jaz bi si želel, da tudi na tem področju začne delovati skupni trg v celem.

PRZEWODNICTWO: ZDZISŁAW KRASNODĘBSKI

Wiceprzewodniczący

Gilles Pargneaux (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, aujourd'hui, 700 000 personnes dans le monde meurent chaque année d'infections résistantes aux antimicrobiens. À terme, d'ici à 2050, 10 millions de personnes supplémentaires par an pourraient décéder à cause de cette résistance aux antimicrobiens. Il est donc urgent d'agir.

Je salue l'excellent rapport de ma collègue Karin Kadenbach, et plus particulièrement les paragraphes 27, 104 et 105, dans lesquels elle encourage l'adoption de mesures innovantes pour lutter contre la propagation des maladies infectieuses.

Dans le cadre d'un de mes déplacements, dans ma circonscription en France, j'ai eu l'opportunité de découvrir l'un de ces outils innovants. Il s'agit des pièces antimicrobiennes Steriall, fabriquées à base de cuivre par le groupe Lebronze alloys. 100 % naturel et durable, le cuivre bénéficie d'une efficacité antimicrobienne. En proposant des poignées de porte, des plaques de poussée et des accessoires en alliage antimicrobiens aux écoles, crèches, hôpitaux et maisons de retraite, nous pouvons lutter efficacement contre la propagation des bactéries et des virus dans ces milieux.

Ces pièces en cuivre peuvent, selon moi, devenir un outil clé de la résistance antimicrobienne. C'est pourquoi, Monsieur le Commissaire, je vous invite à participer à une conférence, au bureau d'information du Parlement européen à Paris, sur les outils de prévention à développer contre cette résistance antimicrobienne.

Nicola Caputo (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la resistenza antimicrobica è una grave minaccia per la salute umana e lo sviluppo economico. L'uso eccessivo ed improprio di antimicrobici nell'uomo e negli animali ha accelerato i naturali processi evolutivi di resistenza, al punto che oggi alcune infezioni sono state persino rese non curabili da antimicrobici esistenti. Le proiezioni indicano che la resistenza antimicrobica potrebbe provocare fino a 10 milioni di decessi all'anno nel 2050 se non verranno adottati provvedimenti.

Il piano d'azione «One Health» dovrà avere un ruolo centrale nel contrasto alla resistenza antimicrobica. Le malattie vanno affrontate sia nell'uomo che negli animali tenendo in particolare considerazione la catena alimentare e l'ambiente. In questo sarà fondamentale il ruolo che svolgerà la Commissione europea nell'attività di coordinamento e monitoraggio dei piani d'azione nazionali attuati dagli Stati membri.

L'uso corretto degli antibiotici va assicurato investendo maggiormente in ricerca, sviluppo, formazione ed informazione, prevedendo aggiornamenti costanti destinati al personale medico per un uso attento degli antibiotici.

Zgłoszenia z sali

Ricardo Serrão Santos (S&D). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, resistências antimicrobianas representam um dos grandes desafios da atualidade e são uma ameaça global. É importante controlar as doenças sem pôr em causa a eficácia dos meios profiláticos.

Em última instância, é importante preservar a própria capacidade de tratamento das doenças, tanto nos animais como nos homens. Realço que a poluição das águas e dos solos por antibióticos de uso humano e veterinário é um problema crescente para o próprio ambiente, devendo ser prestada especial atenção ao facto.

Gostaria de enfatizar a importância do compromisso dos Estados-Membros a implementarem planos de ação nacionais e criarem incentivos adequados para cumprir este objetivo. Este esforço não pode ser dissociado da cooperação internacional e deverá ser estimulado. Parece-me ser a única abordagem possível, sendo igualmente fundamental em matéria de investigação e desenvolvimento.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η μικροβιακή αντοχή πράγματι είναι ένα σοβαρό ζήτημα και οδηγεί σε πάρα πολλούς θανάτους, λόγω ακριβώς της χρήσης των αντιβιοτικών στα ζώα. Θα ήθελα όμως, κύριε Επίτροπε Andriukaitis, την προσοχή σας λίγο, διότι στην Ελλάδα σήμερα υπάρχει ένα σοβαρό ζήτημα με τον ιό του Δυτικού Νείλου. Έχουν καταγραφεί μέχρι στιγμής 28 νεκροί· έχουμε 189 κρούσματα. Υπάρχει σοβαρό πρόβλημα σε 27 δήμους στην Αττική. Επαναλαμβάνω: ιός του Δυτικού Νείλου· είστε γιατρός και τα γνωρίζετε. Το θέμα είναι ότι στη Μακεδονία έχει καταγραφεί το ένα τρίτο των συνολικών κρουσμάτων. Τα ερωτήματα που σας απευθύνω είναι, πρώτον, η ελληνική κυβέρνηση έχει έρθει σε επαφή με την Επιτροπή για να αντιμετωπιστεί αυτό το σοβαρό πρόβλημα του ιού του Δυτικού Νείλου στην Ελλάδα ή όχι, και, δεύτερον, εσείς, ως Επιτροπή, σε συνεργασία με τις ελληνικές αρχές, τι μέτρα προτιμάτε να λάβετε; Δεν μπορεί να συνεχίζεται αυτή η κατάσταση· η Ελλάδα είναι η τρίτη σε αριθμό κρουσμάτων χώρα· πρώτη η Σερβία, δεύτερη η Ιταλία και τρίτη η Ελλάδα. Θα ήθελα μια απάντηση γιατί αυτό το θέμα απασχολεί αυτή τη στιγμή όλον τον ελληνικό πληθυσμό και ο ιός του Δυτικού Νείλου δεν αντιμετωπίζεται με αντιβιοτικά! Παρακαλώ θα ήθελα την άποψή σας. Ενδιαφέρει όλους τους Έλληνες πολίτες αυτό που θα πείτε.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Vytenis Povilas Andriukaitis, *Member of the Commission*. – Mr President, honourable Members, listening to you tonight makes me rejoice. I am glad to see such a wide unanimity of views and convergence in your interventions. I am looking at the plastic strategy which was discussed before and now I see antimicrobial resistance (AMR) is a topic which unites all of us. Thank you for that. Your report constitutes a strong political signal for us to step up our fight against antimicrobial resistance.

As I said earlier, we have reached a critical point and the status quo is not an option. Inaction would cause millions of deaths globally. Isolation is not an option either. No single action will, in isolation, provide an adequate solution in a world that is increasingly interconnected and characterised by an intensive exchange of people and commodities. You rightly mentioned when speaking about AMR that we should draw attention to all the instruments which we have in our hands, from agriculture to hygiene measures, bio security, vaccination, prevention of diseases, animal welfare, proper use of antibiotics, and so on. We have a lot of instruments available, an excellent animal welfare platform and the One Health network, which can contribute a lot. We have achieved a lot in those four years of dealing with antimicrobial resistance and I am proud that we now have new legislation on our hands, which I mentioned. I strongly believe that it is only by joining our forces, including across borders, that we can make a difference in and win the fight against AMR in the EU and globally. We will now carefully analyse all the proposals you have made following tomorrow's vote on your report. Once again, I thank you for your support and continued commitment.

Just speaking about Greece, let's communicate because I have no signals from the Greek Government. It would be good now to stay in touch and we are ready to discuss in a concrete way and we will see how we can support the Greek Government in addressing those issues. At the moment, we have no information, no response from the Greek Government, but I am ready to communicate with you and to see how we can address these issues together.

Karin Kadenbach, *Berichterstatterin*. – Herr Präsident! Noch einmal ein herzliches Dankeschön an den Herrn Kommissar und an alle Kolleginnen und Kollegen, die heute hier so klargemacht haben, dass wir es mit einem Thema zu tun haben, das wirklich eine Bedrohung für die Gesundheit der Europäerinnen und Europäer ist, das in diesem Zusammenhang auch eine Bedrohung für den Wirtschaftsstandort Europa ist. Es tut mir nur leid, dass die Vertreterin der österreichischen Ratspräsidentschaft heute nicht auch diesen Teil der Debatte gehört hat. Es gilt nicht nur bei der Plastikstrategie, dass wir geschlossen als Parlament dastehen, sondern auch in Fragen der Gesundheit. Ein Europa, das schützt, muss ein Europa sein, das den Gesundheitsschutz seiner Bürgerinnen und Bürger ganz oben auf die Tagesordnung setzt.

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w czwartek 13 września 2018 r.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Daciana Octavia Sârbu (S&D), *în scris*. – Conform Organizației Mondiale a Sănătății, rezistența la antibiotice a atins cote alarmante peste tot în lume, iar orice persoană poate fi afectată într-o zi de acest fenomen. Dacă nu intervenim de urgență pentru a o combate, există riscul să ne întoarcem la o epocă „pre-antibiotice/penicilină”.

Din păcate, datorită rezistenței la antibiotice, infecțiile pulmonare pot să se soldeze mai frecvent cu deces, riscurile operațiilor de rutină cresc, iar tratamentele de suprimare a sistemului imunitar, ca de exemplu chimioterapia, pot deveni prea periculoase pentru pacienți. De aceea, statele membre și Comisia trebuie să coopereze mai bine cu actorii din domeniul sănătății, pentru a se asigura că antibioticele sunt prescrise doar în cazuri grave și că farmaciile nu eliberează antibiotice fără prescripție.

Nu putem omite și faptul că, în creșterea intensivă a animalelor, antibioticele sunt suprautilizate, ceea ce provoacă, de asemenea, rezistența la antibiotice în rândul oamenilor. În acest sens, consider că este nevoie de o mai bună conclurare cu medicii veterinari și fermierii pentru a soluționa această problemă.

În încheiere, aș dori să felicit Comisia pentru inițiativa de a finanța prin Programul Orizont 2020 o serie de cercetări pentru descoperirea de noi antibiotice, dar și pentru strategia One Health.

17. Enotni digitalni portal (razprava)

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest sprawozdanie sporządzone przez Marlenę Mizzi w imieniu Komisji Rynku Wewnętrznego i Ochrony Konsumentów w sprawie wniosku dotyczącego rozporządzenia Parlamentu Europejskiego i Rady w sprawie utworzenia jednolitego portalu cyfrowego zapewniającego dostęp do informacji, procedur, usług wsparcia i rozwiązywania problemów oraz w sprawie zmiany rozporządzenia (UE) nr 1024/2012 (COM(2017)0256 – C8-0141/2017 – 2017/0086(COD)) (A8-0054/2018).

Marlene Mizzi, Rapporteur. – Mr President, free movement in the single market is one of the biggest achievements of the EU. It provides opportunities for millions of EU citizens and businesses: to travel, study, work, shop and live in other Member States. Unfortunately, many still encounter difficulties when moving, working or studying in another Member State because facing 28 different national systems can be very frustrating and daunting both for citizens and for businesses looking to expand to new markets. Therefore, as the rapporteur on this legislation, I needed to understand where the challenges lie in order to address the issues in the interests of our citizens.

The paradox we discovered during our work was that the problem was not always a lack of legislation, information or existing procedures. On the contrary, in many cases it was the existence of legislation which complicated matters. It was therefore important to address issues such as lengthy or unclear administrative procedures, complex and confusing information – which is all over the place – and difficulties in getting access to various public services. To make matters worse, when information is available only in a single language, it is not necessarily understood by the majority of the users. So voting in favour of the new rules tomorrow will help Parliament to reach an important milestone in significantly improving the lives of citizens and businesses, and will showcase the tangible benefits that the European Union can bring to its citizens.

The new rules will establish a user-friendly, interactive European Single Digital Gateway which, based on people's needs, will guide them to the most appropriate services and will provide access to all the necessary information and administrative procedures needed to move freely in the European Union. In simple words, we will create a European search engine which will connect all public services in Member States and will assist with information and procedures that currently are often scattered, incomplete and certainly not transparent.

The gateway will provide information on matters such as travelling, working and retiring, residing and having access to education and healthcare, family residence, and citizens and consumer rights in the EU. Furthermore, it is not only information that is important, but also the quality of information, and that is why we are introducing quality standards in Member States to ensure high-quality, accurate and up-to-date information, which will also be accessible to end-users with disabilities.

The gateway will also provide full, online, fair, non-discriminatory access to a list of 21 key administrative procedures such as requesting birth certificates, applying for study grants, requesting social security benefits, enrolling at universities, requesting diplomas, declaring income tax, and so on and so forth.

Another important milestone achieved with this legislation is the 'once only' principle, which for the first time ever will be introduced at European level. This means that citizens will no longer have to submit the same documents over and over again, but instead will submit them only once, and they can then be reused, while fully respecting the protection of personal data. And what is very important is that, whatever information people need, they will be able to obtain it in more than a single language.

This effectively means no more wasting precious time and money; no more red tape and complex procedures; no more papers and hours of waiting in long queues in public places. Therefore, I urge all of you to support this regulation – a new important step towards providing a responsive, inclusive, borderless, user-friendly, digital public service to citizens and businesses at national and European level.

Last, but not least, I would like to express my gratitude to the shadow rapporteurs, to the Commission and to the Bulgarian Presidency for their open and collaborative work on this report. We worked under extreme pressure and to a strict timetable but, when there is a will, a way will always be found to improve lives and to deliver tangible benefits to our citizens.

Elżbieta Bieńkowska, *Member of the Commission*. – Mr President, Honourable Members, thank you very much for this discussion on a single digital gateway. First, I would like to thank the rapporteur, Mrs Mizzi, the shadow rapporteurs and the Chair of the Internal Market and Consumer Protection Committee for the really excellent cooperation, which enabled us to improve our initial proposals and reach a quick agreement on this file last May.

Let me begin by saying why this proposal on the single digital gateway is so important. As we all know, the single market is a cornerstone of the European Union, but we observe that when crossing borders, many European citizens and companies still experience a jungle of confusing rules, complex procedures and endless paperwork. A survey has shown that more than 80% of businesses see administrative complexity as the number one problem for them in the single market, and this is exactly the problem we want to address with this regulation establishing a single digital gateway.

Let me go through the three points that I think are the most important. First, we want to inform people better – because most people and businesses are really keen to respect the law, but imagine yourself settling in another country, even for a very short time, and think about how difficult it is to find out which rules you have to comply with, let alone in another language. Two in every three small enterprises say that finding out about applicable rules is a huge challenge for them for exporting. As for bigger businesses – this is also very interesting data – bigger businesses dedicate up to 20% of human resources to keeping track of rules applicable to them. Even those twelve million people in Europe who reside in another Member State – if they even find information, they are not certain that they can really rely on it.

The regulation will make sure that citizens and small businesses can easily find all the information they need on single market rules and it will be done at both EU and national level via the Your Europe web portal. They will be guided directly to official national websites that provide the precise clarification that they need. The information must be easy to find, easy to understand, up to date and translated into English. Thanks to the gateway quality label, they will know that they can trust this information. But speaking about quality, let me mention one very important thing that you have drawn attention to: the specific needs of persons with disabilities. In this context, I really welcome the introduction of requirements similar to those we have at national level for the Commission websites which will be part of the gateway. Second, the regulation will ensure that in five years, the most important procedures can be handled entirely online in all EU Member States. You are very ambitious on this because this will apply not just to the 13 procedures that we initially proposed but to the more than 20 that were proposed by you. The regulation will also ban any discrimination against cross-border citizens or companies who want to make use of national procedures that are already online. They will no longer be blocked because their phone numbers, postcodes or eID are rejected.

The regulation also makes a start with the implementation of the so-called ‘once only’ principle for cross-border data exchange. You rightly insisted that the regulation should ensure full data protection for the European citizens and, again, I want to reassure you that all the necessary data protection safeguards are in place in this regulation.

The third point: the Commission and the national authorities have already set up numerous assistance services that citizens and companies can contact when facing problems, but still more than 9 out of 10 consumers and businesses – a huge majority – are unaware of their existence. Thanks to this regulation, anyone looking for assistance will be guided towards the service that is most suited to help.

Let me conclude by saying that users are at the centre of our interest. Users should not be asked to adapt to public authorities, but the other way round. This is what this regulation will ensure. With this regulation, the EU will deliver on some of the commitments from our Digital Single Market communication and from the Tallinn declaration. It will be a big step towards making the single market work better. Thank you very much for your valuable help and I am looking forward to this discussion.

Othmar Karas, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, Frau Kommissarin, meine Damen und Herren! Wer von uns hat nicht schon die Frage gestellt bekommen: Was macht ihr eigentlich für mich? Und mit dem zentralen digitalen Zugangstor tragen wir maßgeblich dazu bei, das Leben eines jeden EU-Bürgers und jeder EU-Bürgerin einfacher zu machen. Darüber freue ich mich. Ob ich nun Informationen zur Arbeitsmöglichkeit in einem EU-Staat suche, ob ich mich zur Anerkennung meiner Berufsqualifikation aus einem anderen Mitgliedstaat aufmache, zur Unternehmensgründung Informationen suche oder zur Einstellung von Mitarbeitern – mit dem zentralen digitalen Zugangstor stellen alle EU-Staaten allen Bürgerinnen und Bürgern in der EU diese Information nun zur Verfügung.

Aber nicht nur das. Wir gehen weiter und digitalisieren eine Reihe von Behördenverfahren, die durch das zentrale digitale Zugangstor nun allen EU-Bürgerinnen und -Bürgern zur Verfügung stehen. Vom Ansuchen der Geburtsurkunde, des Meldezettels, der Bewerbung für Studienbeihilfen hin zur Anmeldung einer Geschäftstätigkeit, Registrierung eines Mitarbeiters bei der Kranken- und Pensionsversicherung oder bei der Einkommens- und Körperschaftssteuererklärung – sämtliche Behördengänge hierfür und noch viel mehr werden der Vergangenheit angehören und für alle Bürgerinnen und Bürger digital erledigbar sein.

Ich bedanke mich daher für die ausgezeichnete Zusammenarbeit vor allem bei der Berichterstatteerin und den Schattenberichterstatteern sowie der bulgarischen Ratspräsidentschaft. Es war eine große Freude, an diesem Projekt mitarbeiten zu können, und ich hoffe, dass viele Bürgerinnen und Bürger in ihrem täglichen Alltag von diesem Projekt profitieren und spüren, dass es nur die gemeinsame Europäische Union möglich machen konnte, grenzüberschreitend diese Erleichterungen zu schaffen.

Nicola Danti, *a nome del gruppo S&D*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la creazione di un mercato unico digitale europeo è stata una fra le priorità politiche di questa legislatura. In questo ambito, una delle principali sfide è quella di rendere i benefici delle nuove tecnologie direttamente percepibili dai cittadini semplificando la loro vita quotidiana.

Lo sportello unico digitale costituisce un primo esempio concreto. Esso, infatti, è una significativa tappa in avanti verso la digitalizzazione delle pubbliche amministrazioni e verso la semplificazione delle procedure per cittadini e imprese. Il cambiamento fondamentale introdotto nel nuovo regolamento riguarda infatti l'obbligo per le pubbliche amministrazioni europee di digitalizzare una serie di procedure amministrative, così da renderne possibile il completamento online. Richiedere un certificato di nascita o il riconoscimento di un diploma ottenuto all'estero, o comunicare il possesso di un veicolo, notificare l'apertura o la chiusura di un esercizio commerciale o l'attività che svolgono in un altro paese sarà per i cittadini e le imprese più facile.

Oltre a favorire la digitalizzazione di numerosi servizi, questo regolamento istituisce nell'Unione il principio dell'una volta sola, «*once only*». Le autorità europee potranno scambiarsi così dati e documenti già forniti dall'utente, così da minimizzare gli oneri amministrativi. Il gruppo S&D si è battuto per garantire che l'applicazione di tale principio sia pienamente conforme con il regolamento generale per la protezione dei dati, nel pieno rispetto della *privacy*.

Il regolamento sullo sportello unico digitale rappresenta dunque un importante passo avanti nella digitalizzazione e nella semplificazione del rapporto tra pubblica amministrazione e cittadini e imprese, aumentandone la trasparenza e favorendo la mobilità all'interno dell'Unione europea.

Ryszard Czarnecki, *w imieniu grupy ECR*. – Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! Miło jest mówić do Państwa oraz do Pań Posłanek i Panów Posłów w języku ojczystym. Warto podkreślić, że ważną częścią tego sprawozdania jest to, że nowa regulacja unijna nie zmienia istoty przepisów krajowych. Nasza grupa polityczna, jako konserwatyści, z zadowoleniem przyjmuje uznanie zasady pomocniczości oraz fakt, że wspólny sposób udostępniania informacji jest ważny, a różne podejścia krajowe nadal współistnieją. I to jest chyba istota Unii Europejskiej, tak w pigułce, w tej sprawie.

Żałuję, że niemożliwe było włączenie jeszcze większego wsparcia dla przedsiębiorstw, aby móc współpracować cyfrowo z podmiotami krajowymi, ale mam nadzieję, że przyszłe zmiany mogą bardziej ograniczyć biurokrację, która szkodzi biznesowi. Cieszę się, że w tej sprawie możemy działać ponad podziałami politycznymi – to rzecz ważna. W dzisiejszym społeczeństwie, w którym dostęp do internetu jest coraz powszechniejszy, a aplikacje i narzędzia cyfrowe umożliwiają realizację coraz większej liczby zadań w trybie online, właściwie jest, żeby nasze kraje szły z duchem czasu. Cieszę się, że to czyni rząd mojego państwa. Chodzi o to, aby ludzie tracili mniej czasu w urzędach, a mogli więcej pracować i dzięki temu zarabiać więcej pieniędzy. Jest krok w dobrym kierunku – tak podsumowałbym tę regulację.

Mylène Troszczynski, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, la création d'un portail unique numérique administré par la Commission permettrait aux utilisateurs d'obtenir toutes les informations, l'aide et les services dont ils ont besoin pour exercer leurs activités efficacement au-delà des frontières. Les États membres devront veiller à ce que tous les services administratifs définis par le texte soient disponibles entièrement en ligne, sans discrimination, dans au moins une langue étrangère, et fournir les liens et informations à la Commission.

Ce guichet unique numérique paraît être une bonne idée. Mais à qui s'adresse ce texte? En théorie, à tous. En réalité, il s'adresse à la proportion des ressortissants de l'Union européenne souhaitant exploiter le sacro-saint principe de liberté de circulation. Les études sont formelles et les chiffres sont malheureusement cruels: il apparaît que la proportion des ressortissants concernés par l'application de ce règlement ne dépasse même pas les 5 % de la population totale de l'Union européenne. Les efforts consentis sont honorables pour faciliter la vie de ces pauvres gens, mais il serait tout de même plus urgent de s'occuper des 95 % restants, qui attendent et réclament autre chose de la part de leurs responsables politiques.

Les défis auxquels nous faisons face sont immenses, les enjeux sont graves et notre action n'est pas à la hauteur des attentes de nos concitoyens, qui subissent ces règlements fantaisistes, plus qu'ils n'en profitent. Les textes de cette nature paraissent parfaitement accessoires pour nos électeurs et risquent, par la complexité de leur mise en œuvre, d'être en plus inefficaces.

Róza Gräfin von Thun und Hohenstein (PPE). – Mr President, I believe that this portal will become an important element, reinforcing the identification of millions of citizens with our Europe. So, thank you very much, Marlene Mizzi and Othmar Karas, and congratulations for achieving compromise with the Council on this difficult file.

It is a very concrete step forward and a very necessary one, because, according to different studies, we already have forty different EU information and problem-solving services, but 91.6% of EU citizens and businesses are unaware of any European-level online services. You say, Madam Commissioner, that 80% of businesses see administrative complexity as the number one problem in the single market, and that their costs go up to EUR 55 billion per year. But even worse than those billions is the frustration and anger when a tourist, an artist – and we love them, we proved this today – a company proprietor or a worker, a student, a patient or a doctor cannot find that necessary information, such as a form to fill out when he or she encounters problems when delivering documents online. This portal will help to solve those problems.

I find it especially important today, when some politicians call Europe an imaginary community, the *imaginowana wspólnota*, which serves only those bureaucrats. You know what I am talking about. Instead, Member States must play an active part, not only in harmonising laws in the European Union, but also in informing citizens and sharing information, for example by building together this digital gateway so that all citizens of Europe can profit fully from the possibilities that our Europe gives them and that the single market offers.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, doamna comisar, dragi colegi, eu am să intru direct în subiect. Era un lucru foarte așteptat – foarte așteptat de cetățeni, foarte așteptat de întreprinderi, mai ales de cele mici. Discutăm adeseori în intergrupul pentru IMM-uri ce probleme au firmele mici, ce probleme au în lucrul transfrontalier.

Acest portal vine în sensul îmbunătățirii funcționării pieței unice, iar acest lucru este un obiectiv al Comisiei. Digitalizarea este un alt obiectiv al Comisiei. Portalul rezolvă această problemă și trebuie să spunem că ne dorim de foarte mult timp să existe acel principiu „o singură dată”. Ar face foarte multe economii și la cetățean, și la întreprinderi, dar sigur că aceste economii până la urmă merg la bugetele statelor, merg la bugetul Uniunii Europene.

Trebuie să spunem, de asemenea, că munca aceasta administrativă este facilitată prin portal pentru că, așa cum s-a spus în raport și cum a prezentat raportoarea aici, va fi o traducere în limba engleză. Sigur, statele au foarte multă și mare răspundere, și Comisia de asemenea, să verifice, să actualizeze informațiile, să fie informații corecte pentru a nu deruta, pentru a nu încurca, pentru că scopul nu este acesta. Scopul este de a ajuta. Mai e o problemă, și mă bucur, doamna comisar, că ați amintit-o – trebuie să fie nediscriminatoriu, trebuie să se adreseze și persoanelor cu dizabilități și trebuie să fie nediscriminatoriu și pentru ceilalți cetățeni.

Există foarte multe petiții și cred că fiecare dintre noi primim aceste petiții legate de faptul că nu se descurcă un cetățean când merge într-un alt stat. Spunea și colegul mai înainte, domnul Karas, că până la urmă munca noastră pare abstractă și trebuie să facem ceva care să ajungă la cetățean. Ei, acest regulament sigur va veni și va fi bine receptat de cetățeni și, până la urmă, câștigă toată lumea. Să interconectăm cetățenii și companiile, întreprinderile cu autoritățile locale, cu cele centrale și nu numai în statul în care sunt rezidenți, ci și în alte state.

Ева Майдел (PPE). – Г-н Председател, г-жо Комисар, живеем в сферата на интернет, работим за извеждането на Европа на челни позиции в сферата на дигиталните технологии, искаме нашите граждани да се възползват от възможностите, които предоставя вътрешният пазар.

Имаме свободно движение на хора, капитали, услуги, стоки, а в същото време години наред нашият Съюз не разполага с единна точка за информация, в която бизнесът и гражданите да получат информация за огромния потенциал за развитие, който 28 държави членки и 500 милиона потребители предлагат. Това е недопустимо, това са пропуснати ползи и продължение на години.

Деветдесет и два процента от потребителите и предприятията не познават предоставените на европейско равнище онлайн услуги и не знаят към кого да се обърнат в случай на проблем. Европа печели, когато дава конкретни резултати и решения за своите граждани, и точно затова е важно да приемем този регламент.

С откриването на портала Европа ще спести близо един милион часа от времето на своите граждани – време, в което те могат да реализират своите идеи, да започнат бизнес и да го превърнат в реалност или да споделят времето си с любими хора.

Ако бъде предоставен онлайн достъп до висококачествена и леснодостъпна информация, европейските предприятия биха могли да спестят между 11 и 55 милиарда евро годишно. Единният цифров портал не е просто база данни или справочник. Това е място, чрез което ще се промени обликът на нашия вътрешен пазар – ще се преодолеят бариери, ще се даде равен достъп на студенти, на предприемачи, на работници до информация, от която те се нуждаят, когато пътуват, когато работят, когато се обучават или стажуват в чужбина, когато се пенсионират, преместват, регистрират автомобил в друга страна.

Европа печели, когато третира всички свои граждани еднакво. Именно затова порталът ще бъде достъпен на всички европейски езици за всеки гражданин безплатно.

Бих искала да благодаря на колегите, които работиха по файла, както и на българското председателство на Съвета за тяхната инструментална подкрепа да направим единния дигитален портал реалност за европейските граждани.

Michela Giuffrida (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, compiamo oggi un passo essenziale per realizzare uno degli obiettivi del mercato unico digitale europeo. Lo sportello digitale unico mira a creare un punto d'ingresso unico, per l'appunto, a livello dell'Unione, integrando portali, siti web, reti, servizi e sistemi europei e nazionali esistenti. Questo è fondamentale per aiutare i cittadini e le imprese a sfruttare appieno i vantaggi offerti dai nuovi strumenti digitali e dalle strategie di *e-government*.

Il Parlamento ha chiesto più volte di rispondere alle esigenze dei cittadini e delle imprese nelle loro attività transfrontaliere nel mercato interno europeo, e questa proposta, per la quale mi congratulo con la collega Mizzi, fa sì che per la prima volta gli Stati membri saranno obbligati a rendere disponibili online procedure amministrative chiave, e che altrettanto importanti informazioni a livello nazionale siano disponibili in un'altra lingua ufficiale dell'Unione europea.

È un successo che possiamo rivendicare come autenticamente europeo, viste le resistenze degli Stati membri, e mi auguro soltanto che si vigili affinché le possibili eccezioni concesse agli Stati non diventino poi un pretesto per non rispettare gli obblighi imposti.

Bendt Bendtsen (PPE). – Hr. formand! Jeg hilser aftalen om en fælles digital portal, »digital single gateway«, meget velkommen. Det er vigtigt, at vi skaber de bedst mulige vilkår for vores borgerne, og ikke mindst for vores små og mellemstore virksomheder, der er så afgørende for væksten i Europa. Her spiller administrative lettelser nemlig en rigtig stor rolle, og den fælles digitale portal er et rigtig godt skridt på vejen. Der er dog to ting, jeg vil pege på her i dag, der er fuldstændig afgørende for, at vi får succes med projektet. For det første må og skal medlemsstaterne spille med i den praktiske gennemførelse af portalen, vi ved, at implementeringen er utrolig vigtig. Det er med portalen, som det er med EU generelt, at den kan kun så meget, som medlemsstaterne vil understøtte. Medlemsstaterne skal sikre digitale løsninger og give adgang til deres nationale procedurer og ordninger, ellers kan portalen ikke blive den succes, som den skal. For det andet håber jeg virkelig, at Kommissionen vil sikre, at den praktiske gennemførelse af portalen er stærkt forankret i DG GROW. DG GROW driver allerede i dag succesfulde portaler for borgerne, og de små virksomheder. Det er vigtigt, at vi trækker på de årelange positive erfaringer med succesfulde EU-værktøjer, som for eksempel »Your Europe«, når den nye portal nu etableres.

Zgłoszenia z sali

Nicola Caputo (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, internet e le tecnologie digitali stanno trasformando il modo in cui le persone e le imprese vivono, lavorano, studiano, svolgono un'attività e viaggiano. Vantaggi per tutti gli europei potranno essere realizzati con una pubblica amministrazione aperta, efficiente, inclusiva e orientata a progetti ambiziosi di *e-government* che forniscono servizi digitali pubblici *end-to-end* senza frontiere, personalizzati e facili da utilizzare.

Il regolamento di cui discutiamo punta a semplificare il contatto tra cittadini e imprese, con servizi di assistenza di risoluzione dei problemi mediante l'istituzione di uno sportello unico digitale per accedere alle informazioni sulle norme e sui requisiti da soddisfare in virtù del diritto dell'Unione europea o nazionale.

La Commissione europea e gli Stati membri devono però cooperare in sinergia per favorire un'attuazione efficace e graduale del progetto e per favorire la realizzazione di procedure interamente online, pienamente accessibili anche per gli utenti transfrontalieri dell'Unione europea.

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, θα ήθελα να ευχαριστήσω την εισηγήτρια, την κυρία Mizzi, για την έκθεσή της και νομίζω ότι από τη συζήτηση αναδεικνύεται η προσπάθεια που κάνει το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο προκειμένου η Ευρωπαϊκή Ένωση να υπηρετεί τους πολίτες· να βρίσκεται στην υπηρεσία της κοινωνίας των πολιτών· να μπορεί να συμβάλει στο να υπάρχει ενημέρωση και πληροφόρηση διότι αυτό είναι το βασικό στοιχείο. Μέσα από αυτή την ενιαία πλατφόρμα είναι βέβαιο ότι οι πολίτες αλλά και οι επιχειρήσεις θα έχουν τις κατάλληλες πληροφορίες, είτε πρόκειται για υποτροφίες για τους νέους μας, είτε πρόκειται για αναζήτηση εργασίας σε άλλες περιοχές, είτε πρόκειται για την φορολογία που ισχύει σε συγκεκριμένα κράτη, διότι αυτό είναι βασικό κριτήριο προκειμένου διάφορες επιχειρήσεις να ενισχύσουν την εξωστρέφειά τους. Αλλά και η αναγνώριση πτυχίων επίσης θα μπορεί να εξυπηρετηθεί μέσα από αυτή την πρόσβαση στην ενιαία πλατφόρμα που νομίζω ότι όλοι, με τις παρεμβάσεις μας, στηρίζουμε.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Elżbieta Bienkowska, Member of the Commission. – Mr President, Honourable Members, I want to thank you very much for your interventions, for your positive remarks and, of course, especially and primarily for your work on this proposal. With this proposal, we have a real opportunity to make the single market work a little bit better, both for our citizens and for our companies. Both of those groups should be able to enjoy the opportunities that the single market offers them.

Also thanks to this new instrument, small businesses – let me underline this – will save costs, more easily innovate and more easily expand across Europe. Let me also mention one important thing: with your help we can bring to reality another important promise of the digital single market strategy – that we want to ensure that public administrations modernise and respond better to the needs of the users. I, therefore, hope that you will endorse the regulation tomorrow. I hope and expect that in two years we will be able to launch the gateway with the proud name of 'Your Europe'. Thank you very much for your help and for your work.

Marlene Mizzi, Rapporteur. – Mr President, I would like to thank everyone for their contributions to this debate, and particularly my shadows. Thanks is due also to my political advisers, my assistants, the Commission and the Bulgarian Presidency. I am proud of the cooperation between all European institutions to make this important legislation a reality, but in truth I am proud mostly of the results we have achieved where in many instances we have achieved far more than we thought we would. Our ambitious stand really paid off.

In the troubled and challenging times in which we live, with so many different crises facing the European Union on different fronts, I believe that it is our duty to communicate to our citizens the positive elements that the EU brings us. As we have seen in today's debate, the regulation is a perfect example of how the EU can work and how it can change our lives for the better. The Single Digital Gateway will tangibly help citizens and businesses. It will pool together national and European information procedures and problem-solving services into a single entry point of the Your Europe portal, through which citizens can easily find and access what they need. The gateway will be user-friendly and multi-lingual, and will help start-ups and SMEs looking to start operating in other Member States. Such a service is of paramount importance when starting a business, accessing finances, taxation rules, accessing pensions rights and social benefits, as well as other information which citizens may require for their cross-border activities.

So it is on days like this that we should be particularly satisfied with our work as MEPs, seeing how our work will positively and tangibly impact European citizens: something that we really need to communicate. So thank you everyone, and I look forward to tomorrow's vote.

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w czwartek 13 września 2018 r.

18. Evropa v gibanju: agenda za prihodnost mobilnosti v EU (razprava)

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest sprawozdanie sporządzone przez Istvána Ujhelyiego w imieniu Komisji Transportu i Turystyki zatytułowane „Europa w ruchu – program działań dotyczący przyszłości mobilności w UE” (2017/2257(INI)) (A8-0241/2018).

István Ujhelyi, előadó. – Tisztelt Elnök úr! Kedves kollégák! Roppant büszke vagyok arra, hogy a Közlekedési és Turizmus Bizottságban ennek a jelentésnek az előadója lehettem és lehetek, és hogy most számot adhatok arról a munkáról a plenáris ülésen és a holnapi szavazást megelőzően, amit elvégeztünk.

„Európa mozgásban, az uniós mobilitás jövője”, ez a címe a jelentésnek. Belegondoltak már önök abba, hogy hogy fog kinézni az európai közlekedés tíz év múlva? Akkor, amikor ma még a szülőkkkel iskolába menő gyermekek húsz-huszonkét évesek lesznek és önállóan közlekednek? Hogy fognak az egyik faluból a másikba, a faluból a városba, egy városból ki, haza, az egyik nagyvárosból a másik nagyvárosba vagy éppen Budapest és Strasbourg között közlekednek?

Sok minden meg fog változni körülöttünk, de ha mi nem készülünk fel erre, mi, az európai uniós intézményekben, akkor egészen biztos, hogy nem tudunk lépést tartani a technológiával, azzal a forradalommal, ami a szemünk előtt zajlik a hétköznapi életben. Ezért kulcsfontosságú, hogy egyre többet beszéljünk a kérdésről.

A mobilitási ágazat, a közlekedés kulcsfontosságú szerepet játszik az uniós gazdaságban is, nemcsak a társadalmunkat nézve, hanem a gazdaság számára is nagyon-nagyon fontos, hiszen az uniós GDP mintegy 4%-át és az uniós foglalkoztatás több mint 5 %-át teszi ki.

Az automatizált gépjárművek fejlesztésével, a digitalizációval és a tisztább közlekedés kialakításának szükségességével az ágazat mélyreható változásokon megy keresztül, amelyek minden tekintetben hatással lesznek társadalmunkra. A becslések szerint a személyszállítás 2010 és 2050 között mintegy 42%-kal fog nőni, az árufuvarozás esetében pedig ugyanezen időszak alatt 60%-os növekedés várható.

A jelentésben arra a kérdésre kerestem a választ, hogy milyen változáson megy keresztül a közlekedési ágazat, hogyan változik meg a mobilitáshoz való viszonyunk és mit jelent a mobilitás a XXI. században.

Egymással párhuzamos folyamatok zajlanak. Előtérbe került a fenntarthatóság, a környezetvédelem, a biztonságos közlekedés megteremtése, az energiaszektor átalakítása, és ehhez folyamatos infrastruktúrafejlesztés szükséges.

A munkaerőpiac is strukturálisan változik és átalakul, és más kompetenciákra is szükség lesz. És ez a folyamat 5-10 éven belül lezajlik. Elsődleges feladatunk egy átfogó mobilitási stratégia megfogalmazása, amely magába foglalja a digitalizáció hatásait, a környezetvédelmi kérdéseket és teljesen természetesen, hogy választ ad a lakosság igényeire is. A mobilitás komplex szolgáltatássá válik, az egymással történő digitális összekapcsolódás új együttműködések, üzleti formákat hoz létre. Gondoljunk csak a megosztáson alapuló modellekre!

Megközelítőleg 740 milliárd euróra van szükség ahhoz, hogy a teljes transzeurópai közlekedési hálózatot kiépítsük 2030-ra. Ehhez az EU-források mellett piaci résztvevőkre és természetesen a tagállamokra is szükségünk van. A digitalizáció az egyik legfontosabb tényező, a közlekedési ágazat valamennyi területét érinti, hatással lesz a mobilitási szolgáltatások felhasználóira, a szolgáltatóira is, és ezen kívül kihat majd az európai iparra és a munkavállalókra is.

A mi jogalkotói felelősségünk, hogy biztosítsuk, hogy a mélyreható változások nem teremtenek feszültséget a társadalomban, és emellett az Európai Unió versenyképessége fennmarad. Az átalakulás gyors és jelentős lesz. Koncentrálunk kell kutatásra, fejlesztésre is, és elengedhetetlen, hogy az Európai Unió megőrizze technológiai vezető szerepét az egyébként rendkívül versenyorientált világpiacon.

A közösségi és megosztáson alapuló gazdaság világszerte átalakítja a közlekedési ipart. Mivel az európai közlekedési iparon belül a közösségi gazdaság keretében zajló ügyletek értéke 2015-ben a becslések szerint 5,1 milliárd euró volt, és ez az előző évhez képest 77%-os növekedést jelentett, ugyanakkor a nem pénzbeli megosztáson alapuló gazdasági eredmények messze túlszárnyalják ezt a forgatókönyvet. Ez is rávilágít a jelentés fontosságára. Nem tudom Elnök úr, hány percem van, nekem azt mondták, hogy hat, de hogyha ennél rövidebb az időm, akkor gyorsan be tudom fejezni, hiszen azok, akik itt vannak a teremben...

(A képviselő angolul megköszöni az elnök választát.)

Megköszönöm a kollégáknak, akik segítettek a különböző frakciókból a munkában. Kivitattuk ezt a TRAN bizottságon belül, tehát nem szükséges most a részletekbe belemenjek. Én azt hiszem, hogy a holnapi szavazáson nagy támogatottságot fog élvezni a javaslat, és külön köszönöm a saját irodámnak és különösen Benedek Attila szakértő munkatársamnak, aki rengeteget dolgozott azon, hogy ez egy közös, nagy európai parlamenti projekt legyen, közösen a Bizottsággal és a tagállamokkal.

Violeta Bulc, *Member of the Commission*. – Mr President, the transport sector is changing fast. If we act now, we can seize the opportunity of this change and make European mobility sustainable, safe, smart and more accessible; European industry more competitive; and European jobs more secure. If we act now, we can lead in setting new global standards. These concepts are well reflected in the draft resolution prepared by Mr Ujhelyi, which supports more action – including at EU level – in this field. Allow me to specifically address three important topics raised in the report.

First, sustainability, transport is a major contributor to EU greenhouse gas emissions, as well as air pollution. We are committed to reducing and ultimately eliminating the negative externalities of our mobility. We can achieve this goal through stricter emissions standards, better consumer information, multimodality, smarter road charging, urban mobility planning, research and innovation, and by smarter use of public procurement to accelerate the transition towards zero—and low-emission vehicles. I would like to thank you for your support for this objective. We have several pending legislative proposals aimed at contributing to achieving exactly this. I therefore count on your active support to examine them as much as possible before the end of your mandate.

That brings me to the second point: Vision Zero. Until recently, Vision Zero – no road fatalities on European roads by 2050 – might have been perceived by some as an ambitious but distant vision. Today we can be much more confident. The fresh approach we are taking in road safety, with the so-called Safe System approach, and our move towards a connected and autonomous mobility are making Vision Zero a reality. With the third Mobility Package, we are proposing a strategy to make the EU an engaging global leader in autonomous mobility systems. We propose a clear, forward-looking and ambitious European agenda that provides a common vision, identifies clear supporting actions for developing and deploying key technology services and infrastructure, and that provides a clear action plan.

Our strategy is based on three pillars. First, a legal framework that creates a single market for autonomous mobility, covering road safety, cybersecurity, access to data and data protection. Second, financial support to establish a new partnership with a consolidated sector-wide approach towards research and deployment throughout the EU, including for the coordination of pilot projects. Third, an in-depth assessment of the socioeconomic and ethical aspects of autonomous mobility, making deployment suitable to absorption capacity as well as the maturity of autonomous relations. We also propose to make a number of new vehicle safety technologies mandatory as part of the revision of the general safety regulation, for example, intelligence speed assistance, autonomous emergency braking and detection of pedestrians and cyclists. This will make sure that all road users will be able to benefit from the latest developments in technologies.

That brings me to the third topic: one platform for connected and autonomous mobility. Citizens' mobility demands are growing, and their attitude to mobility is indeed changing. They want to shift seamlessly between different transport modes and enjoy easy access to travel information. Meanwhile, vehicles are becoming increasingly clean, connected and automated, and ultimately driverless and zero-emissions. This opens the possibility for vehicles to become an integral part of multimodal mobility, providing first and last-mile service and inclusive solutions for the elderly, disabled, and young people. Before we get there, we are engaging with stakeholders to address some very important enabling topics such as security, data protection, fair and equal access to data, liability and ethical implications, integration of automated vehicles into existing traffic, public acceptance, global standard settings, and many more.

This is why we proposed to bundle all efforts and create a single platform, the Connected and Automated Mobility (CAM), where all stakeholders come together to push our ambitious agenda further. Under the next MFF, this platform should evolve towards a fully-fledged partnership for connected and autonomous mobility, combining public and private efforts to escalate the development and deployment of innovative mobility solutions.

Damiano Zoffoli, *relatore per parere della commissione per l'ambiente, la sanità pubblica e la sicurezza alimentare*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Europa è movimento, l'Europa è in movimento verso un nuovo modello di sviluppo: un'economia a basse emissioni di carbonio.

Tanta la strada da fare. Il settore dei trasporti dipende infatti, ad oggi, per il 94 % dal petrolio, ed è responsabile di oltre il 25 % delle emissioni di gas a effetto serra. Inoltre, le attività di trasporto passeggeri e merci in Europa aumenteranno nel 2050 rispettivamente del 60 e del 40 %.

Il punto centrale della comunicazione, che condivido, è il rispetto dell'accordo di Parigi sui cambiamenti climatici e dell'Agenda 2030 per lo sviluppo sostenibile delle Nazioni Unite. Ma come raggiungere questi ambiziosi obiettivi? Questa è la risposta: promuovendo la mobilità a basse o zero emissioni, l'intermodalità, la mobilità condivisa, lo sviluppo dei veicoli automatizzati attraverso le interconnessioni delle reti infrastrutturali di trasporto, delle reti energetiche digitali, tecnologie digitali che permetteranno di implementare il principio fondamentale del «chi inquina paga», ad esempio con un sistema di telepedaggio basato sulle prestazioni ambientali dei veicoli.

Luis de Grandes Pascual, *en nombre del Grupo PPE*. – Señor presidente, señora comisaria Bulc, señor ponente, gracias por su actitud abierta al diálogo. Ello ha hecho posible que nosotros nos reconozcamos con nuestras sugerencias y preocupaciones en este informe. Así, ha sido posible un texto equilibrado y razonable a nuestro juicio.

Creo que lo tratado es interesantísimo y que nos afecta a todos, pero es casi de futurología. Pero no está mal hacer previsiones de lo que va a venir, al margen de las concreciones del paquete de movilidad, que era una obligación que teníamos en este informe de propia iniciativa.

La revolución de la movilidad digital y las nuevas tecnologías inteligentes constituyen todo un fenómeno, que es producir una situación imparabile e irreversible; afectan a la modernidad, formas y modos de transporte del futuro, en el que, de acuerdo con las modernas tesis de comodalidad, tienen que actuar en simbiosis, por lo que tendremos que estar muy atentos a ellas.

Nuestras preocupaciones principales son la seguridad, la legalidad de estos modos de transporte, la responsabilidad jurídica y las capacitaciones de los trabajadores del sector, entre otros puntos. Es importante crear puentes para que la convivencia entre los viejos y los nuevos modos de transporte se desarrolle fácilmente y de una forma progresiva para así adelantarse a los avances a los que se va a ver sometido el sector.

La economía colaborativa, señorías, que es un gran rótulo donde caben tantas cosas, que ha llegado para quedarse, no puede, a mi juicio, ser una jungla. No se puede dejar al devenir de lo que ocurra, sino que es necesario reglarlo, es necesario que el sistema tenga unas reglas de juego en que no se impida la innovación, pero que se respeten los derechos adquiridos.

Estas son las dos claves en las que debemos basar el futuro de la movilidad europea, porque me parece que es el campo de la equidad, de la justicia en el caso concreto.

Debemos tratar de que la economía colaborativa no sea un rótulo más, señora comisaria. Las decisiones políticas no se están tomando, las regulaciones no son previas, las empresas nuevas se ven sometidas a sentencias sucesivas en los distintos Estados miembros de forma incoherente. Este no es el camino, me parece que no es el terreno en el que nos corresponde trabajar como políticos, sino que es una obligación inexcusable atajarlas. Espero con toda sinceridad que este informe sirva de precedente para que el futuro de la movilidad europea sea otro, sea positivo para toda Europa. Ese es mi juicio y deseo.

Brando Benifei, *a nome del gruppo S&D*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il futuro della mobilità deve fondarsi su alcuni principi cardine non negoziabili: accessibilità per tutti i cittadini, transizione verso un sistema sostenibile, ricerca scientifica di settore di altissima qualità, e a mio parere, in via prioritaria, i massimi standard di sicurezza dei trasporti e delle infrastrutture.

Credo che assurde tragedie come quella del crollo del ponte autostradale Morandi nella mia regione, la Liguria, ci obblighino davvero a una seria riflessione. È necessario garantire che adeguate risorse, sia europee che nazionali, siano messe in campo per progetti all'avanguardia, che siano parte fondante di una strategia sulla mobilità al passo con lo sviluppo tecnologico e con le sfide della globalizzazione e del cambiamento climatico.

È inoltre necessario che l'impatto della transizione nei trasporti si accompagni davvero a un investimento nelle competenze dei lavoratori del settore. Questa trasformazione del settore e della produzione e del consumo della mobilità deve essere un'opportunità, non una minaccia o un danno. Credo che dipenda molto da noi.

Kosma Złotowski, *w imieniu grupy ECR*. – Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! Trudno rozpatrywać projekt tej rezolucji w oderwaniu od wniosków legislacyjnych Komisji Europejskiej, którymi Komisja Transportu i także ten Parlament zajmowały się przez ostatnie miesiące. Grupa ECR w pełni popiera wiele postulatów zawartych w tym sprawozdaniu, w tym potrzebę cyfryzacji sektora transportu oraz konieczność zwiększenia nakładów na nowoczesną i bezpieczną infrastrukturę. Są to sprawy oczywiste.

Mamy jednak wątpliwości, czy niektóre z proponowanych rozwiązań nie wpłyną szkodliwie na pozycję konsumentów oraz warunki funkcjonowania małych i średnich przedsiębiorstw. Nie możemy również uzależnić inwestycji w nowoczesne środki transportu wyłącznie od celów klimatycznych. Nie zgadzamy się również na stosowanie niezwykle kontrowersyjnego pojęcia „dumping socjalny”. Nie ma czegoś takiego jak dumping socjalny, nie ma definicji dumpingu socjalnego, ale jest to pojęcie, które po tej Sali „fruwa” od kilku lat. W jutrzejszym głosowaniu wstrzymamy się zatem od głosu i nie popieremy Pańskiej propozycji.

Matthijs van Miltenburg, *namens de ALDE-Fractie*. – Voorzitter, ik dank allereerst de Commissie en de rapporteur voor hun werk over de toekomst van mobiliteit. Europa is *on the move* maar staat voor hele grote uitdagingen. En een van die uitdagingen is de verkeersveiligheid. Hoe gaan wij de Europese wegen veiliger maken voor alle weggebruikers?

Elk jaar sterven er 25 000 mensen op Europese wegen door verkeersongevallen. Ik herhaal: vijftiengintduizend! De verkeersveiligheid in Europa moet en kan beter!

De mobiliteit van personen en goederen neemt nog steeds verder toe en dat is goed voor onze economie en de welvaart van Europeanen, maar dat zorgt ook voor vollere wegen en voor verkeersinfarcten. Het gaat mij persoonlijk nog meer aan het hart dat dit alles ten koste gaat van het milieu en van het klimaat. Onze mobiliteit kan alleen toekomstbestendig zijn als deze ook duurzaam is.

De uitdaging waar wij voor staan, kunnen de afzonderlijke lidstaten niet in hun eentje oplossen. We hebben een gezamenlijke Europese aanpak nodig, een aanpak die inzet op innovatie met slimme vormen van mobiliteit. De ontwikkeling bijvoorbeeld van zelfrijdende voertuigen. En dat kan bijdragen aan minder verkeersongevallen, betere verkeersdoorstroming en een lage CO₂-uitstoot. Maar ook intelligente transportsystemen helpen ons ons duurzamer, veiliger en efficiënter te verplaatsen.

Ik ben dan ook zeer verheugd over Europese initiatieven, waaronder het Europese ITS-congres. Dit congres wordt in 2019 in Nederland in mijn eigen regio Brabant, in de steden Eindhoven en Helmond georganiseerd. Ik zou letterlijk willen zeggen: *be my guest!* Want de toekomst van mobiliteit geven wij samen vorm.

Jakop Dalunde, *för Verts/ALE-gruppen*. – Herr talman! Transporter står i dag för en fjärdedel av Europas växthusgasutsläpp, och nu är det dags att vi digitaliserar transportsektorn, så att vi både kan minska utsläppen och se till att vi inför principen om att förorenaren ska betala. Vi behöver exempelvis införa elektroniska vägavgifter baserade på fordonens klimatpåverkan. Vi välkomnar även utvecklingen av nya innovationer för smart mobilitet, men mer måste göras och därför uppmanar vi kommissionen och medlemsstaterna att främja mer ambitiösa planer för att göra den smarta mobiliteten hållbar, både i våra städer och på landsbygden.

Samtidigt måste EU bli säkrare. Vi ska skydda de allra mest utsatta i trafiken och säkerställa att vi har bättre uppkoppling mellan fordon, infrastruktur och själva nätet som ska säkerställa ett obehindrat och säkert trafikflöde.

Till slut vill jag understryka innovationens roll för en ren och hållbar framtid. Vi behöver se till att råvaror och battericeller tillverkas och återvinns på ett sätt som är hållbart, transparent och rättvist. En ambitiös grön transportpolitik behövs för att få ner utsläppen snabbt och effektivt. Vi behöver göra detta nu för klimatet kan inte vänta.

Tania González Peñas, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señor presidente, el transporte representa un tercio del consumo de energía final de Europa, según la Agencia Europea de Medio Ambiente. Así que hablar de una agenda para el futuro de la movilidad en Europa es —o debe ser—, sin ninguna duda, hablar de movilidad sostenible e inteligente, menos contaminante, más segura, más accesible y también más asequible.

Impulsar la movilidad sostenible pasa en el transporte de carretera por reducir las emisiones de CO₂, por una apuesta clara por los vehículos eléctricos, con baterías limpias y con el uso de energías renovables, donde se está empezando a hacer esfuerzos. Y, sin embargo —no nos engañemos—, pasa claramente por una apuesta por el transporte público, por reducir el uso del transporte por carretera individual, donde, sin embargo, la demanda sigue aumentando. Hacer un verdadero esfuerzo por impulsar el transporte público —lamentablemente, hemos visto cómo en esta Cámara se ha aprobado en esta legislatura el cuarto paquete ferroviario, que supone una liberalización y de alguna manera un ataque al tren, que es el medio de transporte más sostenible y más seguro que tenemos— pues creo que debe ser algo que debemos revisar y que debe ser una prioridad.

Hablar de movilidad sostenible es también tener en cuenta el impacto social del transporte en los distintos niveles territoriales, la necesidad de vertebrar el territorio rural, ingeniar nuevas formas de transporte colectivo. Y no hablamos de la falsa economía colaborativa, hablamos de formas de transporte público, para que el transporte sirva para nutrir el ámbito territorial y no para despoblarlo. Y, desde luego, las zonas urbanas son los lugares donde más se concentran las emisiones de CO₂ y es necesario y urgente apostar por una movilidad más verde, más sostenible, más humana, impulsando la bicicleta, impulsando poner al peatón en el centro de las ciudades y proyectar las ciudades de manera que se incentive el uso del transporte público para conectarse con otros territorios.

Desde luego es algo que no debería ser solamente para el año 2050, sino que es urgente y debe ser ya.

Daniela Aiuto, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissario, il tema del futuro della mobilità in Europa è strettamente correlato alla visione che abbiamo di città, dei nuclei urbani, e di come intendiamo metterli in relazione tra loro, ma anche di come immaginiamo il futuro della logistica in Europa, lo scambio delle merci interne e l'approvvigionamento di quelle esterne.

Sempre più cittadini europei vivono nelle aree urbane, che sono sempre più congestionate e che spesso sono state progettate in epoche lontane, senza tener conto ovviamente delle esigenze moderne legate alla mobilità. Queste esigenze oggi sono profondamente cambiate e cambieranno ancora.

Occorre, tuttavia, essere coraggiosi e permettere ai cittadini europei di riappropriarsi delle proprie città, di renderle più vivibili, più fluide, più facilmente percorribili. Questo significa fare scelte importanti a favore dei trasporti pubblici, della loro implementazione, ma anche scelte per migliorare la qualità dell'aria che si respira nelle aree urbane, attraverso l'agevolazione della mobilità sostenibile, a zero emissioni inquinanti, e implementando l'uso del mezzo collettivo a discapito di quello privato. Solo così potremo mettere in campo iniziative degne di ridisegnare un futuro vivibile per i cittadini europei.

Per quanto riguarda la mobilità delle merci, in commissione per i trasporti abbiamo elaborato un testo di cui sono stata relatrice, e che presto spero andrà in negoziazione con il Consiglio, per rilanciare ad esempio il trasporto merci combinato, ossia per trasferire più merci possibili dalla gomma al ferro.

Ma il futuro della mobilità significa anche maggiore sicurezza nelle infrastrutture, con un deciso aumento delle risorse economiche per monitorare lo stato delle reti europee, soprattutto in punti sensibili dal punto di vista strutturale come viadotti, tunnel e tratti particolarmente a rischio.

Occorre avere maggiori disponibilità finanziarie, magari scorporate dai vincoli di bilancio, soprattutto per Stati come l'Italia, per esempio, con caratteristiche geografiche che impongono infrastrutture ardite come ponti e tunnel, per operare una frequente manutenzione sulle infrastrutture esistenti, per implementarne, per esempio, la resilienza nei confronti di eventi sismici, o in ogni caso per prolungare la vita di esercizio e far sì che i cittadini ne possano usufruire in completa sicurezza.

Il futuro della mobilità in Europa, cari colleghi, passa anche da Genova, da una città colpita da una disgrazia che è diventata un simbolo al quale tutti dobbiamo guardare per capire quanto sia importante avere infrastrutture sicure e di qualità, pensando prioritariamente a quelle esistenti, prima ancora di cantierare grandi opere che mobilitano milioni di euro.

Dieter-Lebrecht Koch (PPE). – Herr Präsident, liebe Frau Bulc, verehrte Kolleginnen und Kollegen! Wollt ihr, dass die zukünftige Mobilität sicher, nachhaltig und gerecht ist? Dann müssen wir sie auch innovativ, digital und wettbewerbsorientiert machen. Wie können wir das bewirken: durch smarte Fahrer, Fahrzeuge und Infrastruktur.

Ein Schritt zur Erhöhung der Straßenverkehrssicherheit ist der verpflichtende Einbau von sicherheitsrelevanten Fahrerassistenzsystemen. Sie können das menschliche Fehlverhalten, welches für circa 92 Prozent der Unfälle verantwortlich ist, ausgleichen. Ein weiterer Schritt besteht in der Schaffung einer Infrastruktur, welche flächendeckend Ladesäulen für nachhaltige Kraftstoffe umfasst. Zudem muss diese Infrastruktur eine Kommunikation mit den Fahrzeugen ermöglichen, vor allem in einer Übergangsphase auf dem Weg zur nächsten Automatisierungsstufe.

Bei allen Regelungen sollten wir einen technologieneutralen Ansatz verfolgen, der den gesamten Fußabdruck der Fahrzeuge umfasst. Jeder Verkehrsträger muss an seiner Effizienz arbeiten, denn es gibt keine Technologie, die alle Probleme lösen kann. Und die künftige Mobilität muss – sogar grenzüberschreitend – eine reibungslose Tür-zu-Tür-Beförderung ermöglichen. Dazu sollten die EU-Bürger auf multimodalen Plattformen Reisen mit dem Zug, Bus und dem Flugzeug buchen können sowie bestenfalls mit nur einem einzigen Ticket reisen.

Weder die saubersten und emissionsarmen Fahrzeuge noch Diesel-Fahrverbote können das Hauptproblem in den Städten lösen – nämlich den Stau. Wir brauchen hierfür, unter anderem, einen attraktiven und zuverlässigen öffentlichen Personennahverkehr, der auch für den letzten Teil einer Reise eine sichere und angenehme Ankunft ermöglicht. Das alles wird uns um ein Vielfaches weiter bringen als einfache Diesel-Fahrverbote.

Isabella De Monte (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissario, il dossier prende in considerazione i grandi cambiamenti che stanno avvenendo e quelli che avverranno nei prossimi anni nel settore dei trasporti.

Siamo a una svolta epocale, la digitalizzazione e i veicoli connessi cambieranno per sempre le abitudini dei cittadini e anche il modo di fare impresa. Nel considerare ciò dobbiamo però ricordare che la vera rivoluzione sarà tale solo se tutte le aree verranno prese in considerazione, e mi riferisco alle aree rurali, montane, tutte le aree remote e ultraremote, la cui inclusione è essenziale per la loro accessibilità e anche per promuovere il turismo.

Inoltre, non possiamo parlare di trasporti del futuro se essi non garantiranno l'obiettivo zero vittime entro il 2030. Per ultimo, ma non per importanza, dovranno contribuire alla riduzione dell'inquinamento atmosferico e quindi dell'emissione di CO₂.

Mark Demesmaeker (ECR). – Voorzitter, schone, competitieve en geconnecteerde mobiliteit, daar is het ons inderdaad om te doen. Mobiliteit veroorzaakt een kwart van alle uitstoot in de Europese Unie en blijft de hoofdoorzaak van problemen met luchtvervuiling in onze steden. Fijnstof, NO_x – de gezondheid van onze burgers lijdt eronder en het is in de eerste plaats voor hen dat we werk moeten maken van een schonere mobiliteit.

Daarnaast zullen we meer ambitie aan de dag moeten leggen om onze klimaatdoelstellingen te behalen. Daarvoor moeten beleidsmakers de *modal shift*, nieuwe technologieën en principes als mobiliteit als dienst omkaderen en faciliteren.

Mag ik tot slot toch ook even benadrukken dat we nog altijd een sterke Europese concurrentiële automobielsector nodig hebben? Als ik hoor dat het marktaandeel van onze Europese sector de laatste tien jaar sterk is gedaald, maak ik me zorgen. De autoproducenten kunnen hun positie alleen veiligstellen als ze aangemoedigd worden om te innoveren. De auto werd in Europa uitgevonden! Laten we ervoor zorgen dat we ook in de toekomst een pioniersrol kunnen blijven spelen.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). – Señor presidente, comisaria, quiero apoyar el sentido de este informe sobre movilidad y abogar por que se integre desde el principio a las autoridades locales en el necesario proceso de colaboración público-privado, que debe impulsar la innovación y mantener el liderazgo tecnológico europeo en el mercado mundial del transporte y en especial de la integración de sus diferentes modos.

Las ciudades son el medio en el que hay que resolver los más complejos problemas de movilidad. El positivo impacto que una mejor movilidad tendrá sobre ellas, con un desarrollo más humano y sostenible, es ya uno de los factores clave en la buena gobernanza y en el desarrollo sostenible.

En la puesta en marcha de acciones estratégicas para hacer frente a los grandes desafíos, las ciudades son claves para acoger e impulsar experiencias prácticas basadas en la investigación y el desarrollo. Son eficaces palancas de cambio en los hábitos de las personas; permiten ensayar, evaluar y compartir resultados rápidamente. Por eso, experiencias como las que se van a poner en marcha en la capital del País Vasco, que convertirán a la ciudad de Vitoria-Gasteiz en un laboratorio de movilidad, son el camino a seguir. Una vía que espero encuentre apoyo y aliento en la Unión Europea.

Elżbieta Katarzyna Łukacijewska (PPE). – Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! Dziedzina transportu i wszystkie gałęzie przemysłu z nią związane przechodzą obecnie kluczową fazę rozwoju. Na naszych oczach pojawiają się nowe trendy, pojazdy autonomiczne, drony, inteligentne systemy transportowe. Jesteśmy też świadkami gwałtownie rozwijającego się sektora kosmicznego. Wszystkie tendencje, które wymieniłam, muszą znaleźć odzwierciedlenie w odpowiednich, przygotowanych przez nas, ramach prawnych, bo możemy obudzić się w rzeczywistości, której po prostu nie będziemy rozumieli albo na którą nie będziemy przygotowani.

Szczególnie istotne jest dostosowanie edukacji, kształcenia i odpowiedniego systemu zdobywania umiejętności do potrzeb zmieniającego się rynku. Dzięki temu pracownicy będą mogli z pewnością odnaleźć się w nowej sytuacji i nie będzie nadmiernej luki w kompetencjach. Myślę, że to jest bardzo ważne i na to musimy zwrócić szczególną uwagę.

Bardzo istotne jest również zadbanie o bezpieczeństwo, szczególnie w sytuacji, gdy nowe technologie umożliwiają produkcję pojazdów poruszających się bez kierowców. Europa absolutnie potrzebuje programu „Zero ofiar na drogach” oraz bezpiecznego transportu. Nie możemy zapominać, że za dwadzieścia lat zarówno ruch lotniczy, jak i drogowy wzrośnie dwukrotnie. Nie możemy też zapominać o zrównoważonym transporcie, który pozwoli na lepsze standardy i obniżenie emisji CO₂. Mam nadzieję, że dzięki dzisiejszej propozycji uda się nam osiągnąć zakładane cele lub przybliżyć się do nich, i z tego względu propozycja ta zasługuje na wsparcie, a pan sprawozdawca na gratulacje.

Петър Курумбашев (S&D). – Г-н Председател, позволете ми да поздравя докладчика за усилията в тази изключително важна област и за неговия навременен доклад. Много е важно да говорим за иновации, за автономни транспортни средства и за намаляването на емисиите на въглероден двуокис, за прекратяването на практиките за незаконно наемане на работници и осигуряването на подходящи условия за работа.

От друга страна, искам да обърна специално внимание, особено на г-жа комисарката Булц, че не е възможно да въвеждаме противоречиви практики с двата пакета за мобилност. В пакет за мобилност 1 ние забраняваме либерализацията на камионния транспорт, а в пакет за мобилност 2 ние продължаваме с либерализацията в областта на автобусите. В пакет за мобилност 1 ние искаме да забраним каботаж, защото смятаме, че е лош за камионите, а в пакет за мобилност 2 смятаме, че трябва да разрешим каботаж над 100 километра. В пакет за мобилност 1 искаме да приложим Директивата за командировани работници по отношение на камионния транспорт, а в пакет за мобилност 2 искаме да не прилагаме тази директива.

Оставам с впечатлението за много разнороден и разнообразен подход на Комисията, с който тя едва ли иска да бъде запомнена.

Ruža Tomašić (ECR). – Gospodine predsjedavajući, transformacija sektora mobilnosti potaknuta digitalizacijom gospodarstva očito zahtijeva prilagodbu zakonodavnog okvira i politike Unije na tom području. Nova stručna znanja i načini rada koje implicira ta transformacija zahtijevaju od država članica da prilagode svoje sustave obrazovanja budućim, novim zahtjevima tržišta rada, posebice u automobilskoj industriji.

Sektoru inovacija i istraživanja potrebno je dati punu potporu kako u financijskom, tako i u regulatornom smislu, a specijalnu potporu u tom sektoru moraju uživati mala i srednja poduzetništva koji su motori gospodarskog razvoja u svim zdravim tržišnim ekonomijama. Hvala lijepa.

Henna Virkkunen (PPE). – Arvoisa puhemies, haluan kiittää esittelijää tästä laajasta mietinnöstä, missä kuvataan liikenteen tulevaisuuden haasteita. Itse ehkä keskittyisin nyt kolmeen isoon kysymykseen, joista ilman muuta kaikkein tärkein ja kiireellisin on liikenteen päästöjen vähentäminen. Siinä olemme todella suurten haasteiden edessä, koska tiedämme, että liikenteessä päästöt ovat vain kasvaneet. Ennuste on, että liikenne tulee huomattavasti kasvamaan, joten nyt tarvitaan todella merkittäviä isoja leikkauksia liikenteen päästöihin. Siihen liittyen meillä on juuri täällä käsittelyssä lainsäädäntöä, missä pyritään ohjaamaan autonvalmistajia myöskin siihen suuntaan, että he pystyvät tuottamaan vähäpäästöisempiä autoja. Tässä on tärkeää ottaa huomioon hyvin monenlaiset eri teknologiat. Kaikkein nopein tapa, niin kuin tiedämme, on se, että lisätään uusiutuvaa polttoainetta autojen tankkeihin, koska autokanta uudistuu tavattoman hitaasti. Mutta samalla on selvää, että on edistettävä myös liikenteen sähköistymistä ja muita vaihtoehtoisia polttoaineita.

Toinen iso trendi on digitalisaatio ja sen edistäminen. Toisaalta digitaalisiaatio myös auttaa meitä vähentämään päästöjä, kun pystymme suunnittelemaan koko liikennejärjestelmän entistä tehokkaammin.

Kolmantena haluan nostaa esiin Euroopan unionin investoinnit sekä innovointiin että infrastruktuuriin. Olemme parhailaan käsittelemässä tulevan kauden budjettikehyksiä ja on tärkeää, että sijoitamme riittävästi rahaa liikenneinfrastruktuurin, liikenteen digitalisaatioon, vaihtoehtoiseen energiaan ja toisaalta innovaatioihin ja tutkimukseen, koska tarvitsemme myös lisää tietoa, jotta pystymme säilymään maailman kärjessä puhtaamman liikenteen edelläkävijänä Euroopassa.

Nicola Caputo (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, con lo sviluppo dei veicoli automatizzati, la digitalizzazione e l'esigenza di rendere i trasporti meno inquinanti, il settore della mobilità sta cambiando radicalmente.

La sicurezza dei trasporti resta l'obiettivo fondamentale, e poiché l'errore umano rappresenta la principale causa di incidenti, i trasporti automatizzati potranno contribuire in maniera significativa all'obiettivo di azzerare i decessi sulle strade europee. Tuttavia, penso che il periodo di transizione sarà non semplice, dovendo esso comportare non solo l'integrazione dei trasporti automatizzati nel contesto attuale, compresa la creazione della connettività e delle infrastrutture necessarie, ma anche la realizzazione di una coesistenza sicura con i mezzi di trasporto tradizionali.

Il settore dei trasporti è attualmente la causa principale dell'inquinamento atmosferico nelle aree urbane ed è responsabile di più del 25 % delle emissioni di gas a effetto serra nell'Unione europea. La trasformazione del settore dei trasporti dovrà quindi essere sempre più orientata allo sviluppo di soluzioni in grado di assicurare gli standard di sostenibilità ambientale.

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, jsem rád, že se věnujeme i tomuto problému, protože se odhaduje, že přeprava cestujících poroste v období následujících čtyřiceti let asi o 40 % osobní a nákladní o 60 %. Vysoký počet obětí nehod na evropských silnicích: např. 25 tisíc usmrčených osob ročně. Je důležité mluvit o emisích, které jsou důsledkem dopravy, znečištění ovzduší ve městech, které je zdrojem více než 25 % emisí skleníkových plynů. Další dopady již nevyjmenovávám, zmínil bych i pozitiva. Doprava se podílí na 4 % HDP a více než 5 % celkové zaměstnanosti v EU.

Měli bychom se řídit zásadou, že kdo je uživatel a znečišťovatel, ten platí. Měli bychom prosazovat plány udržitelné městské a venkovské mobility. Měli bychom podporovat zavedení multimodálního dopravního systému pro cestující, zlepšovat mobilitu a kvalitu služeb pro občany. Je důležité zvyšovat rovněž informovanost občanů právě o dopadech jednotlivých druhů dopravy na životní prostředí. Rozvoj dopravních služeb s nízkými emisemi uhlíku by měl být naší prioritou. Také bychom měli poskytovat dostatečné množství informací pro občany, aby našli alternativu k silniční dopravě, zejména právě k té autonomní. Jedno z dalších opatření je rovněž např. sdílení kol ve městech a obcích.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, doamna comisar, stimați colegi, cred că nimeni dintre noi nu poate să nege – transportul influențează tot. Influențează economia, randamente, productivități, influențează mediul, influențează, evident, viața oamenilor oriunde, în orice țară. Încă în Uniunea Europeană, din păcate, găsim cetățeni supărați, companii supărate, avem ambuteiaje, avem aglomerări în mediul urban.

Este foarte bine binevenit acest raport și a plecat, sigur, de la comunicarea Comisiei „Europa în mișcare”. Eu vreau să felicit raportorul și pe toți colegii care vor susține acest raport. Sper să fie votat mâine, pentru că, da, în domeniul transportului trebuie să avem o viziune. Nu putem să schimbăm infrastructura, fie ea rutieră, pe cale ferată sau orice alt mijloc de transport, așa cum schimbăm un mobilier.

De aceea, doamna comisar, aveți o problemă foarte complicată. Să finalizăm în sfârșit pachetul de mobilitate și să vedem cum facem o agendă și o viziune pe termen lung, pentru că avem nevoie să ne adaptăm. Avem o Europă digitalizată și trebuie să adaptăm și transportul la aceste noi tehnologii și să venim din urmă cu automobile moderne, asistate de calculator. Trebuie să trecem de la transportul rutier la cel pe cale ferată. Sunt foarte multe lucruri, le cunoașteți foarte bine. Important este să le integrăm și să le rezolvăm.

Zgłoszenia z sali

Νότης Μαρίας (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, πράγματι η συζήτηση είναι ιδιαίτερα ενδιαφέρουσα για το πώς μπορούμε να έχουμε βιώσιμες μεταφορές, πώς δεν θα υπάρχει μόλυνση στο περιβάλλον, πώς θα έχουμε αυτόματα συστήματα κινητικότητας. Όλα αυτά έχουν πάρα πολύ ενδιαφέρον. Σκέπτομαι τους κατοίκους των νησιών του Αιγαίου, κυρία Βουλ, οι οποίοι, ιδίως τον χειμώνα, δεν μπορούν να μετακινηθούν από το ένα νησί στο άλλο ή να έρθουν από τα νησιά του Αιγαίου στην Αθήνα. Το μεγάλο πρόβλημα που υπάρχει είναι το σήμερα. Αυτοί οι άνθρωποι θέλουν να υπάρξει ένα μεταφορικό ισοδύναμο, θέλουν να έχουν τη δυνατότητα να μετακινηθούν. Σύμφωνα με τους κανονισμούς, δεν μπορεί να χρηματοδοτηθεί το μεταφορικό ισοδύναμο από την ίδια την Ευρωπαϊκή Ένωση και γίνεται με κονδύλια κρατικά τα οποία όμως δεν επαρκούν. Πιστεύω ότι πρέπει να εξετάσετε αυτό το θέμα, πώς θα υπάρξει χρηματική ενίσχυση του μεταφορικού ισοδυναμίου για να μπορούν πραγματικά να ανακουφιστούν και οι επιχειρήσεις και οι πολίτες των νησιών του Αιγαίου που έχουν πραγματικά απομονωθεί.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Violeta Bulc, Member of the Commission. – Mr President, I would like to thank the honourable Members for this open and interesting debate. I have taken note of your comments. I also want to use this opportunity to thank Mr Ujhelyi one more time for the report. It highlights accurately that to achieve the best possible mobility in the future we need a holistic approach. Before I share my final thoughts with you, let me elaborate on two issues.

First, on the impact on jobs: in order to support workers in the transport industry in adjusting to digitalisation and the transition to low-emission mobility, the Commission, in partnership with Member States and stakeholders such as employers, workers' representatives and education and training providers, is addressing skill gaps and mismatches. Key initiatives include the EU Skills Agenda and the 'Blueprint for sectorial cooperation on skills' and we are really looking forward to the results of these measures.

Secondly, on financing: as you know, the Commission has proposed an ambitious budget envelope for research and development for the next Multiannual Financial Framework period 2021-2027. New mobility solutions should be among the main beneficiaries of the Horizon Europe programme, with almost EUR 15 billion for mobility and energy activities. This will allow us to accelerate technological innovation. Of course, our Connecting Europe Facility (CEF) will also continue to support the deployment of new, modern infrastructure equipped with intelligent transport systems, and for the use of alternative sources of energy. We have proposed a budget of EUR 30.6 billion for CEF between 2021 and 2027, which, for the first time, will also include investment in road safety. I hope that, as we have proposed, this will be among the main criteria for project prioritisation.

Technology is evolving faster and faster, and promises to find solutions. I do not doubt that there is always a technical solution to a problem, but I would like to stress one more time that technology is the means and not the final objective. I believe we should always put the users first – right next to the collective social benefits.

Connected and autonomous mobility will flourish only if it is socially acceptable. Let's not forget that our societies can only absorb a certain amount of new things. This is why it is so important that our strategy on connected and autonomous mobility covers not only technological and legal but also social and ethical questions. When we implement the necessary flanking measures to prepare for changes in jobs requirements and skills, and when we give meaningful answers to difficult ethical questions, then we can fully reap the benefits of the mobility of the future. Triple 'Vision Zero', no road fatalities, no pollution and no congestion: this is the commitment that can be achieved with such a holistic approach. But until then, we have a lot of work ahead and I am sure we will have many more discussions on this topic. I hope they will be as invigorating as today's debate, and I count on your continued support. Together I am sure we can make a real and urgently needed difference.

István Ujhelyi, előadó. –Elnök úr! Tisztelt Parlament! Megköszönöm a vitát, és hadd ragadjam meg az alkalmat, hogy biztos asszonynak és azoknak a kollégáknak is, akik a Bizottságban az eredeti kommunikációt, az eredeti előterjesztést megírták, azoknak is megköszönjem a munkát. Nem csak addig végeztek jó munkát, amíg elkészült minden a Bizottság kommunikációjához, hanem utána is, mert kollégáimmal rendkívül aktív kapcsolattartásban voltak, és szerintem példaszerű együttműködés volt a Bizottság és a Parlament munkatársai között. És hadd köszönjem meg a jelentéstevő kollégáknak is, a különböző frakciókból nagyon sokat segítettek.

Három dolgot emelek ki most így, a vita végén. Az egyik, talán a legfontosabb, hiszen bármelyikünket érintheti: 25 000 vagy azt is meghaladó halálos áldozat van Európa közlekedési útjain minden évben. Alapvető feladatunk és célunk, hogy ezt a minimálisra csökkentsük. Ez is része a közös feladatunknak.

Második: abba, hogy beléptünk a digitális korszakba, a digitális fejlődés világába, ebből az is következik, hogy nekünk gondoskodnunk kell arról, hogy ugyanolyan közlekedési elérés és ugyanolyan közlekedési lehetősége legyen minden egyes európai polgárnak, szülessék a keleti, a nyugati, az északi vagy déli részén Európának, és nagyvárosban vagy egy kistéleplésen. Ez is nagyon fontos.

A harmadik: hogy a közlekedési ágazat munkavállalói – beleértve a közlekedési iparágunknak, tehát gyárainknak a munkavállalói – ugyancsak rendkívül komoly figyelmet kell, hogy kapjanak tőlünk európai és nemzetállami szinten is, hiszen nagyon gyors technikai fejlődést látunk Kínában és mindenhol máshol. Egészen biztos, hogy föl kell vegyük velük a versenyt.

Ehhez utolsó mondatomként hadd jegyezzem meg: magyarként különösen fontosnak tartottam ezt az előterjesztést, hiszen Magyarországon közel 170 000 ember munkáját és a GDP 10%-át, az export egynegyedét ez az iparág adja. Van még mit tehát dolgozunk. Köszönöm szépen a lehetőséget és köszönöm a közös munkát!

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w czwartek 13 września 2018 r.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Claudia Țapardel (S&D), *în scris*. – Decarbonizarea transportului și folosirea noilor tehnologii oferă oportunități pentru viitorul mobilității. Inițiativa „Europa în mișcare” permite industriilor europene să devină lideri mondiali în domeniul inovării, al digitalizării și al decarbonizării. Avem speranța că această inițiativă va veni în ajutorul strategiei de reînnoire a politicii industriale din Uniunea Europeană. Mobilitatea curată este esențială pentru viitorul nostru, dar la fel de important este și să venim în ajutorul companiilor care asigură această mobilitate.

Consider că tranziția spre modernizarea fundamentală a mobilității în Uniunea Europeană va avea mai multe provocări, dar ea trebuie să fie corectă din punct de vedere social, companiile de transport nu trebuie să fie împovărate de obligații administrative, iar statele periferice să nu fie pedepsite pe motivul operațiunilor transfrontaliere.

Susțin ideea de a trasa o direcție clară, care să vină în sprijinul investițiilor în domeniul transporturilor, dar care să țină cont și de posibilitățile fiecărui stat membru și sper ca, pe viitor, să ne putem concentra și pe probleme cum ar fi companiile fantomă care exploatează atât lacunele legislative, cât și propriii angajați.

19. Predložitev dokumentov: glej zapisnik

20. Prerazporeditev sredstev in proračunske odločitve: gl. zapisnik

21. Dnevni red naslednje seje: gl. zapisnik

22. Zaključek seje

(Posiedzenie zostało zamknięte o godz. 22.44)

—

Uporabljeni znaki

*	Postopek posvetovanja
***	Postopek odobritve
***I	Redni zakonodajni postopek (prva obravnava)
***II	Redni zakonodajni postopek (druga obravnava)
***III	Redni zakonodajni postopek (tretja obravnava)

(Vrsta postopka je odvisna od pravne podlage, ki je predlagana v osnutku akta.)

Kratice imen parlamentarnih odborov

AFET	Odbor za zunanje zadeve
DEVE	Odbor za razvoj
INTA	Odbor za mednarodno trgovino
BUDG	Odbor za proračun
CONT	Odbor za proračunski nadzor
ECON	Odbor za ekonomske in monetarne zadeve
EMPL	Odbor za zaposlovanje in socialne zadeve
ENVI	Odbor za okolje, javno zdravje in varnost hrane
ITRE	Odbor za industrijo, raziskave in energetiko
IMCO	Odbor za notranji trg in varstvo potrošnikov
TRAN	Odbor za promet in turizem
REGI	Odbor za regionalni razvoj
AGRI	Odbor za kmetijstvo in razvoj podeželja
PECH	Odbor za ribištvo
CULT	Odbor za kulturo in izobraževanje
JURI	Odbor za pravne zadeve
LIBE	Odbor za državljanske svoboščine, pravosodje in notranje zadeve
AFCO	Odbor za ustavne zadeve
FEMM	Odbor za pravice žensk in enakost spolov
PETI	Odbor za peticije
DROI	Pododbor za človekove pravice
SEDE	Pododbor za varnost in obrambo

Kratice imen političnih skupin

PPE	Skupina Evropske ljudske stranke (Krščanskih demokratov)
S&D	Skupina naprednega zavezništva socialistov in demokratov v Evropskem parlamentu
ECR	Skupina Evropskih konzervativcev in reformistov
ALDE	Skupina Zavezništva liberalcev in demokratov za Evropo
GUE/NGL	Konfederalna skupina Evropske združene leveice - Zelene nordijske leveice
Verts/ALE	Skupina Zelenih/Evropske svobodne zveze
EFDD	Skupina Evropa svobode in neposredne demokracije
ENF	Skupina Evropa narodov in svobode
NI	Samostojni poslanci